JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 306-51-00
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h. 30 à 12 h. et de 13 h. à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

Systeme pénal et régime pénitentiaire (réforme).

23668. — 19 avril 1972. — M. Commenay demande à M. le ministre de la justice quelles mesures il envisage de prendre ou de proposer au vote du Parlement pour que soient améliorés à la fois l'ensemble du système pénal en vigueur et le régime pénitentiaire.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

Rentiers viagers (amélioration de la situation).

23669. — 19 avril 1972. — M. Coudevigne demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il envisage de prévoir, dans le prochain projet de loi de finances, des dispositions permettant d'améliorer la situation des rentiers viagers conformément à l'équité.

Pollution.

23670. — 19 avril 1972. — M. Roger demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, quelles mesures ont été prises par son ministère contre la pollution.

Anciens combattants (promesses du Gouvernement).

23671. — 19 avril 1972. — M. Nilès rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre les promesses faites par le Gouvernement, avant le vote du budget, et non encore tenues. En particulier: le rétablissement en trois étapes, à partir de 1972, de la retraite du combattant au taux plein, pour tous les titulaires de la carte de combattant; les majorations de 8, 6 et 4 points, respectivement pour les pensions de veuves de guerre au taux spécial, au taux normal et au taux de réversion, et cela dans la perspective des 500 points; la levée des forclusions. Les organisations d'anciens combattants estiment à juste titre que ces dispositions pouvaient être satisfaites compte tenu des annulations de crédits résultant des décès et dont le montant s'élève dans le budget de 1972 à 275 millions de francs. Solidaire du monde ancien combattant, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire ces légitimes revendications.

QUESTIONS ECRITES

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

PREMIER MINISTRE

Associations (subventions).

23606. — 14 avril 1972. — M. Michel Durafour expose à M. le Premier ministre qu'en application de l'article 41 de la loi de finances pour 1962, est publiée la liste des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant reçu directement sur le plan national, au cours de l'année 1970, une subvention à quelque titre que ce soit. La lecture de ce document montre à l'évidence le désordre, voire l'anarchie que présente la répartition de ces subventions. Il lui demande quelles instructions il compte donner et quelles mesures il compte prendre pour que le prochain document en ce domaine, soumis aux parlementaires, montre une volonté de regroupement des subventions accordées, en répondant aux critères de l'efficacité comme de la nécessité de n'engager les deniers publics que pour des actions valables.

Nouvelles-Hébrides.

23621. — 15 avril 1972. — M. Pidjot demande à M. le Premier ministre quelles dispositions il envisage de prendre ou de proposer au vote du Parlement : 1^o pour que soit assurée une meilleure participation des mélanésiens comme des citoyens français du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides sur le plan de leurs responsabilités politiques ; 2^o pour que les citoyens français et les mélanésiens qui habitent ce territoire puissent participer à la désignation de représentants au conseil supérieur des Français à l'étranger de façon à participer à l'élection des sénateurs qui représentent les Français à l'étranger.

Rapatriés non salariés (pensions de retraite).

23626. — 15 avril 1972. — M. Bressoller attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation dans laquelle se trouvent les rapatriés non salariés ayant cotisé en vue de la constitution d'une pension de vieillesse à des caisses privées d'outre-mer. Il lui rappelle que, s'agissant plus particulièrement des ex-affiliés des institutions de retraites d'Algérie, l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 1963 (loi n^o 63-1293 du 21 décembre 1963) précisé par le décret du 24 mai 1965, a prévu un rattachement à l'association générale de retraites par répartition et qu'en outre une subvention serait allouée sur le budget de l'Etat afin d'assurer aux intéressés la reprise totale de leurs droits acquis avec contrepartie de cotisations. Or, les caisses d'accueil métropolitaines ont pris la décision, en raison de leurs difficultés financières, de diminuer les prestations servies et ce dans des proportions importantes pouvant aller de 30 à 70 p. 100 du montant de la pension normale. Compte tenu du préjudice important subi par les intéressés, compte tenu également de la décision judiciaire intervenue le 20 mai 1970 et qui concluait au maintien du service intégral, par les caisses d'accueil des prestations au niveau antérieur, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que les droits à retraite des rapatriés non salariés, ayant cotisé à des caisses privées d'outre-mer, soient honorés intégralement. Il lui fait remarquer que l'ensemble des salariés rapatriés, y compris ceux relevant des professions agricoles, perçoivent des retraites normales et qu'en outre le nombre de personnes en cause est peu important, la charge de la compensation de leurs pensions devant pouvoir être supportée sans difficulté par le budget de l'Etat.

O. R. T. F. (grèves en 1971 et depuis le 1^{er} janvier 1972).

23635. — 17 avril 1972. — M. Péronnet demande à M. le Premier ministre s'il peut lui faire connaître le nombre total et le nombre par secteur professionnel de journées et d'heures de grève à L'Office de radio-diffusion télévision française au cours de l'année 1971, d'une part, et depuis le 1^{er} janvier 1972, d'autre part.

Imprimerie de labour (aides à cette industrie).

23637. — 17 avril 1972. — M. Mazeaud appelle l'attention de M. le Premier ministre sur le cas de l'imprimerie de labour française. Avant l'entrée en vigueur du Marché commun, la France importait 38.000 tonnes d'imprimés (soit 5 p. 100 de son chiffre d'affaires) et en exportait davantage, soit 41.000 tonnes. Maintenant, elle importe 154.000 tonnes, soit 15 p. 100 du chiffre d'affaires global des imprimés en France. Il lui demande, pour aider cette industrie à se réorganiser, si les mesures suivantes dépendant des pouvoirs publics pourraient être prises : 1^o diminution du poids de la patente et des taxes annexes, représentant 1,38 p. 100 du chiffre d'affaires (2,45 p. 100 en « valeur ajoutée »), alors que les moyennes pour l'ensemble des activités industrielles sont de 0,47 à 0,99 p. 100, par l'aboutissement de la demande déposée depuis quinze mois, de réduction du droit proportionnel de un trentième à un quarantième, droit auquel sont assujetties d'autres branches industrielles qui ont connu ou connaissent des difficultés analogues à celles que traverse l'imprimerie ; 2^o suppression de la surcharge fiscale que représente la taxe sur la valeur ajoutée. La presse étant exonérée de cette taxe, l'imprimeur ne peut récupérer le montant de la taxe payée en amont, qui n'est couverte par aucune mesure d'allègement et qui constitue une lourde charge pour les imprimeries concernées, étant parfois supérieure au déficit d'exploitation enregistré par certaines firmes. Dans la majorité des pays du Marché commun où la taxe sur la valeur ajoutée est en vigueur, elle est appliquée sur les périodiques et, de ce fait, récupérable. En Italie, elle n'est pas encore en vigueur ; 3^o sévérité accrue dans le contrôle de l'origine du papier utilisé hors de France pour l'impression des travaux des clients français. Il est permis de s'étonner que tel pays soit devenu brusquement grand producteur de papier, capable non seulement d'alimenter son marché intérieur, mais de couvrir les besoins de sa clientèle étrangère très importante ; 4^o instructions données aux collectivités publiques françaises et aux entreprises qui y sont directement intégrées afin que, à conditions égales de prix et de qualité, priorité soit donnée à l'imprimerie française.

Intéressement des travailleurs.

23652. — 18 avril 1972. — M. Cousté demande à M. le Premier ministre : 1^o quels sont les montants des sommes attribuées au titre de l'intéressement depuis l'application de la loi (ordonnance de 1967), et notamment la progression entre les exercices 71 et 70 ; 2^o s'il y a bien progression dans le nombre et l'importance des entreprises ayant signé des contrats et également quant au nombre des salariés bénéficiaires de cet intéressement ; 3^o comment ont été employées les réserves résultant du régime de l'intéressement.

Cadres administratifs communaux (reclassement).

23711. — 20 avril 1972. — M. Léon Feix signale à M. le Premier ministre une anomalie qui ressort dans le reclassement des cadres administratifs communaux. Passant outre à l'avis de M. le ministre de l'intérieur et à l'exemple de ce qui a été admis par la municipalité de Bordeaux, un certain nombre de grandes communes de France ont effectué le reclassement de ces cadres à partir des textes suivants : arrêté du ministre de l'intérieur du 17 juillet 1968 fixant les indices de début et de fin de carrière des emplois de direction des services communaux ; arrêté du 3 juin 1970 fixant les indices applicables à chaque échelon intermédiaire ; arrêté ministériel du 4 août 1970 définissant la durée d'ancienneté dans chaque échelon et décidant la normalisation de l'ex-classe exceptionnelle. Pour opérer le reclassement et éviter tout allongement de carrière à leurs agents, les municipalités intéressées se sont, dans la plupart des cas, référées à une règle constante admise en d'autres circonstances par le ministre de l'intérieur, notamment dans la circulaire n^o 473 du 3 septembre 1963 relative aux arrêtés des 19 avril et 20 mai 1963. Or, dans plusieurs cas, les services préfectoraux de tutelle, refusant la validité des arrêtés

de reclassement des agents concernés, viennent d'exercer des recours devant le tribunal administratif pour excès de pouvoir des maires. Il lui demande : 1° pour quelles raisons l'avantage consenti aux cadres communaux de la ville de Bordeaux n'est pas étendu à leurs homologues des autres communes de France ; 2° si les préfets ont reçu des directives gouvernementales pour engager une procédure tendant à l'annulation d'arrêtés municipaux pris dans le respect de la législation telle qu'elle est interprétée à Bordeaux.

Radiodiffusion et télévision (réception des émissions).

23717. — 20 avril 1972. — M. Polrier expose à M. le Premier ministre que les occupants de maisons individuelles situées près de grands immeubles voient très souvent la réception des émissions de télévision gravement perturbée en raison de la proximité des constructions en béton armé. Il s'agit d'une gêne qui excède les inconvénients normaux du voisinage et il existe des moyens techniques permettant d'y pallier. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas devoir envisager une réglementation astreignant les constructeurs d'immeubles à réaliser les équipements éventuellement nécessaires pour éviter les inconvénients ci-dessus rappelés.

FONCTION PUBLIQUE

Functionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer (révision de la situation administrative).

23636. — 17 avril 1972. — M. Destremau expose à M. le Premier ministre (fonction publique) qu'un contentieux déjà fort ancien oppose à son administration un certain nombre de fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer, anciens combattants, victimes de la guerre et du régime de Vichy. Il lui demande à quelle date sera réuni le groupe de travail destiné à proposer toutes mesures propres à régler l'ensemble des problèmes posés par la situation administrative des intéressés et dont la constitution avait été admise par ses services en octobre 1971.

Functionnaires (suppression des zones de salaires : Finistère).

23664. — 18 avril 1972. — M. Pierre Lelong appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur le mécontentement des fonctionnaires résidant dans le Finistère, du fait du maintien des zones de salaires. En effet, cette mesure, dont le caractère conjoncturel se justifiait lors de sa création au cours de la guerre 1939-1945, n'a plus guère de justification en Bretagne où les prix sont souvent aussi élevés que dans la région parisienne, sinon même supérieurs, au moment de l'afflux des vacanciers. La suppression de la zone 4, décidée en 1972, ne touche personne dans le Finistère et aggrave l'écart entre les deux dernières zones. Il lui demande : 1° si, dans ces conditions, il ne serait pas légitime de définir un calendrier précis portant sur une suppression des zones de salaires d'ici un nombre raisonnable d'années ; 2° si le Gouvernement accepterait qu'un tel problème soit pris en considération au moment de l'élaboration et du vote du budget.

AFFAIRES CULTURELLES

Eglise Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, à Paris (restauration de l'orgue).

23662. — 18 avril 1972. — M. Krleg expose à M. le ministre des affaires culturelles que la restauration du petit orgue de l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, sise à Paris (4^e) est une incontestable réussite technique et contribue à augmenter l'intérêt que suscite cette église parmi les visiteurs du Marais. Mais il est regrettable que cet orgue, situé dans le côté gauche du chœur, ait été entouré d'un coffrage de bois sans style et ne s'apparentant nullement aux stalles et boiseries anciennes existantes. C'est pourquoi il lui demande, la restauration de l'orgue étant intervenue sous son égide, s'il n'envisage pas de prendre les mesures qui s'imposent afin de modifier ce coffrage et de le rendre digne du cadre prestigieux dans lequel il se trouve

AFFAIRES ETRANGERES

Imprimerie de labour (aides à cette industrie).

23639. — 17 avril 1972. — M. Mazeaud appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le cas de l'imprimerie de labour française. Avant l'entrée en vigueur du Marché commun,

la France importait 38.000 tonnes d'imprimés (soit 5 p. 100 de son chiffre d'affaires) et en exportait davantage, soit 41.000 tonnes. Maintenant, elle importe 154.000 tonnes, soit 15 p. 100 du chiffre d'affaires global des imprimés en France. Il lui demande, pour aider cette industrie à se réorganiser, si les mesures suivantes, dépendant des pouvoirs publics pourraient être prises : 1° diminution du poids de la patente et des taxes annexes, représentant 1,38 p. 100 du chiffre d'affaires (2,45 p. 100 en « valeur ajoutée »), alors que les moyennes pour l'ensemble des activités industrielles sont de 0,47 et 0,99 p. 100, par l'aboutissement de la demande déposée depuis 15 mois, de réduction du droit proportionnel de un trentième à un quarantième, droit auquel sont assujetties d'autres branches industrielles qui ont connu ou connaissent des difficultés analogues à celles que traverse l'imprimerie ; 2° suppression de la surcharge fiscale que représente la T. V. A. La presse étant exonérée de cette taxe, l'imprimeur ne peut récupérer le montant de la taxe payée en amont, qui n'est couverte par aucune mesure d'allègement, et qui constitue une lourde charge pour les imprimeries concernées, étant parfois supérieure au déficit d'exploitation enregistré par certaines firmes. Dans la majorité des pays du Marché commun où la T. V. A. est en vigueur, elle est appliquée sur les périodiques et, de ce fait, récupérable. En Italie, elle n'est pas encore en vigueur ; 3° sévérité accrue dans le contrôle de l'origine du papier utilisé hors de France pour l'impression des travaux des clients français. Il est permis de s'étonner que tel pays soit devenu brusquement grand producteur de papier, capable non seulement d'alimenter son marché intérieur, mais de couvrir les besoins de sa clientèle étrangère très importante ; 4° instructions données aux collectivités publiques françaises et aux entreprises qui y sont directement intégrées afin que, à conditions égales de prix et de qualité, priorité soit donnée à l'imprimerie française.

Rapatriés

(résultats des négociations d'indemnisation avec les Etats intéressés).

23679. — 19 avril 1972. — M. Alduy, se référant à sa question écrite n° 17567 déposée le 6 avril 1971, réponse parue au Journal officiel du 25 mai 1971, demande à M. le ministre des affaires étrangères le résultat de l'action engagée par le Gouvernement auprès des Etats où les dépossessions se sont produites dans le but d'en obtenir l'indemnisation, il lui rappelle que, conformément à l'article 66 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970, le Gouvernement devait rendre compte des résultats des négociations devant la commission des affaires étrangères avant le 1^{er} janvier 1972.

Droits de l'homme (ratification de la convention européenne).

23682. — 19 avril 1972. — M. Péronnet, se référant à la réponse qui a été faite à sa question écrite, n° 6507, parue au Journal officiel du 13 septembre 1969, demande à M. le ministre des affaires étrangères si, dans la conjoncture présente, notamment dans le cadre des nouvelles perspectives européennes qui s'offrent à la France, le Gouvernement n'estime pas opportun de procéder, sans tarder, à la ratification de la convention européenne des droits de l'homme. Il rappelle que cette convention a été signée le 4 novembre 1950 par la France qui, de tous les pays signataires, est le seul à ne pas l'avoir encore ratifiée.

AGRICULTURE

Abattage des animaux (méthodes pour éviter la cruauté).

23631. — 17 avril 1972. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture que, d'après certaines informations, les méthodes utilisées dans les abattoirs pour l'abattage des animaux ne respectent pas la réglementation qui a été fixée par le décret n° 64-334 du 16 avril 1964 et l'arrêté de même date précisant les procédés autorisés pour l'abattage des animaux et les conditions auxquelles doivent satisfaire les installations, appareils et instruments utilisés. Il lui fait observer, d'autre part, que cette réglementation ne concerne que les animaux des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, et que rien ne semble avoir été prévu pour éviter une certaine cruauté dans l'abattage des lapins et volailles. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, d'une part, de faire procéder à une enquête sur l'application du décret du 16 avril 1964 susvisé en vue de prévoir éventuellement un renforcement des contrôles et une aggravation des sanctions et, d'autre part, d'établir un texte réglementant l'abattage des lapins et des volailles.

*Associations de jardins ouvriers
(rétablissement de la subvention).*

23678. — 19 avril 1972. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la suppression de la subvention de 125.000 francs habituellement inscrite au chapitre 46-15 du budget du ministère et destinée à aider les associations des jardins ouvriers de France. Bien que très insuffisant pour faire face aux besoins ce crédit avait l'avantage de faciliter à nombre d'associations la création et le renouvellement d'équipements techniques indispensables ainsi que l'amélioration esthétique des jardins. Aussi compte tenu du rôle que peuvent jouer dans l'environnement des villes en particulier les jardins ouvriers de France, il lui demande s'il envisage de rétablir ce crédit et par quel moyen.

Chasse (modification des conditions d'exercice).

23680. — 19 avril 1972. — M. Delorme rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le conseil supérieur de la chasse avait proposé la modification de certaines dispositions du code rural et notamment de l'article 371. Ces modifications devraient permettre : 1° plus de souplesse dans la fixation par le ministère de la liste des animaux gibier ou des animaux protégés, des conditions de l'exercice de la chasse, des divers modes de chasse, des diverses dates d'ouverture et de clôture ; 2° l'application du plan de chasse à une partie d'un département ; 3° la limitation par le préfet des jours ou heures de chasse sur demande de la fédération, les suspensions de la chasse pour calamité devant être subordonnées à l'avis de cette dernière. Ces mesures étant attendues depuis longtemps par les intéressés, il lui demande la date à laquelle un projet de loi sera soumis au Parlement.

*Brevet de technicien supérieur agricole (candidats titulaires
du brevet de technicien agricole [adulte]).*

23690. — 20 avril 1972. — M. Le Bault de la Morinière rappelle à M. le ministre de l'agriculture que l'article 3 de l'arrêté du 16 juillet 1965 relatif au brevet de technicien supérieur agricole dispose que les sections de techniciens supérieurs sont ouvertes, après épreuves de sélection, aux titulaires du brevet de technicien agricole délivré en application du décret du 20 août 1964. L'article 5 du même texte prévoit cependant que par décision du ministre des candidats dont les connaissances et les aptitudes sont reconnues suffisantes, au vu de leur dossier et, éventuellement, à la suite d'un examen, peuvent être admis dans les sections de techniciens supérieurs agricoles dans un établissement d'enseignement agricole public ou privé reconnu, dans la limite des places disponibles, jusqu'à concurrence de 10 p. 100 de l'effectif de chacune des sections. Par ailleurs, en réponse à des questions écrites de deux sénateurs, il disait que la formation conduisant au brevet de technicien agricole (adulte) a pour but de permettre à des stagiaires adultes, compte tenu de leur expérience professionnelle et humaine, de développer leurs moyens d'expression et de communication, de perfectionner leurs méthodes de pensée et de compléter les bases générales, scientifiques, économiques et humaines nécessaires à un technicien breveté. Il ajoutait que, dans la mise au point de ce brevet, il avait eu en particulier le souci de mettre au point une formation débouchant sur un diplôme d'une valeur en tous points comparable au B. T. A. scolaire. Or, les titulaires du brevet de technicien agricole (adulte) ne sont cependant pas considérés comme remplissant les conditions exigées par l'article 3 précité. C'est ainsi que, parmi cinq élèves de l'école secondaire d'agriculture de La Roche-sur-Yon, deux seulement ont été admis à se présenter à la session 1972 du B. T. S. A. (option Production animale). Les trois autres n'ont pu se prévaloir de leur diplôme pour s'inscrire en section des techniciens supérieurs, motif pris que les deux dérogations accordées correspondaient à la limite des possibilités offertes par l'article 5 de l'arrêté du 16 juillet 1965. Un tel refus va à l'encontre de l'affirmation selon laquelle le ministre de l'agriculture, en créant un brevet de technicien agricole adulte, avait voulu mettre au point un diplôme d'une valeur en tous points comparable au brevet de technicien agricole (scolaire). La sélection ainsi opérée entre ces cinq jeunes gens, tous titulaires du B. T. A. (adulte), a un caractère profondément inéquitable. L'argument selon lequel l'arrêté du 23 mai 1969, fixant les modalités d'attribution du B. T. A. pour adultes, n'a prévu aucune équivalence avec le B. T. A. créé par l'arrêté du 20 août 1969 n'apparaît absolument pas convaincant, malgré l'affirmation rappelant qu'une équivalence de diplôme ne se présume pas mais doit être nettement définie par un texte officiel. Afin de remédier à une situation profondément choquante, il lui demande s'il peut faire procéder à un réexamen de la situation des trois candidats en cause, de telle sorte

qu'ils puissent se présenter à la session de 1972 du B. T. S. A. (option Production animale). Il semble que cette inscription pourrait se faire soit en incluant le B. T. A. (adulte) parmi les titres exigés à l'article 3 de l'arrêté du 16 juillet 1965, soit en interprétant le plus largement possible les dispositions de l'article 5 de cet arrêté.

*Viandes salées (ventes directes de l'agriculteur éleveur
aux consommateurs, régime fiscal et garanties sanitaires).*

23697. — 20 avril 1972. — M. Douzans expose à M. le ministre de l'agriculture que la vente directe du producteur au consommateur de viandes dites « salées », conserves ou autres, de porcs et de volailles, est une coutume qui reste vivace dans nos régions, et ceci le plus souvent à l'occasion des marchés traditionnels, à des époques bien précises de l'année. Aujourd'hui, ces ventes jouissent d'un regain d'intérêt ; elles sont un moyen certain pour des agriculteurs placés près des agglomérations importantes de commercialiser avantageusement leurs produits. Elles permettent à des exploitations familiales de survivre, en donnant une valeur ajoutée à leurs produits, et les consommateurs, d'une manière générale, semblent particulièrement satisfaits de ce mode d'achat. A travers un cas d'espèce qui se trouve posé, il semble intéressant de préciser et faire connaître la législation à laquelle sont soumis les agriculteurs se livrant à ce type d'activités. Un agriculteur éleveur produit des volailles qu'il transforme en conserves : confit, foie gras, etc., et les vend directement aux consommateurs sans utiliser des circuits d'abattage, de transformation et de commercialisation habituels. Il n'a employé à cet effet, et pour plus de 80 p. 100 de son prix de revient, que des aliments, produits et main-d'œuvre de son exploitation. En résumé, et à partir de ses récoltes végétales, un agriculteur effectue des productions animales et les vend sous une forme élaborée. Il lui demande : 1° quelle est sa position fiscale dans les deux cas suivants : a) il est assujéti au régime de la T. V. A. agricole ; b) il est assujéti au régime du remboursement forfaitaire. 2° A quelles règles sont soumis, du point de vue des garanties sanitaires, les circuits d'abattage et de transformation, étant bien entendu qu'il ne peut s'agir que d'un mode artisanal, puisque les opérations dans leur ensemble se déroulent sur l'exploitation. Dans le cas présent, il s'agit plus précisément de poulets, oies et canards, dont le nombre de têtes travaillées par semaine est inférieur à cinq cents.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

*Contentieux des anciens combattants
(rapport constant, retraite et carte du combattant).*

23632. — 17 avril 1972. — M. Durieux demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il n'estime pas qu'il serait désirable que sur sa proposition le Gouvernement prenne toutes dispositions utiles tendant : 1° à rétablir effectivement en deux ou trois étapes le rapport constant entre l'indice de base de certains emplois administratifs et la pension des anciens combattants ; 2° à effectuer progressivement la parité entre les pensions servies aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 et celles allouées aux anciens combattants de la guerre 1939-1945 ; 3° à attribuer la carte d'ancien combattant aux personnels ayant servi en Algérie qui ont effectué de véritables opérations de guerre ou qui ont été soit cités pour leur attitude contre les rebelles, soit blessés au cours des combats.

Internés (revendications).

23698. — 20 avril 1972. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur une résolution concernant les droits des Internés adoptée par le congrès de l'association départementale des déportés et Internés résistants et patriotes, tenu au Bouscat le 26 mars 1972, par laquelle les rescapés des camps de concentration nazis, des prisons vichystes et hitlériennes et les familles des disparus regrettent que malgré le vote de la loi du 9 juillet 1970 aucune mesure n'ait été prise, à l'occasion du dernier budget, pour remédier aux douloureuses discriminations dont demeurent victimes les Internés résistants et politiques en ce qui concerne la réparation des préjudices subis, demandent que les recommandations et dispositions du décret du 16 juin 1953 instituant le guide-barème pour l'évaluation de l'invalidité chez les anciens déportés et Internés ne restent pas lettre morte en ce qui concerne les droits des Internés, rappellent leurs exigences tendant à obtenir : 1° le bénéfice de la présomption d'origine, sans condition de délai, pour les infirmités

rattachables aux conditions générales de l'arrestation et de l'internement; 2° des modalités de calcul et de liquidation des pensions d'invalidité identiques à celles des déportés; 3° La concession définitive de la pension au bout de trois ans pour les internés résistants et politiques; 4° le bénéfice des mêmes avantages pour les familles des internés politiques disparus que pour celles des internés résistants disparus en ce qui concerne la gratuité pour la visite aux tombes et pèlerinages. Il lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires, lors de la préparation du prochain budget de son département, pour que soient satisfaites, dans la mesure du possible, ces légitimes revendications.

Anciens combattants (contentieux).

23699. — 20 avril 1972. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur une résolution adoptée par le congrès de l'association départementale des déportés et internés résistants et patriotes de la Gironde, tenu au Bouscat le 26 mars 1972, par laquelle les rescapés des camps et des prisons et les familles des disparus demandent notamment que le calendrier d'application de quatre ans prévu par la loi du 9 juillet 1970 pour la mise à parité des pensions d'invalidité des déportés politiques soit abrégé par le regroupement en une seule des deux dernières années, regrettent que le dernier budget des anciens combattants et victimes de guerre n'ait apporté aucune contribution notable à la solution du contentieux, solution qui ne pourra découler que d'un dialogue véritable abordé avec le désir sincère d'aboutir et affirmer leur résolution de poursuivre et d'intensifier leur action au sein du monde combattant pour que soient enfin considérées: 1° l'amélioration de la situation des internés résistants et politiques; 2° l'application d'un régime identique en matière de cures thermales pour les déportés et internés politiques, et pour les déportés et internés résistants; 3° la revalorisation des pensions de veuves de guerre, des ascendants; 4° l'application intégrale du rapport constant; 5° l'abrogation de toutes les forclusions; 6° l'égalité de la retraite entre tous les titulaires de la carte du combattant; 7° la célébration de la victoire du 8 mai 1945 dans les mêmes conditions que le 11 novembre, jour de fête nationale, férié et chômé; 8° l'attribution de distinctions honorifiques sans considérations discriminatoires. Il lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires, lors de la préparation du prochain budget de son département, pour que soient satisfaites, dans la mesure du possible, ces légitimes revendications.

DEFENSE NATIONALE

Légion d'honneur (dossiers des anciens combattants).

23607. — 14 avril 1972. — M. Médecin expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que l'examen des dossiers de Légion d'honneur pour les anciens combattants qui possèdent les titres nécessaires est particulièrement long. Il lui demande combien de dossiers sont actuellement en instance et quelles instructions il compte donner pour remédier à cette situation.

Pensions de retraite militaires (sous-lieutenant et adjudant-chef).

23618. — 14 avril 1972. — M. Pequet attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur le fait qu'un sous-lieutenant ayant vingt ans de services militaires perçoit une pension proportionnelle de retraite à l'indice 385, alors qu'un adjudant-chef comptant le même nombre d'années bénéficie d'une pension calculée sur l'indice 420. Compte tenu des mesures nouvelles insérées dans le projet de loi de finances pour 1972, il lui demande à quelle date seront prises, en accord avec son collègue le ministre de l'économie et des finances, les dispositions pratiques qui permettront de supprimer une telle anomalie.

Service national (dispenses).

23642. — 18 avril 1972. — M. Maujouën du Gasset demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale dans quelle mesure il est possible, dans le cadre de la législation actuelle, d'exempter du service national le fils qui, par son salaire, aide sa mère veuve à élever des frères et sœurs plus jeunes.

Pensions militaires d'invalidité (taux du grade pour les militaires de carrière retraités avant le 3 août 1962).

23692. — 20 avril 1972. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale qu'il avait appelé son attention (question écrite n° 26218) sur les dispositions de l'article 6 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962. Le décret n° 63-1059 du 21 octobre 1963 portant règlement d'administration publique et la circulaire ministérielle n° 66-1023 du 31 octobre 1966 précisait que les dispositions de ce texte ne s'appliquaient qu'aux militaires retraités au plus tôt le 3 août 1962. La réponse faite à une question écrite du 30 avril 1971 (question écrite n° 18947) précisait que le Gouvernement faisait des études afin de rechercher selon quelles modalités pourrait être étendu, à de nouvelles catégories d'invalides de guerre ou à leurs ayants cause, le bénéfice des dispositions de la loi précitée. Se référant à cette réponse l'auteur de la présente question demandait à quelles conclusions avaient abouti ces études et insistait que le fait qu'il conviendrait de faire bénéficier des dispositions prévues par ce texte non pas de nouvelles catégories d'invalides de guerre mais la totalité des militaires invalides ou leurs ayants cause quelle que soit la date à laquelle ces militaires ont été retraités. En réponse à cette question (*Journal officiel*, débats A. N. n° 104 du 17 novembre 1971, p. 5811) il était dit qu'en raison de la conjoncture financière et des priorités à respecter il n'était pas possible lors de la mise au point de la loi de finances pour 1972 de réserver une suite favorable à la question posée. Le problème que pose l'attribution d'une pension d'invalidité au taux du grade aux militaires de carrière retraités avant le 3 août 1962 est un problème de principe extrêmement important. L'application stricte de la règle de non-rétroactivité conduit à des situations profondément inéquitables. Il lui expose à cet égard la situation d'un officier de carrière arrêté par la gestapo en 1943 pour son action dans la Résistance et déporté en Allemagne dans un camp de concentration. Rapatrié en 1945 avec un état de santé extrêmement déficient il a dû séjourner pendant trois années consécutives à l'hôpital. Placé en congé de longue durée pour maladie grave dont trois ans avec demi-solde il a été réformé définitivement pour infirmité incurable avec une retraite proportionnelle et une pension d'invalidité au taux de soldat. Retraité avant le 3 août 1962 il ne peut prétendre aux dispositions nouvelles qui devraient normalement lui permettre de bénéficier d'une pension d'invalidité au taux du grade. Il est bien évident que par rapport à ses camarades qui ont pu être maintenus en service et qui n'ont été retraités qu'après le 3 août 1962, il se trouve placé dans une situation que rien ne peut justifier. Des situations analogues existent en nombre important. Elles ne peuvent être négligées et le principe de non-rétroactivité des lois dans des cas de ce genre apparaît non pas comme la protection juridique des citoyens qu'elle devrait être mais comme génératrices d'injustices. Pour ces raisons il lui demande s'il peut intervenir auprès de son collègue M. le ministre de l'économie et des finances et auprès de M. le Premier ministre pour que, par exemple, à l'occasion de la préparation du projet de loi de finances pour 1973 une solution soit enfin trouvée à ce problème particulièrement irritant.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Fonctionnaires des territoires d'outre-mer (durée de séjour).

23622. — 15 avril 1972. — M. Pidjot demande à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer s'il compte appliquer, aussi strictement que possible, la circulaire limitant à six années le séjour des fonctionnaires métropolitains dans le même territoire à tous les fonctionnaires d'autorité, en particulier les inspecteurs du travail et des lois sociales, les inspecteurs primaires et les administrateurs. En effet, la nécessité d'un changement pour cette catégorie de fonctionnaires s'impose parfois, étant donné leurs fonctions et l'incompatibilité de celles-ci avec des liens d'affaires ou des liens personnels dans le territoire. En revanche, en ce qui concerne les fonctionnaires d'exécution, calédoniens d'origine ou d'adoption, et notamment les enseignants, il lui demande s'il compte appliquer libéralement cette circulaire.

Nouvelle-Calédonie (prêts aux communes).

23623. — 15 avril 1972. — M. Pidjot expose à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer que les communes du territoire de Nouvelle-Calédonie rencontrent les plus grandes difficultés pour contracter les emprunts nécessaires à leur développement économique et social, faute d'un organisme garantissant ces emprunts. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre ou proposer, si besoin est, au vote du Parlement, pour remédier à une telle situation.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Imprimerie de labour (aides à cette industrie).

23640. — 17 avril 1972. — M. Mazeaud appelle l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur le cas de l'imprimerie de labour française. Avant l'entrée en vigueur du Marché commun, la France importait 38.000 tonnes d'imprimés (soit 5 p. 100 de son chiffre d'affaires) et en exportait davantage, soit 41.000 tonnes. Malheureusement, elle importe 154.000 tonnes, soit 15 p. 100 du chiffre d'affaires global des imprimés en France. Il lui demande, pour aider cette industrie à se réorganiser, si les mesures suivantes dépendant des pouvoirs publics pourraient être prises : 1° diminution du poids de la patente et des taxes annexes, représentant 1,38 p. 100 du chiffre d'affaires (2,45 p. 100 en « valeur ajoutée »), alors que les moyennes pour l'ensemble des activités industrielles sont de 0,47 et 0,99 p. 100, par l'abaissement de la demande déposée depuis quinze mois, de réduction du droit proportionnel de un trentième à un quarantième, droit auquel sont assujetties d'autres branches industrielles qui ont connu ou connaissent des difficultés analogues à celles que traverse l'imprimerie ; 2° suppression de la surcharge fiscale que représente la T. V. A. La presse étant exonérée de cette taxe, l'imprimeur ne peut récupérer le montant de la taxe payée en amont, qui n'est couverte par aucune mesure d'allègement, et qui constitue une lourde charge pour les imprimeries concernées, étant parfois supérieure au déficit d'exploitation enregistré par certaines firmes. Dans la majorité des pays du Marché commun où la T. V. A. est en vigueur, elle est appliquée sur les périodiques et, de ce fait, récupérable. En Italie, elle n'est pas encore en vigueur ; 3° sévérité accrue dans le contrôle de l'origine du papier utilisé hors de France pour l'impression des travaux des clients français. Il est permis de s'étonner que tel pays soit devenu brusquement grand producteur de papier, capable non seulement d'alimenter son marché intérieur, mais de couvrir les besoins de sa clientèle étrangère très importante ; 4° instructions données aux collectivités publiques françaises et aux entreprises qui y sont directement intégrées afin que, à conditions égales de prix et de qualité, priorité soit donnée à l'imprimerie française.

Marchés de tissages entre la France et l'U. R. S. S.

23710. — 20 avril 1972. — M. Houël demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique s'il peut lui faire connaître, à la suite de la conclusion d'un marché entre l'U. R. S. S. et la France, comment sont distribués les ordres de marchés des tissages.

ECONOMIE ET FINANCES

Journalistes (vignette automobile).

23608. — 14 avril 1972. — M. Médecin demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne peut être envisagé d'accorder aux journalistes titulaires de la carte professionnelle le bénéfice de l'exonération de la vignette automobile, compte tenu des sujétions identiques à d'autres catégories professionnelles qui, elles, bénéficient de cette exonération.

Pensions de retraite des artisans et commerçants (taxe de solidarité).

23610. — 14 avril 1972. — M. Maujoux du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le projet de loi sur les régimes de retraite des artisans et commerçants institue une taxe de solidarité pour constitution de pécule, au bénéfice de ces derniers, taxe basée sur la surface commerciale bâtie des commerces en activité, avec un plafond de 2 francs par mètre carré. Il lui demande s'il n'envisage pas de dispenser de cette taxe les petits commerces, suivant des modalités à définir.

Agents généraux d'assurance (impôt sur le revenu des personnes physiques).

23612. — 14 avril 1972. — M. Rossi attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la disparité dans le calcul des revenus nets des agents généraux. Le pourcentage affecté comme

frais professionnels varie très souvent de ville à ville et de département à département. Dans ces conditions, il demande quels sont les critères employés pour le calcul des revenus nets des agents généraux et, en particulier, s'il est tenu compte des frais de déplacement, des frais de représentation, des frais de financement d'agence, des frais d'amortissement et des pertes commerciales.

Etudiants (imposition de leurs revenus).

23619. — 15 avril 1972. — M. Cousté attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des étudiants qui, pendant leurs vacances ou leur temps libre, sont amenés à percevoir des rémunérations pour des travaux divers qu'ils peuvent être amenés à effectuer. Ces sommes sont la plupart du temps modestes et en règle générale elles sont l'objet d'une déclaration fiscale normale. Selon la législation en vigueur, ces rémunérations s'ajoutent aux revenus des parents qui se trouvent ainsi pénalisés des efforts faits par leurs enfants, cependant souvent très heureux pour leur formation. Dans la réponse publiée au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 29 mai 1970, à la question n° 10643 de M. Ansquer, il avait été indiqué que l'administration examinerait avec toute la largeur de vue désirable les demandes présentées par les chefs de famille. Il lui demande si un changement de principe ne pourrait pas être adopté exonérant jusqu'à un certain montant raisonnable les parents de la déclaration des revenus perçus par leurs enfants étudiants.

Transports publics de marchandises (licence).

23625. — 15 avril 1972. — M. Beylot expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu de la loi du 14 avril 1952, et notamment en son article 25 II A, tout transport public de marchandises doit être effectué par le titulaire d'une licence prévue à cet effet. Le décret du 14 novembre 1949, en son article 23-3°, déroge à ces dispositions et précise notamment : « ne sont pas soumis aux dispositions des articles 1 à 34 inclus du décret... 3° les transports exécutés par des entreprises liées entre elles par un contrat en vue de l'exécution d'un travail commun ou de la mise en commun d'une partie de leur activité dans les conditions suivantes : a) les véhicules utilisés appartiennent à des entreprises ; b) les marchandises transportées sont la propriété de ces entreprises, les marchandises ont en outre un emploi dans l'exécution d'un travail commun ou dans l'exercice de la partie d'activité mise en commun ; c) le transport n'est que l'accessoire et le complément du travail ou de l'activité définie par le contrat. Le même décret prévoit enfin qu'un arrêté concerté du ministre des travaux publics et des transports et du ministre des finances et des affaires économiques fixe les conditions dans lesquelles sont autorisés ces transports ». A ce jour, le texte d'application normalement visé dans le décret du 14 novembre 1949 n'a fait l'objet d'aucune publication, tout au plus une note interne, sans valeur juridique, du ministère des transports a été publiée en mars 1967, sous le numéro 68/3. Il n'en demeure pas moins que les tribunaux et les cours d'appel prononcent des condamnations à l'encontre des transporteurs qui seraient exonérés de toute responsabilité pénale si le texte d'application prévu avait été publié. C'est dans ces conditions qu'il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à une telle situation et dans quels délais le décret prévu par la réglementation sera publié.

Taxe de publicité foncière (exploitation agricole).

23627. — 15 avril 1972. — M. Le Bault de la Morinière expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une ferme est exploitée en indivision à concurrence d'une moitié indivise par le propriétaire (en qualité de propriétaire exploitant) et à concurrence de l'autre moitié indivise par une autre personne (en qualité de locataire du propriétaire, bénéficiaire d'une location verbale déclarée depuis plus de deux ans). Le locataire se rend propriétaire de la totalité de la ferme (le propriétaire cessant son activité). Par analogie avec le cas d'un copropriétaire qui se rend propriétaire d'un bien pour la totalité, alors qu'il n'en exploite qu'une portion indivise, il lui demande si l'acquéreur bénéficiaire du régime prévu par l'article 3-II (5° b) de la loi du 26 décembre 1969 (taxe de publicité foncière au taux de 0,60 p. 100) sur la totalité de son acquisition et non seulement sur la moitié indivise qu'il exploitait avant son acquisition.

Taxe de publicité foncière (exploitation agricole).

23628. — 15 avril 1972. — **M. Le Bault de la Morinière** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une ferme est exploitée en indivision par le père en qualité de propriétaire exploitant et par le fils en qualité de locataire (la portion indivise donnée en location au fils appartenant aux sœurs du père). Le fils se rend acquéreur de ses tantes des parts et portions indivises par lui exploitées. Il fait cette acquisition sous le bénéfice de l'article 3-11 (5° b) de la loi du 26 décembre 1969 (taxe de publicité foncière au taux de 0,60 p. 100). Le même jour il est procédé entre le père et le fils au partage de la ferme par eux exploitée en indivision, aux termes duquel il est attribué à chacun d'eux une portion divisée de cette ferme, en représentation de leurs droits. Il lui demande si le fait de procéder à ce partage est susceptible de remettre en cause le bénéfice de l'article 3-11 (5° b) de la loi du 26 décembre 1969 (le fils reportant sur la portion divisée à lui attribuée l'engagement d'exploiter personnellement pendant cinq ans qu'il a souscrit sur les portions indivises par lui acquises).

Carburant vendu par les supermarchés (réductions de prix).

23633. — 17 avril 1972. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que certains supermarchés vendent l'essence ordinaire et le supercarburant avec une réduction moyenne de quinze centimes par rapport aux prix pratiqués dans les stations-service. Il lui demande : 1° si une telle pratique est conforme à la réglementation en vigueur ; 2° si une telle réduction a pour origine une minoration des prix de livraison accordés aux supermarchés par les sociétés distributrices de carburants.

Imprimerie de labour (aides à cette industrie).

23638. — 17 avril 1972. — **M. Mazeaud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas de l'imprimerie de labour française. Avant l'entrée en vigueur du Marché commun, la France importait 38.000 tonnes d'imprimés (soit 5 p. 100 de son chiffre d'affaires) et en exportait davantage, soit 41.000 tonnes. Maintenant, elle importe 154.000 tonnes, soit 15 p. 100 du chiffre d'affaires global des imprimés en France. Il lui demande, pour aider cette industrie à se réorganiser, si les mesures suivantes dépendant des pouvoirs publics pourraient être prises : 1° diminution du poids de la patente et des taxes annexes, représentant 1,38 p. 100 du chiffre d'affaires (2,45 p. 100 en « valeur ajoutée »), alors que les moyennes pour l'ensemble des activités industrielles sont de 0,47 et 0,99 p. 100, par l'aboutissement de la demande déposée depuis 15 mois, de réduction du droit proportionnel de un trentième à un quarantième, droit auquel sont assujetties d'autres branches industrielles qui ont connu ou connaissent des difficultés analogues à celles que traverse l'imprimerie ; 2° suppression de la surcharge fiscale que représente la T. V. A. La presse étant exonérée de cette taxe, l'imprimeur ne peut récupérer le montant de la taxe payée en amont, qui n'est couverte par aucune mesure d'allègement, et qui constitue une lourde charge pour les imprimeries concernées, étant parfois supérieure au déficit d'exploitation enregistré par certaines firmes. Dans la majorité des pays du Marché commun où la T. V. A. est en vigueur, elle est appliquée sur les périodiques et, de ce fait, récupérable. En Italie, elle n'est pas encore en vigueur ; 3° sévérité accrue dans le contrôle de l'origine du papier utilisé hors de France pour l'impression des travaux des clients français. Il est permis de s'étonner que tel pays soit devenu brusquement grand producteur de papier, capable non seulement d'alimenter son marché intérieur, mais de couvrir les besoins de sa clientèle étrangère très importante ; 4° Instructions données aux collectivités publiques françaises et aux entreprises qui y sont directement intégrées afin que, à conditions égales de prix et de qualité, priorité soit donnée à l'imprimerie française.

Hôtels (liberté des prix).

23643. — 18 avril 1972. — **M. Brocard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation difficile de l'hôtellerie classée de tourisme. Si l'arrêté ministériel du 8 juin 1967 prévoyait que les prix pourraient être débattus librement entre les exploitants et leurs clients dans les hôtels, relais et motels de tourisme classés 2 étoiles, 3 étoiles, 4 étoiles et 4 étoiles luxe sur la base des nouvelles normes, par contre l'arrêté ministériel

du 29 novembre 1968 a ajourné pratiquement l'arrêté de juin 1967. Or, des décisions libérales ont été récemment prises à l'égard des entreprises industrielles de moins de 20 salariés ainsi qu'à l'égard de divers commerces et fabrications de luxe ou ne revêtant pas un caractère utilitaire ; ces entreprises, et celles soumises à une forte concurrence, seront totalement libres de fixer leurs prix. Ces définitions sembleraient s'appliquer à l'évidence à l'hôtellerie et à la restauration de tourisme ; en effet, ces professions classées actuellement dans les prestataires de service s'apparentent simultanément à l'industrie quant aux investissements lourds nécessaires et d'ailleurs imposés, et au commerce de luxe puisque fournissant des produits et services non-utilitaires. Dans de telles conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à l'hôtellerie de tourisme, classée nouvelles normes, de bénéficier des mesures libérales et d'être ainsi dégagée d'un certain nombre de contraintes peu compatibles avec ses activités.

Patentes (propositions de la commission permanente).

23646. — 18 avril 1972. — **M. de la Verpillière** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les propositions faites par la commission permanente du tarif des patentes dans sa séance du 8 juillet 1971. Il lui demande à quelle date paraîtra au *Journal officiel* le décret d'application pratique de ces décisions.

Crédit (taux).

23650. — 18 avril 1972. — **M. Nass** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** les difficultés rencontrées par les familles qui ont recours au crédit pour connaître le taux exact des prêts qu'elles ont proposés. Il attire son attention sur les erreurs psychologiques entraînées par la différence existant entre les taux apparents et les taux réels des intérêts, de sorte que certaines familles s'endettent ainsi inconsciemment et se trouvent dans des situations difficiles. Il lui demande s'il n'envisage pas d'obliger les organismes prêteurs à afficher les taux réels des intérêts grevant les prêts consentis.

Baux ruraux (avantages fiscaux des baux à long terme).

23651. — 18 avril 1972. — **M. Degraeve** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que suivant acte notarié du 31 octobre 1963 une propriétaire a donné à bail à un fermier 21 hectares de sapins à charge par lui de les défricher pour une durée de dix-huit années, moyennant un fermage égal à deux quintaux de blé à l'hectare. Cet acte a été régulièrement transcrit à la conservation des hypothèques de Châlons-sur-Marne. Les lois du 31 décembre 1970 et du 3 janvier 1972, concernant les baux ruraux à long terme, prévoient qu'un bail de dix-huit ans entraîne des avantages fiscaux concernant les droits de mutation à titre gratuit en cas de décès du bailleur. Il lui demande si le bail consenti ainsi qu'il a été dit ci-dessus le 31 octobre 1963 peut bénéficier par voie de conséquence de ces avantages fiscaux et dans l'affirmative sous quelles conditions, il devrait en quelque sorte être mis en harmonie avec les nouvelles dispositions propres aux baux à long terme. La loi du 31 décembre 1970 prévoit l'exigence d'un écrit, la publication de l'acte et un état des lieux. Ces deux premières conditions existent dès à présent, par contre, l'état des lieux n'a pas été dressé. En tout état de cause il serait navrant de voir pénaliser des propriétaires ayant accepté de consentir avant la loi un bail à long terme et il serait souhaitable que l'avantage fiscal concernant la première mutation à titre gratuit des terres contenues dans ledit bail soit étendu aux baux de cette nature.

Hôpitaux (personnels administratifs).

23656. — 18 avril 1972. — **M. Dupont-Fauville** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur un projet de décret, établi par le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, projet relatif aux personnels administratifs de la fonction hospitalière. Il lui demande à quelle date il envisage de donner son accord au texte qui lui a été proposé.

Hôtels et restaurants (liberté des prix).

23661. — 18 avril 1972. — M. Krieg appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'inquiétude des restaurateurs, cafetiers et hôteliers dont les prix demeurent soit soumis au respect de la convention nationale signée en 1968 par les hôteliers, soit liés aux conventions départementales. En ce qui concerne la restauration et les cafés. Il lui rappelle que les tarifs des restaurateurs ont été bloqués en novembre 1964 et que, depuis cette date, une seule majoration de 10 p. 100 a pu être appliquée, suite à la signature d'une convention intervenue en novembre 1968. Les restaurateurs conventionnés se sont en outre engagés, le 8 septembre 1970, à ne pas augmenter les prix des menus et cartes pratiqués à cette date jusqu'au 1^{er} février 1971. Cet accord, modifiant l'engagement national souscrit le 30 juillet 1968, concernait tous les restaurateurs ayant donné leur adhésion à une convention départementale passée en application de l'engagement national. Les restaurants n'ayant pas adhéré à la convention ont vu leurs prix bloqués dans les conditions prévues par les arrêtés préfectoraux de chaque département. Le non-renouvellement, le 15 mars 1972, des conventions rappelées ci-dessus entraîne le retour au blocage des prix institué en novembre 1968. Or, il apparaît que les services de son ministère ont décliné la reconduction des conventions existantes en matière de restauration. Compte tenu des augmentations des charges ainsi que de celles des prix des produits alimentaires, subies par les restaurateurs et hôteliers, il lui demande s'il n'estime pas justifié de procéder soit à un réajustement des tarifs pratiqués par la profession, soit au retour à la liberté, sous réserve pour les restaurateurs, de présenter obligatoirement un menu conventionné, à un prix actualisé et garanti, ce menu dûment affiché au prix conventionné, devant être particulièrement attractif et faire l'objet d'une large publicité.

Marine marchande (double marché des changes).

23663. — 18 avril 1972. — M. Pierre Lelong rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'après les événements monétaires du 15 août 1971, la France a institué un double marché des changes. Une certaine ligne de démarcation a alors été fixée entre le marché financier et le marché des opérations commerciales, en fonction de laquelle les opérations en devises des compagnies de navigation maritimes ne peuvent être traitées que sur le marché financier. Il en est résulté pour l'armement français une pénalisation injustifiée par rapport aux autres exportateurs, puisque le dollar financier a connu une décote importante. A cette époque, cependant, toutes les monnaies flottaient et l'armement français n'était pas le seul à voir son chiffre d'affaires en devises amputé du montant de la décote. Mais depuis le réajustement des parités monétaires en décembre 1971, la France est le seul pays à avoir un double marché, et donc une monnaie flottant au-delà des nouvelles marges de fluctuations définies au niveau international. Or, le dollar financier étant descendu en dessous du seuil d'intervention de la Banque de France, les recettes en devises de l'armement français subissent, quand elles sont converties en francs, une amputation supérieure à cette marge de fluctuation. Cette situation très grave institue une distorsion dans les conditions de la concurrence par rapport aux armateurs des autres pays. Il lui demande quelles mesures il prévoit pour y remédier.

*Plus-values de cession d'appartements
(définition du prix de revient).*

23676. — 19 avril 1972. — M. Jean-Paul Palewski demande à M. le ministre de l'économie et des finances si dans le cas des ventes d'appartements intervenant dans un délai supérieur à cinq ans après la fin de la construction, et donnant lieu, de la part des services de l'enregistrement à la perception d'une taxe de 15 p. 100 sur la plus-value, il est correct d'ajouter au prix de revient défini par les textes officiels, les remboursements en capital effectués au Crédit foncier (intérêts exclus). Il lui demande s'il peut lui donner une interprétation de la loi, qui, semble-t-il, n'a pas évoqué ce problème particulier.

*Transports routiers
(rentabilité des entreprises et poids maximum des véhicules).*

23702. — 20 avril 1972. — M. Ramette appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation actuellement faite aux transporteurs routiers. Sur le plan fiscal, les transporteurs

professionnels routiers sont victimes d'une distorsion dans le jeu normal du système de la T. V. A. La T. V. A. sur les achats de gas-oil et de lubrifiants n'est pas déductible ; quant aux assurances, elles sont grevées de taxes spécifiques non admises en déductibilité. Dans ces conditions, le transporteur routier se trouve pénalisé par rapport à un concurrent qui utilise l'énergie électrique, par exemple. Quant aux services réguliers de voyageurs, qui étaient taxés à 8,5 p. 100 dans le régime de l'ancienne taxe sur la prestation de service, ils sont passés brutalement au taux de 17,60 p. 100, ce qui renchérit d'autant le prix du billet. Or tout le monde sait que les services réguliers de voyageurs, destinés à la classe sociale la moins favorisée, auraient absolument besoin d'un allègement de leurs charges. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas donner satisfaction aux revendications des transporteurs routiers qui demandent notamment : l'application du taux réduit de T. V. A. aux tarifs des services réguliers de transports de voyageurs, dont le rôle social n'est pas discutable ; l'autorisation, dans les plus brefs délais, de faire circuler à 38 t de P. T. R. les véhicules articulés et ensembles de véhicules munis d'une carte grise permettant cette charge.

*I. R. P. (déduction des intérêts des emprunts
pour l'acquisition d'une résidence principale).*

23703. — 20 avril 1972. — M. Leroy expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a été saisi récemment d'une réclamation relative à l'application de certains avantages fiscaux. En effet, la législation en vigueur prévoit la déductibilité de la déclaration d'impôts sur les revenus, pendant dix années, des intérêts des sommes empruntées pour l'acquisition et la remise en état d'une résidence principale. Or un contribuable de condition modeste acquiert en 1968 une maison ancienne en mauvais état pour y loger sa famille. Il contracte trois emprunts en vue de cette acquisition et de la réalisation d'une partie des travaux nécessaires. Au moment de la réalisation de ces emprunts, les organismes prêteurs et l'administration des finances l'informent des avantages fiscaux précités, sans lui indiquer de date restrictive pour l'occupation des lieux. Le planning de travaux évalue la durée des travaux à vingt-quatre mois mais la découverte de planchers dangereux à remplacer et un très grave accident de circulation survenu à l'un de ses fils bouleversent le planning financier, retardent l'occupation du logement et l'obligent à un nouvel emprunt. Ce contribuable eut alors la désagréable surprise de recevoir un rappel d'impôts de plusieurs milliers de francs représentant les sommes des intérêts payés et déduits de sa déclaration, car la réglementation actuelle fixe rigoureusement à deux ans la durée des travaux. Ce contribuable se trouve donc pénalisé ; par contre, toute personne disposant de capitaux termine les travaux d'aménagement en moins de deux ans et bénéficie de cet avantage fiscal. En conséquence, il lui demande s'il peut envisager le report de deux à quatre ans au minimum de la date d'occupation de la construction pour pouvoir tenir compte des impondérables que tout citoyen peut rencontrer.

Contribution foncière (des propriétés bâties).

23704. — 20 avril 1972. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conditions exigées par la réglementation en vigueur concernant le dégrèvement accordé à certaines catégories de contribuables sur l'impôt foncier. En effet, seuls peuvent en bénéficier les propriétaires de maisons inoccupées en cours de travaux, à condition que celles-ci soient destinées à la location ; en sont exclues les familles achetant et remettant en état un pavillon pour leur usage. Par extension, une société peut donc acheter un ensemble immobilier important inoccupé, y effectuer des travaux de remise en état sur plusieurs années en vue de la location d'appartements ; elle sera dégrévée d'impôt foncier sur chaque immeuble pendant toute la durée des travaux. Il lui demande donc s'il envisage d'étendre le bénéfice de cette exonération aux catégories de contribuables de condition modeste qui en sont exclues afin de mettre un terme à cette injustice fiscale.

Patente (exonération sur le matériel électronique).

23705. — 20 avril 1972. — M. Houët appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conséquences qu'entraîne pour certaines communes, comme celle de Rillieux dans le Rhône, l'exonération des patentes sur le matériel électronique. Cette exonération entraîne des pertes de recettes très

importantes pour la commune. La commune de Rillieux ne dispose encore que de très peu de ressources fiscales venant d'établissements industriels et commerciaux. Les plus importants de ceux installés sur son territoire sont des établissements financiers dont les investissements sont essentiellement axés sur les équipements électroniques. Dans cette situation, il lui demande s'il n'estime pas équitable de prendre des dispositions en faveur des collectivités locales lésées et plus particulièrement celle de Rillieux, afin qu'elles perçoivent des subventions en compensation des pertes fiscales subies.

Patente (commerçants et artisans malades ou âgés).

23708. — 20 avril 1972. — M. Houël appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation défavorisée des artisans et des commerçants malades ou âgés au regard de la patente. Il connaît l'exemple d'une personne dont le forfait artisanal s'élevait à 14.500 francs en 1965 et qui n'ayant pas d'ouvrier ne payait pas de patente. En 1970, cette personne a un forfait artisanal de 8.000 francs mais, étant malade elle doit se faire aider par un ouvrier et elle paie 1.557 francs de patente. Il serait équitable et logique qu'un artisan malade ou âgé puisse se faire aider par un ouvrier sans changer pour autant de catégorie. Il lui demande quelles mesures il entend prendre en ce sens.

Épargne-logement (plafond de remboursement annuel).

23720. — 20 avril 1972. — M. Polier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le montant de l'annuité maximale de remboursement des prêts d'épargne-logement. Malgré le relèvement des taux d'intérêts et surtout le relèvement du montant des prêts complémentaires, le plafond de remboursement annuel reste fixé à 12.000 francs. Cette limite rend, en fait, inopérantes certaines des améliorations apportées au régime de l'épargne-logement en 1970 et ne semble plus en rapport avec le coût présent de la construction. Il lui demande s'il n'estime pas devoir relever le plafond susvisé afin de rendre plus attrayant le système de l'épargne-logement à tous ceux qui ne peuvent justifier que leurs revenus excèdent le quadruple de 12.000 francs.

Magasins non alimentaires (fermeture dominicale).

23645. — 18 avril 1972. — M. Weber expose à M. le ministre de l'économie et des finances (commerce) que la réglementation actuelle en matière de fermeture le dimanche des magasins non alimentaires devrait être unifiée sur l'ensemble du territoire national. En effet, les dérogations que les préfets peuvent accorder à l'article 33 du livre II du code du travail aboutissent à donner aux entreprises qui en sont bénéficiaires un privilège excessif dont pâtissent les établissements commerciaux dans des zones départementales limitrophes et non autorisées à faire acte de commerce le dimanche. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait indispensable que, comme l'ont demandé un certain nombre d'organismes, en particulier la fédération nationale de l'ameublement et de la décoration, toutes mesures utiles soient prises en accord avec les ministres de l'économie et des finances, de l'intérieur et du travail, de l'emploi et de la population, pour que tous les commerces alimentaires soient, comme dans d'autres pays du Marché commun, fermés le dimanche.

EDUCATION NATIONALE

Instituteurs du plan de scolarisation en Algérie (reclassement).

23648. — 18 avril 1972. — M. Cazenave attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conditions dans lesquelles les enseignants qui avaient été recrutés dans le corps des instituteurs du plan de scolarisation en Algérie ont été nommés dans le cadre général des instituteurs. Ayant été assimilés aux instituteurs remplaçants, ils ont été nommés au premier échelon du cadre des instituteurs sans qu'il soit tenu compte en aucune façon de l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans leurs fonctions d'instituteurs. Il s'agissait cependant d'un changement de corps, et leur nomination aurait dû être faite suivant les règles posées par l'article 8 du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951, en vertu

duquel les fonctionnaires qui appartenaient déjà, en qualité de titulaire, à un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale sont nommés dans leur nouveau grade lors d'un changement de corps avec une ancienneté égale à leur ancienneté dans leur précédent grade multipliée par le rapport du coefficient caractéristique de ce grade au coefficient caractéristique du nouveau grade. Il lui demande pour quelles raisons ce texte n'a pas été appliqué lors de l'accès des instituteurs au cadre général des instituteurs et s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles pour réparer le préjudice qui leur a été ainsi causé, notamment en ce qui concerne l'avancement d'échelon ou l'accès à la direction d'école.

Enseignement de l'économie.

23649. — 18 avril 1972. — M. Nass attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le manque d'aptitude d'un grand nombre de personnes à comprendre les notions élémentaires de la vie économique. Il lui signale que la première étape de cette formation consisterait à apprendre aux jeunes les rudiments nécessaires à l'établissement, à la gestion et au contrôle d'un budget familial. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable de prévoir un tel enseignement dans les programmes des collèges d'enseignement secondaire.

Livre (financement des livres remis aux nouveaux mariés).

23658. — 18 avril 1972. — M. Gorse appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la décision qu'il a récemment prise de faire remettre par le maire de toutes les communes de France à chaque nouveau couple qui se mariera, à partir du 29 avril jusqu'à la fin de l'année, un coffret de six livres reliés. Cette initiative répond, en particulier, aux intentions de l'Unesco qui a décidé que 1972 serait « l'année internationale du livre » et qui a demandé aux gouvernements d'encourager la lecture et de favoriser l'expansion du livre. On ne peut que se féliciter d'une mesure si heureuse. Un problème est toutefois posé par son financement. La distribution portera sur 1.900.000 volumes. Le coût de l'opération s'élevant à environ 6.500.000 francs, les crédits nécessaires viendront en grande partie du budget de la formation continue, ce qui est compréhensible, puisqu'il s'agit d'un épisode de l'éducation permanente. Mais ils seront en partie prélevés sur les crédits de la direction des bibliothèques, pour un montant de 1.035.000 francs correspondant à 15 % de l'opération. Il peut apparaître comme regrettable que l'action entreprise qui se propose d'intéresser l'opinion publique au problème de la lecture ait pour effet de réduire les crédits déjà faibles dont disposent les bibliothèques. Pour cette raison, il lui demande s'il entend prendre des mesures pour que des crédits particuliers soient prévus pour financer l'opération. Ils pourraient être votés, par exemple, dans le cadre d'une loi de finances rectificative. Ces crédits supplémentaires permettraient aux bibliothèques de France de poursuivre l'effort qu'elles ont entrepris en faveur de la lecture et qui n'est pour l'instant limité que par la faiblesse de la dotation budgétaire qui leur est consentie.

Enseignants (membres des jurys d'examens).

23659. — 18 avril 1972. — M. Julia appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les retards importants apportés au règlement des frais exposés par les membres des jurys d'examens. Il lui expose, en particulier, le cas des professeurs appelés à faire partie de plusieurs jurys d'examens (concours d'entrée aux écoles normales, B. E. P. C.) qui n'ont pas encore perçu le remboursement des frais engagés en juin 1971. Il lui demande : 1° s'il envisage de donner des instructions à ses services pour que la liquidation des sommes dues intervienne dans les meilleurs délais ; 2° si compte tenu du retard considérable apporté dans le mandatement des sommes qui auraient dû être versées, il y a maintenant neuf mois, monnaie, il ne lui apparaît pas équitable de majorer lesdites sommes en vue de leur conserver un pouvoir d'achat équivalent à celui des sommes qui auraient dû être versées, il y a maintenant neuf mois, cette majoration pouvant être évaluée à 5 p. 100 environ.

Enseignants (paiement des heures supplémentaires).

13660. — 18 avril 1972. — M. Julia appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les dispositions de la circulaire n° 71-408 du 9 décembre 1971 relative à la nomenclature 1972 des

dépenses de rémunération des personnels... et prévoyant un nouveau système d'imputation de ces dépenses. Il lui expose que cette circulaire, précisée par la circulaire n° 72-21 du 13 janvier 1972, a pour effet de raccourcir les délais de transmission des états récapitulatifs de liquidation, la date de production de ces états étant avancée de cinq jours. Par ailleurs de nouveaux états « de prévision de dépenses et de demande de crédits » devront être produits mensuellement. Or, il est à craindre que ces modifications, destinées au traitement, par les centres électroniques, des traitements et indemnités auparavant payés par des organismes autonomes ou intermédiaires, entraîneront, du moins dans un premier temps, des retards dans le règlement des heures supplémentaires. En effet, les intendants de lycée et de collège d'enseignement secondaire, déjà surchargés de travail, ne pourront procéder, en temps voulu, c'est-à-dire avant le 20 de chaque mois, au calcul et à la transmission des documents concernant les heures supplémentaires. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage de donner toutes instructions utiles afin d'éviter tout retard pour le paiement des heures supplémentaires effectuées par les professeurs de lycée et de collège d'enseignement secondaire, remarque étant faite que ce paiement a été effectué, jusqu'à l'intervention des deux circulaires précitées, avec un mois de retard et que les nouvelles dispositions semblent devoir entraîner un retard de deux mois.

Conseillers administratifs et secrétaires généraux des services universitaires (intégration des intendants universitaires dans ce corps).

23665. — 18 avril 1972. — M. Moron attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des conseillers administratifs et secrétaires généraux des services universitaires. Ces derniers s'alarment du risque d'une prochaine intégration dans le corps des conseillers administratifs et secrétaires généraux des intendants universitaires dont le niveau hiérarchique serait nettement inférieur et la compétence beaucoup plus spécialisée. Une telle intégration serait en contradiction avec le statut de 1962 (décret n° 62-1002 du 20 août 1962) créant le corps des conseillers administratifs des services universitaires. L'objectif assigné par ces textes était en effet de doter l'administration universitaire d'un corps d'administrateurs de haut niveau de formation, aptes à assumer les fonctions administratives d'encadrement supérieur. Tel n'est pas le cas des intendants universitaires dont le corps est régi par le statut faisant l'objet du décret n° 62-1185 du 3 octobre 1962 et dont les fonctions très spécialisées sont d'un tout autre ordre. Alors que les conseillers administratifs recrutés à 90 p. 100 par concours ne bénéficient d'aucun reclassement, les intendants intégrés dans le corps des conseillers seraient reclassés en tenant compte de leur ancienneté alors qu'ils auraient déjà bénéficié d'un premier reclassement lors de leur accès dans le corps. Disposant de six à huit années d'avance de carrière, les anciens intendants seraient donc les seuls à pouvoir prétendre aux emplois de débouchés, devant leurs collègues issus des voies normales de recrutement. Pour les rémunérations enfin, l'écart actuellement creusé par les avantages substantiels accordés aux fonctionnaires de l'intendance : logement de fonction, prestations, indemnités de caisses, indemnités de gestion, s'en trouverait amplifié par l'alignement indiciaire. Il lui demande, dans le cas où l'intégration des intendants universitaires serait maintenue, si des garanties particulières ne devraient pas en contrepartie être données aux secrétaires généraux et conseillers administratifs.

Ecoles primaires et maternelles (secours aux enfants victimes d'accidents).

23667. — 18 avril 1972. — M. Vernaudon rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que les instituteurs sont, sous certaines conditions, responsables des enfants qui leur sont confiés. Cette responsabilité peut poser de graves problèmes lorsqu'il s'agit des directeurs ou des instituteurs de groupes scolaires importants, en particulier dans les zones urbaines car les écoles élémentaires et maternelles qui regroupent parfois plus de mille enfants ne sont pourvues d'aucune infirmerie. Il lui demande, s'agissant de groupes scolaires de cette importance, qui est responsable des soins à donner aux élèves qui ont subi un accident même bénin. Il souhaiterait en particulier savoir si des textes administratifs ont prévu expressément de telles situations et quelles dispositions sont prévues pour que ces soins puissent être dispensés par un personnel compétent.

Scolarité obligatoire (dégagements pour l'entrée en apprentissage).

23672. — 19 avril 1972. — M. Cazenave expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans a parfois l'inconvénient, pour certains jeunes qui ne

désirent pas poursuivre leurs études, de retarder leur entrée dans la vie professionnelle en ne leur permettant pas de commencer leur apprentissage à quatorze ans pour pouvoir le terminer utilement. Il lui demande quelles directives il a données pour que les dérogations nécessaires soient accordées dans les meilleures conditions à ceux qui le désirent.

Enseignants (revendications des syndicats de la Seine-Saint-Denis).

23673. — 19 avril 1972. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les revendications suivantes émanant de l'ensemble des organisations syndicales de l'enseignement du département de la Seine-Saint-Denis : la mensualisation du traitement des remplaçants ; le paiement en temps et en heure des traitements, de toutes les sommes dues ; des postes budgétaires permettant d'assurer la régularisation de la situation de tous les jeunes instituteurs et le remplacement des maîtres en congé par un personnel qualifié ; une formation de haut niveau des maîtres ; l'ouverture en 1973 de l'école normale prévue à Livry-Gargan. Solidaire de ces revendications, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour les satisfaire.

Enseignement médical (carrière des enseignants, réforme des études).

23675. — 19 avril 1972. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les préoccupations récemment exposées par le syndicat autonome des enseignants de médecine réclamant pour les enseignants, en priorité, le remodelage des carrières des chefs de clinique, des chefs de travaux, des attachés-assistants de sciences fondamentales, et pour les étudiants la création effective du diplôme universitaire d'études biologiques, la mise au point des textes relatifs à l'internat qualifiant et la réforme corrélatrice des certificats d'études spéciales. Ces doléances étant présentées par des universitaires souvent éminents, qui assurent à la médecine française actuelle sa valeur et son dynamisme, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour y répondre.

Scolarité obligatoire (dégagements pour l'entrée en apprentissage).

23696. — 20 avril 1972. — M. Douzans appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés susceptibles de résulter du non-renouvellement de la prorogation de la période transitoire qui a permis d'accorder successivement des dérogations de fréquentation scolaire à partir de quatorze ans puis à partir de quinze ans. Il y a forcément dans une collégialité d'enfants en âge scolaire une proportion, si infime soit-elle, qui est inapte aux études et a vocation pour l'apprentissage immédiat. Le maintien de cette minorité sur les bancs de l'école ne peut qu'être préjudiciable aux intéressés en particulier et à l'ensemble des élèves en général. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de reconduire, pour la prochaine rentrée scolaire, la période transitoire qui prévoyait des dérogations possibles à condition que les intéressés aient quinze ans révolus à la date de la rentrée.

Assurance scolaire.

23718. — 20 avril 1972. — M. Poirier expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un certain nombre de parents d'élèves titulaires d'une police d'assurance « responsabilité civile chef de famille » se voient refuser, comme non valables, les attestations scolaires délivrées par la compagnie qui couvre leur responsabilité. Ils se croient dans l'obligation de souscrire une assurance dite scolaire qui n'est absolument pas nécessaire. Il lui demande donc si des directives récentes ont été données aux chefs d'établissement afin qu'ils acceptent toutes attestations d'assurance responsabilité civile et, dans la négative, s'il n'estime pas devoir rappeler les règles en vigueur en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Stockage de produits pétroliers (locaux d'habitation).

23611. — 14 avril 1972. — M. Fossé demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il peut lui préciser la portée des articles 46 et 47 du règlement technique concernant le stockage

et l'utilisation des produits pétroliers dans les locaux d'habitation approuvé par l'arrêté ministériel du 21 mars 1968. Il serait, en particulier, désireux de savoir : 1° si, pour l'application des articles susvisés, l'aménagement d'un local spécial de stockage est obligatoire dans le sous-sol d'un bâtiment à usage collectif, à partir du moment où la somme des stockages individuels dépasse 1.500 litres, et si les locataires et propriétaires sont tenus d'entreposer leurs réserves dans ce local ; 2° au cas où la réponse à la question précédente serait positive, si des règles identiques doivent être observées pour les stockages compris entre 120 et 1.500 litres.

*Habitations à loyer modéré
(salles de réunions pour les associations de locataires).*

23686. — 19 avril 1972. — M. Michel Rocard rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement le problème des charges locatives et de leur nécessaire contrôle par les locataires intéressés. Or, pour pouvoir envisager une quelconque concertation, il est nécessaire que les locataires puissent se réunir, ce qui ne paraît pas poser de graves problèmes matériels dans les ensembles H. L. M., la majeure partie de ceux-ci disposant de salles. Malheureusement, bon nombre de sociétés d'habitations à loyer modéré refusent aux locataires l'accès de ces salles. Il lui demande donc s'il entend donner toutes instructions nécessaires et prendre toutes mesures pour que les salles de réunions des ensembles d'habitations à loyer modéré, I. L. N., etc., soient effectivement et par priorité, mises à la disposition des associations de locataires.

Agence nationale du logement (création).

23688. — 19 avril 1972. — M. Michel Rocard attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les problèmes posés par l'obligation dans laquelle se trouvent les personnes recherchant un logement à louer, de passer par l'intermédiaire d'une agence immobilière, d'une officine. La presse ne cesse de dénoncer les agissements de certaines de ces agences et officines et, d'autre part, le candidat se verra, avant même de pouvoir prendre possession des lieux, obligé de verser au moins quatre mois de loyer (deux mois de dépôt de garantie, un mois d'avance, un mois de commission). Il lui demande pourquoi on ne pourrait pas envisager la création d'une agence nationale du logement, comme on a créé une Agence nationale de l'emploi, puisqu'il s'agit d'assurer un besoin vital, celui du logement.

Routes (nationale 120 Paris—Tulle—Aurillac).

23706. — 20 avril 1972. — M. Léon Felix expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que la route nationale 120 assure une liaison efficace entre Paris—Tulle et Aurillac, pouvant se prolonger vers la Méditerranée, qu'au niveau interrégional elle a une grande importance économique et touristique puisqu'elle devient, notamment pour les populations de la basse et moyenne Corrèze, la Haute-Vienne, la Dordogne, etc., la route de la neige conduisant à la station des sports d'hiver du Lioran (Cantal), qu'au niveau départemental, la suppression de la ligne du P. O. C. a augmenté considérablement le trafic par camions entre Tulle et Argental aggravant les difficultés de la circulation. Ceci a été reconnu par le délégué général à l'aménagement du territoire qui disait le 21 mars 1969 à la préfecture de la Corrèze, à Tulle, que la route nationale 120 était avec la route nationale 20 et la route nationale 89 un des axes essentiels du département. Cependant, dans le VI^e Plan, la route nationale 120 n'est pas classée en première catégorie entre Uzerche, Tulle et Saint-Chamant ce qui constitue une injustice inadmissible et porte gravement préjudice au chef-lieu du département de la Corrèze. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour faire classer la route nationale 120 en première catégorie entre Uzerche, Tulle et Saint-Chamant ; 2° pour réaliser au lieu dit la Côte des Jordes les deux créneaux de dépassement promis par le Gouvernement lors de la suppression de la ligne du P. O. C. et non encore réalisés.

Voyageurs, représentants et placiers (autoroute Estérel—Côte d'Azur).

23714. — 20 avril 1972. — M. Berthelot appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur la situation des V. R. P. qui empruntent régulièrement l'autoroute Estérel—Côte

d'Azur pour leur travail. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'ils puissent bénéficier d'un tarif réduit (ou d'une carte d'abonnement) comme les transporteurs routiers en bénéficient déjà.

Hôtels (liberté des prix).

23644. — 18 avril 1972. — M. Brocard expose à M. le ministre de l'équipement et du logement (tourisme) la situation difficile de l'hôtellerie classée de tourisme. Si l'arrêté ministériel du 8 juin 1967 prévoyait que les prix pourraient être débattus librement entre les exploitants et leurs clients dans les hôtels, relais et motels de tourisme classés 2 étoiles, 3 étoiles, 4 étoiles et 4 étoiles luxe sur la base des nouvelles normes, par contre l'arrêté ministériel du 29 novembre 1968 a ajourné pratiquement l'arrêté de juin 1967. Or, des décisions libérales ont été récemment prises à l'égard des entreprises industrielles de moins de 20 salariés ainsi qu'à l'égard de divers commerces et fabrications de luxe ou ne revêtant pas un caractère utilitaire ; ces entreprises, et celles soumises à une forte concurrence, seront totalement libres de fixer leurs prix. Ces définitions sembleraient s'appliquer à l'évidence à l'hôtellerie et à la restauration de tourisme : en effet, ces professions classées actuellement dans les prestataires de services s'apparentent simultanément à l'industrie quant aux investissements lourds nécessaires et d'ailleurs imposés, et au commerce de luxe puisque fournissant des produits et services non utilitaires. Dans de telles conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à l'hôtellerie de tourisme, classée nouvelles normes, de bénéficier des mesures libérales et d'être ainsi dégagée d'un certain nombre de contraintes peu compatibles avec ses activités.

INTERIEUR

Personnel des préfectures (indemnité pour travaux supplémentaires).

23629. — 15 avril 1972. — M. Menu expose à M. le ministre de l'intérieur que l'arrêté du 21 juin 1968 pris pour l'application du décret n° 68 560 du 19 juin 1968 relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées à certains personnels titulaires des services extérieurs a été modifié comme suit par un arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 8 février 1972. Taux moyens annuels : 1^{re} catégorie, 2.188 francs ; 2^e catégorie, 1.620 francs ; 3^e catégorie, 1.296 francs. En ce qui concerne les personnels administratifs de préfecture, leur classement est le suivant : 1^{re} catégorie : directeurs de préfectures et attachés principaux ; 2^e catégorie : attachés de préfecture, secrétaires en chef et chefs de section ; 3^e catégorie : secrétaires administratifs de préfecture, 10^e échelon, rédacteurs. Or, l'indemnité actuellement perçue par lesdits personnels est servie avec un abattement de 15 p. 100 sur les taux fixés par l'arrêté susvisé du 8 février 1972. Il lui demande pour quelles raisons cet abattement est opéré, en vertu de quels textes et quelles dispositions il envisage de prendre pour mettre un terme à cette situation.

Patente (tarifs pour les banques et les caisses d'épargne).

23647. — 18 avril 1972. — M. de la Verpillière expose à M. le ministre de l'intérieur que la commission permanente du tarif des patentes a décidé qu'en application de l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1970, les banques et les caisses d'épargne seront, pour l'établissement de cette contribution, assujetties à un droit proportionnel de un trentième pour les premières, et de un cinquantième pour les secondes pour les entreprises disposant d'un matériel mécanographique et électronique. Il lui signale que la faiblesse de ces taux entraîne une perte de recettes importante pour les communes qui passent du stade rural au stade urbain et sur le territoire desquelles se trouvent uniquement implantées des entreprises financières ou bancaires. Il lui demande s'il n'estime pas que de telles collectivités devraient percevoir de l'Etat des subventions particulières compensant la perte de recettes qui résulte de l'application de l'actuel tarif.

Sapeurs-pompiers (médailles d'honneur).

23653. — 18 avril 1972. — M. François Bénard demande à M. le ministre de l'intérieur s'il peut lui faire connaître le nombre de médailles d'honneur de sapeurs-pompiers en argent et vernicol avec

rosette pour services exceptionnels décernées par département, à des officiers ou sous-officiers de sapeurs-pompiers communaux ou départementaux, et ce depuis qu'il a délégué ses pouvoirs à Messieurs les préfets pour l'attribution de cette haute et rare distinction.

Sapeurs-pompiers volontaires (retraite).

23677. — 19 avril 1972. — M. Planeix indique à M. le ministre de l'Intérieur que, d'après certaines informations qui lui ont été communiquées, la retraite ne serait pas versée aux sapeurs-pompiers volontaires, même s'ils ont régulièrement cotisé, lorsqu'ils appartiennent à une commune dont le corps des sapeurs-pompiers a été dissous et qui a été rattachée soit à une commune voisine, soit à un centre de secours. Il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° si cette information est exacte ; 2° dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à l'injustice dont les intéressés sont victimes.

Sapeur-pompier (reclassement après accident du travail).

23681. — 19 avril 1972. — M. Aiduy expose à M. le ministre de l'Intérieur le cas d'un sapeur-pompier de 1^{re} classe, qui à la suite d'un accident du travail en service commandé a obtenu, après avis de la commission départementale de réforme, l'attribution d'une allocation temporaire d'invalidité sur la base d'un taux indemnisable de 20 p. 100 pour infirmités contractées en service, et un avis favorable à un changement de service, comportant un nouvel emploi correspondant à ses aptitudes physiques et psychiques. Le statut général du personnel communal, en son article 550, précise dans ce cas-là que les avantages assurés à l'agent doivent lui être maintenus suivant les modalités prévues à l'article 522 (abrogé et remplacé par l'article 9 du décret n° 62-544 du 5 mai 1962) : « lorsqu'un agent est affecté dans les conditions prévues à l'article 544 du code de l'administration communale, sans avancement de grade, d'un service à un autre, dans lequel son grade n'est pas prévu, il conserve à titre personnel le bénéfice de son grade et de son échelon. Il ne peut bénéficier cependant d'un avancement dans son ancien grade, ni conserver les indemnités et avantages accessoires qui étaient attachés ». Or, le statut des sapeurs-pompiers communaux dans ses articles 121, 141 et 147 semble accorder aux agents dans cette position le bénéfice des avantages acquis, alors que le statut du personnel communal prévoit de leur attribuer seulement le bénéfice de leur indice sans tenir compte des indemnités attachées à la fonction de sapeur-pompier. Il lui demande en conséquence s'il peut lui faire connaître dans quelles conditions ce sapeur-pompier peut être reclassé dans les services municipaux et de lui donner son appréciation quant à son droit au maintien de tous les avantages acquis.

Police (création d'un corps d'enquêteurs administratifs).

23693. — 20 avril 1972. — M. Tomasini expose à M. le ministre de l'Intérieur que certains officiers de police exercent une activité qui contribue à assurer la sécurité publique. Ce sont les officiers de police judiciaire proprement dite qui opèrent à la D. S. T., à la direction de la police judiciaire de la préfecture de police et dans les services régionaux de police judiciaire. D'autres, affectés à des directions et services spécialisés auprès du ministère de l'Intérieur, auprès des préfets ou aux services des renseignements généraux, sont chargés de missions d'information politique et sociale. D'autres, enfin, sont chargés d'enquêtes très variées qui entrent dans le cadre des nombreuses attributions des préfets (enquêtes sur les associations régies par la loi de 1901, sur les candidats à des distinctions honorifiques, sur les étrangers, sur les candidats à la naturalisation, sur les débiteurs du Trésor...). Ces enquêtes donnent lieu à des opérations essentiellement administratives. Celles-ci consistent en particulier à consulter les divers fichiers de police afin de savoir, par exemple, si les personnes, objet de l'enquête, ont été condamnées. L'enquête peut se traduire aussi par la vérification de la situation de famille et des ressources des enquêtés. Ceux-ci sont alors convoqués par l'officier de police qui relève certains renseignements figurant sur des documents divers dont la présentation est demandée. Les enquêtes de ce genre donnent rarement lieu à une information. Ces enquêtes administratives n'ont évidemment rien à voir avec une activité policière proprement dite qui vise à la recherche des auteurs de crimes ou de délits. Elles n'ont également aucun rapport avec les enquêtes du type de celles

ménées par le service des renseignements généraux. Ainsi, de nombreux fonctionnaires de police, appartenant à des corps actifs, se consacrent à des tâches qui n'ont rien à voir avec leur rôle spécifique. Il serait préférable d'affecter à ce dernier type d'enquêtes des fonctionnaires de l'ordre administratif appartenant aux catégories C et D (adjoints administratifs, agents de bureau). Ces fonctionnaires, aptes à remplir les fonctions en cause, permettraient d'utiliser les officiers de police pour les tâches qui doivent normalement être les leurs. Ils pourraient alors se consacrer aux procédures judiciaires et aux missions d'information à caractère social. Il serait sans doute possible d'attirer certains adjoints administratifs et agents de bureau vers un corps « d'enquêteurs administratifs » en leur offrant des indices équivalents à ceux de chef de groupe ou de secrétaire administratif ou en leur attribuant une indemnité calculée en fonction de leurs nouvelles sujétions. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, en accord avec M. le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, de prévoir la constitution d'un tel corps qui pourrait être recruté par la voie d'un concours interne.

JUSTICE

Automobiles (cession, attestation de non-gage).

23634. — 17 avril 1972. — M. Massot rappelle à M. le ministre de la justice qu'en matière de cession de fonds de commerce, l'intermédiaire, rédacteur de l'acte de cession, est tenu de vérifier les mentions ou chiffres qu'il porte dans l'acte et qu'il engage sa responsabilité si ces mentions ou ces chiffres s'avèrent inexacts. Il doit notamment, lorsque dans le matériel cédé figure un véhicule automobile, se faire remettre ou obtenir un certificat de non-gage. Or, le décret du 30 septembre 1953 réglementant la vente à crédit des véhicules automobiles ne précise pas comment peuvent être obtenus les certificats de non-gage par les tiers. Une instruction du 27 octobre 1956 (*Journal officiel* du 21 novembre 1956) a bien tenté de régler les formalités de délivrance des attestations de gage ou de non-gage, mais elle reste, dans bien des cas, lettre morte et les rédacteurs d'acte ont beaucoup de mal à obtenir rapidement les renseignements qui leur sont nécessaires. Il lui demande si, pour couper court à toute difficulté, il ne serait pas possible d'envisager de compléter le décret du 30 septembre 1953 par une disposition faisant obligation aux préfets de délivrer à tous ceux qui le requièrent l'attestation de gage ou de non-gage en précisant, dans ce dernier cas, l'identité et l'adresse du créancier gagiste, et ce dans un délai maximum de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Infractions (pouvant faire l'objet de transactions).

23685. — 19 avril 1972. — M. Michel Rocard s'étonne auprès de M. le ministre de la justice du nombre des infractions, fort graves pour la collectivité, qui font l'objet de transactions, permettant ainsi aux auteurs de ces infractions d'éviter d'être jugés par les tribunaux compétents pour sanctionner ces infractions. Des infractions telles que le vol d'un objet de 50 francs conduisent leurs auteurs devant le tribunal correctionnel, alors qu'une fraude fiscale portant sur plusieurs millions de francs ou une pollution commise par un industriel et atteignant des milliers de personnes se termine par une transaction. Il lui demande donc quelles sont, à l'exclusion des contraventions au code de la route, les infractions pour lesquelles le principe de la transaction est retenu, et combien de transactions sont ainsi consenties chaque année.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Centraux téléphoniques du centre de Paris (action prioritaire en leur faveur).

23641. — 18 avril 1972. — M. Dominati rappelle à M. le ministre des postes et télécommunications la teneur de sa question n° 13462, publiée au *Journal officiel* (Débats) du 1^{er} août 1970. Il regrette de constater que l'effort particulier d'équipement évoqué dans la réponse ministérielle n'est en rien perceptible. Les attentes, ruptures et interférences des communications dans les centraux Archives, Turbigo, Louvre, Gutenberg, Anjou et Richelieu sont toujours plus nombreuses. Les transferts de lignes des arrondissements périphériques vers le centre ne peuvent plus être assurés. Il souhaiterait connaître la nature et les étapes de l'action prioritaire qu'exige le maintien de l'activité économique des circonscriptions centrales de la capitale.

Contrôleurs des P. T. T.
promus agents d'administration principaux.

23654. — 18 avril 1972. — M. Pierre Cornet appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur le déclassement indiciaire dont sont victimes les contrôleurs ayant été promus avant l'intervention des décrets n° 70-78 et 70-79 du 27 janvier 1970 relatifs à l'organisation des carrières et au reclassement des fonctionnaires des catégories C et D. Il lui rappelle que ces décrets prévoyaient, dans le cadre de la réforme des catégories C et D, et afin de tenir compte, soit des responsabilités incombant à certains fonctionnaires, soit de leur technicité et de l'expérience acquises, l'accès à un nouveau grade, celui-ci ayant été créé par le décret n° 70-869 du 23 septembre 1970 (tableau annexé) sous le titre d'agent d'administration principal, classement hiérarchique groupe VI. Or, le décret n° 71-860 du 13 octobre 1971 modifiant le statut particulier des commis des services extérieurs des administrations de l'Etat pour fixer les conditions d'accès au grade d'agent principal, publié au *Journal officiel* du 22 octobre 1971, prévoit que le nombre de ces emplois ne devra pas être supérieur à 20 p. 100 de l'effectif total de chaque corps. Par ailleurs, la mise en place de ce nouveau grade devra être établie sur quatre ans. Il en résulte, pour les agents possédant, avant le 1^{er} janvier 1970, des grades classés dans l'échelle ES 4, notamment les agents des postes et télécommunications classés en groupe VI après avoir figuré aux tableaux d'avancement de grade des années antérieures, un préjudice de carrière important puisque le nouveau grade d'agent d'administration principal, mis en place au 1^{er} janvier 1970, ne tient pas compte des situations acquises, dont celle des contrôleurs nommés 2 ou 3 ans avant cette date: en effet, leur classement indiciaire (370 depuis le 1^{er} janvier 1970) est inférieur de 30 points à celui de leurs homologues promus à cette même date du 1^{er} janvier 1970. Compte tenu du préjudice réel subi par les contrôleurs, nommés avant l'intervention des décrets du 27 janvier 1970, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre: 1° en vue d'harmoniser le déroulement de carrière des fonctionnaires de son administration concernés par les décrets du 27 janvier 1970 relatifs à l'organisation des carrières et au reclassement des agents des catégories C et D; 2° afin de modifier les modalités d'accès au nouveau grade d'agent d'administration principal, celui-ci devant correspondre à un classement indiciaire supérieur à celui des contrôleurs, c'est-à-dire à l'indice 370 affecté à cette catégorie de personnels depuis le 1^{er} janvier 1970.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

Espaces verts (Paris [16]).

23620. — 15 avril 1972. — M. Habib-Delonté attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur les atteintes que subissent les derniers espaces verts du 16^e arrondissement de Paris du fait de l'achat des terrains par des promoteurs immobiliers en vue de la construction d'ensembles de luxe et il lui demande quelles mesures il compte prendre pour protéger les derniers coins de verdure de cette région de Paris qui paraissent irrémédiablement voués à la disparition si une action des pouvoirs publics ne vient pas assurer leur protection.

Pollution de la mer.

23630. — 15 avril 1972. — M. de Poulpquet expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que les marins pêcheurs et les conchyliculteurs ont manifesté leur émotion en raison de la répétition d'accidents survenus à des navires de commerce transportant des produits toxiques. Ils sont également très sensibles à l'augmentation de la pollution marine causée par le déchargement volontaire en haute mer de résidus industriels et enfin, comme l'ensemble des citoyens, ils sont particulièrement conscients de la nécessité de lutter avec la plus grande énergie contre les pollutions d'origine urbaine ou industrielle. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions suivantes dont la prise en compte permettrait de trouver une solution aux problèmes ainsi exposés: 1° renforcement de la réglementation internationale relative au chargement et au transport par mer des marchandises dangereuses dans le but d'assurer la prévention de la pollution de la mer en cas de naufrage du navire et de la perte de la cargaison; 2° établissement d'une convention internationale sur la réparation des dommages causés par les produits toxiques accidentellement rejetés à la mer; 3° interdiction formelle du rejet volon-

taire en haute mer de résidus industriels toxiques; 4° application stricte des interdictions relatives au déversement dans les rivières ou dans la mer des eaux polluées d'origine urbaine ou industrielle; 5° renforcement des ressources des agences financières de bassin; 6° représentation des pêcheurs maritimes et des conchyliculteurs dans les comités de bassin.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Accidents du travail des salariés agricoles (projet de loi).

23701. — 20 avril 1972. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, si le projet de loi concernant l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les risques d'accidents du travail sera bien inscrit à l'ordre du jour prioritaire de la prochaine session.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Mutuelle nationale des étudiants de France.

23609. — 14 avril 1972. — M. de Montesquiou attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation difficile dans laquelle se trouve actuellement la mutuelle nationale des étudiants de France, tant en raison du blocage des remises de gestion qui lui sont versées par les organismes de sécurité sociale à un niveau incompatible avec le fonctionnement correct de l'institution que par suite de l'apparition, depuis 1970, de nouvelles mutuelles étudiantes qui constituent des concurrentes de la M.N.E.F. sur le plan mutualiste, qui ont été habilitées à jouer le rôle de sections locales universitaires chargées de la gestion du régime de sécurité sociale des étudiants. Il serait regrettable que, par suite de la carence des autorités de tutelle, l'effort de solidarité mutualiste accompli par la M.N.E.F. depuis vingt-trois ans se trouve ruiné, du fait que l'organisme serait appelé à disparaître et à être remplacé par des sociétés d'assurance concurrentes. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour permettre à la M.N.E.F. de poursuivre son action de solidarité, aussi bien sur le plan mutualiste que sur celui de la gestion du régime de sécurité sociale des étudiants.

Médecine scolaire.

23614. — 14 avril 1972. — M. Le Douarec rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les instructions générales du 12 juin 1969 relatives aux missions du service de santé scolaire et aux modalités d'exécution du contrôle médical ont prévu l'implantation d'une équipe médico-sociale composée d'un médecin, de deux assistants sociaux, de deux infirmières et d'une secrétaire médico-sociale par secteur de 5.000 à 6.000 élèves dans la perspective actuelle d'observation et d'orientation continue des enfants sur le plan médico-psychopédagogique. De nombreux secteurs n'ont pu être aménagés en fonction des normes précitées, si bien qu'un ordre de priorité a dû être fixé parmi les différentes tâches dévolues à l'équipe médico-sociale. En fait, la plupart des écoles ne subissent aucune visite médicale entre le cours préparatoire des écoles primaires et le cours moyen deuxième année. Il lui demande s'il ne serait pas possible de confier à des médecins du secteur privé les visites qui ne peuvent pas être faites par les médecins de santé scolaire.

Apprentissage (cotisations sociales).

23616. — 14 avril 1972. — M. Vancalster rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que la nouvelle législation sur l'apprentissage va entrer en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1972. Il lui demande: 1° si une nouvelle réglementation portant sur les cotisations versées à la sécurité sociale sera mise en place pour l'artisan désirant apprendre son métier à l'un de ses enfants; 2° s'il peut lui rappeler la réglementation actuelle.

Diplôme de conseillère ménagère.

23617. — 14 avril 1972. — M. Ducray expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'une circulaire interministérielle, en date du 13 mai 1970, a prévu la création d'un diplôme de conseillère ménagère et lui demande s'il n'estime pas

qu'il serait nécessaire qu'en accord avec son collègue le ministre de l'économie et des finances toutes dispositions soient rapidement prises pour que soit effectivement appliquée la circulaire précitée afin que les titulaires du brevet de technicienne supérieure en économie familiale et sociale puissent trouver des débouchés correspondant à leur spécialité.

Pensions de retraite (femmes assurées sociales relevant du régime local d'Alsace-Lorraine).

23657. — 18 avril 1972. — M. Gissinger rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'article 9 de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles prévoit l'insertion dans le code de la sécurité sociale d'un article L. 342-1 en vertu duquel « les femmes assurées ayant élevé au moins deux enfants dans les conditions prévues à l'article L. 327-2 bénéficient d'une majoration de leur durée d'assurance égale à une année supplémentaire par enfant élevé dans lesdites conditions ». Il semble que les dispositions en cause ne soient pas applicables aux assurées qui relèvent du régime local Alsace-Lorraine. Il lui demande s'il envisage de prendre les dispositions nécessaires afin que les mesures prévues à l'article 9 précité de la loi du 31 décembre 1971 puissent s'appliquer aux femmes assurées relevant de ce régime local.

Enseignement médical (carrière des enseignants, réforme des études).

23674. — 19 avril 1972. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les préoccupations récemment exposées par le syndicat autonome des enseignants de médecine réclamant pour les enseignants, en priorité, le remodelage des carrières des chefs de clinique, des chefs de travaux, des attachés-assistants de sciences fondamentales et, pour les étudiants, la création effective du diplôme universitaire d'études biologiques, la mise au point des textes relatifs à l'internat qualifiant et la réforme corrélative des certificats d'études spéciales. Ces doléances étant présentées par des universitaires souvent éminents, qui assurent à la médecine française actuelle sa valeur et son dynamisme, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour y répondre.

Fonds national de solidarité (bénéficiaires).

23683. — 19 avril 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le nombre de personnes bénéficiant, en un an, de l'allocation du fonds national de solidarité et le total des sommes ainsi versées.

Pensions de vieillesse du régime général (majoration pour conjoint à charge).

23689. — 20 avril 1972. — M. Marc Jacquet rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le titulaire d'une pension vieillesse du régime général de sécurité sociale peut bénéficier d'une majoration de cette pension lorsque son conjoint est à sa charge et ne perçoit lui-même aucun avantage au titre d'une législation de sécurité sociale. Suivant l'âge du conjoint à charge une distinction doit être cependant faite dans le principe du non-cumul. Lorsque le conjoint à charge est âgé de moins de soixante-cinq ans, il n'y a pas de cumul possible entre la majoration pour conjoint à charge et la pension ou rente acquise en vertu du droit propre ou du chef du conjoint. Le cumul est notamment impossible avec une rente d'accident du travail. Lorsque le conjoint à charge est âgé d'au moins soixante-cinq ans, le principe du non-cumul est plus limité. Il est seulement impossible de cumuler la majoration avec les avantages (pension, allocation ou rente) acquis au titre d'un régime vieillesse et de secours viager. Dans ce dernier cas donc, si le conjoint à charge est titulaire d'une rente ou d'une pension accident du travail, l'assuré titulaire de la pension vieillesse peut bénéficier de la majoration pour conjoint à charge. Compte tenu du faible montant de la majoration pour conjoint à charge, les règles de cumul ainsi rappelées apparaissent comme inutilement strictes, c'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas que les dispositions en cause pourraient être supprimées et si la majoration pour conjoint à charge ne pourrait être attribuée même si celui-ci bénéficie d'un avantage au titre d'une législation de sécurité sociale.

Déportés et internés (pension de vieillesse).

23691. — 20 avril 1972. — M. Ruais appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation, au regard de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale, des déportés et internés titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique. Il lui expose que les intéressés bénéficiaient, en vertu de l'article L. 332 du code de la sécurité sociale complété par le décret du 23 avril 1965, d'un droit à pension à taux plein, dès l'âge de soixante ans, ce taux étant de 40 p. 100 du salaire de référence (sous réserve de trente années de cotisations d'assurance). Or, la nouvelle rédaction de l'article L. 332 assimile purement et simplement le déporté et l'interné aux assurés reconnus inaptes, et cette assimilation revient à n'accorder le bénéfice de la pension à 50 p. 100 (ce taux se substituant à 40 p. 100 considéré comme taux plein) que si le déporté ou l'interné a effectivement cotisé pendant trente-sept ans et demi. Il lui fait remarquer, d'une part, que cette disposition implique que les intéressés ont commencé à cotiser avant l'âge de vingt-deux ans et demi ($22 \frac{1}{2} + 37 \frac{1}{2} = 60$ ans), ce qui ne paraît viser que des cas exceptionnels et, d'autre part, que les déportés et internés devront continuer à travailler, dans la mesure où ils le pourront encore, après l'âge de soixante ans pour atteindre les trente-sept années et demi de cotisations. La nouvelle rédaction de l'article L. 332 revient donc à supprimer aux déportés et internés l'avantage qui leur avait été consenti par le décret du 23 avril 1965. Compte tenu du préjudice grave dont sont ainsi victimes les déportés et internés, il lui demande s'il ne pourrait remédier à cette situation en prévoyant une modification de l'article L. 335 du code de la sécurité sociale, suivant laquelle la réduction du montant de la pension, compte tenu de la durée réelle d'assurance, ne s'appliquera pas aux anciens internés et déportés visés à l'article L. 332, et qui pourront justifier des trente années d'assurance préalablement suffisantes pour ouvrir droit à pension à taux plein dès l'âge de soixante ans, cet âge pouvant éventuellement être ramené à cinquante-cinq ans, sur examen particulier de chaque demande présentée en ce sens.

Assurance vieillesse des non-salariés (validation des périodes de mobilisation).

23694. — 20 avril 1972. — M. Marc Jacquet s'étonne auprès de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 21577 publiée au Journal officiel des Débats de l'Assemblée nationale du 19 décembre 1971, page 6979. Comme cette question date maintenant de quatre mois et qu'il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes. Il lui rappelle en conséquence qu'en ce qui concerne l'assurance vieillesse des salariés, certaines périodes comprises entre le 1^{er} septembre 1939 et le 1^{er} juin 1946 sont, du fait de l'état de guerre, assimilées à des périodes d'assurance obligatoire pour les mobilisés, les engagés volontaires et les anciens des forces françaises de l'intérieur. Ces périodes correspondent à la durée d'incorporation des intéressés. Par contre, il n'en est pas de même pour les artisans et commerçants qui relèvent d'un régime d'assurance vieillesse des non-salariés. Ceux-ci peuvent prétendre à une allocation de reconstitution de carrière pour chaque année d'activité antérieure à 1949, mais ils ne peuvent bénéficier d'une majoration de cette allocation correspondant à la période durant laquelle ils ont été mobilisés. Il est extrêmement regrettable que les mesures prévues en faveur des salariés ne s'appliquent pas dans des conditions analogues aux non-salariés. Il lui demande, en conséquence, à l'occasion de la réforme envisagée du régime de retraite des non-salariés, qu'une disposition soit prise afin de faire prendre en compte pour leurs droits à pension de vieillesse les années qu'ils ont passées sous les drapeaux en temps de guerre.

Assurances sociales du régime général (indemnités journalières et pensions d'invalidité).

23695. — 20 avril 1972. — M. Ribes rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'indemnité journalière de maladie servie par le régime général de sécurité sociale a été fixée par l'article L. 290 du code de la sécurité sociale à la moitié du gain journalier de base. Par ailleurs, le montant minimum de l'indemnité journalière attribuée aux assurés sociaux dans le cas où l'interruption de travail se prolonge d'une façon continue au-delà du sixième mois est fixé à 1/365 du montant minimum de la pension d'invalidité. Lorsque l'assuré

à trois enfants au moins à charge, au sens des dispositions relatives à l'assurance maladie, ce minimum est porté aux quatre tiers du montant ci-dessus. Toutefois, le montant de cette indemnité ne peut dépasser le salaire moyen résultant des cotisations versées pour le compte de l'assuré au cours du trimestre civil précédent l'arrêt de travail (décret n° 55-840 du 27 juin 1955). En ce qui concerne l'assurance invalidité des salariés, le montant de la pension d'invalidité varie selon le groupe dans lequel l'invalidité est classé. Pour le deuxième groupe, qui comprend les invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque, la pension est égale à 50 p. 100 du salaire annuel moyen (art. 3 du décret n° 61-272 du 28 mars 1961). Les indemnités dont bénéficient ces malades ou invalides, surtout lorsqu'ils ont des charges familiales, sont insuffisantes pour leur permettre de subvenir aux besoins normaux de leur famille. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de porter la base de calcul des indemnités journalières et des pensions d'invalidité au moins aux deux tiers du salaire de référence. Cette majoration pourrait intervenir grâce à des augmentations successives échelonnées sur plusieurs années.

Diplôme de conseillère ménagère.

23700. — 20 avril 1972. — M. Tissandier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation dans laquelle se trouvent les jeunes filles qui, titulaires de divers B. T. S. ou étudiantes en économie sociale et familiale, ont obtenu le diplôme de conseillère ménagère. Il lui précise à ce sujet que les intéressées se trouvent sans emploi car le diplôme prévu par la circulaire interministérielle du 13 mai 1970 n'a pas encore fait l'objet d'un décret au *Journal officiel*. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait urgent que toutes dispositions utiles soient prises pour que ce texte paraisse dans les plus brefs délais possibles.

Employés de maison (retraite complémentaire).

23707. — 20 avril 1972. — M. Flévez appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le problème de la retraite complémentaire des gens de maison. Une convention a été signée le 12 mars 1970, mais le régime n'a pu être mis en place en raison de l'attitude des employeurs. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que les gens de maison puissent bénéficier normalement d'un régime de retraite complémentaire.

Assurance maladie maternité des non salariés non agricoles (cures thermales).

23709. — 20 avril 1972. — M. Pierre Villon appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le problème du remboursement des frais de crénothérapie et des frais de transports qui sont actuellement exclus des prestations obligatoires définies par l'article 8 de la loi du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés non agricoles. La valeur thérapeutique des cures est indiscutable. Par ailleurs, le transfert d'établissement à établissement sur indication médicale, lorsque l'état du malade le nécessite paraît justifier un remboursement des frais de transports. Il lui demande s'il n'entend pas faire prendre en compte par la loi du 12 juillet 1966 les frais relatifs aux cures thermales et aux transports.

Français d'outre-mer retraités (assurance vieillesse).

23713. — 20 avril 1972. — M. Odru appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des retraités et retratables d'outre-mer qui, n'ayant pas bénéficié de la loi de 1948 sur l'assurance vieillesse des non-salariés, ont cotisé hors de la métropole auprès de caisses privées. Ces caisses procèdent actuellement au transfert de leur avoir à des institutions d'accueil. La liquidation en cours amène à répartir l'actif réalisé au prorata des droits acquis par quote-part, le produit se transformant en points de l'Organis ou de la Cancava pour ceux qui en sont adhérents. Les autres obtiennent un remboursement partiel simple. Mais dans un cas comme dans l'autre, le montant reçu ou affecté n'équilibre pas les conséquences fâcheuses de l'augmentation du coût de la vie et se traduit par des préjudices importants. L'équité voudrait qu'une indemnisation ou une réparation de dommages par rattrapage de points soit accordée à ces retraités. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Assurance vieillesse des non-salariés (validation des périodes de mobilisation).

23719. — 20 avril 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des artisans mobilisés ou prisonniers de guerre entre 1939 et 1945. L'interruption d'activité due aux faits de guerre n'est pas prise en considération par les caisses artisanales d'assurance vieillesse lorsque les intéressés ont choisi une activité salariée après ladite interruption. Il lui demande s'il envisage des mesures propres à pallier cet état de choses qui semble injuste.

TRANSPORTS

Société nationale des chemins de fer français (construction d'une nouvelle gare).

23613. — 14 avril 1972. — M. Cousté demande à M. le ministre des transports: 1° si comme il en a été fait état récemment la création d'une nouvelle gare dans le quartier de la Part Dieu à Lyon est bien envisagée et si une décision a été éventuellement prise, et par qui, concernant la construction de cette gare; 2° quel serait le coût d'un tel projet et les modalités de son financement.

Transports publics de marchandises (licence).

23624. — 15 avril 1972. — M. Beylot expose à M. le ministre des transports qu'en vertu de la loi du 14 avril 1952, et notamment en son article 25 II A, tout transport public de marchandises doit être effectué par le titulaire d'une licence prévue à cet effet. Le décret du 14 novembre 1949, en son article 23-3° déroge à ces dispositions et précise notamment: « ne sont pas soumis aux dispositions des articles 1° à 34 inclus du décret... 3° les transports exécutés par des entreprises liées entre elles par un contrat en vue de l'exécution d'un travail commun ou de la mise en commun d'une partie de leur activité dans les conditions suivantes: a) les véhicules utilisés appartiennent à des entreprises; b) les marchandises transportées sont la propriété de ces entreprises, les marchandises ont en outre un emploi dans l'exécution d'un travail commun ou dans l'exercice de la partie d'activité mise en commun; c) le transport n'est que l'accessoire et le complément du travail ou de l'activité définie par le contrat. » Le même décret prévoit enfin que « un arrêté concerté du ministre des travaux publics et des transports et du ministre des finances et des affaires économiques fixe les conditions dans lesquelles sont autorisés ces transports ». A ce jour, le texte d'application nommé visé dans le décret du 14 novembre 1949 n'a fait l'objet d'aucune publication; tout au plus, une note interne, sans valeur juridique, du ministère des transports a été publiée en mars 1967, sous le numéro 68/3. Il n'en demeure pas moins que les tribunaux et les cours d'appel prononcent des condamnations à l'encontre de transporteurs qui seraient exonérés de toute responsabilité pénale si le texte d'application prévu avait été publié. C'est dans ces conditions qu'il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à une telle situation et dans quels délais le décret prévu par la réglementation sera publié.

Régie autonome des transports parisiens. (carte de priorité des invalides retraités).

23666. — 18 avril 1972. — M. Rabourdin expose à M. le ministre des transports la situation paradoxale dans laquelle sont placés, au moment de prendre leur retraite, les titulaires de carte de priorité sur les réseaux de la Régie autonome des transports parisiens. La carte de priorité qui donne droit à une réduction de tarif de 50 p. 100 sur les billets de métro et d'autobus n'est accordée et renouvelée que sur délivrance d'un certificat de travail à Paris, lorsque son titulaire ne réside pas dans une localité desservie par la Régie autonome des transports parisiens. Le renouvellement de la carte de priorité n'est donc pas possible dès que le bénéficiaire est admis à la retraite pour peu que son domicile ne soit pas desservi par la Régie autonome des transports parisiens. Considérant qu'il s'agit là d'une réglementation qui frise l'absurde d'une part, puisque l'invalidité à l'origine de l'octroi de la carte de priorité constitue un facteur permanent et, d'autre part, puisque l'exigence d'une exonération de tarif se fait sentir davantage au moment de la retraite en raison de la baisse des revenus du titulaire accompagnant cette retraite, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour accorder le renouvellement de la carte de priorité aux retraités dont le domicile n'est pas desservi par les réseaux de la régie autonome des transports parisiens.

Transports en commun (Paris et région parisienne).

23684. — 19 avril 1972. — **M. Michel Rocard** demande à **M. le ministre des transports** s'il n'envisage pas, pour Paris et la région parisienne, une expérience semblable à celle qui est tentée à Rome et prévoyant la gratuité des transports en commun aux heures de pointe, une telle gratuité semblant se révéler en fin de compte plus économique pour la collectivité, tant sur le plan de la dissuasion des transports individuels, donc sur la circulation automobile, que sur celui de la pollution et surtout des heures de transports et de fatigue qui seraient ainsi gagnées.

Transports scolaires (gratuité).

23687. — 19 avril 1972. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation causée, notamment dans la région parisienne, par le manque d'établissements scolaires et leur éloignement. De très nombreux enfants sont dans l'obligation de prendre le car pour fréquenter l'établissement scolaire qui leur est assigné et ces transports, outre la fatigue, constituent en fin de compte une dépense importante pour leurs familles. La scolarité étant gratuite, en principe, il lui demande s'il envisage et dans quels délais, d'assurer aux enfants, astreints en raison de leur âge à la scolarité obligatoire, la gratuité des transports en commun sur le trajet de leur domicile à leur établissement scolaire.

Navigaton fluviale (bourse d'affrètement de Valenciennes).

23712. — 20 avril 1972. — **M. Bustin** expose à **M. le ministre des transports** que l'office de navigation fluviale envisage la fermeture de la bourse d'affrètement de Valenciennes. Cet organisme, dont les activités remontent à 1922 et la normalisation à 1936, a toujours fonctionné très activement et à la satisfaction des nombreux utilisateurs. Sa suppression exigerait des marinières et affrèteurs des déplacements à plus grande distance, plus nombreux, avec des charges supplémentaires sans pour autant obtenir plus d'efficacité dans les décisions. D'autre part, la mise au grand gabarit de l'Escaut jusqu'à Fresnes au cours du VI^e Plan et jusqu'à la frontière belge pendant le VII^e Plan exige, non seulement le maintien des activités du fonctionnement de la bourse d'affrètement de Valenciennes, mais aussi son développement. Une telle décision, au moment où le Valenciennois connaît une importante récession économique, ne pourrait qu'aggraver l'inquiétude des populations sur l'avenir de cette région frontière qui doit devenir un centre fluvial important du fait de ses liaisons avec la Belgique et d'autres pays. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient maintenues dans cette ville les activités de la bourse d'affrètement.

Régie autonome des transports parisiens (tarifs préférentiels pour les personnes âgées).

23715. — 20 avril 1972. — **M. Poirier** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les tarifs préférentiels accordés aux personnes âgées. La Société nationale des chemins de fer français a mis en vigueur des mesures qui sont appréciées par les bénéficiaires. La Régie autonome des transports parisiens, quant à elle, accorde bien des réductions de tarifs à certaines catégories, telles les familles nombreuses ou les jeunes lycéens ou étudiants, mais elle ne tient pas compte de la situation des personnes âgées. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas souhaitable de faire bénéficier de réductions tarifaires sur le réseau de la Régie autonome des transports parisiens les personnes âgées économiquement faibles ; 2° si une telle mesure est à l'étude ; 3° si une solution favorable peut être adoptée prochainement.

Régie autonome des transports parisiens (carte de priorité des anciens combattants).

23716. — 20 avril 1972. — **M. Poirier** expose à **M. le ministre des transports** que les anciens combattants habitant la région parisienne mais ne résidant pas dans une localité desservie par la Régie autonome des transports parisiens se voient refuser le renouvellement de leur carte de priorité. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour faire cesser cette anomalie car l'usage des transports publics de la région parisienne n'est évidemment pas réservé aux habitants des communes desservies par la Régie autonome des transports parisiens.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Travailleurs immigrés italiens en France (participation aux élections italiennes).

23615. — 14 avril 1972. — **M. Léon Felx** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur le fait que les immigrés italiens souhaitent dans leur grande majorité participer, comme les y engage la Constitution italienne, aux élections législatives qui vont se dérouler les 7 et 8 mai prochains en Italie. Le libre exercice du droit de vote des immigrés se heurte, malheureusement, à de nombreuses difficultés. Outre le sacrifice financier consenti pour se rendre aux urnes au pays natal (perte de journées de travail, coût des transports sur le réseau ferroviaire français), il leur faut obtenir un congé spécial de leur employeur, qui refuse souvent de l'accorder. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les travailleurs italiens résidant en France puissent obtenir un congé spécial de leur employeur avec la garantie de conserver leur poste de travail au retour des élections.

Travailleurs étrangers (logements).

23655. — 18 avril 1972. — **M. Dumas** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population**, sur l'urgente nécessité d'améliorer les conditions de logements des travailleurs immigrés, notamment sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics. Le caractère sommaire des logements qui leur sont offerts et leur manque d'hygiène ont souvent été constatés par les services de l'inspection du travail, mais la réglementation en vigueur ne permet pas, faute de moyens et de sanctions suffisantes, de remédier à une telle situation. Il lui demande en conséquence s'il ne juge pas opportun de renforcer les moyens de ses services et surtout de rendre les sanctions plus sévères contre les infractions mettant en cause la sécurité des travailleurs.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Rapatriés âgés (Indemnisation prioritaire).

22964. — **M. Jacson** rappelle à **M. le Premier ministre** que l'article 34 de la loi du 15 juillet 1970 relative à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France prévoit que l'instruction des dossiers d'indemnisation des rapatriés doit être effectuée en respectant une priorité qui est fonction des moyens de subsistance, de l'âge, des charges familiales et de l'état physique des intéressés. L'article 36 dispose qu'une liste de priorité doit être établie chaque année par les commissions prioritaires départementales et que les demandes d'indemnisation doivent être instruites dans l'ordre fixé par ces commissions. Il lui demande quel est le résultat des travaux accomplis par les commissions de priorité. Il souhaiterait savoir en particulier dans quelle mesure ont été pris en considération, parmi les différents critères sociaux énumérés à l'article 34 précité, celui de l'âge des rapatriés. Il lui fait en effet observer que les mesures d'indemnisation devant s'étaler sur une période assez longue il est extrêmement souhaitable que les rapatriés âgés puissent bénéficier rapidement de l'indemnisation prévue par la loi. **M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur** ayant déclaré, au cours de la séance du 8 octobre 1971 de l'Assemblée nationale, en réponse à des questions orales qui lui avaient été posées à ce sujet que les commissions en cause avaient établi des listes de priorité qui ont été aussitôt communiquées à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, il souhaiterait savoir quel est, parmi les dossiers ainsi soumis à l'Agence, le pourcentage de ceux qui ont été établis par des rapatriés âgés de plus de soixante ans. (Question du 18 mars 1972).

Réponse. — La préoccupation de l'honorable parlementaire en ce qui concerne l'indemnisation des personnes âgées rapatriées, rejoint très exactement celle qui a présidé à l'élaboration de la loi du 15 juillet 1970 et à la nature des travaux des commissions paritaires départementales chargées d'établir un ordre de priorité d'examen des dossiers. Il convient toutefois de rappeler d'une part, que si,

parmi les critères qui ont permis aux commissions paritaires de procéder au classement des dossiers prioritaires, celui qui est relatif à l'âge est important, il n'est pas le seul à être pris en considération puisque ces commissions ont également examiné l'état de santé des intéressés, leurs ressources actuelles et leur situation de famille. D'autre part, conformément à la volonté du législateur, la plus grande latitude a été laissée aux commissions paritaires pour effectuer une pondération de ces différents critères. C'est pourquoi dans certains cas, l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer est amenée à liquider par exemple, des dossiers de personnes dont la faiblesse des ressources actuelles ou leur état de santé justifie qu'elles soient indemnisées avant une personne âgée plus favorisée en ce qui concerne la santé ou les ressources. Dans ces conditions, l'indication d'un pourcentage des dossiers établis pour les personnes âgées de plus de soixante ans n'aurait pas une très grande signification. En outre, si un tel travail devait être assuré actuellement, il le serait au détriment de tâches plus urgentes tenant aux opérations de liquidation des dossiers eux-mêmes.

FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires de la catégorie B (amélioration de la carrière).

23193. — M. Leroy attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur le très vif mécontentement des agents du cadre B de la fonction publique (techniciens et administratifs) devant : 1° les attermolements des pouvoirs publics face aux revendications formulées par l'ensemble des organisations syndicales concernant cette catégorie de fonctionnaires et reconnues par tous comme légitimes ; 2° leur déclassement réel contesté par personne, le Gouvernement reconnaissant lui-même la nécessité de corriger leur carrière ; 3° l'insuffisance et le caractère trop tardif des mesures envisagées par le Gouvernement. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour une réforme d'ensemble et complète de ce cadre, prenant effet au 1^{er} janvier 1972 et comportant : un raccourcissement de la carrière, une amélioration et une accélération des montées d'échelon en début de carrière, un élargissement de l'accès en catégorie A, une carrière continue pour tous les agents administratifs et techniques au niveau de l'échelle type du cadre B (sans barrage d'où suppression des brevets de qualification pour les adjoints techniques comme cela est déjà prévu pour les fonctionnaires du ministère de l'équipement), allant de l'indice brut 300 de début de carrière à 580 en fin de carrière. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — L'accord conclu le 13 novembre 1971, avec cinq organisations syndicales représentatives de la fonction publique, au sujet de l'évolution des rémunérations des agents de l'Etat pendant l'année 1972 prévoit que le directeur général de l'administration et de la fonction publique présentera avant le 31 décembre 1972 les conclusions d'une étude d'ensemble portant sur l'adaptation des carrières dans les corps de la catégorie B. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises par ce haut fonctionnaire pour que ces travaux soient conduits à bonne fin dans le délai prévu par cet accord.

AFFAIRES CULTURELLES

Enseignement de l'architecture
(annulations de textes par le Conseil d'Etat).

22960. — M. Pierre Buron appelle l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur la décision rendue par le Conseil d'Etat le 8 mars 1972 avec une célérité exceptionnelle qui témoigne de l'urgence, reconnue par la haute assemblée, que présente la solution à intervenir pour résoudre la crise de l'organisation provisoire de l'enseignement de l'architecture mise en place par le décret n° 68-1097 du 6 décembre 1968. Par cette décision le Conseil d'Etat annule une note du 14 janvier 1972, déferée à sa censure par requête enregistrée le 31 janvier 1972, note qui avait pour objet de proroger des dispositions réglementaires promulguées par la circulaire ministérielle du 10 juin 1969, mais annulées par la section du contentieux du Conseil d'Etat le 5 novembre 1971. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour permettre aux étudiants de soutenir leurs diplômes d'architectures D. P. L. G. dans des conditions réglementaires indiscutables, dès la session de mars 1972. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Le décret du 27 septembre 1971 fixant le régime des études conduisant au diplôme d'architecte D. P. L. G., et ses arrêtés d'application, doivent se substituer désormais aux dispositions du décret du 8 décembre 1968 portant organisation provisoire de l'enseignement de l'architecture, et à la circulaire du 10 juin 1969

dont certains paragraphes avaient été annulés par le Conseil d'Etat. Cette nouvelle réglementation doit permettre aux étudiants de soutenir leurs diplômes d'architecte D. P. L. G. dans des conditions réglementaires indiscutables.

Ecole des beaux-arts (agitation d'une minorité d'étudiants).

22981. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre des affaires culturelles que les universités ont pour élèves des jeunes gens qui désirent travailler — qui sont généralement la majorité et même la grande majorité — et des minorités d'inactifs, d'agités, de déséquilibrés qui se livrent à tout, sauf aux études. Cette situation est également celle de l'ancienne école des beaux-arts. Quelques dizaines de jeunes agités sèment le désordre en permanence. Tant qu'ils se sont bornés à coller des affiches, ils ont surtout réussi à amuser les passants par l'indigence intellectuelle de leurs proclamations ou leurs fautes d'orthographe, mais à l'heure actuelle, ils deviennent nuisibles car ils se livrent à des projections d'eau et de peinture sur les véhicules et sur les passants. Il serait donc opportun que l'administration prenne des mesures pour les rappeler aux règles de la civilité puérile et honnête. Il lui demande qu'elles sont ses intentions en ce domaine. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — A la suite de l'agitation d'une minorité d'étudiants, le ministre des affaires culturelles, ainsi qu'il a été annoncé le 9 mars 1972, s'est trouvé dans l'obligation de prononcer la fermeture de l'école nationale supérieure des beaux-arts jusqu'au lundi 20 mars 1972, à 9 heures, date à laquelle l'ouverture s'est réalisée dans le calme. Si des incidents comparables à ceux qui ont rendu cette fermeture nécessaire venaient à se renouveler, il va de soi que l'établissement serait de nouveau fermé.

Ecole des beaux-arts (fermeture).

23040. — M. Pierre Bas appelle à nouveau l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur l'ancienne école supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte, à Paris (6^e). La situation a beaucoup évolué en quelques jours puisque, après les attaques contre d'innocents passants et contre les véhicules, la petite bande d'excités qui fait la loi à l'école s'est mise à peindre de couleurs variées les monuments historiques qui ornent la cour d'honneur. Elle a ainsi ignominieusement sali les portiques de Gaillon, la façade d'Anet et la colonne. Les deux bustes de la grille d'honneur ont été également maquillés. Une mesure de fermeture de l'école qui, de l'avis unanime, s'imposait, a été prise, mais il ne conviendrait pas que la réouverture de l'école voie le retour dans les murs de l'établissement des bandes de jeunes voyous qui n'ont absolument rien à faire dans un établissement d'enseignement supérieur. La place de ces jeunes gens est partout où ils voudront, sauf dans les établissements d'enseignement. Si on tolère à nouveau leur présence, le désordre, l'incohérence, la dilapidation des deniers publics, le spectacle scandaleux de l'anarchie et de l'inefficacité qui a caractérisé jusqu'ici l'école des beaux-arts, continueront. La population du 6^e arrondissement, qui supporte avec peine les débordements de cet établissement public, ne comprendrait pas que, l'accès étant crevé, on ne mette pas fin une bonne fois aux folies de la rue Bonaparte. Il lui demande s'il a l'intention de prendre des mesures énergiques en ce sens. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — La fermeture de l'école des beaux-arts qui s'imposait après les dégradations commises par un groupe d'étudiants, a permis de remettre les locaux en état, et en particulier de réparer le dispositif de protection contre l'incendie. S'il se reproduisait des incidents comparables à ceux qui ont rendu nécessaire la fermeture de l'établissement, celle-ci ne pourrait qu'être prononcée de nouveau.

AFFAIRES ETRANGERES

Aide américaine à l'étranger (montant depuis 1945).

21247. — M. Cousté expose à M. le ministre des affaires étrangères que l'opinion publique a été frappée par le chiffre de 143 milliards de dollars mentionné par le Président Nixon dans son discours du 15 août concernant l'aide américaine aux pays d'Europe et d'Asie depuis 1945. Il lui demande si le Gouvernement français pourrait préciser si ce chiffre est bien exact. En effet, d'après certaines informations, ce chiffre de 143 milliards de dollars ne tiendrait pas compte du remboursement des prêts et perceptions d'intérêts qui s'élevaient à plus de 20 milliards de

dollars. D'autre part, cette somme comprend aussi bien l'aide aux pays dits développés qu'aux pays sous-développés. En ce qui concerne les pays dits développés, c'est-à-dire l'Europe, le chiffre ne serait plus, paraît-il, que de l'ordre de 50 milliards. Il lui demande s'il peut préciser quels sont réellement les chiffres exacts et si possible leur répartition entre les six pays de la Communauté et les quatre Etats demandeurs d'adhésion à la C.E.E. du montant de l'aide américaine. (Question du 1^{er} décembre 1971.)

Réponse. — En raison de la multiplicité des programmes d'aide élaborés par les Etats-Unis, de leurs effets indirects et des modifications apportées, tant dans les objectifs poursuivis que dans les méthodes de comptabilité utilisées, les divers documents relatifs à l'aide américaine à l'Europe et à l'Asie depuis 1945 font inévitablement apparaître des divergences sensibles. Toute évaluation globale de cette aide laisse donc une grande part à l'arbitraire. Ce fait est encore accentué en raison de l'importance des contributions des Etats-Unis aux organismes internationaux tels que l'U.N.R.R.A., l'U.N.I.C.E.F., la B.I.R.D., le F.M.I. ou l'U.E.P. Dans ces conditions il paraît difficile de rechercher un chiffre officiel et incontestable du montant de l'aide reçue globalement par l'Europe ainsi que par chacun des pays de la Communauté européenne ou candidats à l'adhésion. En ce qui concerne la France, plus exactement l'Union française, et en se limitant à la seule aide directe, on peut rappeler que l'assistance américaine s'est élevée, pendant la période 1945-1947, antérieure au plan Marshall, à 2.026 millions de dollars, sous la forme de prêts de l'Eximbank ou de crédits spécialisés du Gouvernement américain pour l'achat de navires, d'équipement, de matières premières, de surplus ou pour la liquidation du « prêt-bail ». A partir de 1948 et jusqu'au 30 juin 1953, date d'expiration de l'accord de coopération économique entre la France et les Etats-Unis, l'aide américaine a atteint 3.103 millions de dollars dont 2.917 millions sous forme de dons, 225,6 millions de prêts et 61,4 d'aide conditionnelle. La France arrive ainsi au second rang, derrière la Grande-Bretagne, des Etats bénéficiaires de cette aide. Il convient de noter que cette évaluation ne tient pas compte de l'aide militaire en nature et qu'il faut y ajouter deux prêts accordés en 1958 pour un montant de 47,58 millions de dollars ainsi que diverses subventions ou crédits au titre de l'encouragement à la libre entreprise, de l'assistance technique et du développement de la production des matières premières de base. On peut citer en outre l'aide indirecte apportée par l'instauration du système de paiements intra-européens, de l'union européenne des paiements et du système des fonds de contrepartie qui ont multiplié les effets de l'aide directe dans une mesure qui ne peut être appréciée que par les résultats obtenus en matière de redressement économique et de coopération européenne dans les années qui ont suivi le conflit mondial.

Essais nucléaires dans le Pacifique (nouvelle campagne).

23132. — M. Longueueu remerciant M. le ministre des affaires étrangères de la réponse qu'il a bien voulu faire à sa question écrite n° 22064 du 29 janvier 1972 lui fait remarquer que cette réponse, sans doute par inadvertance, néglige l'objet précis de ladite question. C'est pourquoi il se permet de lui en rappeler les termes et lui demande si le Gouvernement français envisage d'entreprendre une nouvelle campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique en 1972. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Le ministre des affaires étrangères ne peut que confirmer à cet égard la position du Gouvernement telle qu'elle a été définie à l'issue du conseil des ministres du 1^{er} septembre 1971, à savoir que la France poursuit son effort de défense et organise ses expériences et ses réalisations en fonction de cet effort.

AGRICULTURE

Pêcheurs professionnels du lac Léman (affiliation à l'A. M. E. X. A.)

18486. — M. Pianta expose à M. le ministre de l'agriculture qu'un arrêté de M. le ministre de l'agriculture en date du 5 novembre 1969 a imposé, pour la délivrance de la licence de pêche de première catégorie aux pêcheurs professionnels du Léman, l'obligation d'être affilié à la caisse de sécurité sociale agricole (A. M. E. X. A.). Or, tous les pêcheurs, en raison tant des nombreuses périodes où la pêche est réglementairement fermée que des périodes où les intempéries interdisent la pose des filets, se trouvent dans l'obligation d'exercer, concurrentement avec la pêche, une seconde activité pour laquelle ils sont déjà affiliés à une caisse de sécurité sociale ordinaire. Le droit d'exercer une double activité et celui

d'être protégé dans l'exercice de ces deux activités entrant dans les droits reconnus à tous les citoyens, il lui demande, si compte tenu de la situation spéciale faite aux pêcheurs professionnels du Léman par le texte susvisé et les circonstances particulières dans lesquelles ils se trouvent, il ne leur est pas permis de s'affilier et de cotiser simultanément à la caisse d'assurances agricoles pour leur activité de pêcheur et à la caisse d'assurances sociales afférente à leur second métier. (Question du 25 mai 1972.)

Réponse. — Il convient de rappeler que la loi du 12 juillet 1966 instituant un régime d'assurance maladie pour les travailleurs non salariés des professions non agricoles a posé le principe que les personnes exerçant simultanément plusieurs activités, sont affiliées obligatoirement aux régimes dont relèvent lesdites activités, mais que le droit aux prestations n'est ouvert que dans le régime correspondant à l'activité principale. Ces dispositions ont été introduites par la loi susvisée dans les articles 1106-1 et 1106-3 du code rural relatifs à l'assurance maladie des exploitants. D'autre part, de nombreux textes accordent divers avantages économiques à certains agriculteurs sous réserve qu'ils exercent une activité d'exploitants agricoles à titre principal et bénéficient effectivement des prestations de l'A. M. E. X. A. Tel est le cas notamment des pêcheurs du lac Léman auxquels, en application de l'arrêté du 5 novembre 1969, les licences de première catégorie ne seront délivrées que si la pêche étant leur activité principale, ils sont affiliés à l'A. M. E. X. A. et perçoivent effectivement des prestations de ce régime. Compte tenu du principe fixé dans la loi précitée du 12 juillet 1966, il ne paraît pas possible de retenir la solution suggérée par l'honorable parlementaire sans remettre en cause des dispositions valables à l'égard de tous les régimes de protection sociale. Il convient de signaler toutefois que des problèmes particuliers ont été rencontrés lors des changements de régime résultant de la détermination de l'activité principale en cas d'exercice simultané d'activités multiples dont l'une salariée agricole ou non et l'autre non salariée agricole et des études ont été entreprises, conjointement avec les services compétents du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, pour pallier ces difficultés. En attendant que les problèmes ainsi posés puissent être résolus au fond, il a été admis de surseoir, provisoirement, à toute poursuite de transferts de régime contestés, notamment dans le cas de personnes relevant antérieurement d'un régime obligatoire de salariés. Cette solution qui privilégie à titre transitoire l'activité salariée est en général favorable sur le plan social pour les assurés. Elle peut toutefois comporter dans des cas tels que ceux invoqués par l'honorable parlementaire des inconvénients quant à l'exercice de l'activité professionnelle non salariée, lorsque celle-ci est en réalité poursuivie à titre principal. Aussi, peut-il être toujours mis fin à cette situation par la volonté des intéressés qui peuvent demander leur transfert au régime de leur activité principale, en application des dispositions réglementaires en vigueur.

Veuves d'exploitants agricoles

(attribution de points supplémentaires pour leur retraite).

22868. — Mme Ploux expose à M. le ministre de l'agriculture le cas suivant : une exploitante agricole est devenue veuve en 1944, ayant quatre enfants à charge, et a été chef d'exploitation de 1944 à 1962. A cette date elle a bénéficié de la pension vieillesse agricole, mais ne bénéficie pas de la pension de réversion de son mari, exploitant de 1935 à 1944 n'ayant pas cotisé. Cette veuve et celles qui sont dans ce cas souhaiteraient que des points supplémentaires puissent leur être attribués en fonction des années d'exploitation de leur mari, la charge d'élever leurs enfants ayant pesé sur elles seules lorsque, comme dans ce cas, le décès du mari a été prématuré. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — La situation des conjointes survivantes d'exploitants agricoles décédés prématurément, qui ont continué à assurer la mise en valeur du domaine familial après la mort de leur mari et acquis de ce chef la qualité juridique de chef d'exploitation, est régie par l'article 1122 (3^e alinéa) du code rural. Il résulte en effet des dispositions réglementaires ci-dessus rappelées qu'un droit personnel à retraite est ouvert à la veuve d'un exploitant agricole décédé avant d'avoir rempli lui-même les conditions d'ouverture du droit audit avantage, lorsque ayant assuré la direction de l'exploitation à la suite de son mari, elle remplit les conditions suivantes : réunir quinze années d'activité professionnelle soit en qualité de conjointe assujettie puis d'exploitante, soit en la seule qualité d'exploitante (dans le cas où elle ne participait pas à la mise en valeur du domaine du vivant de son mari) ; justifier d'une durée de versement de cotisations égale à cinq ans au moins, grâce à la totalisation des annuités acquises par son mari et de ses annuités propres. Les conditions d'ouverture du droit à retraite se trouvent ainsi assouplies pour la veuve ; par ailleurs, l'élément « retraite complémentaire » est augmenté du fait qu'il est calculé en fonction du nombre total

d. points résultant de l'adjonction, à ceux acquis personnellement par la femme, de tous ceux que le mari avait déjà obtenus. Ainsi se trouve résolu, pour les veuves d'exploitants agricoles ayant été affiliés au régime d'assurance vieillesse des non-salariés agricoles sans pour autant avoir pu prétendre à l'ouverture d'un droit à la retraite à la date de leur décès, le problème posé par l'honorable parlementaire. Les personnes intéressées peuvent en effet bénéficier, grâce à la totalisation des périodes de cotisations, d'une retraite entière de chef d'exploitation, à laquelle elles n'auraient pu prétendre au titre de leur seule activité qu'après avoir rempli personnellement les conditions d'ouverture du droit relatives à la durée d'activité et de versement des cotisations. En ce qui concerne tout particulièrement la situation des conjointes survivantes d'exploitants agricoles décédés avant l'entrée en vigueur du régime d'assurance vieillesse des non-salariés agricoles (le 1^{er} juillet 1952) et n'ayant de ce fait pu obtenir aucun avantage de vieillesse dans ledit régime, il n'est pas douteux que son appréciation doit avoir lieu en fonction de leur seule activité professionnelle. Il apparaît en effet qu'il ne saurait être envisagé en faveur des personnes intéressées une attribution de points-retraite supplémentaires au titre de l'activité exercée, avant l'entrée en vigueur du régime, par le chef d'exploitation décédé, alors qu'une telle attribution n'a pas lieu au profit des agriculteurs ayant été affiliés au régime (à l'exclusion de ceux qui avaient adhéré à l'assurance volontaire vieillesse et dont les points ainsi acquis sont inscrits au compte ouvert à leur nom dans les services de la caisse de mutualité sociale agricole). Il convient d'ailleurs d'ajouter qu'une telle attribution de points supplémentaires serait sans grand intérêt, puisqu'elle n'aurait jamais pour effet d'assouplir, dans des cas analogues à celui faisant surtout l'objet des préoccupations exposées, les conditions d'ouverture du droit en faveur des veuves qui, ayant été affiliées au régime d'assurance vieillesse des non-salariés agricoles depuis son entrée en vigueur, remplissent actuellement, à titre personnel, les conditions d'ouverture du droit à la retraite et peuvent bénéficier d'une retraite complémentaire calculée sur un nombre important d'annuités de cotisations, qui égale vingt au 1^{er} juillet 1972.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Carrières (réglementation de l'exploitation des).

22858. — M. Cazenave expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que la loi n° 70-1 du 2 janvier 1970 portant modification de diverses dispositions du code minier, et le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait ou aux renoncements à celles-ci, ne contiennent aucune disposition prévoyant la distance minimum de sécurité qui doit exister entre, d'une part, la carrière dont la mise en exploitation est projetée et, d'autre part, les habitations et les routes environnantes. Ces textes ne contiennent pas non plus d'indications concernant l'inclinaison des bords de la carrière mise en exploitation. Il souligne, par ailleurs, la faiblesse des amendes prévues par le décret n° 71-791 du 20 septembre 1971 pour les infractions aux conditions de mise en exploitation des carrières. Il lui fait remarquer qu'il conviendrait d'établir une relation entre la surface sur laquelle porte l'exploitation projetée et la surface communale. Enfin il souligne combien il serait souhaitable que soit entreprise une étude préalable des conséquences que peut avoir l'exploitation sur la nappe phréatique. Il lui demande s'il peut préciser ses intentions en ce qui concerne ces différents problèmes. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières a réglé les questions d'ordre administratif posées par l'ouverture des carrières : autorisation, conditions mises à l'exploitation, notamment pour la remise en état du sol. Les points signalés par l'honorable parlementaire, qui sont de caractère réglementaire, ont trait à la police et ont fait, jusqu'à présent, l'objet de différents décrets dits de 1892. La loi n° 70-1 du 2 janvier 1970 ayant soumis les carrières aux mêmes conditions de police que les mines, un décret, qui paraîtra prochainement, a défini les règles qui leur seront communes. Sur le premier point, il prévoit que les bords des excavations à ciel ouvert sont établis et tenus à une distance horizontale de dix mètres au moins des routes et habitations ; sur le deuxième, la distance horizontale entre l'arrêt de l'exploitation de la masse et les bords de la fouille doit être égale à la profondeur de la fouille si cette masse est, par sa cohésion, analogue aux terres de recouvrement. Dans l'un et l'autre cas le préfet peut augmenter ces distances dans la limite où le commande la sécurité publique. Quant aux infractions aux conditions de mise en exploitation des carrières, elles ne sont pas réprimées par le seul décret n° 71-791 du 20 septembre 1971. Ce dernier, en effet, ne sanctionne que des infractions aux ouvertures de carrières dispensées d'autorisation,

alors que la loi du 2 janvier 1970 a fixé de 5.000 à 10.000 francs toute infraction aux dispositions du code minier relatives à l'exploitation des carrières soumises à autorisation. Enfin, il est rappelé que le préfet dispose de pouvoirs étendus, en application de l'article 84 du code minier, pour qu'il ne soit pas porté atteinte au débit ou à la qualité des eaux de toute nature. En ce qui concerne les études préalables sur l'influence des carrières sur la nappe phréatique, il est à noter que ces études, souvent délicates et onéreuses, sont entreprises chaque fois que c'est possible et que la vœu exprimé à ce sujet par l'honorable parlementaire correspond à une action constante de l'administration.

Cinéma

(reconnaissance de la qualité d'artisan aux petits exploitants).

22581. — M. Philibert demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique (moyenne et petite industrie et artisanat) s'il est possible, comme le demande le syndicat de la petite exploitation du cinéma, que ses adhérents soient considérés comme des artisans, ceci afin d'éviter les trop nombreuses fermetures de cinémas que l'on enregistre dans les petites localités. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire a déjà fait l'objet d'un examen particulier à l'occasion de la préparation du décret n° 63-681 du 6 juillet 1963 relatif à certaines activités pour l'exercice desquelles il n'y a pas lieu à immatriculation au répertoire des métiers. Etant donné, d'une part, le caractère commercial des petites exploitations de cinéma, par application de l'article 632 du code de commerce, et, d'autre part, le statut propre qui leur est appliqué en qualité d'entreprises de spectacles, il est apparu qu'elles ne pouvaient être assimilées par leur nature aux activités de production, de transformation, de réparation ou de prestations de services, constitutives du secteur des métiers défini par décret lu 1^{er} mars 1962.

ECONOMIE ET FINANCES

Amortissements des immobilisations des entreprises (T. V. A.).

12985 et 22079. — M. Icart demande à M. le ministre de l'économie et des finances comment les dispositions de l'article 38 quinquies du code général des impôts et de l'article 23 du décret n° 67-92 du 1^{er} février 1967 doivent être interprétés. La combinaison de ces deux textes paraît, en effet, donner aux entreprises le choix entre deux modes de comptabilisation et d'amortissement des immobilisations : l'un taxe sur la valeur ajoutée comprise, l'autre hors taxe. Il lui demande si, dans ces conditions, une entreprise nouvelle qui, du fait d'investissements importants et d'un chiffre d'affaires insuffisant au départ, accumule les droits à déduction qu'elle ne pourra utiliser qu'après plusieurs années peut, sans formalité spéciale, amortir ses immobilisations sur leur prix de revient taxe comprise. (Questions du 23 juin 1970 et du 29 janvier 1972.)

Réponse. — L'article 38 quinquies de l'annexe III au code général des impôts stipule que les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur valeur d'origine, c'est-à-dire, pour celles acquises par l'entreprise, pour leur coût réel d'achat augmenté, le cas échéant, des frais accessoires. Pour les entreprises passibles de la taxe sur la valeur ajoutée, il résulte des dispositions de l'article 23 du décret en Conseil d'Etat n° 67-92 du 1^{er} février 1967, codifié sous l'article 229 de l'annexe II au même code, que le prix d'achat s'entend du prix hors taxe. La combinaison de ces deux dispositions n'offre donc aucun choix aux entreprises passibles de la taxe sur la valeur ajoutée qui doivent dans tous les cas inscrire leurs immobilisations pour leur montant hors taxe et calculer les amortissements y afférents sur ce même montant. Au demeurant, depuis qu'est intervenu le décret n° 72-102 du 4 février 1972, les entreprises nouvelles peuvent demander et obtenir le remboursement des excédents de crédit de T. V. A. qu'elles n'auraient pas la possibilité d'imputer rapidement.

T. V. A.

19442. — M. Pierre Lucas expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un commerçant en matériel électrique qui n'était pas, antérieurement au 1^{er} janvier 1968, assujéti obligatoirement à la taxe sur la valeur ajoutée en raison de son activité payait néanmoins la taxe sur la valeur ajoutée sur une partie de ses

ventes faites à des producteurs suivant le système A des négociants producteurs (reconstitution des prix d'achats au moment de la vente et déduction de la taxe sur la valeur ajoutée due sur vente de la taxe sur la valeur ajoutée sur achat ainsi calculée). Lors de son affiliation obligatoire au règlement de la taxe sur la valeur ajoutée le 1^{er} janvier 1968, ce commerçant a déterminé son crédit d'impôt en multipliant son stock à cette date par le taux de 16:2:3. En ce qui concerne la détermination du crédit immédiatement utilisable, il a calculé (en fonction de la possibilité ouverte par la règle du régime général) la valeur moyenne mensuelle de tous ses achats en 1967. Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée afférent à cette moyenne mensuelle étant supérieur au montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur stock, il a récupéré le chiffre le plus élevé conformément aux dispositions du décret n° 67-415 du 23 mai 1967. L'excédent devait être reversé en six mois, mais la mesure de reversement a été suspendue par l'administration. A l'occasion d'un contrôle fiscal, l'administration ramène la moyenne mensuelle des achats au prorata des affaires non soumises à la taxe sur la valeur ajoutée en 1967. Pour ce faire, elle se base sur les articles 1^{er} et 6 du décret n° 67-415 du 23 mai 1967 et sur le texte du modèle de déclaration des stocks précisant : « Montant des achats 1967 autres que ceux se rapportant à des opérations déjà soumises à la taxe sur la valeur ajoutée en 1967 ». Il lui demande s'il n'estime pas que cette position de l'administration fiscale locale est injustifiée car le décret en cause définit uniquement la position des assujettis partiels à la taxe sur la valeur ajoutée en fonction de leur activité et non en fonction d'une option variable à la seule initiative de l'assujetti en raison de ses intérêts ou de ceux de sa clientèle. Ce commerçant se trouvera donc pénalisé par rapport à un autre commerçant exerçant la même activité qui n'aurait pas assujetti volontairement une partie de ses ventes à la taxe sur la valeur ajoutée. En effet, dans les deux cas, le crédit déductible sur stock est bien déterminé de la même manière chez les deux commerçants et il est anormal que pour une même fonction économique, les règles applicables ne soient pas identiques. (Question du 24 juillet 1971.)

Réponse. — Aux termes de l'article 22 du décret n° 67-415 du 23 mai 1967, les entreprises qui, antérieurement au 1^{er} janvier 1968, étaient assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée pour une fraction de leur activité ne pouvaient comprendre dans leurs stocks au 31 décembre 1967 que les biens acquis exclusivement pour les besoins de l'activité à raison de laquelle elles devenaient assujetties en 1968. A cet effet, ces entreprises avaient d'ailleurs été autorisées à ventiler la valeur comptable de leur stock proportionnellement aux montants de chiffre d'affaires respectivement soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et à une autre taxe au cours de l'année 1967. Dans la mesure où les entreprises intéressées entendaient déduire une somme égale au produit de la valeur moyenne des achats de 1967 par les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à compter du 1^{er} janvier 1968, les achats à retenir étaient ceux effectués pour les besoins de l'activité au titre de laquelle ces entreprises n'acquittaient pas la taxe sur la valeur ajoutée en 1967. Ces dispositions ne pouvaient défavoriser les entreprises assujetties partiellement à la taxe sur la valeur ajoutée en 1967 et ayant adopté le système A : elles étaient en effet plus favorables que celles qui auraient consisté à soumettre la totalité des biens composant leurs stocks aux dispositions du décret du 23 mai 1967. En effet, en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée afférente à la partie du stock correspondant à l'activité au titre de laquelle ces entreprises avaient acquitté cette taxe en 1967, la déduction était opérée en 1968 dans les conditions de droit commun et non pas dans le cadre des dispositions du décret précité. Cette mesure n'était pas de nature à créer des inégalités entre les entreprises puisque aux termes de l'article 6-1 du décret précité les assujettis qui avaient déterminé leur crédit sur stocks d'après la moyenne mensuelle des achats de 1967 devaient reverser ultérieurement l'excédent de taxe déduite. Le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier actuellement soumis au Parlement comporte une disposition qui permet la régularisation de ces excédents après 1972.

T. V. A.

20246. — M. Modiano expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les prescriptions existant en matière de comptabilisation de la T. V. A., aussi bien telles qu'elles résultent du droit commercial que du droit fiscal, lui paraissent justifier certains éclaircissements pour sa prise en compte lors de la clôture des exercices des entreprises assujetties à la T. V. A. sur leurs encaissements. A la fin de leur exercice social, ces entreprises doivent enregistrer au passif de leur bilan les acomptes ou avances reçus de certains de leurs clients pour des commandes à exécuter ou des travaux et prestations en cours de réalisation, mais pas encore livrés. Le fait que ces entreprises soient assujetties à la T. V. A. sur leurs encaissements doit être neutre vis-à-vis du montant à enregistrer à ce titre, au passif de leur bilan, en tous les cas égal

aux sommes reçues à titre d'avances ou d'acomptes. Il lui demande si la T. V. A. acquittée par ces entreprises au titre de ces acomptes ne saurait être admise comme une charge de l'exercice, alors qu'il s'agit d'un impôt ayant fait l'objet d'une déclaration et d'un règlement à la charge de l'entreprise, conformément à l'article 39 (1, 4^e) du C. G. I. Une réponse négative à la question posée ci-dessus aboutirait à incorporer cette T. V. A. payée sur les acomptes reçus, à l'actif du bilan. Or, celle-ci ne peut être incluse dans l'estimation des travaux en cours, conformément aux prescriptions du décret du 28 octobre 1965 pour les entreprises ayant une comptabilité hors taxes, ceci étant encore plus exact lorsque ces acomptes ne correspondent qu'à une avance avant tout engagement de dépenses. Celle-ci ne peut pas non plus figurer parmi les valeurs réalisables et disponibles, cette créance sur le Trésor n'étant ni certaine ni exigible : cette solution conduirait à présenter un actif du bilan qui pourrait être considéré comme fictif. Ainsi en a d'ailleurs jugé dans son arrêt du 28 novembre 1964 le Conseil d'Etat. S'il estimait néanmoins que le fait de comptabiliser cette T. V. A. en charge de l'exercice, solution paraissant en conformité avec l'arrêt du Conseil d'Etat ci-dessus rappelé, devait entraîner l'estimation des travaux en cours T. V. A. incluse, il lui demande s'il peut confirmer que la T. V. A. ainsi à inclure dans ces travaux en cours correspond bien, ainsi que le prescrit le décret du 28 octobre 1965 et le recommande l'arrêt du Conseil d'Etat, à celle acquittée au titre des achats de matières et de marchandises incorporées dans les travaux en cours, telles que soient la proportion de celles-ci dans la valeur estimée de ces travaux en cours et l'importance des acomptes reçus. (Question du 8 octobre 1971.)

Réponse. — Dans la mesure où l'entreprise qui est assujettie à la T. V. A. sur ses encaissements tient sa comptabilité suivant la méthode dite « hors taxes », les acomptes reçus avant facturation sont, en principe, crédités au compte « Acomptes clients » pour leur montant hors taxes ; la T. V. A. collectée est elle-même créditée au compte Etat (T. V. A. collectée). Lors de la facturation, le compte « Clients » est normalement débité toutes taxes comprises par le crédit d'un compte de produit d'exploitation (ventes ou prestations de service) pour le montant de la facture « hors taxe » et par le crédit du compte « Etat (T. V. A. collectée) » à concurrence de la T. V. A. facturée ; le compte « Clients » se trouve corrélativement débité par le débit des comptes « Acomptes clients » et « Etat » affectés lors de l'enregistrement de l'acompte. L'ensemble de ces opérations n'intéressent en définitive, en ce qui concerne la T. V. A., que des comptes de bilan à l'exclusion de tout compte de résultats. Au contraire, si les documents comptables sont tenus suivant la méthode « taxes comprises », le montant de la T. V. A. incluse dans les achats, les frais généraux, les ventes et les stocks ainsi que celui de la T. V. A. effectivement due au Trésor à raison notamment des acomptes clients après imputation des crédits de taxes récupérables figurent au compte d'exploitation et affectent ainsi les résultats de l'entreprise. Par suite, si la T. V. A. est normalement sans incidence sur les résultats imposables des entreprises qui sont assujetties à cette taxe à raison de leurs encaissements lorsqu'elles adoptent la méthode de comptabilisation « hors taxes », les résultats d'une entreprise pratiquant la comptabilisation « taxes comprises » peuvent, en revanche, être affectés par la T. V. A. selon les variations du montant de cette taxe qui, à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, se trouve inclus dans les stocks ou reste à récupérer par l'entreprise. Mais il s'agit là d'une décision de gestion qui résulte directement du choix entre les facultés de comptabilisation de la T. V. A. offertes par l'article 38 du décret de l'annexe III au code général des impôts.

Pensions de retraite civiles et militaires.

20903. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 46 du projet de loi de finances pour 1972 instaurant des bonifications pour campagne de guerre aux incorporés de force stipule que cette mesure s'appliquera à la date d'entrée en vigueur aux tributaires des pensions déjà liquidées. Il lui rappelle qu'au contraire l'article 2 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 ne fait bénéficier des avantages instaurés par cette loi que les fonctionnaires et militaires ou leurs ayants cause dont les droits s'ouvriraient à partir de la date d'effet de cette loi mais non pas ceux dont la pension avait été liquidée avant cette date d'effet, à savoir le 1^{er} décembre 1964. Il lui demande s'il n'estime pas que l'article 46 du projet de loi de finances pour 1972 prouve bien que l'argument de non-rétroactivité toujours opposé aux retraités d'avant le 1^{er} décembre 1964 n'a aucune valeur et s'il n'estime pas que l'équité réclame qu'il dépose un projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964 en l'appliquant également aux pensions liquidées avant l'entrée en vigueur de celle-ci, à partir de la date de son entrée en vigueur. (Question du 16 novembre 1971.)

Pensions de retraite civiles et militaires.

21145. — **Mme Aymé de la Chevrière** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dispositions de l'article 46 du projet de loi de finances pour 1972 prévoyant l'octroi de bonifications de campagne de guerre aux Alsaciens et aux Mosellans incorporés de force, cette mesure devant s'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 1972, pour la liquidation des pensions des intéressés ainsi qu'aux attributaires de pensions déjà liquidées. Elle lui fait remarquer que cette disposition parfaitement justifiée, et qui recueille son entière approbation, implique le bénéfice de la rétroactivité en faveur d'une catégorie de retraités relevant du code des pensions civiles et militaires de retraite. Dans ces conditions, il lui apparaît difficile de comprendre le refus opposé aux retraités dont la pension a été liquidée avant le 1^{er} décembre 1964 et concernant le bénéfice de bonifications, majorations pour enfants, suppression de l'abattement du sixième, etc.; ce refus étant inévitablement assorti de la mention qu'il s'agit d'un principe constant en matière de pension, confirmé par la jurisprudence du Conseil d'Etat. Or, l'article 46 du projet de loi de finances pour 1972 démontre qu'il est possible d'introduire dans une loi de finances une disposition permettant la rétroactivité comme cela apparaît d'ailleurs à l'article 4 de la loi du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions. Elle lui demande en conséquence s'il n'estime pas que les retraités, dont les pensions ont été liquidées avant le 1^{er} décembre 1964, ou leurs ayants cause, ont également vocation aux dispositions prévues aux articles L. 12 et L. 14 du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite. L'extension de ces dispositions aux attributaires de pensions déjà liquidées avant le 1^{er} décembre 1964, qui pourrait être effectuée progressivement, afin d'éviter une incidence financière brutale, serait accueilli, par les intéressés, comme la réparation de ce qui leur paraît actuellement une grave injustice. Elle lui suggère enfin l'introduction de cette mesure dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 1971, qui doit être incessamment déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale. (Question du 26 novembre 1971.)

Pensions de retraite civiles et militaires.

21201. — **M. Charles Privat** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** le texte de l'article 46 du projet de loi de finances qui prévoit l'octroi de bonifications pour campagne de guerre aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande et demande si l'extension des dispositions des articles L. 12 et L. 14 de la loi du 26 décembre 1964 est prévue aux attributaires de pensions liquidées avant le 1^{er} décembre 1964 aux retraités de la fonction publique. (Question du 30 novembre 1971.)

Pensions de retraite civiles et militaires.

21484. — **M. Brugno** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 46 de la loi de finances pour 1972, qui accorde le bénéfice de campagnes de guerre aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande, prévoit l'application de cette disposition à compter du 1^{er} janvier 1972 « aux attributaires de pensions déjà liquidées ». Il lui demande si cet élément nouveau, particulièrement important et significatif, n'est pas de nature à modifier la position du Gouvernement quant au refus, opposé jusqu'alors, d'accorder le bénéfice des dispositions de la loi du 26 décembre 1964 aux retraités ayant cessé leur activité avant le 1^{er} décembre 1964. Il lui rappelle les seules justifications données jusqu'alors au refus de corriger les injustices découlant de l'article 2 de la loi précitée : « principe fondamental, en matière de pensions, de la non-rétroactivité ». Précisant ensuite que : « ce principe a été rigoureusement appliqué lors des précédentes réformes des retraites des fonctionnaires et des militaires de l'Etat intervenues en 1924 et 1948 ». Et ajoutant que : « ces dispositions sont d'ailleurs confirmées par une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, selon laquelle les droits à pension des agents retraités ne peuvent être déterminés qu'en fonction de la législation qui leur est applicable au moment de leur admission à la retraite, toute modification postérieure de cette législation étant sans incidence sur la situation des intéressés ». Il lui demande : 1° si cette réponse, qui ne comporte que des affirmations et des constatations, ne lui paraît pas quelque peu fragile dans la mesure où il est difficile de considérer une législation comme absolument immuable même après une longue période d'application ; 2° s'il ne pense pas que la référence à la « jurisprudence constante du Conseil d'Etat » n'apparaît que comme une échappatoire dans la mesure où elle émane de ceux qui ont qualité pour modifier ou faire modifier la législation sur laquelle cette haute juridiction administrative fonde obligatoirement ses jugements ; 3° s'il pense que, dans le cas de modifications légalement décidées (application, par exemple, des dispo-

sitions de l'article 46 aux retraités), le Conseil d'Etat pourrait refuser de donner son accord aux décrets d'application en s'accrochant à la législation antérieure ; 4° s'il ne pense pas que les dispositions parfaitement justifiées de l'article 46 en faveur des retraités alsaciens et mosellans ayant cessé leur activité avant le 1^{er} janvier 1972, confirment, s'il en était besoin, l'absence totale de valeurs des justifications données, jusqu'alors, pour refuser le bénéfice des dispositions de la loi du 26 décembre 1964 aux retraités et ayants cause dont les droits à pension ont été arrêtés antérieurement au 1^{er} décembre 1964 ; 5° s'il considère qu'il soit possible de continuer à refuser la rétroactivité aux retraités ayant servi dans l'armée française ou à leurs ayants cause, alors qu'elle est accordée, à juste titre, aux retraités alsaciens et mosellans qui, incorporés de force, ont servi dans l'armée allemande ; 6° en conséquence il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour accorder d'urgence le bénéfice des dispositions des articles L. 12 et L. 14 de la loi du 26 décembre 1964 à tous les attributaires de pensions liquidées avant le 1^{er} décembre 1964. (Question du 14 décembre 1971.)

Pensions de retraite civiles et militaires.

21564. — **M. Garcin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il approuve pleinement l'article 46 de la loi de finances pour 1972 qui prévoit l'octroi de bonifications pour campagne de guerre aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande. De ce fait, quelle que soit la date de leur mise à la retraite, même s'ils ont pris leur retraite avant le 1^{er} décembre 1964, ils verront leur bonification de campagne comptée dans le calcul de leur retraite. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit étendu le bénéfice des dispositions des articles L. 12 et L. 14 de la loi du 26 décembre 1964 aux attributaires de pensions liquidées avant le 1^{er} décembre 1964. (Question du 18 décembre 1971.)

Réponse. — L'article 52 de la loi de finances pour 1972 qui accorde le bénéfice des bonifications pour campagne de guerre aux Alsaciens et Mosellans a effectivement prévu l'application de cette disposition aux attributaires de pensions déjà liquidées. Mais, sur ce point, ce texte est comparable à l'arrêté du 11 février 1952, publié au *Journal officiel* du 27 mars 1952, portant attribution du bénéfice de campagne pendant la guerre 1939-1945 qui stipule en son article 5 que les pensions déjà concédées sur les bases des textes antérieurs pourront être révisés sur demande des intéressés. Les pouvoirs publics n'ont donc fait que reprendre une modalité déjà retenue dans le passé. Les dispositions de l'article 52 précité n'apportent pas en revanche de modifications au régime des pensions applicables aux intéressés. C'est ainsi que les Alsaciens et Mosellans admis à la retraite antérieurement au 1^{er} décembre 1964 continueront de voir leurs droits à pension régis par la législation en vigueur au moment de leur mise à la retraite. Au demeurant, il ne saurait être question de remettre en cause le principe maintes fois réaffirmé de non-rétroactivité des lois en matière de pension, et consacré par la jurisprudence du Conseil d'Etat. Outre les charges financières qu'entraînerait l'application d'une telle mesure, celle-ci irait à l'encontre de la logique et de l'équité. En effet, les diverses réformes intervenues en la matière se sont traduites par la succession de régimes différents fixés en fonction d'un contexte économique et social qui varie. Chacune de ces étapes a apporté des novations qui ont eu pour objet de simplifier la législation et d'améliorer la situation des retraités, et qui se sont substituées aux dispositions ou avantages antérieurs; aussi bien l'application rétroactive des lois de pension aurait-elle pour inconvénient majeur, notamment du point de vue de la gestion, la coexistence et le cumul des dispositions des textes successifs à l'égard des retraités liquidés sous l'empire des lois antérieures abrogées. Cette situation ne manquerait pas de susciter des revendications de la part des fonctionnaires admis à la retraite récemment dont les pensions sont liquidées sur la base de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, à l'exclusion de toute disposition le cas échéant plus favorable de la législation antérieure. C'est ainsi qu'il est souvent demandé au Gouvernement, d'une part, d'appliquer le nouveau code aux agents mis à la retraite antérieurement à la date d'application et, d'autre part, de rétablir certaines dispositions de l'ancien, supprimées lors de la réforme du code en 1964. En présence de ces contradictions, l'abandon du principe de non-rétroactivité ne peut être envisagé car il conduirait à figer la législation en faisant pratiquement obstacle à toute réforme ultérieure. Il n'apparaît donc pas possible de donner une suite favorable à la question posée par les honorables parlementaires.

Chèques.

20920. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'estime pas utile de demander aux banques françaises de créer, à l'instar des banques allemandes, hollandaises,

belges, un « eurn-chèque » valable dans tous les pays contractants en attendant qu'il le soit dans tous les pays du Marché commun. (Question du 16 novembre 1971.)

Réponse. — Comme le sait l'honorable parlementaire, des accords interbancaires connus sous le nom d'accords « euro-chèque » permettent aux voyageurs titulaires de cartes accréditives agréées (carte de chèques ou cartes de crédit émises par les banques participantes) d'encaisser des chèques à hauteur de certains montants maximums auprès d'environ 200.000 guichets bancaires répartis sur l'ensemble de l'Europe. D'après les informations parvenues à la connaissance du département, les banques de l'Allemagne fédérale, de la Belgique, du Luxembourg et des Pays Bas ont récemment envisagé de substituer progressivement aux différentes formules de chèques actuellement en usage dans ces pays une formule uniformisée qui prendrait le nom d'« Eurochèque uniforme » et de mettre à profit cette harmonisation pour ouvrir à leur clientèle, à l'intérieur de la zone constituée par ces mêmes pays, une possibilité d'utilisation des nouveaux chèques comme moyens de paiement auprès de certains commerçants. Les banques des autres pays européens, dont la France, n'ont pas jugé possible ou opportun de s'associer à cette expérience pour des raisons qui varient de pays à pays et tiennent notamment au rôle respectif dans chaque Etat des chèques et des cartes de paiement et de crédit comme moyens de règlement. Les clients des banques françaises titulaires de cartes admises dans le système Eurochèque n'en continuent pas moins, dans toute la mesure autorisée par la réglementation des changes, de bénéficier dans les quatre pays intéressés, comme dans les autres, des mêmes facilités d'encaissement de chèques auxquelles ils peuvent déjà recourir.

Patente.

21572. — M. Couveïnhes demande à M. le ministre de l'économie et des finances si un commerçant propriétaire depuis de nombreuses années d'un fonds de commerce est imposable à la patente au titre de « loueur de fonds de commerce ou d'établissements industriels munis de ses moyens matériels de production », pour avoir donné son fonds de commerce en location-gérance à une société à responsabilité limitée créée en vue de son exploitation et dont il est porteur de parts et gérant minoritaire. Il est précisé que dans le contrat de gérance libre aucune clause ne prévoit un droit quelconque de regard dans l'exploitation du fonds de commerce. (Question du 18 décembre 1971.)

Réponse. — Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, la location d'un établissement commercial ou industriel muni du mobilier ou du matériel nécessaire à son exploitation constitue une activité commerciale imposable à la contribution des patentes, même lorsque le bailleur gérât précédemment le fonds donné en location et ne conserve aucun droit de regard dans l'exploitation. Toutefois, le Gouvernement va prochainement proposer au Parlement une disposition tendant à excepter de cette règle les commerçants dont le chiffre d'affaires, avant la mise en location du fonds, n'excédait pas la limite retenue pour l'imposition au forfait.

Cheminots.

21635. — M. Leroy expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a été saisi par les organisations syndicales de cheminots de quatre revendications essentielles des retraités : 1° augmentation du minimum des pensions fixé à 800 francs mensuellement ; 2° augmentation de 50 à 60 p. 100 en première étape du taux de pensions de réversion ; 3° intégration de la totalité de la part du traitement non liquidable pour le calcul de la retraite ; 4° réforme de la fiscalité en faveur des retraités par l'introduction d'une déduction de 10 p. 100 du montant des revenus. Considérant que ces revendications permettraient d'améliorer le sort des plus défavorisés, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour les satisfaire. (Question du 31 décembre 1971.)

Réponse. — 1° Aux termes du règlement de retraites S. N. C. F., le minimum de pension est majoré en même temps et dans les mêmes proportions que les traitements soumis à retenue pour pension. Les intéressés bénéficient ainsi de la même garantie d'augmentation que les actifs. Ce minimum, porté au cours de l'année 1971 à 7.094,20 francs, constitue en lui-même un avantage non négligeable puisque son application conduit à majorer automatiquement les droits résultant normalement des cotisations versées et de la durée des services effectués. La direction de la S. N. C. F. vient de proposer que ce minimum soit augmenté exceptionnellement de 6 p. 100 au 1^{er} avril 1972, augmentation

portée à 12 p. 100 au 1^{er} octobre. Ces mesures pourront être ratifiées dès que les autorités de tutelle en seront saisies officiellement ; 2° en ce qui concerne les pensions de réversion, le taux de 50 p. 100 est celui en vigueur dans tous les régimes spéciaux ainsi que dans le régime général où la réversion est en outre soumise à des conditions d'âge et de ressources ; 3° dans le cadre de sa politique salariale, l'entreprise vient de décider l'intégration dans le traitement d'une nouvelle part du complément non liquidable pour le calcul de la retraite. Cette mesure, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1972, majorera les pensions de 0,75 p. 100 ; 4° la suggestion tendant à accorder aux retraités et pensionnés un abattement particulier pour le calcul de leur revenu imposable, analogue dans son principe à celui dont bénéficient les salariés au titre de leurs frais professionnels, ne peut être retenue. En effet, les dépenses d'ordre personnel que les retraités peuvent être appelés à supporter du fait de leur âge ne sauraient être prises en compte pour la détermination du revenu déjà intéressés sans contrevenir aux principes mêmes qui régissent l'impôt sur le revenu. Une telle mesure ne serait d'ailleurs pas satisfaisante sur le plan de l'équité car elle conduirait à accorder aux retraités un avantage d'autant plus grand que leurs ressources seraient plus élevées. Le Gouvernement n'est pas resté pour autant insensible aux difficultés que peuvent rencontrer certains retraités, mais il lui a paru préférable de réserver, en priorité, les allègements fiscaux aux contribuables disposant de faibles ressources. Dans cet esprit, la loi de finances pour 1971 a institué un régime spécifique s'appliquant aux personnes ayant atteint l'âge normal de la retraite. Ce régime les fait bénéficier, dès l'âge de soixante-cinq ans, d'une franchise et d'une décote plus élevées, alors que cet avantage était auparavant réservé aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans. Il en résulte une amélioration sensible de la situation de toutes les personnes de condition modeste ayant cessé leur activité professionnelle. C'est ainsi notamment qu'en tenant compte du relèvement des tranches du barème prévu par la loi de finances pour 1972, un ménage de retraités âgés de plus de soixante-cinq ans sera, en 1972, exonéré d'impôt si ses ressources annuelles ne dépassent pas 13.600 francs alors que la limite d'exonération n'était que de 9.750 francs il y a deux ans. La limite de la franchise se trouve donc relevée de près de 40 p. 100 pour ces contribuables. De tels chiffres démontrent l'ampleur de l'effort qui a été consenti, en faveur des retraités, en matière fiscale.

Rapatriés (report des crédits budgétaires 1971).

21849. — M. Mazeaud demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les crédits budgétaires prévus pour le remboursement des rapatriés les plus défavorisés seront bien reportés sur 1972, compte tenu cependant du délai de prorogation accordé jusqu'au 28 février 1972 pour le dépôt des nouveaux dossiers. (Question du 15 janvier 1972.)

Réponse. — L'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances prévoit notamment que les crédits disponibles, figurant à des chapitres dont la liste est donnée par la loi de finances, peuvent donner lieu à report par arrêté du ministre de l'économie et des finances. Tel est le cas du chapitre 46-99 du budget des charges communes qui est inscrit à l'état H annexé à la loi de finances pour 1972 (cf. loi n° 71-1061 du 29 décembre 1971, *Journal officiel* du 30 décembre 1971, p. 12938). Dans ces conditions, les crédits de ce chapitre, non utilisés au 31 décembre 1971, seront bien reportés à l'année 1972.

I. R. P. (bénéfices non commerciaux, revenus déclarés par des tiers).

21920. — M. Fortuit appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions de l'article 5 de la loi de finances (n° 71-1061 du 29 décembre 1971) pour 1972, pris pour faire suite à l'article 7 de la loi de finances pour 1971, dispositions suivant lesquelles le Gouvernement présentera, au cours de la prochaine session parlementaire, un projet de loi comportant un régime spécial d'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers. Il n'ignore pas que les dispositions législatives que le Gouvernement envisage de prendre doivent tenir compte des consultations et travaux du conseil des impôts, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même, ainsi que M. le secrétaire d'Etat au budget, lors de la discussion de l'article 5 précité introduit dans la loi de finances sous forme d'article 2^{ter} nouveau. Il lui demande si, dès que le conseil des impôts aura fait connaître ses conclusions, il n'estime pas souhaitable de procéder à une large consultation des différentes organisations professionnelles intéressées afin de recueillir leur avis avant la mise en forme définitive du texte qui sera proposé au Parlement. (Question du 22 janvier 1972.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi de finances pour 1972, le Gouvernement prépare un projet de loi comportant un régime spécial d'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par les tiers. Le débat que la discussion de ce texte ne manquera pas de provoquer fournira l'occasion aux organisations professionnelles intéressées de faire connaître leur avis sur les mesures proposées. Ces organisations ont d'ailleurs pu, dès à présent, faire valoir leur point de vue auprès du conseil des impôts ou des rapporteurs qui préparent le travail de cet organisme.

Société coopérative de gestion immobilière (T. V. A.).

21951. — **M. de Poulpiquet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un certain nombre d'adhérents d'une association locale de propriétaires d'immeubles envisagent de fonder entre eux une coopérative chargée de la gestion des biens de ses membres (porteurs de parts sociales). Il lui demande : 1° si une telle coopérative sera astreinte à la réglementation instituée par la loi n° 60-580 du 21 juin 1960, le décret n° 65-226 du 25 mars 1965 et encore la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 en ce qui concerne les administrateurs de biens, étant fait observer que si cette réglementation s'applique aussi bien aux personnes morales que physiques elle paraît viser uniquement les personnes qui administrent les biens d'autrui, ce qui ne paraît pas être le cas d'une coopérative bornant son activité à la gestion des biens de ses membres ; 2° si la participation des coopérateurs aux frais de gestion (frais généraux, rémunération du personnel salarié, etc.) serait assimilable à des honoraires versés à un administrateur et à ce titre ou à un titre quelconque passible de la taxe sur la valeur ajoutée. (Question du 22 janvier 1972.)

Réponse. — 1° Une association ou une société coopérative qui serait chargée de la gestion des biens immobiliers appartenant à ses membres ne possède sur ces biens aucun droit réel divis ou indivis. Il en serait de même, en dehors de ses biens personnels, du représentant légal d'une telle personne morale. Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, elle ne paraît donc pas remplir les conditions pour bénéficier de l'exemption prévue par l'article 34 du décret n° 65-226 du 25 mars 1965, pris pour l'application de la loi n° 60-580 du 21 juin 1960, en cas de réception de fonds à l'occasion de l'administration des biens d'autrui, ni de celle instituée par l'article 2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970. En revanche, et sous la même réserve, cette législation pourrait ne pas s'appliquer à un groupement qui aurait seulement pour objet de mettre des moyens ou des services à la disposition des propriétaires qui accompliraient eux-mêmes les actes d'administration. 2° L'association coopérative qui, ayant une personnalité juridique distincte de celle de ses membres, effectue pour leur compte des opérations de gestion d'immeubles (relevant de l'agence commerciale d'affaires au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat) est passible de la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions de droit commun. Cette taxe sera assise sur le seul montant de la rémunération personnelle de l'association dans la mesure où cette dernière se comporte effectivement comme un simple mandataire, c'est-à-dire rend compte exactement des opérations dont elle est chargée, reçoit une rémunération préalablement fixée et exclusive de tout autre profit, n'encourt vis-à-vis de ses mandants et des fournisseurs d'autres responsabilités que celles qui incombent normalement à un intermédiaire.

Rente à titre gratuit (I. R. P. P.).

22002. — **M. Jean-Paul Palewski** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, lorsqu'une personne procède à une donation-partage sans réserve d'usufruit au profit de ses enfants, la rente que lui versent ceux-ci en vertu de l'acte de donation-partage présente le caractère d'une rente constituée à titre gratuit. A ce titre, elle n'est pas normalement déductible des revenus des débirentiers pour la détermination de leurs revenus taxables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Néanmoins cette déductibilité est admise par l'administration (note du 13 décembre 1960 de la direction générale des impôts et réponse ministérielle n° 572 à M. Buot (Journal officiel, Assemblée nationale, du 11 avril 1970, p. 982) lorsque la rente ainsi versée apparaît en fait comme répondant aux conditions fixées par les articles 205 à 211 du code civil eu égard à l'ensemble des circonstances de l'affaire. En se plaçant dans l'hypothèse où l'ascendant, conjoint survivant, fait donation-partage à ses enfants de la totalité de ses biens, y compris l'usufruit qu'il tient de son conjoint prédécédé, en échange d'une rente, il lui demande : 1° si la déductibilité mentionnée plus haut sera admise, étant précisé que les revenus tirés par le donateur des biens faisant l'objet de la donation-partage étaient tels qu'ils ne

lui permettaient pas avant celle-ci d'invoquer l'obligation alimentaire susrappelée et que c'est seulement par suite de cette donation-partage qu'il se trouvera sans autre revenu que les rentes à lui servies par ses enfants, outre une très modeste pension de réversion, de l'ordre de 4.000 francs par an ; 2° si les rentes touchées par l'ascendant donateur seront imposables, en ce qui concerne l'établissement de son propre impôt sur le revenu des personnes physiques, comme des rentes constituées à titre onéreux ou des rentes constituées à titre gratuit. (Question du 22 janvier 1972.)

Réponse. — 1° Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt du 23 avril 1971, req. n° 77916, 7, 8^e et 9^e ss. réunies, B. O. C. D. 5 B-28-71), la rente versée par un contribuable à son ascendant ne peut être regardée comme une pension alimentaire si elle a pour contrepartie la donation des biens de l'ascendant et si son montant annuel est inférieur au revenu que le bénéficiaire aurait pu normalement tirer du placement du capital ayant fait l'objet de la donation. Dans ces conditions et sous réserve d'un examen plus approfondi du cas particulier, la rente visée dans la question ne paraît pas pouvoir être admise en déduction du revenu imposable des débirentiers. 2° Sous les mêmes réserves, cette rente doit être considérée comme présentant pour le bénéficiaire le caractère de rente viagère constituée à titre onéreux. Elle n'est donc imposable qu'à concurrence d'une fraction de son montant, déterminée d'après l'âge de l'intéressé lors de l'entrée en jouissance dans les conditions prévues à l'article 158-6 du code général des impôts.

Fonctionnaires (indemnité de résidence).

22249. — **M. Stirn** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'indemnité de résidence attribuée aux fonctionnaires varie en fonction du lieu où ils résident. Depuis l'intervention du décret n° 70-393 du 12 mai 1970, il existe cinq zones de salaires pour le calcul de l'indemnité de résidence des fonctionnaires et agents de l'Etat, quatre de ces zones donnant lieu à un abattement de taux par rapport à la première zone. Il résulte de l'existence de ces différentes zones que la rémunération d'un agent en poste dans une zone de plus fort abattement est inférieure de 5,13 p. 100 à celle d'un fonctionnaire résidant à Paris. Le Gouvernement a jusqu'à présent considéré que les écarts maintenus entre les traitements correspondant aux zones extrêmes étaient bien moindres que ceux qui existent dans le secteur privé entre les salaires payés par les entreprises parisiennes et ceux versés par les entreprises de province. Il est difficile de retenir un tel argument car rien ne justifie apparemment que les fonctionnaires des petites communes aient une rémunération inférieure à celle versée aux agents des grandes villes. En supposant même que les loyers dans ces petites communes soient inférieurs à ceux des villes importantes, il arrive souvent que les dépenses d'alimentation et celles qui correspondent à l'habillement soient plus élevés en province qu'à Paris. En ce qui concerne plus spécialement le bocage normand et en particulier la ville de Vire, rien ne justifie son classement en zone de plus fort abattement. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage une suppression des abattements de zones applicables à l'indemnité de résidence des fonctionnaires et agents de l'Etat. (Question du 5 février 1972.)

Réponse. — Le décret n° 70-393 du 12 mai 1970 a concrétisé l'engagement pris par le Gouvernement de ramener de six à cinq, à compter du 1^{er} octobre 1970, le nombre de zones de salaires ouvertes au calcul de l'indemnité de résidence comportant le plus fort abattement. En outre, l'accord du 13 novembre 1971 établi à la suite des négociations salariales avec les organisations syndicales réduit encore ce nombre à quatre par la fusion au 1^{er} octobre 1972 de la quatrième et de la troisième zone. Mais il n'est pas envisagé d'aligner les taux subsistants sur celui de la région parisienne. En effet, l'écart de 5,17 p. 100 constaté au 1^{er} octobre 1970 entre la rémunération d'un fonctionnaire résidant à Paris et celle d'un agent en poste dans la zone de plus fort abattement apparaît justifié compte tenu des difficultés matérielles et des astreintes de tous ordres inhérentes à la vie dans les grandes agglomérations.

Ancien fonctionnaire des impôts (délit d'ingérence).

22255. — **M. Alduy** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un fonctionnaire des contributions indirectes, retraité depuis moins de cinq ans pouvait sous le régime de la loi du 6 octobre 1919, article 10, sans risquer d'être poursuivi pour le délit d'ingérence, s'employer comme chauffeur, manutentionnaire, comptable, etc., chez un simple redevable de la taxe sur le chiffre d'affaires non assujéti à l'exercice, donc non soumis au contrôle direct à l'époque de son activité. (Question du 5 février 1972.)

Réponse. — L'exercice d'une activité privée, par un fonctionnaire retraité n'est actuellement réglementé que par les dispositions de l'article 175, quatrième alinéa, du code pénal. Ce texte interdisait sous le régime de la loi du 6 octobre 1919, à un fonctionnaire de prendre une participation par travail dans une entreprise soumise à son contrôle direct, pendant les cinq années de la cessation de ses fonctions. Depuis, l'article 111 de la loi n° 60-1384 du 23 décembre 1960 a élargi le champ d'application de l'article 175 du fonctionnaire, qui, après avoir été chargé du contrôle ou de la surveillance d'une entreprise est entré à son service dans les cinq ans de la cessation de ses fonctions, même si le contrôle n'a pas été direct. En toute circonstance, s'agissant d'un texte de caractère répressif, il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire d'en définir l'interprétation et d'apprécier, éventuellement, dans chaque cas d'espèce si les éléments constitutifs du délit se trouvent réunis. Sous cette réserve, il semble néanmoins que tel ne soit pas le cas pour un emploi de chauffeur ou de manutentionnaire.

Régime fiscal simplifié (entreprises artisanales).

22280. — M. Neuwirth demande à M. le ministre de l'économie et des finances si le fait pour des entreprises artisanales d'accepter le système du régime fiscal dit simplifié n'amène pas pour les petites entreprises de l'artisanat la perte d'avantages acquis tels que ceux de la franchise, la décade générale et la décade spéciale. Dans ces conditions et pour éviter des déconvenues, il lui demande également s'il ne serait pas souhaitable de ne pas diriger la publicité d'incitation en faveur de ce régime simplifié vers les entreprises modestes dont l'intérêt immédiat est de conserver le forfait. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — Dans les documents d'information qui ont été diffusés aux usagers et aux organisations professionnelles à l'occasion de la mise en place du régime simplifié d'imposition, il a été précisé, très objectivement, que les dispositions particulières au forfait de chiffre d'affaires, telles que la franchise ou les décotes, n'étaient pas applicables au nouveau régime et que celui-ci n'était, dès lors, susceptible d'intéresser que les entreprises de moyenne importance. D'ailleurs, pour éviter aux petites entreprises un choix qui aurait été, généralement, contraire à leur intérêt, les services fiscaux se sont abstenus d'adresser, en décembre 1970, la formule d'option pour le régime simplifié d'imposition aux forfaitaires bénéficiaires de la franchise, de la décade générale ou d'une décade spéciale. Ces précautions ont répondu, par avance, au vœu exprimé par l'honorable parlementaire.

Société nationalisée en Algérie (partage d'une créance par les associés français).

22345. — M. Henri Arnaud expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société anonyme, dont le siège social était situé en Algérie, qui a fait l'objet d'une mesure de nationalisation par les autorités algériennes en 1962-1963, et dont la totalité des actionnaires du conseil d'administration est composée de Français habitant la France, possède en France une créance liquide et exigible qui est à la disposition de la France, cette créance provenant d'opérations faites, antérieurement à la nationalisation, par cette société et une entreprise française à laquelle elle était liée. Il est dans l'intention des actionnaires français de cette société (qui n'a plus aucune activité en France, et qui est, de par la jurisprudence, en état de liquidation) de se partager le montant de cette créance. Il lui demande : 1° comment il faut considérer, sur le plan juridique, la nature de cette distribution ; 2° quelles peuvent être les conséquences fiscales de cette distribution éventuelle. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — Pour l'application du principe de la territorialité de l'impôt, l'Algérie même avant son accession à l'indépendance a toujours été considérée comme en dehors du champ d'application du régime fiscal métropolitain, en raison de l'autonomie financière dont elle était dotée. L'appréciation de la nature juridique de la distribution opérée par la société anonyme algérienne visée dans la question échappe à la compétence du ministre de l'économie et des finances et relève exclusivement de celle du garde des sceaux, ministre de la justice. En ce qui concerne l'aspect fiscal de la question, si cette société est effectivement considérée par la jurisprudence commerciale comme en état de liquidation, le partage d'une créance provenant d'opérations antérieures à la nationalisation entre l'ensemble des actionnaires domiciliés en France ne peut échapper à l'impôt que si la répartition en résultant est faite à titre de remboursement d'apports ou de primes d'émission au sens de l'article 120 (3°) du code général des impôts. Dans le cas contraire, le montant de cette répartition serait considéré comme un revenu

de valeurs mobilières émises hors de France et imposé en tant que tel entre les mains des actionnaires. L'application de cette distinction pose des questions de fait auxquelles il ne pourrait être répondu qu'après un examen approfondi des circonstances propres à l'affaire évoquée.

Pensions d'invalidité (I. R. P. P.).

22397. — Mme Vaillant-Couturier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que les pensions d'invalidité sont assujetties à l'impôt sur le revenu. Cette situation lui paraît anormale et pénalise encore davantage des gens qui sont déjà dans une situation bien délicate. En conséquence elle lui demande s'il entend étendre la loi qui s'applique déjà aux rentes d'accident du travail et qui les rend non-imposables. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — L'exonération prévue à l'article 81 du code général des impôts en faveur des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ne trouve pas son fondement dans des considérations d'ordre juridique et s'explique uniquement par la volonté du législateur d'accorder un régime de faveur aux victimes du travail. Une telle exonération doit donc conserver un caractère exceptionnel et il n'est pas possible d'en étendre le bénéfice aux autres pensions d'invalidité.

Impôts (code général des) (modernisation).

22460. — M. Médecin rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances les termes de sa question écrite n° 12805 du 20 juin 1970 dans laquelle il exposait que le code général des impôts était devenu, au fil des années, un ensemble tellement volumineux et tellement complexe que les spécialistes fiscaux des plus qualifiés s'y perdent eux-mêmes ou mieux soutiennent pour un même problème des solutions divergentes. Il lui demandait si l'abrogation globale de ce code ne s'imposait pas ainsi que son remplacement par un ensemble de dispositions plus simples, nettement moins nombreuses, et faciles à comprendre tant par les contribuables que par les fonctionnaires. Un article de la prochaine loi de finances aurait pu prévoir l'abrogation des dispositions de ce code à compter du 31 décembre 1973 et la mise en vigueur du nouveau code à compter du 1^{er} janvier 1974 : le délai ainsi prévu paraissant à la fois nécessaire et normal pour une telle opération. Dans sa réponse, M. le Premier ministre admettait que l'abrogation globale du code et son remplacement par des dispositions moins nombreuses et faciles à comprendre ne pouvaient s'entendre que dans le cadre d'une refonte complète du système fiscal français. Il lui demande si le moment n'est pas venu de prendre en considération la proposition faite alors et s'il envisage d'annoncer, avec les modifications de dates nécessaires, que le code général des impôts sera abrogé dans son ensemble et remplacé par un dispositif moins volumineux, moins complexe, et susceptible d'être compris et utilisé par tous les contribuables. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — La modernisation du système fiscal français est effectuée conformément aux objectifs arrêtés par le Gouvernement en plein accord avec le Parlement. Les dispositions législatives et réglementaires qui interviendront à cet effet se répercuteront nécessairement sur le code général des impôts qui n'en est que le reflet. A cet égard, les propositions de l'honorable parlementaire seront examinées avec le plus grand intérêt.

Indemnités de départ à la retraite (I. R. P. P.).

22502. — M. Bernasconi expose à M. le ministre de l'économie et des finances que certains membres du personnel des établissements bancaires peuvent, en fin de carrière et lorsqu'ils ont servi de nombreuses années dans le même établissement, percevoir une indemnité dont le montant semble constituer un avantage relativement important. Cette indemnité versée en une seule fois doit être malheureusement jointe aux autres revenus lors de l'établissement de la déclaration annuelle et l'ensemble fait l'objet d'une imposition globale à l'égard de l'impôt général sur le revenu. Dans ces conditions, c'est quelquefois plus de la moitié de l'indemnité qui est reversée à l'Etat sous forme d'impôt en dépit de la franchise admise. Bien entendu, et quoique cette taxation soit certainement conforme à la législation, elle fait tout naturellement l'objet de la part des cadres intéressés d'appréciations fort défavorables. Il faut bien admettre qu'une telle mesure est particulièrement

sure sur le plan de la fiscalité et il paraît souhaitable qu'elle puisse faire l'objet de certaines atténuations. Ainsi pourrait-on concevoir par exemple d'étaler l'imposition sur plusieurs années. Cette réforme constituerait sans doute un pas vers la justice sociale et l'équité devant l'impôt auxquelles le Gouvernement souhaite parvenir. Il lui demande s'il lui paraît possible d'envisager une telle mesure ou une autre qui pourrait aller vers le même but. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — Trouvant son origine dans le contrat de travail, l'indemnité de fin de carrière ou de départ à la retraite versée aux employés des banques dont le montant est proportionnel à l'ancienneté et à la nature des fonctions de leurs bénéficiaires présente le caractère d'un véritable revenu. Conformément aux principes généraux qui régissent l'impôt sur le revenu, cette indemnité est donc imposable au titre de l'année de sa perception. Elle peut toutefois faire l'objet de l'échelonnement prévu à l'article 163 du code général des impôts si son montant imposable dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels le contribuable a été soumis à l'impôt au cours des trois dernières années. Dans ce cas, l'indemnité est répartie sur l'année de sa perception et les années antérieures non couvertes par la prescription. Ainsi que le rappelle par ailleurs l'honorable parlementaire, les indemnités de départ à la retraite sont exonérées de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence de 10.000 francs en vertu d'une décision ministérielle en date du 10 octobre 1957. Elles bénéficient ainsi dans l'ensemble d'un régime particulièrement favorable et si ne paraît pas possible, dans ces conditions, d'envisager de le modifier.

*Société de secours mutuelle de sapeurs-pompiers
(imposition du produit des obligations).*

22545. — M. Bisson expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société mutuelle de sapeurs-pompiers, créée en application de la loi de 1901, a pour but d'aider les sapeurs-pompiers bénévoles à supporter les frais médicaux qu'ils peuvent avoir et à leur accorder une allocation de vieillesse. L'avoir de cette société est constitué par des obligations déposées à la caisse des dépôts et consignations. Ces obligations sont amputées de la retenue à la source de 10 p. 100. Lorsque le prélevement libératoire de 25 p. 100 est applicable aux intérêts des obligations qui ont déjà donné lieu au paiement de la retenue à la source par l'établissement émetteur, cette retenue est imputable sur le prélevement (art. 57-1 de la loi du 29 novembre 1965). Lorsqu'il n'y a pas application du prélevement de 25 p. 100, la retenue à la source est imputable sur l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés dû par le bénéficiaire. Elle peut, éventuellement, être restituée en ce qui concerne les personnes physiques. Dans le cas particulier, cette société de secours mutuelle, personne morale, ne peut obtenir le remboursement de la retenue à la source. Il lui demande s'il envisage des dispositions législatives qui permettraient aux sociétés sans but lucratif et à caractère social de bénéficier soit de l'abattement de 1.000 francs sur le revenu soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, soit du remboursement de la retenue à la source. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — L'imputation sur les impôts sur les revenus de la retenue à la source opérée sur les produits des obligations négociables, à l'exception des titres d'emprunt d'Etat a pour objet d'éviter une double imposition de ces revenus; il s'ensuit normalement que, lorsque les intérêts sont exclus du champ d'application de ces impôts, tout risque de double imposition est écarté et aucun remboursement de cette retenue ne se justifie. Telle est notamment la situation des personnes morales sans caractère lucratif bénéficiant du régime de l'imposition atténuée prévu aux articles 206-5 et 219 bis du code général des impôts. Cette situation est d'ailleurs très avantageuse puisque les intérêts dont il s'agit se trouvent libérés d'un impôt sur les sociétés au taux de 24 p. 100 du fait qu'ils ont supporté une retenue à la source de 10 p. 100 ou 12 p. 100, selon la date d'émission des obligations. Il est précisé, par ailleurs, qu'aux termes des dispositions des articles 1^{er} et 2 du décret n° 61.738 du 13 juillet 1961, la restitution du crédit d'impôt correspondant à la retenue à la source prélevée sur certains revenus de valeurs mobilières est réservée aux personnes physiques, et seulement pour ceux des revenus qui entrent en compte pour la détermination du revenu global. Cette mesure est d'ailleurs conforme aux précisions apportées au cours des débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi n° 59-1742 du 28 décembre 1959 et dont il ressort que la restitution, au profit des personnes morales, de la retenue à la source sur les revenus mobiliers qu'elles ont perçus a été expressément écartée. Enfin, l'abattement de 1.000

francs sur le montant des revenus imposables provenant des valeurs mobilières à revenu fixe prévu à l'article 168-3 du code général des impôts a été strictement réservé par le législateur aux personnes physiques et son extension aux personnes morales ne peut pas être envisagée.

*Taxe de publicité foncière
(acquisition de biens ruraux).*

22590. — M. Sprauer rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les réponses faites aux questions écrites n° 15916 (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, n° 63 du 29 juin 1971) et n° 18072 (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, n° 86 du 10 juillet 1971) ont admis que les acquéreurs de biens ruraux, preneurs en place, en mesure de bénéficier des dispositions de l'article 3 (§ II, 5° et c) de la loi n° 69-1168 du 26 décembre 1969 pouvaient prendre au pied de la demande en restitution adressée aux services fiscaux l'engagement d'exploiter personnellement, prévu par la loi. Il semble qu'à l'heure actuelle les services fiscaux rejettent systématiquement les demandes en restitution présentées s'il ne s'agit d'actes d'acquisition dressés avant le 31 décembre 1970, estimant que pour les actes de l'espèce intervenus depuis le 1^{er} janvier 1971, l'engagement exigé devait figurer dans l'acte originaire. Il lui demande s'il ne serait pas opportun, dans un esprit de bienveillance, d'admettre au moins jusqu'à la publication de ses précédentes réponses, la possibilité pour le preneur de prendre l'engagement considéré dans la demande en restitution et de reconsidérer les rejets effectués pour ce seul motif. Il ne semble pas opportun de pénaliser inutilement les preneurs en place en les obligeant à reprendre un engagement dans un acte authentique alors qu'ils pouvaient avec la même bonne foi se trouver dans la même situation pratique avant le 31 décembre 1970 qu'après cette date et jusqu'à la parution des réponses citées. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — La taxe de publicité foncière est réduite à 0,60 p. 100 pour les acquisitions d'immeubles ruraux, si deux conditions notamment se trouvent remplies: 1° l'acquéreur doit prendre l'engagement, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit, de mettre personnellement en valeur les biens acquis pendant un délai minimal de cinq ans à compter du transfert de la propriété; 2° en outre les biens doivent être exploités au jour de l'acquisition en vertu d'un bail consenti à l'acquéreur, à son conjoint, à ses ascendants ou aux ascendants de son conjoint et enregistré ou déclaré depuis au moins deux ans; toutefois, pour les acquisitions réalisées avant le 31 décembre 1972, l'acquéreur peut rapporter la preuve par tous moyens compatibles avec la procédure écrite que la location, écrite ou verbale dont il se prévaut présente une antériorité telle qu'elle eût pu être enregistrée ou déclarée depuis deux ans au moins. La première de ces conditions a fait l'objet d'un assouplissement en ce qui concerne les actes passés avant le 31 décembre 1970: il a été admis que l'engagement d'exploiter pourrait être pris par acte sous seings privés ou même dans la demande en restitution des droits. Mais pour les actes postérieurs à cette date, passés alors que le régime fiscal en cause était entré en vigueur, il est normal et nécessaire que l'engagement d'exploiter soit pris dans l'acte d'acquisition ou dans un acte authentique complémentaire, afin notamment que les ayants cause de l'acquéreur puissent avoir connaissance de cet engagement.

*Droits de mutation (à titre gratuit)
(date d'achèvement d'un immeuble).*

22595. — M. Ansquer expose à M. le ministre de l'économie et des finances les difficultés que rencontrent les notaires à propos des justifications à produire lorsqu'il s'agit d'obtenir l'exonération des droits de mutation à titre gratuit, s'agissant d'une première transmission d'immeubles construits par l'Etat en application de l'ordonnance du 8 septembre 1947, et des constructions achevées postérieurement au 31 décembre 1947, dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont affectés à l'habitation. Selon l'article 1241 (alinéa 3) du code général des impôts, les immeubles sont considérés comme achevés à la date du dépôt à la mairie de la déclaration prévue par la réglementation relative au permis de construire. Il s'ensuit donc que pour bénéficier de l'exemption fiscale, les redevables doivent fournir à l'administration de l'enregistrement la justification de la déclaration d'achèvement des travaux. Or, il se trouve que, dans la pratique, les services municipaux n'attachent pas à cette déclaration d'achèvement des travaux l'importance qu'elle mérite; ce qui importe le plus à ces services est généralement la délivrance du certificat de conformité dont la justification est plus couramment demandée, notamment lorsqu'il

a'agil d'obtenir le droit à l'allocation-logement et dans de nombreuses autres situations. La conséquence de tout ceci, c'est que l'administration de l'enregistrement serait fondée à refuser aux héritiers ou aux donataires d'un contribuable le régime de faveur institué par l'article 1241 du code général des impôts si les héritiers étaient en mesure de fournir la production du certificat de conformité à l'exclusion de la déclaration d'achèvement des travaux. Lorsqu'il s'agit de succession en ligne collatérale donnant ouverture au droit de 60 p. 100, les conséquences de la non-production de cette pièce peuvent revêtir une très grande importance. Sans doute est-il nécessaire que l'attention des maires soit attirée sur le fait que la déclaration d'achèvement des travaux doit faire l'objet d'une rédaction complète. Il lui demande cependant si, pour régler ce problème, la meilleure solution ne consisterait pas à ajouter au troisième alinéa de l'article 1241 du code général des impôts une phrase en vertu de laquelle la mention de la délivrance du certificat de conformité est assimilée à la déclaration d'achèvement des travaux. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Il paraît possible d'admettre qu'à défaut de délivrance par le maire de récépissé de la déclaration d'achèvement, les immeubles visés à l'article 1241-1° du code général des impôts soient considérés comme achevés à la date de l'établissement du certificat de conformité.

Invalides (avantages fiscaux).

22625. — M. Richoux attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'anomalie résultant de l'article 2 de la loi de finances pour 1971 se rapportant aux diverses mesures en faveur des handicapés physiques. En effet, certains invalides sont désormais assimilés aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et bénéficient à ce titre des limites particulières d'exonération et de décade qui leur sont applicables. Il s'agit : des invalides à plus de 40 p. 100 et titulaires d'une pension militaire ou de victime de guerre; des invalides du travail à plus de 40 p. 100; des titulaires de la carte d'invalidité accordée aux grands infirmes et aux aveugles par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Il est, d'autre part, accordé aux ménages d'invalides une demi-part supplémentaire pour l'établissement de leur quotient familial. Ces mesures, précisément celles qui concernent les limites d'exonération et de décade, ne s'adressent pas à tous les invalides présentant un degré d'invalidité supérieur à 40 p. 100, c'est le cas, en particulier, des invalides pour maladie 2^e catégorie à plus de 40 p. 100, restant assimilés aux personnes âgées de moins de soixante-cinq ans. Il lui demande à quel moment il pense normaliser cette situation afin que ces handicapés ne soient pas lésés par rapport à l'ensemble des autres catégories énumérées ci-dessus. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Les mesures prises dans la loi de finances pour 1971 en faveur des invalides ont essentiellement pour objet d'améliorer la situation fiscale des grands infirmes, c'est-à-dire des personnes titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. C'est par égard pour les victimes de la guerre et du travail que le bénéfice de la mesure leur a été étendu lorsqu'ils sont titulaires d'une pension d'invalidité d'au moins 40 p. 100. Mais cette extension doit être regardée comme une mesure exceptionnelle qu'il n'est pas possible, en conséquence, d'appliquer aux autres invalides.

T. V. A. (récepteurs radio).

22658. — M. Aubert rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a décidé en 1970 une mesure d'allègement fiscal en matière de taxe sur la valeur ajoutée, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée grevant les récepteurs de télévision étant ramené de 33,33 p. 100 (taux majoré) à 23 p. 100 (taux normal). Cette réduction de taxe a pris effet au 1^{er} juillet 1970. Il semble difficile d'expliquer que l'avantage dont bénéficie la télévision, certes d'usage maintenant général, ne soit pas appliqué aux appareils de radio, étant donné que plus encore que la télévision, la radio est devenue un élément essentiel de la vie quotidienne et reste l'instrument d'information des familles dont les ressources ne permettent pas d'acquiescer un poste de télévision. Il lui demande pour ces raisons s'il peut étendre la disposition précédemment rappelée aux postes récepteurs de radiodiffusion. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — En l'état actuel des textes, la taxe sur la valeur ajoutée au taux majoré s'applique notamment aux récepteurs de radiodiffusion. La mesure sollicitée par l'honorable parlementaire et tendant à accorder à ces appareils le bénéfice du taux normal

provoquerait des pertes budgétaires qu'il n'est pas actuellement possible d'envisager. De surcroît, elle ne manquera pas de susciter des demandes analogues en faveur d'autres biens également soumis au taux majoré.

Coiffeurs (tarifs pratiqués).

22702. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, par suite du coût croissant de la main-d'œuvre et des charges sociales, les artisans coiffeurs se trouvent placés dans une situation extrêmement difficile, puisqu'en raison du blocage des prix ils sont dans l'impossibilité de répercuter dans leurs tarifs les augmentations qu'ils doivent subir dans les différents composants du coût de leurs services. Cette situation entraîne des fermetures de salons de coiffure dont le nombre ne cesse de croître et cause un vif sentiment d'insécurité parmi les salariés qui se sentent menacés de licenciement ou de chômage partiel. Ces difficultés se font sentir de manière particulièrement vive dans le milieu rural en raison, d'une part, de l'exode de la population des communes rurales et, d'autre part, de l'existence d'un secteur de travail noir, difficilement contrôlable qui constitue une concurrence déloyale pour les artisans coiffeurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Les directives données par la direction générale du commerce intérieur et des prix du ministère de l'économie et des finances prévoient chaque année la révision des tarifs pratiqués par les salons de coiffure ayant adhéré aux conventions départementales signées entre les organisations professionnelles et l'administration préfectorale. Les revalorisations de tarifs ainsi consenties tiennent compte de l'accroissement des charges supportées par les coiffeurs, tout en demeurant dans des limites compatibles avec les impératifs de la politique des prix décidée par le Gouvernement. Dans le cadre des directives d'application de la nouvelle politique des prix, les préfets pourront procéder à des ajustements de tarifs qui pourront être orientés de manière prioritaire sur les tarifs les plus faibles et les catégories de salons les plus défavorisées.

Masseurs-kinésithérapeutes (avantages fiscaux).

22714. — M. Raoul Bayou rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en 1970 la profession de masseur-kinésithérapeute-rééducateur était la seule à être conventionnée à 100 p. 100. Alors que la fédération représentant cette profession pour l'ensemble du pays élabore avec les organismes sociaux une convention nationale, ses membres s'inquiètent à juste titre de savoir s'ils pourront bénéficier des mêmes avantages fiscaux que ceux accordés aux médecins conventionnés. Sachant qu'aujourd'hui seuls dix-neuf départements restent conventionnés à titre collectif, il lui demande s'il ne jugerait pas souhaitable de revoir les positions adoptées jusqu'ici par le Gouvernement et le ministère des finances. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Compte tenu de l'extrême diversité des conditions d'exercice des professions médicales et paramédicales, il n'apparaît pas possible d'envisager, en faveur des masseurs-kinésithérapeutes, des modalités spéciales d'imposition qui seraient inspirées de celles qui sont appliquées aux médecins conventionnés. Toutefois, afin de tenir compte de la situation particulière des auxiliaires médicaux liés par convention aux organismes de sécurité sociale, des instructions adressées aux services locaux des impôts ont recommandé de déterminer avec largeur de vue les dépenses professionnelles engagées par ces praticiens. Mais il ne serait pas opportun d'introduire de nouvelles discriminations au sein des bénéficiaires d'une même catégorie de revenus alors que la politique actuelle du Gouvernement vise à assurer, de manière progressive, l'unité de traitement au regard de l'impôt direct. Aussi paraît-il préférable de différer toute nouvelle mesure dans l'attente des conclusions du conseil des impôts, qui est chargé d'apprecier la répartition de la charge fiscale entre les diverses catégories socio-professionnelles et d'examiner, tout spécialement, le problème des revenus des non-salariés. Ces précisions paraissent de nature à répondre aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Terrains à usage agricole (imposition des plus-values de cession).

22771. — M. Pierre Buron rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 150 ter II du code général des impôts les plus-values réalisées par les personnes physiques

à l'occasion de la cession à titre onéreux de terrains non bâtis sont soumises à l'impôt sur le revenu. Toutefois, les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de terrains à usage agricole ne sont pas imposables lorsque le prix de cession ou les justifications apportées par le redevable permettent de considérer qu'il ne s'agit pas d'un terrain à bâtir (art. 150 ter I-3). Il expose le cas de deux frères et de leurs enfants qui désirent apporter à un groupement foncier agricole des terrains à usage de pépinières qui leur appartiennent, soit en propre, soit en indivision. L'évaluation de la valeur de ces terrains par un expert foncier fait apparaître une valeur réelle supérieure à 8 francs par mètre carré. Il lui demande si le fait pour le groupement foncier agricole de louer ses terres à une société d'exploitation par un bail rural à long terme peut être considéré comme une justification suffisante, pour l'exonération des plus-values lors de l'apport, qui permettra d'affirmer qu'il ne s'agit pas de terrains à bâtir. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — L'apport d'un bien, indivis ou non, à un groupement foncier agricole qui, juridiquement, possède une personnalité distincte de celle de ses membres s'analyse en une cession à titre onéreux. Par suite, l'opération envisagée entre dans le champ d'application de l'article 150 ter du code général des impôts dès lors que la valeur réelle des terrains apportés au groupement est supérieure aux limites prévues au paragraphe I-3 dudit article. Toutefois, cette mutation n'entraîne pas, en principe, dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, les intéressés ont la possibilité d'apporter la preuve que les terrains en cause n'ont pas le caractère de terrains à bâtir. Ils pourront ainsi notamment établir que l'importance du prix conféré aux terrains dans l'acte d'apport trouve sa cause dans des considérations particulières de rentabilité ou de convenance et non dans leur vocation à la construction. Le point de savoir si une telle preuve est ou non apportée est une question de fait qui ne peut, dans chaque cas particulier, être résolue avec certitude qu'après examen de l'ensemble des circonstances propres à l'opération considérée.

Produits vendus au détail (affichage des prix).

22936. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que l'affichage des prix de tous les produits destinés à la vente au détail, dont l'obligation s'applique depuis le 1^{er} février 1972, a des conséquences regrettables lorsqu'il s'agit de produits nécessitant un travail de démonstration, de frais de livraison, de mise en service et de garantie. Il en est ainsi, par exemple, dans le cas de matériel électroménager ou d'appareils de radio-télévision. Certains commerçants assurent la livraison et l'installation de ces appareils suivant les normes précises garantissant la sécurité des usagers. Ils font appel à des vendeurs spécialisés et disposent de tout ce qui est nécessaire pour assurer un service après-vente. Il est évident que le prix de vente pratiqué par ces commerçants ne peut être le même que celui qui est affiché par un vendeur n'ayant pas de personnel spécialisé, n'assurant aucun service et se contentant de donner à la clientèle la garantie « constructeur ». Il lui demande si, afin d'éviter que la publicité des prix n'aboutisse à défavoriser les commerçants spécialisés qui offrent aux clients des garanties bien supérieures à celles que présente la multidistribution non spécialisée, qui pratique une compensation des marges entre les différents produits, il n'estime pas qu'il serait nécessaire que soient explicitées aux consommateurs les conditions réelles de vente des produits dont les prix sont affichés, afin que ceux-ci ne se laissent pas tromper par une publicité mensongère. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Rien ne s'oppose à ce qu'un commerçant spécialisé en matériel électroménager ou appareils de télévision indique de façon explicite par voie d'écriteau ou d'affichage la nature et l'importance des services après-vente (livraison, installation, garantie, etc.) qu'il assure pour le prix demandé.

EDUCATION NATIONALE

Enseignement (Seine-Maritime).

21697. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la vive émotion provoquée dans les milieux universitaires, scolaires et chez les élus par l'envoi exclusif à M. le président du conseil général d'une lettre concernant la situation de l'enseignement en Seine-Maritime. En effet, les analyses faites et les dispositions prises par M. le ministre de l'éducation nationale sont loin de correspondre à la réalité et aux besoins minima définis tant par les organisations syndicales d'enseignants

que les conseils de parents d'élèves et les élus, et notamment : 1° en ce qui concerne les structures d'accueil insuffisantes en raison des effectifs à scolariser ; 2° au niveau des écoles maternelles (notamment dans les zones à urbaniser en priorité et les zones rurales) où il n'est pas possible d'abaisser officiellement à quarante le nombre maximum d'enfants par classe ; 3° au niveau de l'enfance inadaptée, plusieurs municipalités souhaitent l'ouverture de classes de perfectionnement et de nombreux centres d'enseignement secondaire devraient posséder une section d'éducation spécialisée pour adolescents de douze à seize ans ; 4° au niveau de l'enseignement secondaire, les réalisations annoncées pour 1972 sont celles déjà retenues lors de la session spéciale du conseil général et justifient l'inquiétude de l'assemblée départementale. Par ailleurs, pour le second cycle, aucune décision n'est annoncée concernant la création d'un lycée à Neufhâtel, ainsi que le lycée polyvalent de l'Ouest de Rouen dont l'urgence est pleinement admise ; 5° au niveau de l'enseignement technique, la carte scolaire est toujours aussi incomplète, car les établissements donnés comme des créations nouvelles (Neufhâtel, Yvetot) sont programmés depuis plusieurs années ; 6° pour l'enseignement supérieur, revenant sur des options prises antérieurement, aucune précision n'est apportée sur la programmation de l'unité d'enseignement et de recherche de médecine et de pharmacie au Madrillet et du centre hospitalier universitaire, sinon une promesse de priorité pour les années à venir. De plus, en dépit de l'urgence unanimement reconnue de la création de l'unité d'enseignement et de recherche de sciences et techniques du Havre, une objection de principe contestable est émise ; celle-ci contredit notamment les déclarations officielles qui ont précédé en juin dernier le vote de la loi d'orientation sur l'enseignement de la technologie. Enfin, il est nécessaire de souligner les créations notoirement insuffisantes de postes, c'est ainsi que l'université de Rouen a été dotée d'un seul poste supplémentaire de maître de conférences. En conséquence, il lui demande s'il peut lui préciser les mesures qu'il compte prendre sur les différents aspects de la situation de l'enseignement en Seine-Maritime. (Question du 31 décembre 1971.)

Réponse. — Une amélioration sensible de la situation de la scolarisation dans le département de la Seine-Maritime — progression plus rapide du taux de scolarisation dans l'académie de Rouen qu'au plan national — a été constaté au cours des dernières années et devrait se poursuivre pendant le VI^e Plan. Pendant l'année scolaire 1970-1971 dans le département de la Seine-Maritime ont été scolarisés : au niveau du premier cycle : 50.900 élèves ; au niveau du second cycle court : 12.639 élèves ; au niveau du second cycle long : 13.480 élèves. Il est intéressant de rapprocher ces effectifs du nombre de places réalisées à la carte scolaire à la même date, places n'incluant ni les locaux vétustes, ni les classes mobiles. Places réalisées au niveau du premier cycle : 44.590 ; places réalisées au niveau du second cycle court : 13.842 ; places réalisées au niveau du second cycle long : 17.883. Il est permis de constater que s'il reste un certain nombre de places à construire pour accueillir les enfants du premier cycle dans de bonnes conditions, la situation considérée au niveau du département paraît satisfaisante dans le second cycle. En outre, il est indiqué à l'honorable parlementaire que, en l'état actuel de l'exercice de régionalisation du VI^e Plan, la région de Haute-Normandie envisagerait de financer environ 34.000 places de premier cycle et 11.000 places de second cycle, selon une hypothèse haute, pour la durée du VI^e Plan. Cette augmentation des capacités d'accueil devrait permettre de résoudre progressivement les problèmes de scolarisation au niveau de chaque établissement. En ce qui concerne les points particuliers soulevés dans la question écrite il est rappelé que : 1° au niveau de l'enseignement préscolaire, l'abaissement à quarante du nombre maximum d'enfants par classe est un objectif qui doit être recherché en tenant compte des circonstances locales, dans l'élimination des classes surchargées concernant en priorité les enfants de cinq et quatre ans. Au plan national le taux moyen d'élèves par classe a décliné et atteint 39,2 en 1970-1971 ; 2° au niveau de l'enfance inadaptée. Pour des raisons pédagogiques, les classes de perfectionnement annexées aux écoles primaires sont, dans toute la mesure du possible, groupées par deux, chacune d'elles devant accueillir quinze élèves. Ces classes sont ouvertes suivant les besoins, en principe deux classes pour vingt classes primaires. Il appartient à l'inspecteur d'académie, en fonction des priorités appréciées au plan local, de prélever les postes nécessaires à l'ouverture de ces classes sur le contingent de postes d'instituteurs spécialisés mis annuellement à sa disposition. Les sections d'éducation spécialisée destinées à scolariser en externat les déficients intellectuels légers sortant des classes de perfectionnement, sont prévues en complément des collèges d'enseignement secondaire chaque fois que la population des secteurs scolaires est suffisante pour justifier un effectif d'environ quatre vingt seize garçons et filles, effectif permettant d'offrir aux élèves une possibilité de choix entre différentes formations préprofessionnelles. Les sections sont soit installées dans des locaux devenus disponibles, soit, le plus souvent, construites avec les nouveaux collèges d'enseignement secondaire, ou en addition d'établissements existants, et ce, en fonction des propositions

régionales ; 3° en ce qui concerne l'enseignement secondaire, le budget d'investissements 1972, comporte au niveau du premier cycle, le financement de 9.200 places pour la région de Haute-Normandie, la Seine-Maritime étant bénéficiaire de 6.200 places soit 67,4 p. 100 de la dotation régionale. Au niveau du second cycle, les efforts portent sur l'achèvement (collège d'enseignement technique de Neufchâtel-en-Bray et d'Yvetot) et la construction d'établissements d'enseignement technique (collège d'enseignement technique, rue de la Vallée, au Havre, lycée technique industriel à Dieppe, extension du lycée technique et du collège d'enseignement technique d'Elbeuf). La construction d'internats importants dans certains de ces établissements, grève fortement la dotation globale et ne permet qu'un nombre restreint d'opérations nouvelles en 1972. La construction du lycée de Neufchâtel-en-Bray, prévue à la carte scolaire doit, pour être financée, figurer en rang utile parmi les propositions d'investissements pluriannuelles de la région, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent. Quant à l'implantation d'un nouveau lycée polyvalent à l'ouest de Rouen, les résultats des travaux de révision de la carte scolaire, actuellement en cours, permettront d'en apprécier l'opportunité et de définir, le cas échéant, le volume et la structure de l'établissement à prévoir. En ce qui concerne les enseignements supérieurs, il est signalé qu'une décision quant à la construction de l'unité d'enseignement et de recherche de médecine et de pharmacie de Rouen ne pourra être prise par le ministère de l'éducation nationale que lorsque le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale aura lui-même définitivement arrêté sa position quant à la construction d'un nouveau centre hospitalier. Si l'implantation au « Madrillet » est finalement retenue par ce département, il sera procédé à l'acquisition et à la viabilisation des terrains nécessaires aux constructions universitaires au cours de l'année 1972. D'autre part, les crédits inscrits au budget de 1972 n'ont pas permis de retenir la construction des locaux de l'unité d'enseignement et de recherche des sciences et techniques du Havre ; cette opération fera l'objet d'un nouvel examen lors de la préparation de la programmation pour 1973. Enfin, les créations d'emplois de personnel enseignant dans les établissements d'enseignement supérieur ont été faites compte tenu, à la fois, des possibilités budgétaires, du taux d'encadrement et de ces établissements comparé au taux d'encadrement national, et des priorités que ceux-ci ont établies. C'est ainsi que pour la rentrée de l'année 1971, quatre emplois de maître-assistant et cinq emplois d'assistant ont été attribués à l'université de Rouen et qu'un emploi de maître de conférences, un emploi de maître-assistant, trois emplois d'assistant, deux emplois de professeur agrégé, et quatre emplois de professeur certifié ont été attribués à l'institut universitaire de technologie du Havre. D'autre part, pour la rentrée universitaire 1972, l'université de Rouen a reçu en dotation un emploi de maître de conférences, sept emplois de maître-assistant, un emploi d'assistant, et l'institut universitaire de technologie du Havre, trois emplois de maître de conférences, deux emplois de maître-assistant, un emploi d'assistant, un emploi de professeur certifié, et un emploi de professeur technique adjoint de lycée. En outre, treize emplois de personnel administratif, huit de personnel technique et six de personnel ouvrier et de service ont été mis, en 1971, à la disposition de l'université de Rouen. Pour cette même année cinq emplois de personnel administratif, un emploi de personnel technique et trois emplois de personnel de service, ont été créés à l'institut universitaire de technologie du Havre, ainsi qu'un emploi de personnel de service à l'institut universitaire de technologie de Rouen. L'université de Rouen bénéficiera à la rentrée universitaire 1972-1973 de la création de deux emplois de personnel administratif et de neuf emplois de personnel technique. Un nouvel emploi de technicien sera mis à la disposition de l'institut universitaire de technologie du Havre.

Enseignants (validation des services).

22202. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas d'un professeur d'enseignement général de collège qui a effectué au titre de l'éducation nationale, en qualité de maître auxiliaire dans l'enseignement technique, des services à temps partiel, soit douze heures de cours par semaine, et cela régulièrement pendant la totalité des deux années scolaires 1957-1958 et 1958-1959. Il lui demande s'il peut lui indiquer si ces services à temps partiel effectués en qualité de non-titulaire peuvent être pris en compte et validés : 1° pour la liquidation de la retraite de l'intéressé ; 2° pour son reclassement dans le corps des professeurs d'enseignement général de collège. (Question du 5 février 1972.)

Réponse. — 1° La validation pour la retraite des services de maître auxiliaire dans l'enseignement technique accomplis à temps partiel n'est pas autorisée, le minimum exigé, pour le temps complet, étant en moyenne de vingt heures par semaine. 2° En ce qui concerne le reclassement dans le corps des professeurs d'enseigne-

ment général de collège, les services à temps partiel effectués en qualité de non-titulaire sont pris en compte. Toutefois, les années n'ayant comporté qu'un service partiel ne sont comptées que pour la fraction d'année correspondant au service effectivement accompli.

Enseignants (distribution de tracts).

22316. — M. Louis Sallé expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les professeurs qui ont distribué à leurs élèves devant la porte d'entrée de leur lycée des tracts émanant d'un parti politique incitant les élèves à la révolte contre le ministre de l'éducation nationale, cité nommément, et le chef d'établissement semblent devoir être soumis aux dispositions des circulaires des 12 avril 1934, 27 décembre 1934, 31 décembre 1936, 14 mai 1946 et 27 octobre 1960 interdisant toute distribution de tracts politiques « tant à l'intérieur qu'aux abords » des établissements scolaires et de la circulaire n° 70-212 du 28 avril 1970 rappelant l'interdiction de distribuer des tracts, de poser des affiches émanant d'une formation politique, de prendre la parole en public sur des thèmes de propagande et précisant qu'il est du devoir des maîtres et des administrateurs de l'établissement de s'opposer aux manifestations qui risquent de troubler la vie scolaire et de demander contre leurs auteurs une sanction disciplinaire, voire même judiciaire. Il lui demande : 1° si ces textes sont toujours applicables ; 2° dans l'affirmative, le chef d'établissement ayant rendu compte des faits à ses supérieurs hiérarchiques et demandé une sanction comme la circulaire du 28 avril 1970 lui en fait obligation, quelle peut être cette sanction disciplinaire et à qui en incombe l'initiative. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — 1° Les circulaires du 27 octobre 1960 et du 28 avril 1970 ne concernent que l'intérieur des établissements scolaires. Les circulaires de 1934, 1936 et du 14 mai 1946 visaient « les abords des établissements ». Elles sont encore applicables. Leur application reste cependant soumise à l'appréciation des autorités responsables de l'ordre sur la voie publique. 2° Les professeurs du second degré recrutés au titre de l'enseignement technique relèvent de la procédure disciplinaire fixée par le titre V du statut général des fonctionnaires du 4 février 1959. Selon l'article 31 de ce statut, le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination (en l'occurrence le ministre de l'éducation nationale) après communication préalable du dossier et consultation de la commission administrative paritaire nationale siégeant en formation disciplinaire. L'éventail des sanctions est celui de la fonction publique (de « l'avertissement » à la « révocation »). Les professeurs du second degré recrutés au titre de l'enseignement général du second degré relèvent d'une procédure disciplinaire particulière fixée par la loi du 27 février 1880. Ces professeurs peuvent être jugés par un conseil académique (un par rectorat) sur renvoi du ministre de l'éducation nationale. Le pourvoi en appel est possible devant le conseil supérieur de l'éducation nationale et le pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat. Les sanctions vont de la réprimande à la révocation. Par ailleurs, pour ces professeurs, le ministre peut prononcer la suspension pour un an au plus sans privation de traitement, ou la mutation pour un emploi inférieur après avoir recueilli l'avis de la section permanente du conseil supérieur. 3° L'initiative de la procédure disciplinaire appartient au ministre de l'éducation nationale, sur proposition du recteur de l'académie, et en général après intervention d'une mission d'information confiée à l'inspection générale. Le ministre fait établir la matérialité des faits et recherche dans quelle mesure la responsabilité des personnels enseignants nommément désignés est démontrée. Enfin, il apprécie en toute liberté, compte tenu du degré de gravité des faits, des circonstances atténuantes éventuelles, de l'ambiance particulière à l'établissement considéré et de la conjoncture du moment s'il est opportun ou non de donner une suite aux incidents dont il a été saisi, par l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre des fonctionnaires qui relèvent de son autorité.

Examen d'entrée dans le secondaire (élève venant du primaire privé).

22321. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, jusqu'à ces derniers temps, un élève venant de l'enseignement privé primaire doit pour passer dans l'enseignement public secondaire subir un examen ou contrôle, alors que l'enfant sortant du primaire public passe dans le secondaire uniquement au vu d'un livret scolaire favorable. Il lui demande s'il n'y a pas là une injustice anormale surtout maintenant que les professeurs sont rémunérés de part et d'autre par l'Etat. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — L'application de l'article 7 du décret du 9 septembre 1970 qui prévoit l'allocation de bourses aux élèves des classes sous

contrat simple « dans les mêmes conditions que les élèves des établissements d'enseignement public » conduit, par voie de conséquence, à la suppression de l'examen systématique des élèves de l'enseignement privé sous contrat pour l'admission en classe de sixième de l'enseignement public. Cette mesure vient d'être prise par la publication au *Journal officiel* du 15 mars 1972 de l'arrêté du 10 mars 1972 relatif à l'orientation des élèves à l'issue du cycle élémentaire. Cet arrêté dispose, au premier alinéa de l'article 9, que « l'admission en classe de sixième de l'enseignement privé sous contrat s'effectue selon les modalités prévues pour l'admission des élèves de l'enseignement public ». L'admission dans le premier cycle de ces élèves est réalisée par la commission compétente pour les élèves de l'enseignement public à laquelle participent, pour l'étude de ces cas, des représentants de l'enseignement privé sous contrat. La commission d'admission dans le premier cycle se prononce au vu de dossiers semblables à ceux qui ont été constitués pour les élèves de l'enseignement public.

Construction d'une école normale (Val-de-Marne).

22360. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le fait que la construction d'une école normale d'instituteurs et d'institutrices dans le département du Val-de-Marne est unanimement réclamée par les enseignants et les associations de parents d'élèves. Il est évident que l'existence d'une école normale dans un département est une nécessité impérieuse pour la formation des instituteurs et des institutrices. Il lui demande s'il peut envisager les dispositions financières qui permettront la construction de cette école normale dans les délais les meilleurs. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — Le ministre de l'éducation nationale a déjà eu l'occasion d'affirmer que son objectif était de construire une école normale dans chacun des nouveaux départements de la région parisienne. Il n'est pas encore possible de préciser l'échéancier de leur réalisation. En attendant l'équipement complet de la région, les écoles normales existantes fonctionnent selon un régime interdépartemental. C'est ainsi que les élèves maîtres et élèves maîtresses sortant des écoles normales de Paris sont affectés dans le département du Val-de-Marne.

Enseignement supérieur (élections des conseils d'unités d'enseignement et de recherche de Paris-I).

22413 — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il semble que les élections des conseils d'unités d'enseignement et de recherche de Paris-I aient été marquées par des anomalies et des incidents, en particulier que les bulletins de vote des listes autres que communistes et gauchistes n'aient pas été mis à la disposition des électeurs. Il lui demande s'il a organisé une enquête sur ces incidents et quelles mesures il entend prendre pour assurer le libre jeu de la démocratie universitaire. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — Les élections des représentants étudiants aux conseils d'unités d'enseignement et de recherche de l'université de Paris-I ont été marquées par un certain nombre d'incidents. Selon l'article 4 du décret n° 70-203 du 14 mars 1970, la commission de contrôle, présidée par un membre des tribunaux administratifs, a pour compétence d'apprécier la gravité et les conséquences que de tels incidents peuvent avoir sur le plan juridique. En application de ce texte, la commission a, lorsque les irrégularités commises ont été de nature à vider le vote, annulé les opérations électorales dans les unités d'enseignement et de recherche où les irrégularités ont été constatées. La commission de contrôle a ainsi décidé l'annulation des opérations électorales dans neuf unités d'enseignement et de recherche sur les quinze concernées par les élections. Un recours a été, en outre, porté devant le tribunal administratif pour les élections concernant une unité d'enseignement et de recherche. Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 71-66 du 22 janvier 1971 relatif à l'ordre dans les locaux et enceintes universitaires, le président d'une université est responsable de l'ordre dans les enceintes et les locaux affectés à titre principal à cet établissement. Compte tenu de la dispersion des locaux affectés à l'université de Paris-I, il est certain qu'il était particulièrement difficile de mettre en place un dispositif permettant d'éviter tout incident lors du déroulement des opérations électorales. Pour les prochaines élections les autorités compétentes prendront des mesures pour améliorer ce dispositif en tenant compte des enseignements tirés des conclusions de la commission de contrôle. L'implantation et l'installation des bureaux de vote sera mieux étudiée. Une meilleure répartition du personnel sera prévue dans l'organisation

des bureaux de vote et un effort particulier sera fait pour assurer une meilleure information des étudiants. La présence d'appariteurs à l'entrée de chaque bureau de vote sera imposée.

Professeurs de collèges d'enseignement technique (amélioration de carrière).

22467. — M. Mario Bénard appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des professeurs d'enseignement général des collèges d'enseignement technique. Il lui fait remarquer que la création des brevets d'études professionnels après la troisième impose aux professeurs d'enseignement général des collèges d'enseignement technique de dispenser à leurs élèves des connaissances qui correspondent à celles des programmes de première et de seconde de lycée. Bien que le niveau de l'enseignement dispensé par ces professeurs se soit élevé, ceux qui sont issus de l'enseignement primaire ont une situation inférieure à celle de leurs collègues qui enseignent jusqu'à la classe de troisième dans les collèges d'enseignement secondaire. En effet, ils ne perçoivent pas d'indemnité de logement; ils sont tenus à l'écart des indemnités de professeur principal; ils prennent leur retraite à soixante ans au lieu de cinquante-cinq ans, bien que ces professeurs aient dû fournir un effort pour élever leur enseignement du premier cycle au second cycle. Le niveau officiel de leur recrutement n'a pas été relevé bien que les écoles normales nationales d'apprentissage recrutent un nombre important et croissant de licenciés complets. Le recrutement ayant un niveau supérieur, il serait normal que les professeurs d'enseignement général des collèges d'enseignement technique perçoivent un traitement correspondant à un indice majoré. Certains recteurs considèrent que ces professeurs appartiennent au second cycle et acceptent d'appliquer au personnel des collèges d'enseignement technique les dispositions des décrets des 25 mai et 21 octobre 1950. D'autres, en revanche, refusent l'application de ces textes, si bien que ces personnels sont traités différemment d'une académie à l'autre. En outre, les professeurs de collège d'enseignement technique font l'objet de mesures discriminatoires puisque, pour la liste d'aptitude des certifiés, un an d'enseignement dans un collège d'enseignement technique (2^e cycle) compte pour deux points alors que dans un collège d'enseignement secondaire (1^{er} cycle) il compte pour cinq points. L'administration refuse en outre de prendre en compte lors de la titularisation les services accomplis en tant qu'instituteur remplaçant alors que les services accomplis dans l'enseignement privé sont retenus. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier aux anomalies ci-dessus exposées. (Question du 10 février 1972.)

Réponse. — Les rémunérations des fonctionnaires sont essentiellement déterminées en fonction du niveau de qualification requis pour l'accès aux différents corps. En ce qui concerne les professeurs d'enseignement général de collège d'enseignement technique, il s'agit de la réussite au concours de recrutement pour lequel la possession de la licence n'est nullement requise et ne peut donc être prise en considération pour la fixation du niveau de rémunération. D'autre part, les dispositions du décret du 25 mai 1950 relatif au service hebdomadaire des personnels enseignants du second degré ne sont pas applicables aux personnels enseignants des collèges d'enseignement technique qui relèvent exclusivement en la matière de celles du décret n° 53-458 du 16 mai 1953. Les intéressés peuvent en outre effectuer des heures supplémentaires rémunérées dans les conditions fixées par le décret n° 52-829 du 12 juillet 1952. En ce qui concerne la jouissance de la pension, les personnels considérés sont soumis aux règles de droit commun applicables aux fonctionnaires en service sédentaire, dont ils font partie, et pour lesquels l'entrée en jouissance de la pension est fixée à soixante ans. Ceux d'entre eux dont la carrière a débuté dans le corps des instituteurs qui est classé en service actif, peuvent, sous réserve d'avoir effectué dans cette position quinze ans de service effectif, demander à être radiés des cadres et à bénéficier de leurs droits à pension de retraite dès l'âge de cinquante-cinq ans. Les conseils d'orientation n'existent pas dans les collèges d'enseignement technique et le nombre des conseils de classe y est moitié moindre que dans le premier cycle. La désignation de professeurs principaux dans ces établissements est donc, en l'état actuel, sans objet. Par ailleurs, les procédures applicables en ce qui concerne tant le recrutement des adjoints d'enseignement stagiaires (circulaire n° 72-12 du 11 janvier 1972) que l'inscription sur les listes d'aptitude aux fonctions de professeur certifié stagiaire (circulaire n° 71-371 du 22 novembre 1971) ne font, en matière de barèmes relatifs aux services requis, aucune discrimination entre professeurs d'enseignement général de collège d'enseignement technique et professeurs d'enseignement général de collège. De même, les modalités de reclassement des uns et des autres, lors de leur titularisation, sont fixées par les dispositions du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 applicables à tous les personnels de second degré. Ces dernières ne prévoient pas la prise en compte des services d'instituteur remplaçant.

Formation professionnelle (chambre des métiers).

22519. — M. Francis Vals demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelle place il compte réserver aux sections d'éducation professionnelle des chambres de métiers dans le cadre de la formation professionnelle. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — Dans un règlement, daté du 30 septembre 1967, qui reçoit l'approbation du ministre de l'éducation nationale et du ministre du développement industriel et scientifique, l'assemblée permanente des chambres de métiers a défini les conditions de l'accueil, dans les entreprises du secteur des métiers, des élèves inscrits à une section d'éducation professionnelle, et les modalités d'organisation des sections d'éducation professionnelle créées par les chambres de métiers. Compte tenu du développement des moyens d'accueil intervenus depuis 1967, et notamment des transformations apportées à l'organisation de l'enseignement professionnel ou préprofessionnel pour la prochaine rentrée scolaire, le ministre de l'éducation nationale envisage la transformation, sinon la disparition, de ses propres sections d'éducation professionnelle et leur remplacement par des classes préparatoires à l'apprentissage. Ces classes pourront être ouvertes auprès des collèges d'enseignement secondaire, des collèges d'enseignement technique ou auprès des centres de formation d'apprentis régis par une convention conclue en application de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971. Il appartiendra aux chambres de métiers qui prendront part à la gestion de tels centres d'examiner si elles souhaitent demander l'ouverture de classes préparatoires à l'apprentissage.

Inspecteurs départementaux de l'éducation nationale (amélioration de carrière).

22548. — M. Gilbert Faure attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale. Il lui demande quelles mesures envisage le Gouvernement et avec quelles échéances: pour procéder à leur reclassement; pour améliorer leurs conditions de travail; mise à leur disposition d'un équipement suffisant; crédits de fonctionnement convenables mentionnés spécialement dans le budget des inspections académiques; mise à leur disposition, en plus de l'auxiliaire de bureau actuel, soit d'un instituteur, soit d'un fonctionnaire qualifié appartenant aux services administratifs; pour leur attribuer le droit au logement ou une indemnité compensatrice auxquels peuvent prétendre leurs supérieurs et leurs administrés et des inspecteurs des catégories voisines, et qui leur est jusqu'alors refusée; pour mettre à leur disposition un contingent de suppléants afin qu'ils puissent assurer, comme le souhaiterait le Gouvernement et comme le souhaitent les intéressés, la rénovation et l'animation pédagogiques. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — Dans le cadre du budget de 1972, plusieurs mesures ont été prises en faveur des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale. C'est ainsi que des crédits supplémentaires ont été inscrits afin de porter, à compter du 1^{er} janvier 1972, de 1.500 francs à 1.950 francs le taux de l'indemnité pour charges administratives et que sept postes à indice fonctionnel ont été créés. Cette dernière mesure a été qualifiée d'insuffisante. A l'origine, n'ayant l'accès à l'échelon fonctionnel était réservé à 3 p. 100 de l'effectif du corps. Depuis, les limites d'accès ont été élargies, passant à 4 p. 100 puis à 7 p. 100. En l'état actuel, il est accessible à 12 p. 100 de l'effectif et une très large majorité des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale qui atteignent l'âge de la retraite ont pu être promus à l'échelon fonctionnel. Il n'est pas envisagé de procéder à un reclassement indiciaire de ces fonctionnaires. Toutefois, il est dans l'intention du ministre de l'éducation nationale d'augmenter le nombre de postes à indice fonctionnel. L'amélioration des conditions de travail de ces fonctionnaires a toujours fait l'objet d'une constante attention. Actuellement, chaque inspecteur départemental de l'éducation nationale bénéficie du concours d'un conseiller pédagogique et de celui d'un agent administratif de catégorie C ou D. En outre, plus de la moitié des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale sont secondés pour l'enseignement de l'éducation physique par un conseiller pédagogique de circonscription. L'action engagée en matière d'éducation physique sera poursuivie. Mais il n'est pas envisagé d'accroître le nombre des conseillers pédagogiques mis à la disposition de chaque inspecteur. Sur le plan pédagogique, cette opération conduirait, en effet, à retirer des classes élémentaires des pédagogues qualifiés. Il ne saurait non plus être question de charger un instituteur de fonctions administratives auprès de chaque inspecteur départemental de l'éducation nationale. Cela ne correspondrait ni à la qualification des instituteurs, ni à l'intérêt des élèves, pour les raisons précédemment indiquées. Le problème de l'attribution d'un logement ou d'une indemnité représentative à ces fonctionnaires fait actuellement l'objet d'études

dans les services du ministère de l'éducation nationale. Enfin, une expérience est en cours dans deux départements. Elle consiste à mettre à la disposition des Inspections académiques les moyens nécessaires pour que les Inspecteurs départementaux de l'éducation nationale puissent s'assurer le concours des maîtres qualifiés et compétents pour les besoins de la rénovation pédagogique.

Etablissements scolaires du second degré (conseils d'administration).

22613. — M. Griotteray demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il ne convient pas, après les récentes déclarations de M. le Premier ministre sur la nécessité de respecter la vie privée et le secret professionnel de réformer d'urgence l'article 24 du décret sur les conseils d'administration des établissements scolaires qui autorise deux élèves et deux parents à assister aux délibérations sur les cas individuels des élèves. L'expérience prouve, en effet, qu'un tel système permet à certains parents et élèves de détenir des informations qui relèvent exclusivement du secret professionnel et des seules familles intéressées. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Afin de favoriser la participation, la réglementation initiale sur les conseils de classe a été modifiée de façon à permettre au conseil d'administration d'un établissement d'admettre, s'il le juge opportun, deux représentants des parents et deux délégués des élèves à l'examen des cas individuels. Il a été prévu par ailleurs que le chef d'établissement devait écarter de la délibération à laquelle parents et élèves seraient conviés, les éléments des dossiers d'élèves comportant des informations de caractère confidentiel, dont l'éventuelle divulgation devrait être évitée. En outre, la circulaire n° 71-317 du 12 octobre 1971 dispose que la décision sur les cas individuels appartient aux seuls membres de l'administration de l'établissement et au personnel enseignant. La politique observée montre que l'élargissement de la participation aux conseils de classe n'avait pas, en réalité, soulevé de problèmes graves.

Etablissements scolaires du second degré (admission des élèves).

22638. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que la nécessité de renforcer l'autorité du chef d'établissement de second degré à la mesure des responsabilités nouvelles qui lui incombent a été maintes fois affirmée ces dernières années. Jusqu'à présent, le droit d'inscrire ou non un élève lui avait été reconnu sans conteste, par l'usage et dans les textes. Ainsi l'arrêté du 28 juillet 1884, article 29, qui n'a pas encore été abrogé, précise que le chef d'établissement « étant responsable du bon ordre et de la discipline du lycée, a le droit de refuser l'admission d'un élève ». Par ailleurs, la circulaire du 4 décembre 1926 rappelle « la responsabilité d'un chef d'établissement pourra être mise en jeu » s'il accepte d'inscrire un élève qui ne présenterait pas le certificat attestant qu'il est en règle avec la caisse du lycée d'où il sort, ajoutait: « aucun certificat de sortie ou de bonne conduite ne doit être délivré par un chef d'établissement à un élève qui n'est pas complètement en règle avec la caisse de l'établissement ». Il est bien évident que ces dispositions avaient pour but de donner un moyen d'action supplémentaire au chef d'établissement en reconnaissant son droit d'accepter ou de refuser une inscription. Par ailleurs, il est admis que les familles sollicitent l'inscription de leurs enfants, c'est-à-dire que cette inscription n'est pas de droit. Pourtant quelques réserves semblent se faire jour de diverses parts qui tendent à diminuer encore la marge d'action, déjà si mince, laissée aux chefs d'établissement responsables. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui donner les précisions suivantes: 1° le chef d'établissement est-il ou non juge d'accepter dans son établissement un élève dont le dossier scolaire (capacité, travail ou tenue) est mauvais et qui est susceptible d'y porter le trouble. A défaut, comment continuer à parler des prérogatives du chef d'établissement. A tout le moins, comment concilier l'absence d'obligation scolaire pour les élèves de plus de seize ans et l'obligation de les inscrire pour le chef d'établissement placé dès l'abord en position d'infériorité; 2° pour se prémunir contre les paresseux et les trublions et défendre les élèves sérieux, le chef d'établissement peut-il faire souscrire par les parents, lors de l'inscription, un engagement du type suivant qui laisse aux élèves toutes leurs chances et attire leur attention sur la nécessité de se comporter normalement et de prendre leurs responsabilités: « Je sollicite l'inscription de mon fils (de ma fille) en classe de..., reconnais avoir été informé qu'il ne pourrait être admis que s'il prend l'engagement de respecter le règlement intérieur dont j'ai eu connaissance et les textes réglementaires régissant les lycées et collèges. Cet engagement, dont le respect conditionne la maintien de l'inscription, est valable pour

l'année scolaire. Il sera renouvelé à chaque rentrée. » En cas de réponse négative, comment respecter la liberté de choix du chef d'établissement. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Lors de l'inscription des élèves, le chef d'établissement doit procéder dans le cadre de la réglementation en vigueur, qui lui prescrit notamment d'accepter en classe de sixième et de seconde les élèves admis par l'inspecteur d'académie, dans le premier cas sur avis d'une commission réunie sous la responsabilité de celui-ci et dans le second après avis du conseil d'orientation. Les inscriptions ne pourront être prises que dans la limite des places disponibles. Hormis ces cas, le chef d'établissement a toute latitude pour apprécier l'opportunité d'accepter dans son établissement un élève dont le dossier scolaire n'est pas satisfaisant. Il a ainsi la possibilité de faire confiance à un élève, afin de tenter sa réadaptation dans un milieu scolaire nouveau. Tel peut être le cas d'élèves soumis à l'obligation scolaire et exclus d'une autre établissement. Au moment de l'inscription des élèves, le chef d'établissement doit rappeler aux parents et aux élèves les règles de vie de la communauté scolaire qui constituent le règlement intérieur arrêté par le conseil d'administration. Lorsqu'il s'agit d'élèves âgés de plus de seize ans, le chef d'établissement peut demander aux parents de l'élève de reconnaître l'obligation pour leur enfant de respecter le règlement intérieur dont ils auront pris connaissance. Faute de cet engagement, le chef d'établissement peut refuser l'admission de l'élève.

Ecole normale d'instituteurs (Val-de-Marne).

22696. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la nécessité et l'urgence de construire une école normale d'instituteurs et d'institutrices dans le département du Val-de-Marne. Il lui demande si les dispositions financières sont envisagées et sous quel délai peut être espérée une telle réalisation. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — L'amélioration de la formation des maîtres constitue un des principaux objectifs du ministre de l'éducation nationale. Il a été décidé, dès à présent, de retenir le principe d'une école normale par département de la région parisienne, mais il n'est pas encore possible de préciser l'échéancier de leur réalisation. En ce qui concerne les instituteurs, les écoles normales voient actuellement leur mission à la fois transformée, puisqu'elles abandonnent la préparation au baccalauréat pour se consacrer exclusivement à la formation professionnelle en deux ans des élèves maîtres, et étendue à la formation permanente des instituteurs : les mesures récemment annoncées montrent qu'à cet égard les tâches de ces écoles vont aller croissant. Ces perspectives étant désormais bien précisées, l'implantation départementale des écoles normales est confirmée et il est possible d'envisager l'équipement des nouveaux départements de la région parisienne dans ce domaine sur des bases solides. Le principe d'une école normale par département est donc acquis. Il n'est pas possible en revanche de définir aujourd'hui le calendrier des constructions nécessaires. En attendant l'équipement complet de la région, les écoles normales existantes fonctionnent selon un régime interdépartemental. C'est ainsi que des élèves maîtres et élèves maîtresses sortant des écoles normales de Paris sont affectés dans le département du Val-de-Marne.

Vacances scolaires (fixation des dates).

22706. — M. Jean Briane expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la fixation des dates de début et fin de vacances scolaires au milieu d'une semaine comme cela vient de se produire pour les vacances de février, impose aux familles et aux collectivités qui participent au financement des transports scolaires des déplacements onéreux et est une cause de fatigue supplémentaire pour les enfants. Il semble possible de fixer les dates de vacances scolaires de manière à tenir compte à la fois des impératifs des programmes scolaires, des souhaits des enseignants et des familles, tout en évitant des allées et venues intempestives préjudiciables en tout point à l'intérêt des enfants et plus spécialement à celui des jeunes du milieu rural. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre afin qu'à l'avenir les dates de vacances scolaires ne se trouvent pas fixées au milieu d'une semaine. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — La fixation au milieu de semaine des dates de début et de fin des congés scolaires de février avait été arrêtée pour tenir compte des recommandations du ministre des transports qui signalait que certains trafics ferroviaires en particulier ne pourraient plus être assurés quand ils viendraient s'ajouter à ceux des week-ends, et de celles du ministre de l'intérieur qui demandait

que tout soit mis en œuvre pour faciliter l'étalement des départs et des retours par la route, certains week-ends s'étant tragiquement révélés particulièrement meurtriers. Sans doute ces observations ont-elles moins de poids pour les interruptions du travail scolaire en novembre et en février et sans doute sera-t-il possible de prendre en considération les remarques de l'honorable parlementaire pour les calendriers futurs en ce qui concerne ces petits congés. Pour Noël et pour Pâques il semble au contraire qu'il faudra de plus en plus, et pas seulement pour les grandes agglomérations fixer des dates de vacances de manière à ne pas rendre impossibles ou trop dangereux les déplacements. Il convient enfin de remarquer que l'usage des demi-journées mobiles de vacances pourra réduire les inconvénients du calendrier national.

Ecole des chartes (anciens élèves devenus professeurs).

22782. — M. Verkindère expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'aujourd'hui des anciens élèves de l'école des chartes, école où ils étaient fonctionnaires stagiaires, entrent dans un corps de professeurs pour enseigner l'histoire, le séjour à l'école ayant évidemment contribué à leur formation. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, par une extension du décret du 5 décembre 1951, de permettre la prise en compte du temps passé à l'école des chartes de l'ancienneté de catégorie. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — L'école des chartes n'a pas pour vocation de préparer aux carrières de l'enseignement du second degré. De surplus, il n'est pas de règle que les années d'études ayant contribué à la formation des fonctionnaires soient prises en compte pour l'avancement au moment de leur entrée dans la fonction publique. Il n'est donc pas envisagé de modifier le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 en vue d'en étendre le bénéfice aux anciens élèves de l'école des chartes devenus par la suite professeurs de l'enseignement du second degré.

Collège d'enseignement général du plateau d'Assy (Haute-Savoie) (suppression).

22830. — M. Dupuy expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation suivante : le syndicat professionnel des établissements d'hospitalisation de Passy (Haute-Savoie) a été informé à la fin de l'année 1971, par M. l'inspecteur d'académie de la Haute-Savoie, de la décision de supprimer le collège d'enseignement général du plateau d'Assy à la rentrée scolaire de 1972-1973. L'intégration de l'enseignement dans les structures de ce grand centre hospitalier existe depuis dix ans et a permis à des malades, isolés pour plusieurs mois, de consacrer ce temps d'inaction forcée à compléter leur instruction. Cette formation présente donc un intérêt évident pour leur reclassement. L'enseignement du plateau d'Assy revêt un caractère particulier en raison de l'organisation hospitalière et il semble impossible, selon l'avis du président de la société médicale de Passy et des responsables médicaux de la station, d'envisager son organisation dans le cadre des établissements scolaires existants. Il lui demande s'il peut reconsidérer cette décision afin que les malades de cet établissement puissent continuer à bénéficier de l'enseignement qui leur est donné depuis dix ans par le centre d'éducation nationale. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — L'existence du collège d'enseignement général mixte fonctionnant dans les établissements de cure du plateau d'Assy, d'un caractère très particulier, ne se justifie plus. En effet, cette année l'enseignement dispensé a été essentiellement donné aux adultes, mis à part une vingtaine d'élève d'âge scolaire relevant d'un enseignement du second degré. L'établissement n'a donc plus de raison d'exister en tant que collège d'enseignement général. A compter de la rentrée scolaire de 1972, l'enseignement sera dispensé aux élèves par des professeurs du lycée du mont Blanc et sera assuré aux adultes dans le cadre de la promotion sociale. Cette mesure a donc le caractère d'une régularisation administrative et son application ne causera aucun préjudice aux malades du plateau d'Assy.

Unité d'enseignement et de recherche de mathématiques (université de Nancy).

22838. — M. Billoux expose à M. le ministre de l'éducation nationale son inquiétude devant les menaces de fermeture de l'unité d'enseignement et de recherche de mathématiques à l'université de Nancy. Ces enseignements de mathématiques sont dispensés à l'aide d'heures complémentaires. Faute de crédits indispensables, les cours devront cesser dans quelques jours, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences extrêmement préjudiciables pour les étudiants. Il lui demande s'il peut : 1° décaler

les crédits nécessaires pour que l'unité d'enseignement et de recherche de mathématiques de Nancy puisse continuer à fonctionner; 2° procéder à la création des postes nécessaires pour éviter qu'un trop grand nombre de cours soient faits à l'aide d'heures complémentaires. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Conformément à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, les moyens en crédits, emplois et heures de cours complémentaires ne sont pas alloués directement aux unités d'enseignement et de recherche (sauf à celles qui ont un statut dérogatoire en matière d'attribution des moyens, ce qui n'est pas le cas de l'unité d'enseignement et de recherche de sciences mathématiques de l'université de Nancy-I) mais sont accordés globalement aux universités, auxquelles il appartient sous leur responsabilité propre, de les répartir entre les unités d'enseignement et de recherche qu'elles regroupent. En ce qui concerne les crédits, la situation de l'université de Nancy-I est comparable, dans la conjoncture actuelle, à celle des autres établissements universitaires et grands établissements d'enseignement supérieur. La loi d'orientation de l'enseignement supérieur prévoit que les dotations en matière tant de crédits que de personnels de toutes catégories sont attribuées aux établissements universitaires sur la base de critères nationaux de répartition. A la demande même du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et de la conférence des présidents d'universités, ce sont les méthodes de répartition utilisées jusqu'à présent qui ont encore été maintenues, à titre provisoire, pour l'année 1972, en attendant que puissent être définis, dans les prochains mois, de nouveaux critères de répartition répondant mieux aux situations réelles. C'est donc sur ces bases, qui font d'ailleurs essentiellement appel à des éléments objectifs tels que surfaces des bâtiments et effectifs d'étudiants, qu'ont été fixées pour l'université de Nancy-I, comme pour l'ensemble des autres établissements, les dotations devant leur revenir. C'est ainsi que l'université de Nancy-I a bénéficié d'une subvention de fonctionnement de 10.237.000 francs en 1971 et de 10.991.000 francs en 1972, soit une augmentation de 754.000 F et d'une subvention de recherche de 3.932.000 francs en 1971 et de 4.012.250 francs en 1972, soit une augmentation de 80.250 francs. En ce qui concerne les emplois de personnel enseignant, l'université de Nancy-I a bénéficié de la création de 10 emplois en 1971 et de 5 en 1972 et le conseil de l'université en a réservé à l'unité d'enseignement et de recherche de sciences mathématiques, 4 (sur 10) à la rentrée universitaire de 1971 et 1 (sur 5) à la rentrée universitaire de 1972. Quant aux heures de cours complémentaires, la dotation globale de l'université de Nancy-I, pour l'année universitaire 1971-1972 est identique à celle de l'année universitaire 1970-1971 et c'est également le conseil de l'université qui a réparti librement cette dotation entre les différentes unités d'enseignement et de recherche de l'université de Nancy-I, notamment l'unité d'enseignement et de recherche de sciences mathématiques. L'effort qui a été consenti en faveur de l'université de Nancy-I, tant en ce qui concerne les crédits que les emplois et les heures de cours complémentaires, est absolument comparable à celui dont ont bénéficié les autres établissements universitaires.

Etablissements scolaires du second degré (agitation).

22863. — M. Calméjane expose à M. le ministre de l'éducation nationale que des incidents de tous ordres, dans les établissements du second degré, semblent répondre à une organisation systématique de l'agitation, au préjudice du déroulement normal des études pour les élèves et du respect du matériel. Des groupes répressifs se constituent, soit à l'intérieur de l'établissement, soit à l'extérieur et s'affrontent, particulièrement dans les locaux ou à la sortie des lycées et collèges. Ces agissements amènent les chefs d'établissement et leurs collaborateurs à intervenir dans le cadre de leurs fonctions et attributions, ce qui provoque de plus en plus des agressions caractérisées contre leur personne, en représailles. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour assurer la sécurité des chefs d'établissement et de leurs collaborateurs, qui dans l'exercice de leurs fonctions ont dû s'opposer aux agissements de ces éléments perturbateurs, venant aussi bien de l'extrême-gauche que d'horizons fascistes, et qui, souvent étrangers à l'établissement, sont d'autant plus certains de l'impunité. Il lui demande enfin, s'il ne craint pas que l'ambiguïté d'une situation laissée en l'état n'amène certains chefs d'établissement à rester dans une prudente expectative atteignant la pusillanimité, au détriment de la vie de leur établissement, des études des élèves, de l'enseignement des professeurs, des biens de la collectivité nationale. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Les chefs d'établissement, responsables de l'ordre dans les lycées et les collèges, ont la faculté de recourir aux services de police pour faire obstacle à l'action violente de perturbateurs systématiques. Le libéralisme qui est de règle dans l'université a pu parfois masquer la nécessité d'une pareille démarche.

L'expérience a cependant montré aux administrateurs les plus attachés aux prérogatives universitaires, comme au personnel et aux parents, qu'une agitation organisée par des éléments extérieurs aux établissements scolaires et décidée à utiliser la violence comme argument principal, ne pouvait et ne devait être mise en échec que par les moyens légaux mis à la disposition de l'administration pour assurer l'ordre et la sécurité dans les établissements publics. Aussi bien les administrateurs responsables ont-ils à diverses reprises été invités à solliciter l'aide des services de la police et à déposer plainte contre les auteurs de désordre. Des condamnations judiciaires, qu'aggrave la réprobation grandissante des enseignants, des parents et des élèves, ont sanctionné certains de ces agitateurs. Des chefs d'établissement ont pu, à certains moments, manifester quelque amertume et quelque impatience devant l'impunité dont paraissent bénéficier les auteurs de désordre. Il serait toutefois injuste de croire qu'ils se soient jamais retranchés dans une attitude pusillanime de prudente expectative. Les violences, exceptionnelles à dire vrai, dont quelques-uns ont été victimes, montrent assez qu'ils n'entendent pas faillir à leurs responsabilités.

Maître auxiliaire de dessin chargé d'enseignement (rémunération).

22943. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le cas d'un maître auxiliaire de dessin de catégorie 1, classé au 5^e échelon (indice 384) qui, ayant subi avec succès le concours de chargé d'enseignement est classé au 1^{er} échelon de cette nouvelle fonction. Ainsi, après ce qui semblerait être une promotion, un fonctionnaire ayant plus de douze ans d'ancienneté à l'éducation nationale, et chargé de famille, peut voir son traitement diminuer de plus du tiers sans qu'aucune indemnité compensatrice ni reclassement immédiat ne lui soient accordés. Il lui demande, en conséquence, si une telle situation manifestement aberrante ne mérite pas une solution qui éviterait que pareil cas se renouvelle à l'avenir. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Les maîtres auxiliaires reçus aux concours de recrutement de chargés d'enseignement des disciplines artistiques sont nommés chargés d'enseignement stagiaires à compter de la rentrée scolaire et rangés au 1^{er} échelon de leur grade à titre provisoire. En effet, les intéressés ont droit à un reclassement prenant effet de la date de leur nomination dans les conditions prévues par les dispositions du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951. L'application obligatoire du décret du 5 décembre 1951 est exclusive de celle du décret n° 47-1457 du 4 août 1947 modifié par le décret n° 64-781 du 28 juillet 1964 sur les indemnités compensatrices. Le nombre des dossiers que l'administration centrale doit traiter entraîne un examen nécessairement échelonné sur les mois qui suivent la rentrée scolaire. L'honorable parlementaire aurait donc intérêt à indiquer aux services le nom du chargé d'enseignement pour savoir où en est son reclassement. En tout état de cause, le reclassement prend toujours effet du jour de la rentrée scolaire et le fonctionnaire concerné perçoit le rappel de traitement correspondant.

Directrices d'école : indemnité de logement (cas particulier).

22974. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas d'une directrice d'école primaire qui, occupant un logement communal de fonction conforme aux normes réglementaires, a quitté ce logement le 15 janvier 1970 pour habiter dans une villa dont elle est propriétaire. Pendant dix-sept mois, ce logement de fonction est resté inoccupé. La directrice, qui en a conservé la clef, a payé la contribution mobilière en 1970-1971. A la rentrée scolaire d'octobre 1971, la commune a attribué ledit logement à un instituteur qu'elle était dans l'obligation de loger. Il lui demande s'il peut lui indiquer si, dans ces conditions, la commune est tenue de verser à la directrice de l'école une indemnité compensatrice de logement. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Une commune est tenue de verser une indemnité représentative de logement à un instituteur dans la mesure où elle ne peut mettre à la disposition de cet enseignant un logement conforme aux normes réglementaires. Dans le cas d'espèce, un logement de fonction a été mis à la disposition de la directrice de l'école primaire. Dans la mesure où celle-ci préfère occuper une villa dont elle est propriétaire, elle délie la commune de toute obligation envers elle.

Instituteurs (indemnité de logement à la charge de l'Etat).

23051. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le système de paiement de l'indemnité de logement des instituteurs. En vertu de la loi du 30 octobre 1886, cette indemnité est à la charge des communes. Cette disposition

apparaît aujourd'hui sans fondement véritable. Elle entraîne une dépense notable pour les communes et elle est une source de complications administratives indéniables. Il lui demande s'il envisage de supprimer cette mesure ancienne et de faire en sorte que les instituteurs soient traités comme les autres fonctionnaires de l'Etat, l'indemnité de logement devenant un élément inclus dans le traitement mandaté par les services académiques. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — La loi a fait une obligation aux communes de fournir le logement ou l'indemnité représentative aux instituteurs enseignant dans les écoles primaires. Une autre répartition des charges entre les collectivités locales de l'Etat, allégeant les finances locales pour alourdir celles de l'Etat, sans diminuer, par conséquent, la pression fiscale sur le contribuable, si elle peut être envisagée, ne pourrait résulter que d'une modification par voie législative de la situation actuelle. Au demeurant, il n'est pas dans l'intention du ministère de l'Éducation nationale de demander au Gouvernement de déposer un projet dans ce sens.

Equipements scolaires (Yvelines).

23115. — M. Michel Rocard expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation chaque année plus grave de la quatrième circonscription des Yvelines sur le plan scolaire. La population du district scolaire de La Celle-Saint-Cloud (La Celle-Saint-Cloud, Marly-le-Roi, Louveciennes, L'Étang-la-Ville), celle de Villepreux et des Clayes, celle du Chesnay enfin ne cesse de manifester une inquiétude grandissante devant la détérioration des équipements scolaires, voire même un mécontentement légitime qui a donné lieu, ces derniers mois, à différentes manifestations. Dans le district de La Celle-Saint-Cloud, les établissements secondaires sont d'ores et déjà saturés et le nombre d'élèves les fréquentant est supérieur aux normes prévues. La construction d'un nouveau collège d'enseignement secondaire sur Bougival ou Louveciennes, déconcentrant les établissements de La Celle-Saint-Cloud pour le premier cycle, paraît bien être le seul moyen d'assurer la rentrée 1973. Au surplus, un grave problème pédagogique se trouve posé par le collège d'enseignement secondaire audiovisuel de Marly-le-Roi, les enfants fréquentant cet établissement se trouvant brutalement soumis à des méthodes pédagogiques différentes lorsqu'ils entrent au lycée Cornille de La Celle-Saint-Cloud. Le seul remède à ce problème paraît bien être la construction, à Marly-le-Roi, dans les meilleurs délais, d'un lycée poursuivant les méthodes pédagogiques du collège d'enseignement secondaire. Il lui demande donc, compte tenu de la situation bientôt dramatique de ce secteur en constante expansion démographique, quelles mesures il compte prendre pour assurer dans des conditions normales les rentrées scolaires 1972 et 1973, et notamment la construction d'un nouveau collège d'enseignement secondaire dans le district de La Celle-Saint-Cloud (Bougival ou Louveciennes), du lycée de Marly-le-Roi et, d'autre part, du lycée polyvalent de Trappes et du lycée polyvalent des Clayes-sous-Bois. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — La carte scolaire des établissements d'enseignement public du second degré du département des Yvelines a prévu, dans le district scolaire de La Celle-Saint-Cloud, l'implantation d'un collège d'enseignement secondaire à Bougival et à Louveciennes. La création d'un quatrième collège d'enseignement secondaire à La Celle-Saint-Cloud est également prévue. Au niveau du second cycle, le principe a été retenu de construire un lycée à Marly-le-Roi, comme suite au collège d'enseignement secondaire audiovisuel créé dans cette localité. Pour que ces opérations puissent être financées, il convient qu'elles soient retenues dans les options prioritaires des autorités régionales et inscrites, en rang utile, parmi les propositions d'investissements présentées par le préfet de région. Par ailleurs, dans le district de Trappes, la construction d'un premier lycée est prévue en 1973 à Elancourt-Maurepas. Dans l'attente des constructions définitives, toutes mesures utiles seront prises par les autorités académiques pour assurer l'accueil des élèves à la prochaine rentrée.

Mères chef de famille (accès à la fonction publique).

23192. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conditions de recrutement du personnel féminin administratif au sein de son ministère, notamment en ce qui concerne les femmes, veuves, chef de famille. En effet, recrutée dans un service universitaire de médecine préventive comme auxiliaire de bureau, une jeune femme, chef de famille, mère de deux enfants, s'était faite inscrire par l'intermédiaire du rectorat de la Seine-Maritime à un concours externe de secrétaire administratif dont les épreuves étaient fixées aux 2 et 3 décembre 1971. Son dossier fut déposé par son chef de service

en octobre. A la mi-novembre, elle recevait le planning de l'examen sous réserve de l'accord du ministère de l'Éducation nationale. Le 26 novembre, c'est-à-dire cinq jours avant l'ouverture du concours, une lettre l'informait que sa candidature était rejetée pour dépassement de quinze jours de la limite d'âge. Cette personne, née le 17 décembre 1938, a deux enfants à charge et aspirait vivement à une promotion et à une sécurité d'emploi. La législation prévoit des emplois réservés pour les handicapés physiques ou les anciens combattants. Celle-ci ne devrait-elle pas être étendue à la femme chef de famille. Par ailleurs, des aménagements ne devraient-ils pas être recherchés pour que les priorités leur soient accordées avec éventuellement des limites d'âge reculées. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre afin de tenir compte de cette situation. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — La situation particulière signalée par l'honorable parlementaire n'avait pas échappé aux services lors du contrôle des candidatures au concours externe de secrétaire d'administration et d'intendance universitaires. Il a été alors recherché une solution qui permette d'autoriser la candidate à participer aux épreuves. La réglementation en vigueur n'a cependant pas permis de lui délivrer cette autorisation malgré le recul de la limite d'âge auquel elle pouvait prétendre du fait de ses deux enfants à charge. Si des mesures particulières devaient être prises afin de faciliter aux femmes, chef de famille, l'accès aux emplois des administrations de l'Etat, elle ne pourraient l'être que dans le cadre de dispositions d'ordre général qui relèvent du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique.

Instituteurs spécialisés (logement).

23194. — M. Leroy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que de nombreux instituteurs spécialisés (psychologues, secrétaires de commission médico-pédagogique départementale, chargés de cours dans les centres de formation pour l'enfance inadaptée) sont privés, du fait de leurs fonctions, du logement ou de l'indemnité représentative et se trouvent ainsi dans une situation moins favorable qu'avant leur spécialisation et inférieure à celle d'un instituteur adjoint. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette iniquité qui compromet gravement le développement de certaines structures essentielles de l'enseignement spécialisé. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — La loi fait obligation aux communes d'assurer le logement ou l'indemnité représentative aux instituteurs attachés à une école primaire publique et y exerçant effectivement. En conséquence, les secrétaires de commission médico-pédagogique départementale qui n'exercent plus la fonction d'enseignant, les chargés de cours dans les centres de formation des maîtres de l'enfance inadaptée qui n'exercent plus dans les écoles primaires n'ont plus droit au bénéfice du logement. Mais l'arrêté du 26 novembre 1971 a assimilé, pour la détermination de leur indice de rémunération, aux professeurs de collège d'enseignement général, les enseignants titulaires du certificat d'aptitude à l'éducation des enfants déficients ou inadaptés ou titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement des enfants arriérés. Ainsi, les instituteurs spécialisés, auxquels il est fait allusion, bénéficient de indices nets 215-430. Il est exagéré de dire que leur situation est inférieure à celle des instituteurs adjoints qui, eux, perçoivent le traitement afférent à l'échelle indiciaire 205-390, soit, en fin de carrière, une différence de 40 points d'indices nets.

Etablissements scolaires (villes de Cannes et de Mandelieu).

23333. — M. Olivier Giscard d'Estaing attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'insuffisance notable des établissements scolaires des premier et second degrés dans les villes de Cannes et de Mandelieu (Alpes-Maritimes). Il serait heureux de connaître les dispositions qui vont être prises pour éviter que la prochaine rentrée scolaire ne se présente pas dans des conditions trop défavorables. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — En ce qui concerne le premier degré, il est rappelé à l'honorable parlementaire que le rôle du ministère de l'Éducation nationale se limite désormais, du fait des récentes mesures de déconcentration, à répartir entre les régions l'enveloppe globale affectée au plan national aux équipements du premier degré. Cette régionalisation s'effectue en fonction de différents critères parmi lesquels le nombre de logements neufs construits dans des ensembles de plus de cent logements tempéré par un coefficient de dynamisme démographique régional et la vétusté du patrimoine occupent une place prépondérante. C'est désormais aux préfets de département qu'il appartient de déterminer l'implantation des groupes scolaires à construire, dans les limites de la dotation financière qui leur est subdéléguée par le préfet de région. C'est donc le préfet des Alpes-

Maritimes qui doit veiller, compte tenu de ses dotations financières, au choix des meilleures implantations dans son département. Il faut d'ailleurs remarquer que la dotation de la région de Provence-Côte d'Azur (tous éléments et dotations particulières compris) est en très net progrès en 1972 par rapport à 1971; en effet, sa dotation 1972 s'élève à 32.906 millions de francs contre 19.542 millions de francs en 1971 (dotation pour opérations nouvelles). S'agissant du second degré, le ministre de l'éducation nationale arrête et notifie la programmation, compte tenu des dotations budgétaires à sa disposition et d'après les listes de priorités présentées par le préfet de région. L'établissement de ces listes, auquel participe le recteur, s'effectue dans le double souci de réaliser un certain équilibre entre les départements de la région et de pourvoir aux opérations les plus urgentes. Il appartient aux autorités rectorales de couvrir, notamment au moyen de bâtiments démontables, dont un contingent leur est attribué annuellement, les besoins scolaires qui ne peuvent être satisfaits dans le court terme par la création de nouveaux établissements. En ce qui concerne l'insuffisance des établissements scolaires, dans les villes de Cannes et Mandelieu, il est signalé à l'honorable parlementaire qu'une révision générale de la carte scolaire est actuellement à l'étude dont le but est d'adapter les capacités d'accueil aux besoins nouvellement recensés. C'est ainsi que l'équipement de ces deux villes ne manquera pas d'être réexaminé dans le cadre de ces travaux.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Crédit foncier (réforme des prêts).

22464. — M. Ansqeur demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il est exact que la réforme des prêts du Crédit foncier, publiée au *Journal officiel* du 25 janvier 1972, interdit à tout candidat à la construction de commencer les travaux avant d'avoir obtenu l'accord de prime, quel que soit le type de financement adopté. S'il en était ainsi, des conséquences graves en découleraient sur le niveau de l'emploi, notamment dans les zones rurales. (*Question du 19 février 1972.*)

Réponse. — Le décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 relatif aux primes, aux bonifications d'intérêts et aux prêts à la construction dispose effectivement que l'attribution des primes à la construction ne saurait intervenir lorsque les travaux sont commencés avant l'accord de principe d'octroi de prime. Le décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963, abrogé par le texte susvisé, instituait déjà une telle prescription. Des assouplissements y avaient été apportés, d'abord par voie de dérogation individuelle après avis de la commission consultative des primes, puis par dérogation générale (art. 2 du décret n° 67-627 du 29 juillet 1967), pour les seules primes non convertibles, c'est-à-dire qui n'ouvrent pas droit au prêt spécial du Crédit foncier. La modification apportée par le décret du 24 janvier 1972 aux errements antérieurs ne concerne donc que les primes non convertibles. Il convient de rappeler que les conditions réglementaires précédemment imposées pour l'octroi de cette catégorie de primes étaient très libérales. Il en est résulté un gonflement considérable des instances, compte tenu des possibilités ouvertes par le budget pour répondre à une telle demande. Pour l'avenir, les pouvoirs publics désirent utiliser l'aide financière en cause comme moyen d'incitation dans le cadre de la politique économique du logement définie par le Gouvernement. C'est ainsi que l'article 22 du décret du 24 janvier 1972, en disposant que le demandeur de primes non convertibles ne peut être qu'une personne physique, les réserve aux constructeurs de maisons individuelles. Dans le même esprit, l'obligation de l'accord de prime avant le commencement des travaux devrait permettre d'inciter le constructeur à améliorer l'économie de son projet, ce qui est beaucoup plus difficile, sinon parfois impossible, lorsque le chantier est ouvert. Il est, pour conclure, précisé que les dispositions précitées du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 ne sont pas applicables lorsque les travaux ont été commencés avant le 1^{er} février 1972, si la demande de primes non convertibles a été formulée avant cette date.

Habitations à loyer modéré (suppression de la location coopérative).

22579. — M. Léon Feix appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les conséquences de la loi n° 71-580 du 16 juillet 1971 supprimant la location-coopérative dans les habitations à loyer modéré. Son article 26 décide la transformation des sociétés coopératives d'H. L. M. en sociétés anonymes à but lucratif. Les associés ont un an pour se porter acquéreurs de leur logement. A défaut ils perdront la qualité de locataires. Ces dispositions constituent une atteinte au droit au logement H. L. M. et suscitent un profond mécontentement parmi les intéressés qui subissent déjà des hausses incessantes de loyer et des charges locales particulièrement les petits salariés, les jeunes ménages, les retraités. Il lui

demande quelles garanties il entend apporter pour que les associés qui seront placés dans l'impossibilité d'acheter leur appartement ne soient pas contraints, par des loyers exorbitants, à changer de logement. (*Question du 19 février 1972.*)

Réponse. — Il est en premier lieu rappelé que l'article 26 de la loi n° 71-580 du 16 juillet 1971 relative aux habitations à loyer modéré précise notamment que les sociétés coopératives d'H. L. M. de location-coopérative seront transformées en sociétés anonymes d'H. L. M. Il accorde, par ailleurs, des garanties précises aux locataires-coopérateurs. Le décret n° 72-216 du 22 mars 1972, pris pour l'application dudit article 26, a été publié au *Journal officiel* du 23 mars 1972. Il a été élaboré en liaison constante avec les représentants du mouvement coopératif H. L. M. et a recueilli, le 17 février 1972, l'avis favorable du comité permanent du conseil supérieur des H. L. M. Ce décret précise les conditions dans lesquelles devra s'exercer le choix offert aux locataires-coopérateurs entre l'acquisition de leur logement et la location simple. Dans la première hypothèse, les conditions de crédit consenties sont particulièrement avantageuses puisque le paiement du prix d'acquisition peut être échelonné en vingt-cinq annuités si les ressources de l'acquéreur sont inférieures ou égales à 150 p. 100 des plafonds de ressources applicables aux candidats à la location d'une H. L. M. En outre, pour éviter que la charge de l'annuité ne dépasse d'une manière excessive le montant du loyer principal payé au 1^{er} janvier 1972 par le locataire-coopérateur, un différé partiel de paiement est possible, à la demande de l'acquéreur. Dans la seconde hypothèse, les locataires-coopérateurs qui prennent la qualité de locataires seront remboursés du montant de leur apport affecté d'un coefficient de réévaluation conforme à l'annexe 2 du décret du 22 mars 1972 susvisé. Ils devront opter entre trois possibilités: a) soit le remboursement, par annuités constantes, dans un délai déterminé par la société, délai qui ne peut excéder neuf ans, ainsi que la signature d'un bail de même durée que celle du remboursement. Ce bail peut être renouvelé une fois à la demande du preneur, sans que la durée totale puisse excéder dix-huit ans. A l'expiration de ce bail, un engagement de location sera proposé au locataire; b) soit le remboursement à l'expiration du bail consenti au locataire pour une durée déterminée par la société, sans pouvoir excéder six ans. Le bail et le délai de remboursement sont renouvelables, de plein droit, chaque année, pour une durée d'un an, sauf dénonciation par le preneur six mois avant leur expiration. Un engagement de location sera proposé au locataire à l'expiration de la dernière période de renouvellement; c) soit le remboursement à compter de l'option prise par ce locataire en application de l'article 20 du décret et, conjointement, la signature d'un engagement de location. S'ils retiennent une des deux premières options, ils continueront à payer le loyer prévu par le contrat de location-coopérative antérieur sans être soumis au règlement d'une indemnité d'occupation. De plus, le bail est transmissible en cas de décès et cessible sous certaines conditions. Il est enfin précisé que le locataire qui bénéficie d'un engagement de location est soumis à l'ensemble des dispositions applicables aux locataires d'H. L. M.

Logement (amélioration de l'habitat non rural).

22663. — M. Capelle expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que les propriétaires de condition modeste éprouvent des difficultés pour introduire un minimum de confort dans des habitations vétustes. De même que l'habitat rural prévoit, pour les agriculteurs, la possibilité d'une subvention de 4.000 francs pour l'amélioration du confort domestique, il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager de subventionner l'amélioration de l'habitat non rural, car cette amélioration serait souvent moins onéreuse que la construction d'une maison neuve. (*Question du 26 février 1972.*)

Réponse. — Les subventions dont fait état la présente question écrite sont attribuées dans la limite d'une dotation budgétaire, par le ministère de l'agriculture, pour l'amélioration des exploitations agricoles. Elles peuvent être données pour les bâtiments d'exploitation aussi bien que pour l'habitation: elles ne peuvent donc être considérées comme constituant une aide spécifique à l'amélioration d'un habitat vétuste. Il est, par ailleurs, rappelé que les propriétaires qui entreprennent des travaux de remise en état et de restauration d'immeubles à usage principal d'habitation, dans le cadre des dispositions de l'article 3 de la loi n° 62-902 du 4 août 1962 tendant notamment à faciliter la restauration immobilière, peuvent bénéficier de primes à la construction. En outre, la loi n° 71-580 du 16 juillet 1971, relative aux habitations à loyer modéré, permet aux sociétés de crédit immobilier d'octroyer des prêts aux propriétaires de logements existants qui désirent les aménager, les moderniser ou les agrandir. Enfin, l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, créée en application de l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1970, peut accorder des subventions aux propriétaires qui entreprennent des travaux de mise aux normes minimales d'habitabilité, sur des immeubles locatifs construits avant 1948. Il ne peut, en conclusion, qu'être recommandé aux propriétaires de logements anciens, qui désirent faire procéder à des travaux, de

prendre contact avec les services départementaux de l'équipement, susceptibles de leur fournir une information complète en tenant compte de l'ensemble des éléments de leur problème particulier.

Construction (primes sans prêt).

22673. — M. Christian Bonnet expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que l'application brutale, à la date du 31 janvier 1972, du rejet de toute demande de prime à la construction sans prêt, pour les chantiers non encore ouverts à cette date, place certains candidats à l'accession à la propriété dans une situation extrêmement difficile. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas possible, pour éviter toute surprise désagréable aux intéressés, de n'appliquer une décision, par ailleurs très compréhensible, qu'aux permis délivrés après le 31 janvier. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Le décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 relatif aux primes, aux bonifications d'intérêts et aux prêts à la construction, dispose effectivement que l'attribution des primes à la construction ne saurait intervenir lorsque les travaux sont commencés avant l'accord de principe d'octroi de prime. Le décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963, abrogé par le texte susvisé, instituait déjà une telle prescription. Des assouplissements y avaient été apportés, d'abord par voie de dérogation individuelle après avis de la commission consultative des primes, puis par dérogation générale (art. 2 du décret n° 67-627 du 29 juillet 1967), pour les seules primes non convertibles, c'est-à-dire qui n'ouvrent pas droit au prêt spécial du Crédit foncier. La modification apportée par le décret du 24 janvier 1972 aux errements antérieurs ne concerne donc que les primes non convertibles. Il convient de rappeler que les conditions réglementaires précédemment imposées pour l'octroi de cette catégorie de primes étaient très libérales. Il en est résulté un gonflement considérable des instances, compte tenu des possibilités ouvertes par le budget pour répondre à une telle demande. Pour l'avenir, les pouvoirs publics désirent utiliser l'aide financière en cause comme moyen d'incitation dans le cadre de la politique économique du logement, définie par le Gouvernement. C'est ainsi que l'article 22 du décret du 24 janvier 1972, en disposant que le demandeur de primes non convertibles ne peut être qu'une personne physique, les réserve aux constructeurs de maisons individuelles. Dans le même esprit, l'obligation de l'accord de prime avant le commencement des travaux devrait permettre d'inciter le constructeur à améliorer l'économie de son projet, ce qui est beaucoup plus difficile, sinon parfois impossible, lorsque le chantier est ouvert. Il est, pour conclure, précisé que les dispositions précitées du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 ne sont pas applicables lorsque les travaux ont été commencés avant le 1^{er} février 1972, si la demande de primes non convertibles a été formulée avant cette date.

Sociétés de construction H. L. M. (Jura).

22817. — M. Bouloche expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que selon les éléments d'information en sa possession, des désordres financiers sérieux compromettent le fonctionnement de sociétés de construction d'habitations à loyer modéré du département du Jura et auraient même abouti à un dépôt de bilan, si le conseil général de ce département n'était intervenu en votant des avances de trésorerie. Il lui demande : 1° s'il est exact que ses services ont entrepris une remise en ordre des finances de ces sociétés avec le concours de l'assemblée départementale intéressée, sans qu'aucune mesure ait été prise pour sanctionner l'imprévoyance, les négligences ou les fautes de gestion des administrateurs, dont bon nombre sont demeurés purement et simplement en fonctions et sont ainsi chargés de gérer le redressement d'une situation dont ils portent la responsabilité ; 2° s'il lui serait possible de donner aux sociétaires accédant à la propriété, à juste titre inquiets par les déséquilibres financiers, des garanties formelles quant au montant définitif et non révisable de leurs remboursements à venir ; 3° s'il n'estime pas qu'une solution pourrait être recherchée dans une voie consistant à faire bénéficier l'ensemble des constructions locatives du Foyer jurassien, de la Maison pour Tous et de la Société anonyme jurassienne du financement d'habitations à loyer modéré, ce qui permettrait d'homogénéiser les loyers et d'aboutir, dans le courant de l'année 1972, à la dissolution des sociétés Unicoop avec transfert de leur patrimoine aux offices municipaux d'habitations à loyer modéré compétents. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — 1° Il est exact que le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'équipement et du logement qui assument la tutelle des sociétés d'habitations à loyer modéré ont, dès qu'ils ont été informés de façon précise des difficultés rencontrées par les organismes en cause, pris toutes dispositions utiles pour assurer le redressement de leur gestion. L'action a été menée en étroite coopération avec les autorités départementales et le conseil général du Jura. Les éléments d'information dont disposaient les

services du ministère de l'équipement et du logement n'ont pas paru de nature à justifier des sanctions à l'égard des administrateurs. Au surplus, à l'initiative d'un membre du conseil général du Jura le parquet a été saisi de cette affaire. C'est à lui qu'il appartient désormais de tirer d'éventuelles conséquences au niveau des personnes ; 2° si l'administration a pris les mesures nécessaires pour assurer le redressement de la gestion financière des sociétés visées par la présente question écrite dans le cadre de sa mission de tutelle, il ne lui appartient pas, en revanche, d'intervenir, dans la forme proposée par l'honorable parlementaire, dans l'exécution de contrats de droit privé ; 3° une telle solution a été évoquée par le conseil général du Jura, qui l'a rejetée.

Permis de construire (grand immeuble de Cannes).

22835. — M. Virgile Barel expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que dans la ville de Cannes, quartier des Vallergues, un propriétaire (promoteur constructeur) bénéficiant d'une dérogation au cahier des charges collectif (légalement déposé et enregistré) projette de construire un important immeuble résidentiel sur son lot. L'ensemble des petits propriétaires du lotissement concerné a introduit appel devant le Conseil d'Etat afin que soit sursis à l'exécution du permis de construire accordé en avril 1971. Cet actuel permis a été délivré alors qu'il avait été refusé en 1964, en 1966 et en 1969. Et ce, sans qu'aucun fait nouveau modifie les données essentielles et, par conséquent, les inconvénients immédiats et les incidences maléfiques que cette construction immobilière aurait sur son environnement immédiat. C'est ainsi que ce grand immeuble de vingt-huit appartements, d'une hauteur de 20 mètres, serait édifié à quelque 4,50 mètres de la façade Sud de huit petits appartements, privant quasi-totalement d'ensoleillement les familles qui y logent. Serait extrêmement réduite leur indispensable luminosité naturelle, compte tenu que ces logements ont été aménagés il y a quelques années, sous l'arche d'un pont routier à circulation intensive, le pont Saint-Jean, qui enjambe le vallon du Châtaignier et assure une liaison routière directe entre Cannes-Centre et Rocheville (vers Grasse). Le tablier de ce pont constitue de fait la toiture de ces huit appartements. Les travaux de leur mise hors d'eau, de réfection et d'entretien de ce pont furent et sont assurés par la ville de Cannes et par conséquent supportés par les contribuables cannois. Il lui demande s'il n'entend pas faire effectuer rapidement une enquête sérieuse sur ces faits et qu'en attendant sa conclusion il soit sursis à tout commencement d'exécution du permis de construire. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — L'association de défense des propriétaires du lotissement de Terris a formé un recours en annulation d'un arrêté du préfet des Alpes-Maritimes du 23 avril 1971 accordant le permis de construire pour un immeuble à implanter sur une parcelle du lotissement en cause. Le recours était assorti d'une requête à fin de sursis à exécution, qui a été rejetée par jugement du tribunal administratif de Nice le 19 novembre 1971 : l'association requérante a fait appel devant le Conseil d'Etat de ce jugement le 14 décembre suivant ; ce pourvoi a été transmis au ministère de l'équipement et du logement le 21 janvier 1972. Dans le cadre de cet appel, cette affaire fait l'objet actuellement d'une nouvelle instruction, comme le demande l'honorable parlementaire.

Zone d'aménagement concerté (consultation des commissions départementales d'urbanisme commercial).

22878. — M. Jean-Pierre Roux rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que, par circulaire interministérielle du 29 juillet 1969, complétée par une instruction du 4 septembre 1969 du secrétaire d'Etat au commerce, les préfets avaient reçu les premières directives pour la création dans tous les départements d'un comité consultatif de commerçants chargé de leur donner des avis sur les problèmes d'urbanisme commercial. Il lui rappelle également que la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier prévoit dans son article 17 : « La création, la construction et l'implantation des magasins comportant une surface de vente supérieure à trois mille mètres carrés feront l'objet d'une instruction particulière de la commission départementale d'urbanisme commercial, préalablement à l'octroi d'une autorisation administrative. » Il lui rappelle en outre que des zones à aménagement concerté sont quelquefois créées dans le seul but de construire des grandes surfaces et que s'agissant de telles zones le promoteur est, en principe, dispensé de la demande de permis de construire. Il lui demande en conséquence s'il ne serait pas opportun de consulter systématiquement, dans ce cas, les commissions départementales d'urbanisme commercial préalablement à toute décision de création de zone d'aménagement concerté. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Les directives données aux préfets et que veut bien rappeler l'honorable parlementaire paraissent répondre aux préoccupations qu'il exprime. Ces directives prévoient en effet que la

concertation des pouvoirs et des professionnels du commerce, qui s'exerce au sein du comité consultatif départemental, « peut se prolonger, notamment dans le cas des zones d'aménagement concerté, jusqu'à la mise au point des programmes d'équipement commercial d'un secteur ». Il appartient alors au préfet d'apprécier, dans chaque cas particulier et en fonction des circonstances locales, si le comité consultatif départemental doit être consulté lors de la décision de création de la zone d'aménagement concerté.

INTERIEUR

Incendie (dispositif d'alarme).

22730. — M. Tomasini appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur un dispositif radio-électrique d'alarme qui est en cours d'expérimentation dans une ville de sa circonscription et qui relie une entreprise industrielle et le centre de secours principal de cette cité. Le procédé ainsi expérimenté permet d'établir une liaison rapide et efficace entre les postes périphériques (industriels ou communes éloignées) et un poste central (centre principal de protection civile ou centre de secours). L'essai satisfaisant de ce réseau a provoqué un vif intérêt parmi les représentants des collectivités locales de la région d'expérimentation. Il lui demande en conséquence si des études pourraient être entreprises par ses services techniques afin d'envisager une éventuelle généralisation de l'emploi de ce procédé, lequel permettrait d'assurer une meilleure sécurité contre l'incendie, soit qu'il s'agisse de bâtiments industriels directement reliés au centre pourvu de l'appareil de réception, soit d'incendie frappant des propriétés particulières. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Dans le domaine des secours et de la lutte contre l'incendie, le problème des transmissions est l'un de ceux auxquels est porté le plus grand intérêt, qu'il s'agisse des liaisons des centres de secours avec les véhicules en intervention, avec les centres hospitaliers ou les entreprises industrielles classées parmi les établissements dangereux, insalubres, incommodes. Les liaisons avec les entreprises industrielles et les établissements recevant du public sont ordinairement assurées par une ligne téléphonique directe mais l'emploi de moyens radiotéléphoniques n'est pas exclu, à la condition que les réseaux ainsi constitués soient autorisés et utilisent exclusivement des fréquences désignées par l'administration des postes et télécommunications. L'expérience à laquelle fait état l'honorable parlementaire fera l'objet de la part du service national de la protection civile d'une étude technique plus approfondie en ce qui concerne la liaison avec les communes éloignées.

Cadres supérieurs communaux (indemnités pour travaux supplémentaires).

22796. — M. Massot expose à M. le ministre de l'Intérieur que bien qu'assimilés aux fonctionnaires de l'Etat, notamment en ce qui concerne les salaires, les cadres supérieurs communaux ont effectivement une situation totalement différente de leurs « homologues » de l'Etat. Ils n'ont de supérieur hiérarchique que le maire élu et sont, de ce fait, souvent astreints à des horaires de travail qui sont fonction de la seule volonté du maire et sans aucune comparaison avec lesdits homologues de l'Etat. S'il leur est accordé une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires, il leur est, par contre, impossible d'opposer une limite aux suppléments demandés car il n'a jamais été précisé le nombre d'heures qui sont rétribuées par cette indemnité forfaitaire. En conséquence, suivant les réponses à différentes questions écrites posées sur ce sujet, et notamment à la question n° 19645 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 17 novembre 1971), il lui demande s'il peut lui préciser : 1° le nombre d'heures de travail, par catégorie de personnel intéressé, qu'est censée, théoriquement, devoir couvrir l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires allouée aux cadres communaux ; 2° si la revalorisation des taux de base récemment intervenue sera rapidement rendue applicable aux agents en cause. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'en raison de sa nature forfaitaire, l'indemnité pour travaux supplémentaires allouée aux cadres administratifs communaux est destinée à compenser les sujétions qui sont inhérentes à leur emploi et dont l'amplitude peut varier en plus ou en moins selon les exigences du moment sans que, comme cela est constaté en pratique, cette variation entraîne, à titre d'exemple, une diminution du montant de l'indemnité au titre d'un mois donné. Sur le deuxième point, il est signalé que la publication de l'arrêté du 8 février 1972 qui a majoré les taux de l'avantage de l'espèce octroyé aux fonctionnaires des services extérieurs de l'Etat a permis d'engager la procédure de consultations prévue par l'article 513 du code de l'administration communale afin de faire bénéficier d'une revalorisation semblable les personnels municipaux concernés.

Secrétariat général pour l'administration de la police (S. G. A. P.) (personnel).

22820. — M. Philibert attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les difficiles conditions de travail des services du secrétariat général (administration police) (S. G. A. P.) résultant de l'accroissement et de la diversification des tâches qui leur sont imposées. En particulier les services du recrutement, des pensions, du contentieux et des finances doivent faire face à un surcroît de travail, tout en appliquant des méthodes nouvelles d'organisation et de gestion, ceci avec un personnel inchangé. En conséquence, il lui demande : 1° s'il ne compte pas accroître considérablement les effectifs en particulier dans la division administrative et financière ; 2° si une indemnité ne pourrait être allouée aux fonctionnaires affectés dans le S. G. A. P. d'un montant équivalent à celle dont bénéficient toutes les catégories de personnels que gère le S. G. A. P. ; 3° si une amélioration du système de notation de ces fonctionnaires n'apparaît pas indispensable, afin que soit rétablie la parité avec les autres fonctionnaires employés dans les préfetures. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent de la part du ministre de l'Intérieur les réponses suivantes : 1° l'intervention du décret n° 71-572 du 1^{er} juillet 1971 relatif à la compétence et à l'organisation des secrétariats généraux pour l'administration de la police, précédemment dénommés C. A. T. I., a entraîné pour ces organismes une extension de responsabilités et par voie de conséquence un accroissement sensible et une diversification de leurs tâches. Les effectifs budgétaires primitivement évalués pour assurer la marche des services n'apparaissent plus en corrélation avec les besoins actuels. Aussi la nécessité est-elle apparue de revoir le problème posé par les effectifs des S. G. A. P. en fonction des nouvelles attributions qui leur sont dévolues. Une enquête a été prescrite dans le but de déterminer les effectifs nécessaires à leur bon fonctionnement, en vue de demander ultérieurement, compte tenu des conclusions qui seront dégagées par cette étude, des créations d'emplois. 2° Les personnels de préfecture en fonctions dans les S. G. A. P. bénéficient d'indemnités qui leur sont allouées dans les mêmes conditions que celles définies pour l'ensemble des agents du cadre national affectés dans les différents services des préfetures (directions, sous-préfetures, autres services). Il ne peut être envisagé de soumettre ces personnels au régime indemnitaire de la police. Les textes réglementaires ne permettent pas d'accorder aux fonctionnaires appartenant au cadre des préfetures d'autres indemnités que celles actuellement attribuées. 3° Les agents concernés sont soumis aux mêmes règles de gestion en matière de notation et d'avancement que les autres agents du même cadre diversement affectés et placés également sous l'autorité du préfet. Aucune discrimination n'existe aux dépens d'un service préfectoral donné. Les commissions administratives paritaires centrales veillent à ce que le même avancement soit réservé aux candidats en fonctions dans les S. G. A. P. qu'à ceux qui exercent leurs attributions dans les directions de la préfecture ou les sous-préfetures du département. Les instructions diffusées annuellement aux préfets ne manquent pas de souligner l'intérêt qui s'attache à conduire les opérations de notation de manière à en assurer l'unité en vue d'éviter notamment que des personnels appartenant à divers services soient notés de façon différente. L'appréciation littérale émise sur la manière de servir de chaque fonctionnaire est libellée par le chef direct, en l'occurrence le chef de division, qui peut ainsi faire apparaître, de la façon qu'il estime la plus élogieuse, toutes précisions à caractère favorable sur les agents en cause. La note chiffrée et le rang de notation restent ensuite, après avis de la commission administrative paritaire locale, définis par le préfet qui dispose du pouvoir de notation. Le régime actuel régi par le décret n° 59-308 du 14 février 1959 entraîne des conséquences qui ne sont pas seulement propres aux personnels cités par l'honorable parlementaire, mais sont communes aux agents des autres directions ou services, la même procédure étant en vigueur pour l'ensemble des fonctionnaires de préfecture. L'administration n'a pas eu connaissance de difficultés particulières qui auraient abouti à un classement inéquitable de nature à léser certains personnels dans le déroulement de leur carrière, l'application de cette procédure assurant au contraire la sauvegarde des intérêts de carrière des fonctionnaires, quelle que soit leur affectation.

Agents des collectivités locales (travail à mi-temps)

22887. — M. Fortuit rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que la loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative à l'exercice des fonctions à mi-temps pour les fonctionnaires de l'Etat ne concerne que les seuls agents de l'Etat titulaires en activité ou en service détaché qui occupent un emploi conduisant à pension du régime général des retraites. Le décret n° 70-1271 du 23 décembre 1970 a précisé les

modalités d'application de cette loi. A des questions posées sur l'extension du régime du travail à mi-temps en faveur des agents des collectivités locales, il a répondu que les services du ministère de l'intérieur procédaient à l'étude des modalités selon lesquelles pourront être étendues aux agents communaux les dispositions relatives au travail à mi-temps prises en faveur des fonctionnaires. Il lui demande à quelles conclusions ont abouti ces études et si la parution de ce texte d'extension peut être espéré à bref délai. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Les textes instituant et organisant le régime de travail à mi-temps des agents communaux seront publiés après avoir été soumis pour avis à la commission nationale paritaire. Bien que la date ne puisse en être fixée avec précision, on peut penser que la publication de ces textes interviendra avant l'été.

Marchés administratifs communaux (tutelle).

22955. — M. François Bénard expose à M. le ministre de l'intérieur qu'au terme de l'article 312 du code d'administration municipale, les marchés communaux ainsi que les procès-verbaux d'adjudication sont soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle alors que la délibération qui en a décidé le principe ne l'est pas elle-même. Il semble y avoir une certaine discordance entre ces dispositions, l'autorité de tutelle pouvant, en refusant d'approuver un marché (par exemple pour dépassement du plafond autorisé en ce qui concerne les marchés de gré à gré), mettre en cause la délibération qui l'a décidée, laquelle n'est elle-même pas soumise à son contrôle. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun, dans un souci de cohérence, soit de soumettre à l'approbation préfectorale la délibération initiale, soit à l'inverse, de dispenser d'approbation les marchés et procès-verbaux qui en sont la conséquence. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — La circonstance que les marchés communaux soient soumis à approbation en application de l'article 312 du code des marchés publics alors que les délibérations de principe du conseil municipal concernant les marchés ne le soient pas ne paraît pas devoir créer de discordances : 1° les pouvoirs conférés à l'autorité de tutelle par l'article 312 susvisé dépassent le cadre de l'approbation — actuellement non-prévue par les textes — de la délibération de principe puisque cette autorité doit, en vertu de ce texte, examiner aussi bien dans l'intérêt du maître d'ouvrage que de celui des entreprises candidates, la régularité des procédures de dévotion du marché, les clauses qui y sont insérées, la réalité de son financement, etc., c'est-à-dire toute la suite donnée à cette délibération de principe ; 2° en tout état de cause, il ne faut pas perdre de vue que le préfet pourrait toujours exercer sur la délibération de principe — qui doit lui être transmise dans les huit jours — les pouvoirs d'appréciation de légalité qu'il tient des articles 42 à 45 du code de l'administration communale : c'est ainsi qu'il pourrait, sans attendre la passation du marché, déclarer nulle de droit une délibération qui, par exemple, comme l'indique l'honorable parlementaire, déciderait la passation d'un marché de gré à gré alors que, compte tenu du montant des travaux, le marché devrait être passé par adjudication, appel d'offres ou concours. Il n'apparaît donc pas souhaitable de soumettre à approbation toutes les délibérations des conseils municipaux concernant les marchés car une telle mesure ne manquerait pas d'alourdir les procédures, alors qu'au contraire, une circulaire récente du 3 février 1972 vient de demander aux maîtres d'ouvrage et aux autorités de tutelle d'éviter tout retard dans la conclusion et le paiement des marchés.

Fonctionnaires du cadre des préfectures (publication du tableau d'avancement).

23067. — M. Santoni attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le décret n° 59-308 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires qui prévoit à l'article 16 que « les tableaux d'avancement doivent être portés à la connaissance du personnel dans un délai de trois jours suivant la date à laquelle ils ont été arrêtés ». Bien que ce délai de trois jours ne s'impose pas à l'administration et que le défaut d'observation de ce délai soit sans influence sur la légalité de la décision arrêtant le tableau, il lui demande s'il envisage de publier chaque année le tableau d'avancement concernant les fonctionnaires du cadre national des préfectures, ce qui serait une innovation puisque, à ce jour, à sa connaissance, cela n'a jamais été fait. La publication de ce tableau créateur de droits à l'égard des intéressés permettrait aux fonctionnaires qui ont vocation à une promotion et qui n'y figurent pas de l'attaquer dans les délais de recours contentieux. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Conformément aux dispositions des articles 1° et 2 du décret n° 63-280 du 19 mars 1963, pris en application de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des

fonctionnaires et notamment son article 21, seule la publication des décisions portant promotions de grade des fonctionnaires de catégorie A des services extérieurs des administrations de l'Etat est faite au Journal officiel de la République française. En vertu de l'article 2 de ce décret, la publication au Journal officiel n'est pas obligatoire pour les autres catégories de fonctionnaires. A défaut d'une telle insertion, cette publication est valablement assurée par tous autres procédés permettant de porter les mesures considérées à la connaissance des tiers intéressés. Dans ces conditions, les tableaux d'avancement établis en faveur des agents des préfectures appartenant à la catégorie A sont l'objet d'une insertion au Journal officiel. Pour les agents des autres catégories, les arrêtés de promotions les concernant sont notifiés aux préfets.

Officier de police judiciaire (cas particulier).

23110. — M. Gernez expose à M. le ministre de l'intérieur le cas d'un fonctionnaire de police au 7^e échelon de son grade depuis 1954, officier de police judiciaire par concours depuis 1950, n'ayant jamais fait l'objet de sanctions, dont la note actuelle est de 18 sur 20, ancien prisonnier de guerre évadé, combattant volontaire de la Résistance, et qui n'a pas été nommé au grade supérieur depuis dix-huit ans. Il lui demande si le fait que ce fonctionnaire n'entretient pas de rapports très cordiaux avec son chef de service est un obstacle à sa promotion alors qu'il sera atteint par la limite d'âge à la retraite dans deux ans, et quel est le nombre approximatif de fonctionnaires de cette catégorie dont le cas est analogue à celui exposé. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire se rapporte à un cas individuel. Il n'est donc pas possible de faire une réponse circonstanciée à cette question, sans connaître l'identité du fonctionnaire auquel il est fait allusion. L'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale s'opposant à ce qu'il soit répondu à une question écrite concernant une personne nommément désignée, le ministre de l'intérieur invite l'honorable parlementaire à le saisir directement de ce cas particulier.

JUSTICE

Conseiller fiscal (usage du titre).

22087. — M. Poniatowski expose à M. le ministre de la Justice que le principe de la réglementation de l'usage du titre de conseiller fiscal a été posé par l'article 39 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962 qui précise qu'un « décret fixera les modalités d'application de cette réglementation ». Il lui demande s'il n'estime pas indispensable, maintenant que le Parlement vient de voter le projet de loi relatif à l'unification de certaines professions judiciaires, que lesdits décrets d'application soient publiés dans les plus brefs délais possibles après consultation des représentants des organisations professionnelles intéressées. (Question du 29 janvier 1972.)

Réponse. — La loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques a abrogé en son article 76 l'article 39 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962 qui prévoyait la réglementation de l'usage du titre de conseiller fiscal. Ce titre se trouve à présent réglementé — en tant que spécialisation juridique — dans le cadre des dispositions du titre II de la loi du 31 décembre 1971 précitée, relatif à la réglementation de l'usage du titre de conseil juridique. Un décret d'application fixant notamment les conditions exigées pour être autorisé à faire usage d'une mention de spécialisation fiscale interviendra dans les meilleurs délais et, en tout cas, avant le 16 septembre 1972, date fixée pour l'entrée en vigueur de la loi. Un avant-projet a déjà été communiqué aux principales associations de conseils juridiques et fiscaux qui ont adressé à la chancellerie leurs observations au sujet de ce texte.

Administration pénitentiaire (personnel).

22618. — M. Schloesing attire l'attention de M. le ministre de la Justice sur le mécontentement créé dans les personnels de l'administration pénitentiaire. Il lui demande s'il n'envisage pas l'ouverture de négociations avec les représentants qualifiés des cent huit mille fonctionnaires tendant à la conclusion d'un programme quadriennal de remise en ordre des traitements, indemnités et déroulement de carrière. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Les problèmes concernant la situation du personnel des services extérieurs de l'administration pénitentiaire font l'objet d'un examen d'ensemble, ils donnent lieu, à l'heure actuelle, à des échanges de vue approfondis avec les représentants qualifiés des fonctionnaires en cause au sein du comité technique paritaire central.

Commerçants et artisans (amnistie).

23055. — M. Durieux expose à M. le ministre de la justice que, au moment où le Gouvernement prépare un important ensemble de mesures en faveur des commerçants et artisans, il serait souhaitable que soient prises à leur égard, dans un esprit d'apaisement et de générosité, des mesures d'amnistie, et il lui demande quelles initiatives il compte prendre ou proposer au Parlement dans ce sens. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — En juin 1969, au lendemain de l'élection présidentielle et sur l'initiative du Gouvernement, le Parlement a voté une loi d'amnistie effaçant toutes condamnations et suspendant toutes poursuites concernant des délits commis à l'occasion de manifestations de toutes sortes, notamment de celles qui avaient été organisées par les responsables actuels de mouvements de commerçants et d'artisans. Le Gouvernement avait alors souligné que cette très large mesure d'apaisement ne pouvait avoir qu'un caractère exceptionnel et indiqué que, si de nouveaux actes de violence étaient commis, leurs auteurs ne pourraient espérer, à une date prochaine, une nouvelle loi d'amnistie. La position du Gouvernement n'a pas été modifiée depuis ces déclarations; il est toutefois indiqué à l'honorable parlementaire que les recours en grâce présentés, ainsi que les propositions de libérations conditionnelles, sont toujours examinés avec une attention bienveillante et en tenant compte des situations personnelles et familiales.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone (personnels exploitants de Poitiers interurbain).

23093. — M. Henri Lucas expose à M. le ministre des postes et télécommunications la situation des personnels exploitants de Poitiers interurbain. L'une des revendications essentielles de ces personnels est la semaine de trente-huit heures. Alors que celle-ci est déjà appliquée depuis 1968 dans les autres centres de transit régionaux, l'administration refuse jusqu'à ce jour de l'étendre au personnel du central de Poitiers, bien que l'effectif actuel et le trafic journalier justifient pleinement cette revendication. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit accordée la semaine de trente-huit heures au centre de Poitiers. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Depuis le 1^{er} juillet 1968, la durée réglementaire du travail est fixée à quarante-quatre heures par semaine pour le personnel de l'administration des postes et télécommunications. Cependant, pour tenir compte des conditions de travail particulières dans certains services, des aménagements ont été apportés à cette règle. Les réductions de la durée hebdomadaire sont donc variables et tiennent compte, de la façon la plus équitable possible, de l'ensemble des difficultés et sujétions propres à chaque secteur d'activité. Plus spécialement, s'agissant des agents affectés au meuble dans les centres téléphoniques, la durée hebdomadaire de présence a été fixée à trente-six, trente-huit ou quarante heures selon l'importance des établissements, qui ont été classés en trois groupes, conformément aux dispositions d'un protocole d'accord adopté les 2, 3 et 4 juin 1968 au ministère des P. T. T. Le centre de Poitiers est classé dans le troisième groupe, pour lequel la durée hebdomadaire de présence des opératrices est de quarante heures par semaine.

Construction d'un bureau de poste
(subvention aux communes en supportant la charge).

23158. — M. Stal expose à M. le ministre des postes et télécommunications que, si la construction des bureaux de poste de première classe est financièrement prise en charge par son administration, les collectivités locales doivent supporter la charge de la construction des bureaux d'une catégorie inférieure. Une telle situation est vivement préjudiciable aux petites communes, dont les ressources sont souvent insuffisantes pour faire face à une telle dépense. Aussi, il lui demande s'il n'envisage pas de modifier la réglementation en vigueur, afin que toutes les communes ayant à construire un bureau de poste bénéficient d'une aide financière de l'Etat. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Il est tout d'abord précisé que la construction des bureaux de poste d'une classe inférieure à la première n'a jamais été, d'une manière générale, à la charge des collectivités locales. Jusqu'en août 1970, une participation des communes était exigée par l'administration des postes et télécommunications pour l'installation ou l'aménagement de locaux à usage de bureaux de poste mais cette participation était limitée aux prestations suivantes : fourniture gratuite des locaux de service et du logement du titulaire,

sans limitation de durée, pour les recettes-distribution, une indemnité annuelle étant toutefois versée à la commune; fourniture gratuite, pendant dix-huit ans, des locaux de service et de l'appartement du receveur pour les recettes de plein exercice à compter de leur création (bureau principal seulement), ces locaux pouvant appartenir à la commune ou étant pris en location par celle-ci; participation à raison de 25 p. 100 aux dépenses de construction (valeur du terrain compris) du premier bâtiment domanial devant abriter le bureau de poste de la localité. Mais, suivant les directives du ministère de l'économie et des finances en date du 20 août 1970, le concours pouvant être demandé aux collectivités locales ne présente plus le caractère d'une obligation; il est seulement facultatif et volontaire. Toutefois, les engagements antérieurement pris par les communes envers l'Etat ne devant pas être remis en cause, ceux-ci continuent d'exercer leurs effets jusqu'à extinction; il en est ainsi notamment pour la prestation gratuite de dix-huit ans, pour les recettes de plein exercice et pour la fourniture gratuite des locaux sans limitation de durée, pour les recettes-distribution. Cependant, en ce qui concerne ces derniers établissements, les communes reçoivent une indemnité annuelle fixée à 500 francs depuis le 1^{er} janvier 1972. Les communes peuvent donc toujours apporter volontairement leur concours pour le financement de tout ou partie des travaux de construction ou d'aménagement des bureaux de poste lorsqu'elles y portent un intérêt particulier et disposent des moyens financiers nécessaires. C'est ainsi qu'étant donné les crédits et les besoins de l'administration des postes et télécommunications, celle-ci est souvent dans l'obligation, pour satisfaire sa clientèle, de louer les immeubles nécessaires au fonctionnement de ses services; c'est notamment le cas pour les locaux destinés aux bureaux de poste de faible importance, bureaux succursales et guichets annexes. Dans ces conditions, une collectivité locale désireuse de bénéficier d'un service postal répondant aux besoins des habitants de la commune ou d'une partie de celle-ci est parfois amenée, en vue d'accélérer l'équipement de la commune par l'installation d'un bureau de poste, soit à mettre à la disposition de l'administration un local dont elle dispose, soit à prévoir la construction d'un immeuble. Dans ces deux cas, un loyer normal, déterminé par le service des domaines, est versé à la commune. En outre, en cas de construction, l'administration des postes et télécommunications peut verser à la commune une avance pouvant représenter 18 p. 100 du coût des travaux avec un maximum fixé par la loi à 15.000 francs, cette somme venant en déduction de la valeur du local pour le calcul du loyer et éventuellement pour son rachat.

Chèques postaux (publicité des enveloppes).

23180. — M. Lebon s'étonne auprès de M. le ministre des postes et télécommunications de la réponse faite à sa question n° 22362 du 12 février 1972. Il ne mettait pas en cause le principe même de la publicité au dos des enveloppes des chèques postaux, initiative qu'il admet, mais trouvait inopportun la publicité d'une forme de commerce dont le développement fait un tort énorme au commerce traditionnel; il lui demande donc s'il peut lui répondre sur ce point précis de sa question. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — L'administration a fixé les conditions d'utilisation du support publicitaire constitué par le verso des enveloppes des chèques postaux en s'efforçant — ainsi qu'il était précisé dans la réponse à la question écrite n° 22362 — de rendre ces conditions accessibles au plus grand nombre possible d'annonceurs, notamment aux entreprises de dimensions modestes, dans la mesure où le fractionnement des contrats restait compatible avec les impératifs du service. L'administration ne s'est pas crue autorisée à opérer des discriminations parmi les annonceurs selon qu'ils appartaient ou non au commerce traditionnel, dès l'instant où ils acceptaient les clauses du contrat proposé.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

Protection de la nature et de l'environnement (bilan d'activité).

22096. — M. Boulay expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que, depuis la création de son ministère, les atteintes à l'environnement se sont multipliées soit du fait de la pollution accrue des éléments naturels (eau et air en particulier), soit du fait des atteintes délibérées portées aux sites, notamment par des constructions effectuées à partir de dérogations diverses, en particulier à Paris et dans la région parisienne ainsi que sur le littoral méditerranéen. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut établir le bilan de son action depuis sa prise de fonctions en indiquant notamment: 1° les dispositions légis-

latives et réglementaires adoptées et mises en œuvre à son initiative ou avec son concours et les résultats obtenus de leur application ; 2° le nombre de poursuites engagées contre les personnes physiques et morales ayant pollué l'environnement soit l'eau, soit l'air, soit la nature en général (dépôts d'ordures par exemple), en 1970 et en 1971 ; 3° le nombre de constructions publiques et privées auxquelles il s'est personnellement opposé — avec succès — et qui auraient, sans son opposition, soit porté d'irréparables atteintes aux sites, soit conduit à supprimer certains espaces verts dans les villes, soit porté atteinte à certains quartiers urbains typiques et anciens, soit fait augmenter le bruit, etc. ; 4° quels sont actuellement les projets de son ministère et quelles sont les principales difficultés qui s'opposent à leur réalisation (opposition d'autres ministères et lesquels, manque de moyens financiers, etc.) ; 5° quel a été, en 1970 et en 1971, le produit des amendes pénales encaissées par l'Etat à la suite des poursuites engagées contre les personnes physiques et morales ayant commis des infractions aux réglementations en vigueur dans les domaines qui intéressent ses services ; 6° quelles conclusions générales il tire de son action et quels lui paraissent être, à l'heure actuelle, les principaux facteurs de pollution de l'environnement ou d'atteintes à la nature et aux sites. (Question du 29 janvier 1972.)

Réponse. — L'honorable parlementaire expose à M. le ministre délégué, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que les atteintes à l'environnement se seraient multipliées depuis la création du département ministériel dont il a la charge. Il lui demande, en conséquence de cette pétition de principe, s'il peut établir le bilan de son action depuis sa prise de fonctions, en lui indiquant notamment quelles conclusions générales il en tire. A titre de remarque liminaire, le ministre délégué, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, doit faire observer que l'affirmation de l'honorable parlementaire sur la multiplication des atteintes à l'environnement ne lui paraît pas refléter la réalité des faits. En réalité, ces atteintes sont mieux connues précisément parce que l'opinion y est à juste titre sensibilisée, et sait qu'elle peut faire appel à un département ministériel qui a été créé pour concrétiser au sein même des institutions le souci particulier que le Président de la République et le Gouvernement prennent des problèmes du cadre de vie. A de nombreuses reprises le ministre délégué, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, a eu l'occasion d'exposer le bilan de cette action et les moyens de la politique qu'il a été chargé de conduire. C'est ainsi que, dès le printemps 1971, il a fait connaître à l'Assemblée nationale, en réponse aux trois questions orales avec débat portant sur l'ensemble des problèmes de l'environnement, les bases de son action (*Journal officiel* du 5 juin 1971, p. 2390 à 2404). Mais le débat budgétaire lui a fourni la principale de ces occasions, qu'il s'agisse des auditions devant les commissions ou de la séance publique. L'honorable parlementaire peut se reporter utilement au journal des débats pour mesurer l'ampleur des efforts entrepris (*Journal officiel*, Débats parlementaires, du 9 novembre 1971, p. 5508 à 5517). Par ailleurs, sur les différents points évoqués tout au long du questionnaire que constitue la question n° 22096, les réponses suivantes à des questions écrites ont été publiées.

1° Dispositions législatives et réglementaires adoptées ou mises en œuvre, etc.

a) Alde financière à un programme général d'action en vue de définir des normes plus sévères pour réduire les nuisances provoquées par les moteurs à combustion :

Réponse à la question écrite n° 16026 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 20 mars 1971) ;

Réponse à la question écrite n° 16253 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 6 mars 1971) ;

Réponse à la question écrite n° 16448 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 20 mars 1971).

b) Détergents biodégradables :

Réponse à la question écrite n° 15373 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 9 avril 1971).

c) Dépôts d'ordures :

Réponse à la question écrite n° 10489 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 23 juillet 1971) ;

Réponse à la question écrite n° 18674 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 10 juillet 1971) ;

Réponse à la question écrite n° 10956 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 30 novembre 1971) ;

Réponse à la question écrite n° 21250 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 4 mars 1972) ;

d) Etablissements classés :

Réponse à la question écrite n° 18688 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 18 septembre 1971).

e) Avlons de tourisme :

Réponse à la question écrite n° 18985 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 18 septembre 1971).

f) Collisions de bateaux fluviaux entraînant la pollution des cours d'eau :

Réponse à la question écrite n° 19240 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 11 septembre 1971).

g) Pollution des eaux :

Réponse à la question écrite n° 19958 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 30 novembre 1971).

Réponse à la question écrite n° 20027 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 24 novembre 1971).

Réponse à la question écrite n° 20366 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 16 décembre 1971).

Réponse à la question écrite n° 21593 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 26 février 1972).

h) Augmentation de la taxe piscicole :

Réponse aux questions écrites n° 20249, 20275, 20364, 20383, 20490, 20503, 20456, 20723 (publiées au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 18 novembre 1971).

i) Dispositif antipollution en matière industrielle :

Réponse à la question écrite n° 20314 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 15 janvier 1972).

j) Réglementation concernant le scooter des neiges :

Réponse à la question écrite n° 21223 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 31 décembre 1971).

k) Réglementation des engins de chantiers :

Réponse à la question écrite n° 17395 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 8 mai 1971).

2° Nombre de poursuites engagées contre les personnes physiques et morales ayant pollué l'environnement.

Réponse à la question écrite n° 21020 (publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 6 avril 1972).

3° Constructions publiques et privées.

Il n'est pas possible de donner un décompte exact du nombre de constructions publiques et privées pour lesquelles l'action du ministre de l'environnement a conduit à une meilleure insertion dans le cadre de vie, l'organisation des structures administratives étant telle que le ministère de l'environnement n'est pas directement appelé à apparaître dans les procédures, et intervient au titre de sa compétence déléguée. Cependant le ministre est en mesure d'indiquer à l'honorable parlementaire que de très nombreux cas ont été traités favorablement, avec le concours du ministre de l'équipement, sans parler des mesures de protection des sites par classement ou inscription qui ont été prises, et ces interventions ont pu concerner des milliers d'implantations diverses, possibles ou projetées. En tout état de cause, les préoccupations générales du ministre de l'environnement, telles qu'elles ont été exposées lors des débats précédemment cités, le conduisent à porter un intérêt tout particulier aux problèmes d'aménagement et d'urbanisme, tout en restant dans le cadre de ses attributions. C'est ainsi que le projet de l'Institut national du paysage, les instructions déjà données aux préfets, les actions de formation et de sensibilisation entreprises auprès des fonctionnaires techniques constituent une manifestation importante de cet intérêt. Les projets du ministère et les conclusions générales qui ont été tirées au terme de cette première année de fonctionnement figurent dans les déclarations prononcées à l'occasion des débats budgétaires tant au Sénat (*Journal officiel*, Débats parlementaires, du 4 décembre 1971, p. 2676 à 2684) qu'à l'Assemblée nationale cités ci-dessus. L'honorable parlementaire pourra ainsi constater que le ministre délégué chargé de la protection de la nature et de l'environnement n'a négligé aucune occasion d'informer le Parlement et de l'associer à son action. Il a été répondu dans ce souci à plus de 160 questions orales et écrites (140 questions écrites, 23 questions orales). Enfin la pollution étant tout à la fois une constatation objective et subjective et intéressant des domaines très distincts, il est à l'évidence difficile de déterminer les facteurs principaux de pollution comme le demande l'honorable parlementaire. C'est toutefois dans le domaine de la lutte contre la pollution des eaux par les rejets mal contrôlés ou insuffisamment épurés que l'effort le plus important est accompli. Les atteintes à la nature et aux sites sont toujours liées aux problèmes d'urbanisation et d'industrialisation qui exercent dans tous les pays développés une forte pression sur l'environnement. Le ministre délégué constate qu'en peu de mois les effets pratiques de la conscience de l'environnement, dont M. le Président de la République souhaitait naguère la naissance, se sont fait sentir de façon souvent très spectaculaire. Le comportement de l'opinion, des élus, des administrations publiques face aux problèmes d'environnement est de plus en plus attentif, et positif.

Forêt de Marly-le-Roi (ouverture au public).

22104. — M. Michel Rocard expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que la forêt de Marly-le-Roi (Yvelines) est l'un des rares emplacements aérés dont peuvent profiter les enfants des communes voisines les jeudi, samedi et dimanche. Or, cette forêt domaniale est fréquemment fermée au public les jeudis et samedis pour permettre des chasses présidentielles. Il lui demande si l'intérêt de plusieurs centaines d'enfants ne devrait pas l'emporter sur celui des chasses présidentielles, si celles-ci ne pourraient pas être supprimés à tout le moins les jours où la forêt peut être fréquentée par les enfants. (Question du 29 janvier 1972.)

Réponse. — La forêt de Marly couvre près de deux mille hectares dont un parc également accessible en permanence au public. Les jours où M. le Président de la République offre une chasse à l'intérieur des fermés — qui sont indépendants de la forêt et du parc — aucune interdiction n'est prise à l'égard des visiteurs qui peuvent continuer à se promener dans la forêt et le parc. A l'issue d'une chasse, la présence de personnalités à l'intérieur du pavillon des Gardes, sis dans le parc, ne donne pas davantage lieu à des interdictions particulières frappant un secteur délimité. La forêt de Marly et son parc accueillent chaque année plusieurs centaines de milliers de visiteurs. Elle répond donc parfaitement aux préoccupations de l'honorable parlementaire. Le public, et spécialement les enfants, peuvent profiter pleinement de l'agrément de ce massif qui bénéficie d'un effort d'aménagement tout particulier. Pour s'en tenir aux plus récentes années, on rappellera que 18 km de chemins ont été nettoyés en respectant leur caractère d'origine, 6 km de traversées ont été entièrement refaits pour y gazonner de vastes bas-côtés. Une quinzaine de parkings sont autant d'amorces de promenades en forêt. Pour accueillir le public, quatre emplacements de pique-nique ont été créés ainsi que 5 km de pistes cavalières dont les jeunes sont les principaux bénéficiaires. Un parc de promenade est en cours d'équipement à Bailly-Noisy sur une superficie de 60 hectares, deux autres réalisations analogues sont prévues dans un très proche avenir. Deux sites, la Croix-Saint-Michel et Beauvallon, en raison de leur caractère esthétique comme des points de vue que l'on aperçoit, ont été équipés. Ces réalisations illustrent la politique des espaces verts et boisés que le Gouvernement entend développer à l'intérieur ou près des principales agglomérations afin que les citoyens puissent y trouver le repos que la nature prodigue.

SANTÉ PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Algériens (hospitalisations).

20830. — M. Alduy demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il peut lui faire connaître le pourcentage des lits occupés par des citoyens de nationalité algérienne, en 1970, dans : 1° les sanatoriums ; 2° les hôpitaux ; 3° les maisons de repos, et par comparaison, quels sont les chiffres concernant les Français. Il lui demande également quelle est la part contributive de l'Algérie aux frais de leurs ressortissants. (Question du 10 novembre 1971.)

Réponse. — A défaut d'un recensement systématique du nombre des ressortissants algériens hospitalisés en France, seules des éva-

luations peuvent être fournies à l'honorable parlementaire. Si l'on se réfère aux chiffres les plus récents, ceux du premier semestre 1971, le nombre des hospitalisés se situait autour de 23.000 pour une population installée en France de l'ordre de 750.000 personnes, dont 400.000 salariés. Il convient de noter que ce nombre est en augmentation par rapport aux années antérieures. Il se décompose de la manière suivante : hôpitaux ordinaires, 18.000 environ ; hôpitaux psychiatriques, 1.600 environ ; sanatoriums et préventoriums, 3.400 environ. Par rapport au nombre total de tuberculeux pulmonaires de nationalité étrangère entrés en sanatorium au cours de l'année 1970, le pourcentage de ressortissants algériens s'établit à 38,4 p. 100. Par rapport à l'ensemble de la population algérienne en France, le pourcentage de tuberculeux pulmonaires entrés en sanatorium en 1970 s'établit à 0,22 p. 100. Il est un peu supérieur au pourcentage de Marocains, de Tunisiens et de Yougoslaves. Par rapport à l'ensemble de la population française, le pourcentage de Français entrés en sanatorium en 1970 s'établit à 0,04 p. 100.

Prestations familiales (vacances d'enfants).

21306. — M. Charles Privat attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les difficultés financières que rencontrent les familles désirant envoyer leurs enfants en vacances. D'après l'I. N. S. E. E., 50 p. 100 des enfants français ne partiraient jamais en vacances. En 1970, le Gouvernement a décidé d'attribuer, sur les fonds disponibles des C. A. F., une allocation exceptionnelle de 100 francs aux familles de trois enfants et plus non soumises à l'I. R. P. P. Il lui demande quel est, par nombre d'enfants, le total des familles ayant perçu cette prestation : 1° par régime ; 2° pour l'ensemble de tous les régimes, et ce avec la comparaison du nombre total des familles allocataires. Selon les résultats de cette comparaison, ne conviendrait-il pas de leur assurer une large publication, afin que soient connues les catégories les plus défavorisées. Cette question intéresse environ 17 millions de jeunes de moins de vingt et un ans, chiffre sensible égal au total des salariés. (Question du 3 décembre 1971.)

Réponse. — Les caisses d'allocations familiales accordent, sur leur fonds d'action sociale, une aide aux vacances qui comprend l'attribution d'une prestation supplémentaire, sous forme de « bons de vacances », aux familles les plus défavorisées, c'est-à-dire à celles dont les revenus n'excèdent pas un plafond fixé par chaque conseil d'administration. Les bons de vacances sont attribués pour les séjours des enfants en colonie de vacances, pour les vacances familiales collectives et, sous certaines conditions, pour les vacances familiales individuelles. Quelques caisses accordent également des « bourses de trousseau » pour les enfants partant en colonie de vacances. Au titre de l'aide aux vacances, les caisses d'allocations familiales participent par le versement de subventions à la création de centres de vacances (colonies, maisons familiales de vacances, villages de vacances) et à leur fonctionnement, ce qui permet aux gestionnaires de réduire le prix de journée. Les caisses d'allocations familiales consacrent une part importante de leur fonds d'action sociale à ces différentes formes d'aide aux vacances. En ce qui concerne les bénéficiaires de l'allocation exceptionnelle créée par la loi n° 69-1014 du 13 novembre 1969, l'enquête effectuée par la caisse nationale des allocations familiales en décembre 1969 a donné les résultats suivants :

COMPOSITION des familles.	SALARIÉS			EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS		
	Nombre d'allocataires.	Nombre de bénéficiaires.	Pourcentage de bénéficiaires d'allocation.	Nombre d'allocataires.	Nombre de bénéficiaires.	Pourcentage de bénéficiaires d'allocation.
3 enfants	593.603	371.908	62,65	93.436	13.205	14,13
4 enfants	264.486	197.018	74,49	34.300	6.305	18,38
5 enfants	122.442	99.723	81,45	12.612	3.071	24,35
6 enfants	59.611	50.390	84,53	5.288	1.613	30,50
7 enfants	29.658	25.464	85,86	2.235	897	40,13
8 enfants et plus	27.521	23.307	84,69	2.072	1.059	51,11
Total	1.097.321	767.810	69,97	149.943	26.150	17,44
	Population non active.			Ensemble des sections.		
3 enfants	24.455	19.103	78,11	711.494	404.216	56,81
4 enfants	13.785	11.212	81,33	512.571	214.535	68,64
5 enfants	7.974	6.599	82,76	143.028	109.303	76,48
6 enfants	4.807	3.944	82,05	39.706	55.947	60,26
7 enfants	2.664	2.148	80,63	34.557	28.509	82,50
8 enfants et plus	2.786	2.281	81,58	12.189	26.647	82,27
Total	56.481	45.287	80,18	1.303.745	839.247	64,37

Ces statistiques concernent la plus grande partie des allocations exceptionnelles payées aux ressortissants du régime général, un certain nombre de versements ayant été effectués en 1970. S'agissant des régimes autorisés à assurer directement le service des prestations familiales et du régime agricole, on ne dispose que des renseignements d'ensemble ci-après :

Société nationale des chemins de fer français :

Nombre de familles allocataires : 53.321.

Nombre de familles bénéficiaires de l'allocation exceptionnelle : 43.559, soit 81,6 p. 100.

Salariés agricoles :

Nombre de familles allocataires : 104.698.

Nombre de familles bénéficiaires de l'allocation exceptionnelle : 82.801, soit 79 p. 100.

Exploitants agricoles :

Nombre de familles allocataires : 203.184.

Nombre de familles bénéficiaires de l'allocation exceptionnelle : 134.943, soit 66,4 p. 100.

Les autres régimes (notamment Etat et collectivités locales) et le régime minier n'ont pas procédé à une enquête particulière.

Médecins (commissions médico-sociales paritaires).

21494. — M. Ducray expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le dernier alinéa du règlement intérieur des commissions médico-sociales paritaires départementales, en date du 19 octobre 1971, précise que seuls des médecins conventionnés pourront siéger dans de tels organismes. Il lui demande si une telle stipulation est conforme tant à l'esprit de la loi qu'à la lettre de la convention. (Question du 14 décembre 1971.)

Réponse. — Il est, en effet, précisé dans le règlement intérieur des commissions médico-sociales paritaires départementales, règlement qui est une annexe de la convention elle-même, que la désignation par les syndicats de médecins des membres de la section médicale de ces commissions, doit porter sur des praticiens placés sous le régime de la convention. Une telle obligation est bien dans l'esprit des dispositions tant législatives que conventionnelles : ces commissions sont, en effet, des instruments essentiels d'application de la convention. Il serait paradoxal que des médecins non conventionnés en fassent partie et soient ainsi associés aux responsabilités d'un régime auquel ils n'appartiennent pas.

Assurances sociales (régime général).

21663. — M. Benoit demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il n'envisage pas d'apporter des modifications à l'arrêté du 4 juillet 1960, modifié par l'arrêté du 10 avril 1964, qui prévoit en son article 5, paragraphe G (Orthopédie dento-faciale), de la Nomenclature générale des actes professionnels : « la responsabilité de la sécurité sociale est limitée aux traitements commencés avant le douzième anniversaire ». La circulaire n° 67-55 du 29 juin 1967 admet une tolérance dans le cas précis où le dentiste conseil en accord avec le praticien traitant constate que l'âge physiologique de l'enfant ne correspond pas à l'âge civil. Cela revient donc à dire que seuls les enfants atardés physiologiquement peuvent essayer de prétendre au bénéfice de la prise en charge après douze ans, alors que les enfants normaux, surtout les filles, lesquelles sont encore plus handicapées, en sont exclus. Il lui demande si, pour certains cas, des dérogations ne pourraient être accordées pour les enfants de plus de douze ans qui présentent une déformation prononcée de la dentition et subissent un grave préjudice pouvant créer certaines inadaptations, auquel cas, la Nomenclature générale des actes professionnels oblige les parents à supporter les caprices de la nature. (Question du 31 décembre 1971.)

Réponse. — En matière d'orthopédie dento-faciale, la Nomenclature générale des actes professionnels des médecins et autres praticiens indique, en effet, que ne sont pris en charge par l'assurance maladie que les traitements commencés avant le douzième anniversaire. Il faut remarquer tout d'abord que cette limite d'âge vise le point de départ de traitements qui peuvent se poursuivre pendant plusieurs années, et qui font ainsi l'objet de remboursements au-delà donc des douze ans révolus. Mais surtout cette limite répond à la recherche des conditions les meilleures pour l'exécution des traitements et leur succès en fonction de la croissance de l'enfant et de ses données morphologiques. L'opportunité de cette limite d'âge a d'ailleurs été réaffirmée par les

praticiens les plus qualifiés en cette matière lors des travaux récents de révision de la nomenclature. La circulaire ministérielle de juin 1967, rappelée par l'honorable parlementaire, a simplement pour but de sauvegarder le cas, très exceptionnel, d'un retard dans le développement osseux ayant pu gêner la mise en œuvre du traitement ou son pronostic. Partageant les préoccupations de l'honorable parlementaire quant à l'intérêt des soins et traitements dentaires, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale est plus spécialement soucieux de leur précocité et d'une bonne hygiène bucco-dentaire dès l'enfance. Ainsi, en octobre dernier a-t-il patronné et ouvert la campagne nationale d'hygiène et de santé bucco-dentaire, dont une des phases est en cours, précisément auprès des enfants de six à treize ans, organisée et animée dans les écoles par des membres qualifiés de la profession de chirurgien-dentiste notamment.

Accidents du travail et maladies professionnelles.

21668. — M. Ducray expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les examens médicaux pratiqués sur de nombreux ouvriers travaillant à la construction et à l'entretien de nombreuses autoroutes — celles de Villefranche en particulier — montrent que le sang des intéressés contient un pourcentage fort élevé d'oxyde de carbone. Il lui demande s'il n'estime pas que dans ces conditions les affections entraînées par cette teneur anormale en gaz toxique devraient être inscrites sur la liste des maladies professionnelles telle qu'elle est définie par les textes actuellement en vigueur. (Question du 31 décembre 1971.)

Réponse. — Les phénomènes d'intoxication aiguë constatés à la suite d'inhalation massive d'oxyde de carbone au cours du travail résultant d'un ensemble de circonstances constituant un accident du travail sont susceptibles de donner lieu à l'application de la législation sur les accidents du travail. Indépendamment de ces cas, la question de l'inscription éventuelle de l'oxycarbonisme aux tableaux des maladies professionnelles a retenu l'attention du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qui en a saisi M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population. C'est en effet auprès de ce dernier département que siège la commission d'hygiène industrielle dont l'avis est requis pour la révision et l'extension des tableaux de maladies professionnelles. La sous-commission des maladies professionnelles constituée au sein de la commission d'hygiène industrielle a chargé un groupe de travail composé notamment de personnalités qualifiées sur le plan scientifique, médical et technique, d'étudier les problèmes complexes que soulève la détermination de l'oxycarbonisme professionnel. Cette étude est activement poursuivie. Les résultats en seront transmis à la sous-commission des maladies professionnelles de la commission d'hygiène industrielle.

Pensions de retraite civiles et militaires (veuves remariées).

21760. — M. Berthouin appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des veuves de retraités civils et militaires remariées sous le régime de la loi du 20 septembre 1948 dont leur pension de reversion a été bloquée au taux antérieur à leur remariage. Il lui demande s'il ne pourrait être envisagé de les faire bénéficier d'une revalorisation au même titre que les titulaires de rentes viagères publiques. (Question du 8 janvier 1972.)

Réponse. — Le régime des pensions de retraite en faveur des personnels de l'Etat tel qu'il avait été institué par la loi du 20 septembre 1948 prévoit que la veuve remariée perçoit, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état. De même, la veuve divorcée à son profit exclusif qui se remarie perçoit, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état (art. L. 62 du code). La veuve remariée redevenue veuve ou divorcée à son profit recouvre l'intégralité de son droit de pension sous certaines conditions d'âge et de fortune. Le nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite qui figure en annexe de la loi n° 64-1339 du 28 décembre 1964 prévoit en son article L. 46 que la veuve ou la femme divorcée, dont les droits à pension de reversion se sont ouverts à partir de la date d'effet de cette loi, c'est-à-dire à partir du 1^{er} décembre 1964 et qui contracte un nouveau mariage ou vit en état de concubinage notoire, perd ses droits à la pension, ceux-ci passant aux enfants mineurs s'il y a lieu. La veuve remariée, redevenue veuve ou divorcée ou séparée de corps, fût-ce à ses torts, ou qui cesse de vivre en état de concubinage notoire, peut recouvrer ses droits à pension, sans condition d'âge ou de fortune comme l'exigeait la loi du 20 septembre 1948. Ainsi, sous le régime de la loi du 28 décembre 1964, les veuves remariées perdent leur droit personnel à la pension de reversion alors que sous le régime de la loi du 20 sep-

tembre 1948 elles continuent à bénéficier du montant de la pension en vigueur au moment du remariage. Il ne peut être envisagé de revaloriser la pension de ces dernières sans aggraver la différenciation de traitement des veuves de fonctionnaires de l'Etat.

*Accidents du travail et maladies professionnelles
(veuves remariées redevenues veuves).*

21777. — M. Antoine Caill appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le cas des veuves d'accidentés du travail, remariées et de nouveau seules, qui ne peuvent recouvrer leur rente initiale, bien que devant assumer la charge d'enfants mineurs issus de leur premier mariage et n'ayant par ailleurs retiré aucun avantage matériel de leur second mariage. Si l'on compare leur sort à celui des veuves relevant d'autres régimes, il apparaît que les intéressées se trouvent dans une situation à la fois inéquitable et choquante : en effet, dans un cas analogue une veuve de guerre, une veuve de fonctionnaire, une veuve d'assuré social recouvre ses droits. Il lui demande en conséquence s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour réparer l'injustice dont sont victimes les veuves d'accidentés du travail. (Question du 8 janvier 1972.)

Réponse. — Il convient de noter, en premier lieu, que le droit des orphelins au bénéfice de la rente prévue à l'article L. 454 b et c du code de la sécurité sociale n'est en rien modifié par le remariage de leur mère. La rente d'orphelins est due aux enfants aussi longtemps qu'ils remplissent les conditions requises. Seule la rente de conjoint survivant cesse effectivement de lui être servie dans le cas où il se remarie. Elle est alors définitivement remplacée par un capital égal à trois annuités de rentes. Toutefois, ce rachat est, le cas échéant, différé jusqu'au seizième anniversaire du plus jeune orphelin. La possibilité de rétablir le droit à une rente, au profit du conjoint remarié dont le nouveau mariage vient à être dissous, fait l'objet, ainsi que le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale a eu l'occasion de l'indiquer, en réponse à plusieurs questions écrites, d'un examen dans le cadre des études en cours portant sur l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale pour l'attribution des rentes d'ayant droit, notamment des rentes de conjoint survivant. Il s'agit d'un travail de longue haleine, qui doit prendre en considération l'évolution non seulement des dispositions du code de la sécurité sociale, mais aussi de diverses législations comportant des dispositions relatives à des situations comparables.

Assurance maladie du régime général (indemnités journalières).

21808. — M. Biary attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les dispositions de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale, qui précise que les indemnités journalières prévues aux articles L. 290 et L. 291 sont servies aux assurés titulaires d'une pension allouée en vertu de la législation sur les pensions militaires, pendant des périodes de trois années séparées par une interruption de deux ans, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'attribution lors de chaque interruption de travail, et que leur incapacité physique de reprendre ou de continuer le travail soit reconnue par le médecin-conseil des assurances sociales. Cette interruption de deux années place souvent les pensionnés militaires dans des situations difficiles. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de supprimer ce délai d'interruption de deux ans du versement des indemnités journalières prévues par l'article L. 383. (Question du 15 janvier 1972.)

Réponse. — L'article L. 383 du code de la sécurité sociale prévoit l'attribution des indemnités journalières pour des périodes de trois ans séparées par une interruption de deux ans. Il convient de préciser que, l'ouverture d'une nouvelle période triennale d'indemnisation n'est pas subordonnée à la reprise du travail pendant deux ans, mais seulement à l'absence pendant ces deux ans, de versement de prestations en espèces. L'abrogation de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale avait fait l'objet d'un examen approfondi de la part de mon prédécesseur, en liaison avec le département des anciens combattants et victimes de guerre. Cette étude a mis en lumière les incidences que pourrait avoir pour les intéressés, cette mesure, qui aurait pour effet de rendre applicable l'article L. 289 du code de la sécurité sociale. L'article L. 289 du code de la sécurité sociale distingue entre les affections visées à l'article L. 293 du code de la sécurité sociale (maladie de longue durée nécessitant des soins continus ou un arrêt de travail de plus de six mois) et les autres maladies. Pour ces dernières, l'article L. 289 b mentionne une durée maximum d'indemnisation de 380 jours au cours d'une période de trois ans. Pour l'application de ces dispositions, il y a lieu à l'occasion de chaque demande d'indemnités

journalières, de prendre en considération la période de trois ans précédant, de date à date, le jour pour lequel les indemnités sont demandées ; si, au cours de cette période de trois ans l'intéressé n'a pas déjà bénéficié de 360 indemnités journalières, celles-ci doivent être accordées ; dans le cas contraire, elles ne peuvent être versées. Il résulte des dispositions en cause que la période de référence varie constamment lors de chaque arrêt de travail et même au cours d'une période continue de repos. Au contraire, pour l'application de l'article L. 383, il y a lieu de retenir comme point de départ de la période de trois ans fixée audit article, le premier jour d'arrêt de travail intervenu. Les prestations sont dues pendant les trois années suivant cette date. Dans le cas où, pendant une période de deux années, l'intéressé n'a bénéficié d'aucune indemnité journalière, un nouveau délai de trois ans se trouve ouvert. Pour les affections relevant de l'article L. 293, l'article L. 289 du code de la sécurité sociale prévoit qu'une indemnité journalière peut être servie pendant une période de trois ans calculée de date à date pour chaque affection ; dans le cas d'interruption suivie de reprise de travail, il est ouvert à nouveau un délai de trois ans, dès lors que l'arrêt de reprise a été d'au moins un an. Il s'agit donc de deux systèmes entièrement distincts, tant dans leurs principes que dans leurs conditions d'application et il n'est pas certain que l'abrogation de l'article L. 383 du code de la sécurité sociale continue dans tous les cas une mesure favorable aux assurés bénéficiaires de ses dispositions.

Régime maladie d'affiliation (titulaires de plusieurs pensions).

22011. — M. Dominati expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le régime d'assurance maladie des retraités est déterminé par l'activité au titre de laquelle chacun d'eux est titulaire du plus grand nombre de trimestres ayant donné lieu à cotisation ou, à défaut, au plus grand nombre d'années de rattachement à la profession. Cette position résulte notamment des dispositions de l'article 4-II de la loi du 12 juillet 1966 modifiée et de l'article 7 du décret n° 87-1091 du 15 décembre 1967 portant définition de l'activité principale. Cette réglementation a parfois les conséquences les plus paradoxales illustrées par le cas de M. R. G., né le 31 janvier 1904, domicilié 98, boulevard de Sébastopol, Paris (3^e). La situation de M. R. G., représentant multicartes en activité, se présente de la façon suivante : au regard du régime obligatoire des travailleurs non salariés, il est parallèlement titulaire de 41 trimestres de cotisations auprès de la caisse interprofessionnelle des commerces de gros de la région parisienne, auxquels viennent s'ajouter 48 trimestres validés gratuitement par application de l'article 17-II du décret n° 66-248 du 31 mars 1966 modifié. Son régime d'assurance maladie sera ainsi, à sa cessation de travail, celui du régime des non-salariés, qui exclut le bénéfice des prestations en nature. Il convient de rapporter cette situation au fait que l'intéressé, s'il avait pu obtenir sa retraite du régime général avant l'application de la loi du 12 juillet 1966, soit avant le 1^{er} janvier 1969, aurait pu bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie du régime général, à titre de droits acquis. Malheureusement, M. R. G. cumule deux malheurs : celui d'être né exactement un mois trop tard (le 31 janvier 1904 au lieu du 31 décembre 1903) et celui d'avoir, à une activité salariée notable, ajouté une activité non salariée relativement plus longue par l'effet d'une simple procédure de validation. Il s'agit d'une remarquable illustration de l'adage latin *summum jus, summa injuria*, et l'on comprend mieux le malaise des catégories professionnelles en cause. Il lui demande s'il peut : 1° dans les cas limites de cette nature, prescrire à ses services l'examen le plus bienveillant ; 2° donner de nouvelles instructions en ce qui concerne le droit aux prestations en nature de l'assurance maladie des personnes affiliées successivement ou simultanément au régime général et au régime des non-salariés. (Question du 22 janvier 1972.)

Réponse. — Il résulte du principe posé par l'article 4 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 que les titulaires de plusieurs avantages de vieillesse acquis au titre d'activités salariées et non salariées sont rattachés au régime d'assurance maladie dont relève leur activité principale. Une dérogation à cette règle a été prévue par l'ordonnance du 23 septembre 1967, qui a maintenu au régime d'assurances sociales auquel elles étaient affiliées les personnes qui, à la date du 1^{er} janvier 1969, bénéficiaient des prestations en nature d'un autre régime du fait d'un avantage vieillesse ou d'invalidité. Il s'agissait en fait de ne pas apporter de modification aux situations déjà existantes lors de la mise en vigueur du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés issu de la loi du 12 juillet 1966, c'est-à-dire de sauvegarder des droits effectivement acquis. Il est de règle que la notion de droit acquis soit d'une application stricte ; aussi ne pourrait-il être envisagé, dans l'état actuel des textes, d'étendre le bénéfice des dispositions de l'ordonnance déjà citée du 23 septembre 1967 aux personnes qui ne remplissaient pas les conditions énoncées, c'est-à-dire à celles dont les droits à pension n'étaient

pas effectivement ouverts, mais simplement présumés à l'époque où le nouveau régime a été institué. D'autre part, il importe de considérer que l'efficacité des régimes de prestations sociales suppose l'entière solidarité des personnes relevant des mêmes groupes socio-professionnels. Il apparaît donc équitable, dans ces conditions, que les personnes qui ont consacré la fraction la plus importante de leur activité à une profession non salariée soient obligatoirement assujetties au régime d'assurance maladie qui a été créé à l'intention des travailleurs indépendants. Dans cet esprit et en vue de répondre aux préoccupations des intéressés, mes services se sont efforcés d'établir des instructions dont l'idée directrice est de rattacher les titulaires de plusieurs avantages de vieillesse au régime correspondant à l'activité qu'ils ont le plus longtemps exercée. C'est ainsi qu'aux termes de la circulaire n° 12 SS du 2 février 1971 il y a lieu de retenir, pour la comparaison des périodes de salariat ou de non-salariat, outre les périodes cotisées retenues pour le calcul de la retraite — y compris les versements volontaires et les rachats — d'une part, les « périodes assimilées », c'est-à-dire validées gratuitement, d'autre part, les périodes où des cotisations ont été effectivement versées mais qui ne sont pas retenues pour le calcul de l'avantage vieillesse, c'est-à-dire les années où des cotisations ont été versées dans le régime général au-delà de la trentième année ainsi que les années où des cotisations ont été versées au régime des retraites ouvrières et paysannes. En raison des difficultés d'application de ces dispositions, la détermination du régime d'affiliation des polypensionnés fait l'objet d'une nouvelle étude, menée conjointement entre mes services et les administrations et organismes concernés, compte tenu de la jurisprudence qui s'instaure actuellement en la matière.

Correspondants de presse

(affiliation au régime général de la sécurité sociale).

22222. — M. Bisson appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des correspondants de presse qui ne sont pas titulaires de la carte d'identité des journalistes professionnels, créée par la loi du 6 août 1935, et ne bénéficient pas des dispositions de la loi du 6 août 1963 relative à l'affiliation des journalistes pigistes au régime général de la sécurité sociale. Il lui rappelle que les intéressés ne peuvent en effet être affiliés au titre de l'article L. 242-3 du code de la sécurité sociale, lequel ne prévoit cette affiliation que pour les seuls journalistes professionnels et assimilés, au sens de l'article 29 b du livre I^{er} du code du travail, qui sont rémunérés à la pige. Les correspondants de presse, considérés comme collaborateurs occasionnels non journalistes, se trouvent donc exclus d'une profession à laquelle ils appartiennent de fait, ne bénéficient d'aucune garantie d'emploi et ne peuvent prétendre aux divers avantages sociaux (prestations de sécurité sociale, garantie en cas d'accident du travail). Certes, les intéressés peuvent s'affilier au régime volontaire d'assurance maladie de la sécurité sociale, mais cette affiliation ne porte que sur les risques maladie et maternité, à l'exclusion de toute garantie sur les accidents du travail. Compte tenu de l'importance des fonctions assumées par les correspondants de presse, ces fonctions étant souvent les mêmes que celles des journalistes professionnels, il lui demande s'il n'estime pas devoir modifier la réglementation actuellement en vigueur de telle sorte que les intéressés n'exerçant que la seule activité de correspondant de presse et pour un seul journal soient assujettis par leur employeur au régime général de sécurité sociale. (Question du 5 février 1972.)

Réponse. — Il est exact que ceux des correspondants de presse qui ne sont pas titulaires de la carte d'identité de journaliste professionnel, visée à l'article 29 j du livre I^{er} du code du travail, ne peuvent exciper de l'article L. 242-3 du code de la sécurité sociale, ajouté par la loi n° 63-806 du 6 août 1963, pour obtenir le bénéfice du régime général de la sécurité sociale applicable aux salariés ou assimilés. En effet, cet article ne vise que les journalistes professionnels et assimilés, au sens dudit article du code du travail — c'est-à-dire titulaires de la carte d'identité — dont les fournitures d'articles sont réglées à la pige. Il reste, néanmoins, que les correspondants de presse, même s'ils ne sont pas titulaires de la carte d'identité de journalistes professionnels, sont susceptibles d'être assujettis au régime de sécurité sociale, en application des dispositions générales de l'article L. 241 du code de la sécurité sociale. Cet article prévoit, en effet, l'affiliation obligatoire de toutes les personnes qui travaillent pour un ou plusieurs employeurs et ce quels que soient le montant de leur rémunération et la forme ou la validité de leur contrat. Il appartient éventuellement aux juridictions du contentieux général de la sécurité sociale, compétemment saisies, de se prononcer sur les litiges nés de l'application des dispositions générales ci-dessus rappelées, relatives au champ d'application des dispositions générales ci-dessus rappelées, relatives au champ d'application de l'assurance obligatoire des salariés ou assimilés.

Travail intérimaire

(affiliation des cadres à la caisse de retraite des cadres.)

22309. — M. Fagot demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale quelles mesures il compte prendre pour permettre aux cadres permanents des entreprises de travail temporaire d'être affiliés au régime obligatoire de retraite des cadres prévu par la convention nationale de 1947. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — Le régime de retraite institué par la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 ne concerne en principe que les secteurs professionnels représentés au conseil national du patronat français, ce qui n'est pas le cas des entreprises de travail temporaire. S'agissant de l'application d'une convention collective, l'éventuelle application de celle-ci à un secteur professionnel qui n'entre pas dans son champ d'application requiert : un accord collectif conclu entre les organisations représentatives des travailleurs et des salariés de la branche professionnelle en cause ; l'accord des organisations signataires de la convention du 14 mars 1947 concrétisé par un avenant à cette convention. Ce n'est qu'après signature d'un tel avenant que le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale pourrait, sur la demande des organisations professionnelles intéressées, rendre obligatoire l'application de la convention du 14 mars 1947 dans les entreprises de la branche professionnelle en cause qui, n'étant pas adhérentes à l'organisation patronale signataire de l'accord collectif professionnel, ne seraient pas concernées par la signature de celui-ci. Il ressort des renseignements recueillis par M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le syndical national des entreprises de travail temporaire (S. N. E. T. T.) a saisi de la question la commission paritaire instituée par la convention du 14 mars 1947 et que celle-ci lui a indiqué dans quelles conditions le secteur professionnel qu'il représente pouvait être intégré dans le champ d'application de la convention du 14 mars 1947.

Hôpitaux (contrôle des prix de journée).

22385. — M. Sudreau expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que la fixation des prix de journée est minutieusement réglementée par le décret n° 59-1510 du 29 décembre 1959 qui prévoit notamment l'incorporation des résultats du dernier exercice, la constitution du fonds de roulement, une procédure contradictoire, qui permet aux commissions administratives de justifier leurs prévisions, la fixation des prix de journée par les préfets avant le 1^{er} janvier, l'examen par une mission d'enquête des prix de revient prévisionnels présentant par rapport aux prix de revient prévisionnels correspondants de l'exercice antérieur un coefficient d'augmentation supérieur au pourcentage fixé par le ministre chargé des affaires économiques et le ministre de la santé publique. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour faire effectuer en temps opportun les opérations de contrôle sur les prix de journée, afin de ne pas perturber le fonctionnement des hôpitaux ; 2° pour que, à l'occasion de ces opérations de contrôle, au lieu d'opérer des réductions globales de crédits, il soit indiqué aux hôpitaux, selon la jurisprudence de la section permanente du conseil supérieur de l'aide sociale en matière de contentieux des prix de journée, d'une manière précise comment ils doivent modifier leur gestion pour la rendre conforme à ce qui est exigé d'eux. (Questions du 12 février 1972.)

Réponse. — En rappelant les dispositions du décret n° 59-1510 du 29 décembre 1959 modifié, l'honorable parlementaire demande au ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les mesures qu'il compte prendre pour que les opérations de contrôle des prix de journée s'effectuent dans les meilleures conditions possibles. L'intervenant semble envisager à la fois la situation actuelle telle qu'elle résulte du décret susmentionné et les dispositions qui pourraient être prises en application de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière. Il convient tout d'abord de noter qu'à l'origine, le décret n° 59-1510 du 29 décembre 1959 ne concernait que les établissements hospitaliers publics et certaines catégories d'établissements bénéficiant d'un prix de journée fixé dans les mêmes conditions soit en application d'un texte spécial, tels les établissements de lutte contre la tuberculose par exemple, soit parce qu'ils avaient passé convention avec un département pour recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale. Ces dispositions ont été étendues aux établissements à caractère social en application des décrets n° 59-1059 du 21 septembre 1959 et n° 61-9 du 3 janvier 1961. Depuis, par suite de l'effort mené par les pouvoirs publics, le nombre d'établissements hospitaliers s'est accru, si bien qu'actuellement environ 6.000 établissements publics et privés sont soumis à

la réglementation des prix de journée hospitaliers. De ce fait, il apparaît que les autorités de tutelle locales ont vu leur tâche s'accroître, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, par suite de l'évolution des thérapeutiques et de la nécessité d'assurer selon les méthodes modernes le contrôle de la gestion des établissements intéressés. A l'heure présente, les directions départementales de l'action sanitaire et sociale, lorsqu'elles effectuent le contrôle des prix de journée, ne peuvent qu'appliquer les dispositions du décret n° 59-1510 du 29 décembre 1959 dont a fait état l'intervenant. Par ailleurs, il est à noter que les agents chargés du contrôle, en règle générale, n'opèrent pas de réduction injustifiée de crédit mais s'efforcent d'apporter leur contrôle compte tenu de la mission sanitaire des établissements visés, d'une part, des impératifs économiques, d'autre part. En ce qui concerne le contrôle a posteriori prévu par l'article 17 du décret du 29 décembre 1959, il est à relever qu'il ne s'exerce qu'après fixation d'un prix de journée et donc ne saurait, semble-t-il, perturber le fonctionnement des établissements hospitaliers ; c'est en fonction des éléments qu'elle recueille au cours de son enquête que la mission de contrôle peut conseiller utilement l'établissement. Pour l'avenir, les services intéressés du ministère chargés de la préparation des textes d'application de la loi du 31 décembre 1970 s'efforceront de remédier aux difficultés constatées actuellement en matière de tutelle et de faciliter la gestion hospitalière.

Centres aérés (subventions).

22620. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les distorsions qui existent entre la région parisienne et certains départements de province au sujet des subventions concernant les centres aérés, allouées par la caisse d'allocations familiales. Certains départements comme les Yvelines ne perçoivent rien, d'autres comme l'Eure-et-Loir offrent un taux de subvention s'élevant à 250 francs par enfant et par jour pour un minimum de séjour de dix jours. Ne pense-t-il pas qu'en cette matière il serait souhaitable de veiller à une harmonisation vers le haut qui contribuerait à alléger les charges des familles. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — La prestation supplémentaire versée pour les enfants des familles à ressources modestes qui fréquentent les centres aérés est financée par le fonds d'action sociale de chacune des caisses d'allocations familiales qui l'a instituée. Aucune obligation n'est faite aux organismes précités pour accorder une telle prestation. En effet, les conseils d'administration décident librement la création des prestations supplémentaires qu'ils inscrivent au règlement intérieur, dans le cadre du programme d'action sociale des caisses d'allocations familiales fixé par l'arrêté du 27 octobre 1970. Chaque conseil d'administration oriente sa politique d'action sociale d'une part en fonction des ressources dont il dispose à ce titre, d'autre part en raison des caractéristiques sociales, démographiques et économiques de sa circonscription et des besoins prioritaires de ses ressortissants. Aucune disposition législative ou réglementaire ne permet au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale d'imposer au conseil d'administration d'une caisse d'allocations familiales la création d'une prestation supplémentaire quelle qu'elle soit. Il ne peut donc intervenir auprès de la caisse centrale d'allocations familiales de la région parisienne pour demander la création d'une prestation supplémentaire pour les enfants fréquentant les centres aérés du département des Yvelines.

Caisse de retraite des expatriés.

22710. — M. Georges Caillau expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que la caisse de retraite des expatriés, 8, rue Colonel-Driand, Paris (1^{er}), a, dans son assemblée générale extraordinaire du 27 juin 1969, décidé la modification de ses statuts de 1964 refusant le droit à pension des veuves dont le mariage n'a pas précédé d'au moins deux ans la liquidation de retraite du mari. Cette disposition libérale donne satisfaction à de très nombreux assurés. Or, cette modification des statuts n'a pas encore été approuvée. Il lui demande s'il ne compte pas approuver rapidement cette modification. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Par lettre du 18 mars 1971, M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale a informé M. le président du conseil d'administration de la caisse de retraite des expatriés (C. R. E.) des raisons pour lesquelles il ne lui était pas possible de prendre position sur les modifications proposées à la structure de l'institution en cause. Il a d'autre part indiqué à M. le président du conseil d'administration de la caisse de retraite des expatriés qu'il ne voyait aucune objection à l'application des mesures adoptées par l'assemblée générale en faveur des veuves et orphelins.

Négociations franco-algériennes (prestations et transferts sociaux.)

22773. — M. Fraudeau rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les négociations franco-algériennes sur les prestations et transferts sociaux qui s'étaient ouvertes au début de l'année ont été suspendues dans les premiers jours du mois de février. Ces négociations devraient aboutir à une convention concernant en particulier le droit des Français non cotisants en Algérie de verser leur cotisations aux caisses françaises d'assurance vieillesse. Les Français qui ont continué à résider en Algérie après le 1^{er} juillet 1932 sont très inquiets de la suspension des négociations en cause, c'est pourquoi il lui demande quand celles-ci reprendront et s'il peut, dès maintenant, donner des assurances aux assurés en ce qui concerne la possibilité qu'ils auront de verser leurs cotisations au régime français d'assurance vieillesse. (Question du 1^{er} mars 1972.)

Réponse. — Le Gouvernement français, particulièrement soucieux des intérêts sociaux de nos compatriotes résidant encore en Algérie, s'est efforcé, tout au long des négociations franco-algériennes qui se sont déroulées de juin 1971 à février 1972, d'obtenir des autorités algériennes un assouplissement du contrôle des changes algérien qui permettrait aux intéressés, au moyen du libre transfert d'Algérie en France des cotisations d'assurance vieillesse, de se constituer une pension de vieillesse normale. Il est disposé à reprendre à tout moment la négociation avec les autorités algériennes et a déjà fait des propositions en ce sens par la voie diplomatique. Toutefois, il n'est pas possible actuellement de préciser la date à laquelle la négociation pourra s'ouvrir de nouveau.

Assurance maladie maternité des travailleurs non salariés (frais d'ambulance.)

22788. — M. Léon Feix signale à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale une sérieuse anomalie que présente le décret n° 68-1009 du 19 novembre 1968, relatif à l'assurance maladie maternité des travailleurs non salariés. Un retraité non salarié ayant subi une grave opération et devant suivre un traitement cobalthérapique dans un établissement hospitalier éloigné d'une vingtaine de kilomètres de son domicile, se voit refuser le remboursement des frais d'ambulance parce que « les frais de transport ne figurent pas à la nomenclature des prestations prévues au décret n° 63-1009 du 19 novembre 1968 ». Or, si le malade en question avait été renseigné correctement, il serait resté en clinique pendant toute la durée du traitement et son séjour aurait été pris en charge à 100 p. 100, le montant total des frais ainsi occasionnés à la sécurité sociale aurait été plus élevé que le montant des frais d'ambulance. Il semble que le cas évoqué soit assez répandu. Il lui demande s'il ne pense pas nécessaire et urgent de remédier à une telle lacune du décret n° 68-1009 et s'il n'envisage pas de prévoir dans la nomenclature des prestations le remboursement des frais d'ambulance pour traitement cobalthérapique. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Les frais de transport exposés par les malades ne figurent pas effectivement au nombre des prestations susceptibles d'être servies par le régime d'assurance maladie des non-salariés et telles que définies par l'article 8 de la loi du 12 juillet 1966 modifiée. Il a cependant été admis que les dépenses dont il s'agit pourraient être prises en charge au titre de l'action sanitaire et sociale et sur avis du contrôle médical, dans le cadre du traitement d'une affection de longue durée lorsque le malade poursuit dans un établissement hospitalier un traitement ne comportant pas hospitalisation. La question de l'extension de la garantie du régime dans ce domaine fait l'objet d'une étude de la part des services du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale. Il convient toutefois de rappeler que si, d'une manière générale, une extension de la garantie offerte par le régime demeure toujours possible, il est évident que celle-ci ne peut être réalisée que si les ressources correspondantes sont dégagées. En tout état de cause et s'agissant de l'assuré qui fait l'objet de la sollicitude de l'honorable parlementaire, il pourrait être communiqué, le cas échéant, son nom, son adresse, son numéro d'immatriculation et la dénomination de son organisme d'affiliation, pour permettre au ministre de la santé publique et de la sécurité sociale de faire procéder à une enquête sur sa situation réelle au regard de son régime d'assurance maladie.

Société mutualiste des fonctionnaires et agents de l'Etat de la Réunion.

22910. — M. Fontaine se fait l'interprète auprès de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale de la légitime émotion qui étroit les fonctionnaires et agents de l'Etat

en service à la Réunion à l'annonce officielle de la liquidation possible de la société mutualiste des fonctionnaires et agents de l'Etat (M.U. F. A.), dont le siège social est à Saint-Denis. Il lui demande quelle est son opinion sur ce sujet, considérant que la disparition d'un organisme, qui fonctionne bien et à la satisfaction de tous les assurés, ne paraît pas opportune. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Le décret n° 51-476 du 26 avril 1951 relatif au régime de sécurité sociale applicable aux fonctionnaires de l'Etat et aux magistrats de l'ordre judiciaire en fonctions dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion a prévu, en son article 5, que le service des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie, maternité et invalidité serait confié, provisoirement, dans chacun des départements intéressés, à des sociétés mutualistes constituées à cet effet entre les bénéficiaires du régime. L'institution provisoire, ainsi que le souligne le texte précité, de caisses spéciales destinées à prendre en charge les fonctionnaires exerçant leur activité dans les départements d'outre-mer avait été motivée en particulier par le fait que le régime de sécurité sociale applicable aux salariés du régime général des départements d'outre-mer était encore, en 1951, embryonnaire. Actuellement, ce motif a perdu de sa valeur: en effet, la loi n° 54-806 du 13 août 1954 a étendu, sous certaines conditions, aux départements d'outre-mer, le régime de sécurité sociale applicable en métropole. Ainsi, le maintien d'organismes spéciaux propres aux fonctionnaires des départements d'outre-mer ne paraît plus s'imposer dans les faits. L'inclusion des ressortissants des M.U. F. A. dans la gestion normale des caisses générales de sécurité sociale semble donc devoir être envisagée, dans le souci du bon fonctionnement des services de la sécurité sociale. La question est actuellement à l'étude, mais aucune mesure ne sera adoptée dans ce domaine sans que les consultations nécessaires aient été au préalable effectuées et que toutes les garanties aient été prises au mieux des intérêts des ressortissants et des agents des organismes actuels.

Vaccinations obligatoires (réparation des dommages par l'Etat).

22920. — M. Sanglier expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les conclusions de deux instances juridictionnelles viennent de mettre en lumière les difficultés que crée l'actuel libellé de l'article L. 10-1 qui a été introduit dans le code de la santé publique par la loi n° 64-643 du 1^{er} juillet 1964. Cet article subordonne la prise en charge par l'Etat de la réparation des dommages directement imputables aux vaccinations obligatoires, à la condition que celles-ci aient été pratiquées dans des centres agréés. Pareille restriction jette une suspicion inacceptable sur les vaccinations effectuées par les médecins agissant en clientèle privée. D'un point de vue strictement juridique, elle crée en outre entre les citoyens qui sont pourtant également assujettis à l'obligation vaccinale une discrimination que ne justifie en aucune façon l'avis émis le 30 septembre 1958 par la section sociale du Conseil d'Etat qui a conclu à l'obligation pour la puissance publique dans les circonstances qu'envisage la présente question, de réparer les conséquences dommageables des accidents consécutifs à des vaccinations, sous la seule réserve de l'appréciation souveraine du juge de la responsabilité. Par ailleurs, les dispositions législatives susrappelées paraissent être en contradiction avec celles faisant l'objet de l'article L. 257 du code de la sécurité sociale qui stipule que l'assuré choisit librement son praticien. Pour ces motifs, il lui demande si l'équité et les principes généraux de droit ne commandent pas d'apporter à l'article L. 10-1 du code de la santé publique une modification qui aurait pour effet d'étendre le champ d'application dudit article à tous les actes vaccinaux obligatoires, et ne le limiterait plus à ceux pratiqués dans des centres agréés. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale fait savoir à l'honorable parlementaire que si le principe de la responsabilité de l'Etat a été admis par la loi n° 64-643 du 1^{er} juillet 1964 en cas de dommage dû à une vaccination obligatoire effectuée dans un centre agréé, c'est en raison du fait que les centres agréés sont placés sous le contrôle technique de l'autorité sanitaire. L'Etat n'ayant pas la possibilité d'exercer ce contrôle sur les vaccinations pratiquées dans d'autres conditions, une modification de l'article L. 10-1 du code de la santé publique ne paraît pas devoir être envisagée.

Publicité lumineuse (effets sur la santé publique).

22983. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que dans les villes, actuellement, tendent à se répandre pour des motifs commerciaux de nouveaux systèmes

d'éclairage et de publicité lumineux (feux clignotants intermittents et feux tournants). Il est permis de se demander si les citoyens soumis à longueur d'années, dans certains quartiers, aux agressions des enseignes lumineuses à feux intermittents ou tournants n'en subissent pas de dommages graves dans leur santé. Il lui demande si ce problème a déjà été étudié et, dans l'affirmative, les conclusions de ces études. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale fait savoir à l'honorable parlementaire qu'aucune donnée scientifique précise ne permet d'évaluer l'influence sur la santé humaine des nouveaux systèmes d'éclairage et de la publicité lumineuse utilisant des feux clignotants intermittents ou des feux tournants. Les diverses commissions chargées d'examiner les questions de l'éclairage se sont seulement préoccupées jusqu'ici des panneaux lumineux bardant les routes, dont la répétition à intervalles plus ou moins rapprochés aurait provoqué des crises nerveuses à allure pseudo-comitiale chez certains conducteurs. Ces données résultant d'une étude effectuée à l'étranger ont d'ailleurs été contestées. A priori, rien ne permet de penser que des troubles graves aient résulté des conditions d'éclairage intermittent subies par les citoyens. L'on peut évoquer des troubles du sommeil dans certains immeubles où les fenêtres et surfaces transparentes sont seulement protégées par des stores à claire-voie et aussi peut-être certains accidents de la rue provoqués par un brusque éblouissement ou par un effet stroboscopique, la superposition des images étant susceptible de brouiller la vision de l'environnement. En tout état de cause, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale a l'intention de demander une étude de cette question au conseil supérieur d'hygiène de France aux fins de recueillir toutes précisions sur les effets éventuels des éclairages en cause.

Travailleurs immigrés algériens et marocains (prestations familiales).

23056. — M. Léon Felix rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les plus récentes statistiques ayant trait à l'immigration indiquent la présence en France de 3.400.000 immigrés, auxquels s'ajoutent les ressortissants des départements dits d'outre-mer, officiellement considérés comme des nationaux français (ce qui est contraire à la vérité la plus évidente). Les immigrés représentent 10 p. 100 de la population active. Les travailleurs algériens et marocains représentent respectivement 18 p. 100 et 3,3 p. 100 des étrangers vivant en France. Leur taux d'activité (53,8 p. 100 pour les Algériens et 65,5 p. 100 pour les Marocains) est nettement supérieur à celui de la population française, qui est de 41 p. 100. Nul ne peut contester par conséquent la contribution importante qu'apporte la main-d'œuvre immigrée au développement de l'économie française. Les discriminations que subissent les travailleurs immigrés, notamment en matière d'allocations familiales, constituent un fait inadmissible auquel il convient de mettre un terme. Or, à la disparité des taux octroyés aux travailleurs immigrés selon leur nationalité, vient s'ajouter la récente décision unilatérale du Gouvernement de supprimer à compter du 1^{er} janvier 1972 le paiement des allocations familiales à de nombreux travailleurs algériens et marocains, occupés en France, dont les familles demeurent dans leur pays d'origine. Les prétextes invoqués sont sans fondement valable. D'une part, le Gouvernement marocain n'aurait pas demandé la levée du délai de cinq années, inscrit dans la convention bilatérale franco-marocaine. D'autre part, la convention entre les gouvernements français et algérien ne serait pas renouvelée. Ces prétextes ne sauraient en rien justifier l'injustice que constituent les nouvelles discriminations auxquelles ils donnent lieu et qui sont entièrement imputables à la politique gouvernementale. Alors que les travailleurs algériens et marocains paient les mêmes cotisations que les travailleurs français, ces discriminations permettront au Gouvernement de prélever, en 1972, sur les seules prestations familiales des immigrés plus de 10 milliards d'anciens francs qui iront alimenter le fonds d'action sociale. C'est pourquoi il lui demande s'il entend supprimer le délai de six ans pour l'octroi des prestations familiales aux Algériens et celui de cinq ans aux Marocains travaillant en France. La France qui, en 1959, a ratifié les conventions de Genève sur l'immigration préparées par l'Organisation Internationale du Travail, s'est engagée à appliquer aux immigrants un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui dont bénéficient ses propres ressortissants. Indépendamment des pourparlers qui pourraient avoir lieu sur ce sujet avec les gouvernements algérien et marocain, il dépend donc du Gouvernement français que soit définitivement levée une mesure qui lèse les intérêts de travailleurs dont on reconnaît qu'ils doivent avoir les mêmes droits sociaux que ceux dont bénéficient les travailleurs français. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — L'institution d'un délai à l'expiration duquel la famille demeurée dans le pays d'origine du travailleur immigré exerçant son activité en France cesse d'avoir droit à des prestations familiales a longtemps été la règle générale dans les accords internationaux

passés par la France en matière de sécurité sociale. A l'heure actuelle, ce délai subsiste encore dans un certain nombre de conventions de sécurité sociale, dont la convention franco-algérienne et la convention franco-marocaine. La convention franco-algérienne, qui s'est appliquée à partir du 1^{er} mai 1965, a prévu que le droit des familles demeurées en Algérie à des allocations familiales et à des prestations de soins s'éteignait à l'expiration d'un délai de six ans commençant à courir à compter de l'entrée du travailleur algérien sur le territoire français. Dès le 1^{er} mai 1971, un certain nombre de familles algériennes auraient dû être touchées par cette disposition. Les autorités algériennes ayant demandé une modification de la convention tendant à la suppression du délai, le Gouvernement français a accepté d'entamer des négociations à ce sujet avec le Gouvernement algérien. Dans l'attente de ces négociations, il a demandé aux caisses françaises de bien vouloir différer provisoirement l'application de ce délai. Le Gouvernement français, disposé à accéder à la demande des autorités algériennes, mais soucieux des intérêts sociaux de nos compatriotes, notamment de ceux résidant encore en Algérie, a insisté pour obtenir des autorités algériennes un assouplissement du contrôle des changes algérien qui eût permis aux intéressés, par le moyen du libre transfert d'Algérie en France des cotisations d'assurance-vieillesse, de se constituer une pension de vieillesse normale. Les longues négociations auxquelles cette question a donné lieu n'ayant pas abouti, les dispositions de la convention visant le délai de six ans ne pouvaient que recevoir application. Toutefois, le Gouvernement français reste disposé à reprendre à tout moment la négociation avec le Gouvernement algérien en vue d'aboutir à un résultat satisfaisant pour les deux parties. De son côté, la convention franco-marocaine en matière de sécurité sociale, qui est entrée en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1967, a prévu, en son article 7, que le droit aux prestations familiales prend fin à l'expiration d'un délai de cinq ans. Cette disposition ne pouvait que recevoir normalement application à compter du 1^{er} janvier 1972. Le Gouvernement français est prêt à ouvrir rapidement des négociations avec les autorités marocaines en vue de la modification de la convention sur ce point.

Sécurité sociale (formules de déclarations annuelles de salaires).

23073. — M. Jean Briane expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que, pour les déclarations annuelles de salaires de 1971, les employeurs des départements autres que ceux de la région parisienne ont reçu directement des organismes de sécurité sociale les formules D. A. S. 1, sur lesquelles était portée la mention « Voir notice explicative jointe ». Dans le département de l'Aveyron, cette notice explicative, formule D. A. S. 5, n'accompagnait pas l'imprimé. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons de cette omission. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — L'omission signalée par l'honorable parlementaire est due à une initiative très regrettable prise par l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de l'Aveyron, dans un souci d'économie de gestion. Cet organisme, ayant constaté que le modèle de notice explicative D. A. S. 5 accompagnant le modèle D. A. S. 1 de 1971 était semblable à celui édité pour l'année 1970, a estimé qu'il était inutile de l'envoyer en 1971 aux entreprises. Des observations viennent d'être faites à cet égard à l'U. R. S. S. A. F. de l'Aveyron qui a été priée de prendre immédiatement toutes mesures de nature à résoudre dans les moindres délais les difficultés que quelques entreprises ont pu éprouver dans l'établissement de leurs déclarations et pour que de tels faits ne se renouvellent pas.

Assistantes sociales scolaires (Hauts-de-Seine).

23081. — M. Ducloné attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des assistantes sociales scolaires chargées des établissements scolaires. En effet, un grand nombre d'assistantes sociales scolaires sont chargées de suivre plusieurs groupes scolaires et par conséquent de se consacrer à un grand nombre d'enfants. Malgré tout leur dévouement, elles ne peuvent faire face de façon satisfaisante aux multiples tâches qui sont les leurs. Il importe de faire remarquer qu'il n'a pas été encore procédé au remplacement des assistantes en provenance du cadre ex-Seine, parties à la retraite ou mutées depuis 1968, d'où une baisse de l'effectif en assistantes sociales des Hauts-de-Seine de près d'un cinquième alors que le nombre des établissements scolaires a augmenté. Il en résulte qu'un certain nombre de postes sont actuellement vacants. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour créer les conditions de nomi-

nations d'assistantes sociales en nombre suffisant. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — L'effectif des assistantes sociales du service de santé scolaire du département des Hauts-de-Seine est actuellement le suivant : effectif théorique : 20 ; effectif réel : 24 ; surnombres : 4. En outre, 71 assistantes sociales du cadre de l'ex-département de la Seine sont en fonctions dans le département des Hauts-de-Seine alors que 85 ont été transférées à l'origine. Pour ces deux catégories d'assistantes sociales le nombre de postes rendus vacants par des départs s'établit à 10 pour un effectif en fonctions de 95 assistantes, soit environ le dixième. Une assistante sociale qui a posé sa candidature pour le département des Hauts-de-Seine sera prochainement recrutée. D'une façon générale, le corps des assistantes sociales du service de santé scolaire connaît actuellement des difficultés de recrutement qui empêchent de pourvoir l'ensemble des postes vacants. Ainsi, pour les 36 postes proposés au concours en 1971, 11 candidates seulement ont été admises.

Assurance maladie-maternité des étudiants (contribution de la Canam).

23106. — M. Jacques Barrot rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en vertu d'un arrêté du 2 septembre 1971, la contribution de la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles (Canam) au financement de l'assurance sociale des étudiants a été fixée à 17,974 millions pour l'exercice 1969 et à 21,445 millions pour l'exercice 1970. Si l'on compare ces chiffres à ceux qui représentent la contribution mise à la charge de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au titre des deux exercices considérés (32,041 millions pour 1969 et 38,229 millions pour 1970), on constate que le rapport entre eux est de l'ordre de 1 pour le Canam à 1,8 pour le régime général des salariés, alors que le rapport entre les deux régimes est de 1 à 10, en ce qui concerne le nombre des assurés, et de 1 à 20 si l'on considère le montant des prestations en nature versées par chacun d'eux. Une telle répartition traduit une méconnaissance complète de la situation économique et financière réelle de très nombreux travailleurs indépendants, notamment commerçants et artisans. Elle ne tient pas compte, d'autre part, du fait que dans la plupart des entreprises importantes, à partir d'un certain niveau du chiffre d'affaires, les dirigeants transforment leur entreprise en société et relèvent dès lors du régime général des salariés. Il lui demande s'il peut lui indiquer d'après quels critères a été fixé le montant des contributions mises à la charge, d'une part, de la Canam et, d'autre part, de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et s'il n'envisage pas de reviser cette répartition dans un sens plus conforme à l'équité. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Le financement de l'assurance maladie-maternité des étudiants est assuré conformément à l'article L. 570 modifié du code de la sécurité sociale : a) par une cotisation forfaitaire des bénéficiaires ; b) par une contribution inscrite annuellement au budget général de l'Etat ; c) pour le surplus, par des contributions du régime général et des régimes spéciaux de sécurité sociale, du régime agricole des assurances sociales et du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Conformément à ce texte, les arrêtés du 2 septembre 1971 ont fixé la contribution de la Canam à 17.974.276,30 francs pour 1969 et à 21.445.934,13 francs pour 1970, pour un montant total respectivement de 78.149.027,34 francs et 93.243.191,86 francs, et celle de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés au titre du régime général et des régimes rattachés (fonctionnaires, etc.) à 50.023.192,33 francs et 59.684.967,51 francs. En l'absence de toute précision d'ordre législatif sur les critères de répartition entre les différents régimes, l'administration a jugé équitable de calculer cette contribution non pas en fonction des effectifs des assurés relevant de chaque régime ou du volume de prestations versées, mais à partir des statistiques relatives à l'origine sociale des étudiants. C'est ainsi que les sommes retenues dans l'arrêté du 2 septembre 1971, correspondant, en principe, au coût qu'aurait supporté le régime des non-salariés si les étudiants avaient continué à relever du régime de leurs parents. La part de la Canam apparaît relativement élevée en raison de la proportion plus importante d'enfants des catégories sociales qu'elle couvre, à bénéficier de la qualité d'étudiants. En outre, il convient d'observer que, compte tenu des problèmes propres à la Canam de création récente, l'article 19, paragraphe II de la loi de finances rectificative n° 71-1025 du 24 décembre 1971 a mis à la charge des organismes d'assurance vieillesse visés au livre VIII du code de la sécurité sociale le versement des contributions afférentes aux exercices 1967 et 1968 soit 20.451.370 francs au total.

Puéricultrices diplômées (direction des consultations prénatales).

23107. — M. Rossi expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les dispositions du décret n° 71-906 du 9 novembre 1971 modifiant le décret n° 47-1544 du 13 août 1947, en vertu desquelles certaines mesures dérogatoires sont prévues en ce qui concerne la direction des consultations prénatales, ont suscité de vives inquiétudes parmi les puéricultrices diplômées d'Etat. Celles-ci font observer que de telles mesures méconnaissent le rôle spécifique qui est celui de la profession de puéricultrice, tel qu'il a été défini par le décret n° 62-050 du 16 janvier 1962; qu'elles constituent une menace à leur égard en s'opposant à un déroulement de carrière normal et en diminuant leurs possibilités de promotion et qu'elles feront obstacle, par là même, au recrutement et à l'engagement de nouvelles candidates dans cette profession. Il lui demande comment il entend concilier les légitimes intérêts des puéricultrices diplômées d'Etat avec ces nouvelles mesures et s'il n'a pas l'intention de revenir sur les dispositions de ce décret. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Les dispositions du décret n° 71-906 du 9 novembre 1971 modifiant le décret n° 47-1544 du 13 août 1947 relatives aux mesures dérogatoires concernant la direction des consultations prénatales et des crèches familiales ne doivent pas être de nature à susciter des inquiétudes légitimes chez les puéricultrices diplômées d'Etat. En effet, c'est par suite de l'insuffisance de l'effectif des puéricultrices diplômées d'Etat et pour des raisons d'intérêt public, qu'il est apparu indispensable, à titre dérogatoire, de recruter pour la direction des consultations prénatales des sages-femmes diplômées d'Etat et, pour la direction des crèches familiales des personnes titulaires du diplôme d'Etat de sage-femme ou des infirmières diplômées d'Etat ayant au moins deux années d'exercice dans leur profession en qualité de surveillante dans un service hospitalier public de pédiatrie. Cette mesure permettra d'utiliser les services des sages-femmes qui rencontrent actuellement des difficultés d'emploi et qui, de par leur spécialisation, sont particulièrement qualifiées pour assurer les consultations prénatales. Quant aux crèches familiales, étant donné qu'aucun texte ne les réglementait jusqu'à la publication de l'arrêté du 22 octobre 1971, les dispositions contestées ne portent pas atteinte à un droit acquis des puéricultrices. Cependant, les postes à pourvoir le seront en priorité par des puéricultrices diplômées d'Etat lorsqu'elles poseront leur candidature. Dans ces conditions, les puéricultrices ne sont pas lésées et leurs craintes sont injustifiées. Il n'y a pas lieu, par conséquent, d'annuler les mesures dérogatoires prises par le décret n° 71-906 du 9 novembre 1971.

TRANSPORTS

Construction navale (petits chantiers).

22674. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre des transports que l'évolution de la conjoncture, dans le domaine de la construction navale, est ressentie d'une manière particulièrement aiguë par les petits chantiers français. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour éviter que se pose à court terme un problème d'emploi dans des zones qui, le plus souvent, se situent dans des régions insuffisamment industrialisées, ne permettant pas, dès lors, des reclassements propres à une période de mutation. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Depuis le dernier trimestre de l'année 1971, l'industrie de la construction navale traverse une période de basse conjoncture, due à l'effondrement des taux de fret et renforcée par l'incertitude de la situation monétaire internationale. Cette dépression touche les grands chantiers mais a une incidence encore plus marquée sur la situation des petits chantiers français qui travaillent sur un marché à court terme très fluctuant par nature, et face à des concurrents dont les conditions de production sont particulièrement favorables. Globalement, le carnet de commandes actuel des petits chantiers est court. La situation varie cependant selon les établissements: certaines entreprises, particulièrement celles spécialisées dans la production de bâtiments de pêche, n'ont un plan de charge complet que jusqu'à la fin du troisième trimestre 1972, tandis que d'autres chantiers ont un carnet de commandes garni jusqu'au premier trimestre 1973. Les services du secrétariat général de la marine marchande ont reçu instruction de suivre avec une attention particulière la situation des petits chantiers; mais le redressement de cette situation, quelle que soit l'action des pouvoirs publics, passe avant tout par un effort de la profession elle-même pour s'organiser et prendre toutes les mesures de nature à accroître sa compétitivité.

Pensions de la marine marchande (veuves de marins).

22680. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre des transports que, depuis l'élévation à 10 francs par jour des allocations versées aux personnes âgées, le rapprochement de cette somme, pourtant faible, avec celle allouée aux veuves de marins des catégories les plus modestes, fait ressortir une différence au détriment de ces dernières. Il tient à souligner ce qu'une telle situation peut avoir de choquant et lui demande si l'occasion ne lui apparaît pas déclinément opportune pour redoubler d'efforts en faveur d'un aménagement des pensions de reversion versées aux veuves d'inscrits maritimes. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — 1° Veuves de marins, titulaires d'une pension de la caisse de retraites des marins. L'article 676 du code de la sécurité sociale fait obligation à tous les régimes de la sécurité sociale, y compris l'établissement national des invalides de la marine de porter les avantages de vieillesse servis à leurs ressortissants âgés de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'invalidité au travail, et dont les ressources sont inférieures au plafond prévu par la loi, au montant de l'allocation spéciale. Le montant de l'allocation spéciale a été fixé, pour compter du 1^{er} octobre 1971, à 1.859 francs. Par ailleurs, les ressortissants de tous les régimes de sécurité sociale peuvent bénéficier de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, au taux annuel actuel de 1.800 francs. 2° Veuves de marins, titulaires d'une pension sur la caisse centrale de prévoyance. Aucune pension de veuve du régime maladie ne peut être inférieure, par application du salaire minimum prévu à l'article L. 452 du code de la sécurité sociale, à 3.353,56 francs par an. Les pensions de veuve de cette nature peuvent être abondées, comme celles relevant du risque vieillesse, de l'allocation supplémentaire sur le fonds national de solidarité. La pension de veuve du régime accident, égale à 30 p. 100 du salaire forfaitaire ne peut par ailleurs être inférieure à 4.264,27 francs par an. En outre, un projet de décret actuellement soumis aux départements ministériels intéressés, prévoit de porter à 50 p. 100 du salaire forfaitaire le montant de la pension accident de la veuve âgée de soixante ans ou atteinte d'une invalidité de 50 p. 100, qui ne bénéficie pas d'un avantage personnel de vieillesse ou d'invalidité. Il apparaît donc de ce qui précède qu'aucun pensionné de l'établissement national des invalides de la marine ne peut, au-delà de soixante-cinq ans, recevoir par jour moins de 10 francs.

Pensions de la marine marchande (majoration).

22683. — M. Cermolacce attire l'attention de M. le ministre des transports sur le fort mécontentement des pensionnés et veuves ressortissant au régime des retraites de l'établissement national des invalides de la marine devant la non-application de l'article L. 42 du code des pensions. Il lui fait observer qu'après l'accord du comité central des armateurs de France du 30 juin 1971 de prendre à leur compte la majoration de 4 p. 100 du salaire forfaitaire au titre du rattrapage et l'approbation dudit accord par le conseil supérieur de l'E. N. I. M. réuni le 20 juillet 1971, devait s'ajouter deux majorations du taux des pensions: d'une part, la revalorisation résultant de l'augmentation des soldes minimaux garanties, de 7,5 p. 100 à compter du 1^{er} novembre, d'autre part, l'application de l'article 42 du code des pensions aux majorations conjoncturelles des soldes et salaires de 1,5 p. 100 du 1^{er} octobre 1971 et de 1,8 p. 100 au 1^{er} janvier 1972. Le retard ainsi apporté à l'application de la loi augmente les difficultés rencontrées par les pensionnés, notamment ceux des petites catégories et des veuves en général. Il lui demande en conséquence s'il entend prendre d'urgence le décret respectant les dispositions de l'article L. 42 et prévoyant: 1° la majoration de 4 p. 100 à compter du 1^{er} mai 1971, au titre de rattrapage; 2° la majoration de 7,5 p. 100 à compter du 1^{er} octobre 1971 résultant de l'accord de salaires et soldes; 3° les majorations conjoncturelles de 1,5 p. 100 au 1^{er} octobre 1971 et de 1,8 p. 100 au 1^{er} janvier 1972. Il souligne que ces majorations ne combleront qu'une faible partie du décalage existant entre les salaires forfaitaires et les salaires réels et qu'elles devraient être suivies de mesures permettant le rattrapage intégral. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — L'augmentation des salaires contractuels intervenue en novembre 1971 va donner lieu, en application de l'article L. 42 du code des pensions de retraite des marins, à une majoration correspondante des salaires forfaitaires servant de base de calcul aux pensions et allocations sur les caisses de l'E. N. I. M. Après analyse des augmentations intervenues des salaires réels, les salaires forfaitaires seront relevés de 6,47 p. 100. Cette augmentation prendra effet du 1^{er} janvier 1972 et fera suite à celles prononcées à compter du 1^{er} janvier 1971 (2,31 p. 100), 1^{er} mai 1971 (5 p. 100) et 1^{er} octobre 1971 (4 p. 100).

S. N. C. F. revendications des cheminots.

22690. — **M. Raymond Barbet** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le mécontentement qui règne chez les travailleurs des chemins de fer à la suite des propositions nettement insuffisantes faites le 20 janvier 1972 par la direction de la Société nationale des chemins de fer français. Solidaire avec cette catégorie de travailleurs, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que leurs justes revendications soient prises en considération, à savoir: pas d'augmentation inférieure à celles de l'accord de 1971 (en commençant par le rattrapage au titre de cet accord), et ce, par étapes de révision de l'indice de prix basé trimestriellement; prime de vacances; prime uniforme à tous les grades, de trois cents francs minimum; durée du travail: quarante et une heures dans l'immédiat pour arriver à quarante heures début 1973 en 5 x 8 sans diminution de salaire, application intégrale de la loi de juin 1936; réforme des rémunérations; nouvelle étape de mise en place des nouveaux coefficients dès le mois d'avril 1972; amélioration du rapport salaires-retraites; relèvement de 15 p. 100 du minimum des pensions à dater du 1^{er} janvier 1972. (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Comme les années précédentes, des pourparlers ont été engagés entre la direction générale de la S. N. C. F. et les organisations syndicales; les plus représentatives en vue de conclure un accord pour 1972 sur l'amélioration des salaires, des retraites et des conditions de travail des cheminots, compte tenu du nécessaire équilibre des comptes d'exploitation de la S. N. C. F. Bien que les organisations syndicales aient jugé que les propositions formulées initialement par la S. N. C. F. comportaient un certain nombre d'éléments positifs, et que ces propositions aient, au cours des réunions de négociation, été modifiées pour tenir compte dans toute la mesure du possible des demandes des organisations syndicales, elles n'ont pas été finalement acceptées par ces dernières et un accord n'a pu intervenir. A défaut d'accord, la direction de la S. N. C. F., cependant a d'ores et déjà arrêté diverses mesures en matière de salaires, de retraite ou de durée du travail. Mais, bien entendu, la S. N. C. F. est toujours prête à reprendre les négociations et à examiner, dans le cadre des propositions équilibrées qu'elle a faites, d'autres aménagements qui permettraient de parvenir à la signature d'un accord.

Pensions de la marine marchande
(Marins pêcheurs privés d'engagements maritimes).

22869. — **M. de Vitton** expose à **M. le ministre des transports** que, durant la période de l'occupation, des marins pêcheurs suspectés de transport de résistants vers l'Angleterre se sont vus interdire de prendre la mer par les autorités allemandes. Il attire son attention sur le fait que les intéressés se trouvent ainsi privés, pour le calcul de leur retraite, des annuités correspondant au temps pendant lequel toute navigation leur était interdite. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable qu'en accord avec ses collègues, les ministres intéressés, toutes mesures utiles soient prises pour valider les annuités correspondant aux mois d'immobilisation quand ces marins pêcheurs rapportent la preuve de l'interdiction qui leur était faite de naviguer. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Un arrêté du 8 août 1943 prenant effet à compter du 8 novembre 1942, a autorisé la prise en compte pour l'obtention d'une pension sur la caisse de retraites des marins du temps pendant lequel les marins ont été privés d'engagement maritime par suite de circonstances dues à l'état de guerre. Les marins pêcheurs qui n'ont pu, après le 8 novembre 1942, continuer l'exercice de leur profession du fait d'interdiction de pêche pouvaient bénéficier de cet arrêté. Le délai pendant lequel les validations ainsi prévues ont pu intervenir, a pris fin le 1^{er} avril 1948. A la suite de demandes réitérées la loi n° 57-895 du 7 août 1957 a ouvert un nouveau délai d'un an, à compter de sa promulgation, pour la validation des droits atteints par la forclusion. Il est regrettable que certains marins, aient omis de déposer en leur temps les demandes de validation des périodes d'inactivité en cause alors que l'administration avait assuré à plusieurs reprises, une large diffusion aux dispositions des textes susvisés et à la date limite du dépôt des demandes qui avait été fixée. Actuellement il ne paraît plus possible de faire ouvrir par la loi un nouveau délai de validation ne serait-ce qu'en raison de l'ancienneté des faits devenus pratiquement incontrôlables.

Transports en commun
(Arcueil, Cachan et Gentilly, liaisons de banlieue à banlieue).

22933. — **Mme Valliant-Couturier** rappelle à **M. le ministre des transports** les difficultés rencontrées par la population de Cachan en ce qui concerne les liaisons de banlieue à banlieue et le prix

de celles-ci. En effet, par exemple, les habitants d'Arcueil, Cachan ou Gentilly, désirant se rendre à la sous-préfecture de l'Hay-les-Roses, doivent utiliser les lignes 187, 186 ou 286, puis la ligne 192 et s'ils souhaitent, de plus, se rendre à Créteil « ils sont astreints à un transbordement supplémentaire entre les lignes 192 et 392 » (réf. lettre du directeur des études générales de la R. A. T. P.). C'est pourquoi elle lui demande avec l'ensemble des organisations représentatives de ces communes, les mesures qu'il compte prendre pour immédiatement prolonger: la ligne 192 jusqu'à Créteil; la ligne 184 jusqu'au cimetière intercommunal de Chevilly-Larue, avec correspondance avec le 192 au niveau de la sous-préfecture de l'Hay-les-Roses. Elle lui demande également d'envisager la tarification urbaine sur la ligne de Sceaux, notamment jusqu'à Port-Royal et surtout la prolongation de cette ligne de Sceaux jusqu'au Châtelet. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — 1° Il est rappelé à l'honorable parlementaire que le syndicat des transports parisiens est seul compétent pour l'organisation des transports collectifs dans la région des transports parisiens. Il appartient donc aux organisations représentatives des communes concernées de saisir cet organisme des problèmes de transports évoqués, soit directement, soit par la voie des représentants des collectivités locales, membres du conseil d'administration du syndicat. 2° La liaison d'Arcueil, Cachan et Gentilly à la préfecture de Créteil a déjà fait l'objet, de la part du syndicat des transports parisiens, de plusieurs études et enquêtes. Sur le plan technique, une liaison directe entre ces localités a été étudiée, soit par le prolongement de la ligne 192 à Créteil, soit par celui de la ligne 392 de Chevilly-Larue à Cachan. Dans le premier cas, la distance supplémentaire à parcourir (17 km) entraînerait des difficultés d'exploitation propres aux lignes trop longues, notamment sur le plan de la régularité et de la fréquence des autobus. Dans les deux cas, la qualité de la desserte directe du marché d'intérêt national de Rungis, assurée par les lignes 192 et 392, ne pourrait être maintenue. Sur le plan du trafic, les enquêtes faites ont montré que les déplacements entre Cachan et Créteil étaient peu nombreux, la plupart des formalités administratives étant faites à la sous-préfecture de l'Hay-les-Roses desservie par la ligne 192. En particulier, six étudiants de Cachan seulement fréquentent la faculté de Créteil. Dans ces conditions, il ne semble pas que l'établissement d'une liaison plus directe par autobus réponde à une véritable nécessité. Les dépenses d'exploitation supplémentaires ne pourraient être couvertes par des recettes nouvelles en raison du petit nombre de voyageurs intéressés. Le déficit qui en résulterait serait à la charge des collectivités publiques. Or, les charges qui pèsent sur les contribuables du fait des transports parisiens sont telles qu'il est exclu de les augmenter. Enfin, dans un avenir proche (1974), la ligne de métro n° 8 sera prolongée jusqu'à Créteil. Les usagers concernés pourront alors disposer d'une liaison ferroviaire de fréquence élevée (ligne de Sceaux, ligne 6, ligne 8). 3° Le projet de prolongement de la ligne n° 184 jusqu'au cimetière intercommunal de Chevilly-Larue a déjà été présenté en avril 1966 au conseil d'administration du syndicat des transports parisiens qui a décidé de ne pas y donner suite. Une nouvelle étude a cependant été faite au mois de mai 1971. Elle a montré que le prolongement n'intéressait qu'un mouvement de voyageurs occasionnel peu important au regard des dépenses d'exploitation supplémentaires qu'il entraînerait. 4° Le prolongement de la ligne de Sceaux jusqu'au Châtelet a été pris en considération le 4 mars 1971 par le conseil d'administration du syndicat des transports parisiens. Ce projet fait partie des opérations susceptibles d'être engagées au VI^e Plan et le district de la région parisienne a choisi de l'inscrire au plan régional de développement économique. La tarification appliquée sur cette ligne correspond à la structure tarifaire appliquée d'une façon générale sur l'ensemble des lignes de la banlieue parisienne (S. N. C. F., R. E. R., lignes de métro prolongées). La tarification urbaine y est appliquée entre Luxembourg et Cité universitaire. Aucun motif particulier ne paraît justifier une dérogation à la règle tarifaire générale.

Congés annuels des commerçants et artisans
(réduction forfaitaire de la S. N. C. F.)

22967. — **M. Marcus**, à la suite des excellentes mesures que le Gouvernement vient d'annoncer en faveur des commerçants et artisans, attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le problème des vacances de ces catégories professionnelles. Il lui demande si le Gouvernement pourrait envisager la possibilité de faire bénéficier les commerçants et artisans, au moment de leurs congés annuels, de la réduction de 30 p. 100 que la Société nationale des chemins de fer français accorde aux salariés. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Le tarif des billets populaires de congé annuel a été créé pour répondre aux dispositions législatives instituant en 1936

un congé annuel payé en faveur des travailleurs salariés. Ce tarif, qui ne s'adressait primitivement qu'aux salariés, a été étendu aux petits artisans et agriculteurs qui, de par leurs ressources avaient pu être assimilés aux salariés. La perte de recettes qui résulte, pour la Société nationale des chemins de fer français, de l'application du tarif réduit susvisé lui est remboursée par le budget de l'Etat. L'extension de ces dispositions à un nombre plus grand d'ayants droit entraînerait, pour les finances publiques, une charge nouvelle qu'il n'est pas possible d'envisager actuellement.

*Taxe sur les salaires au profit du syndicat
des transports parisiens (conditions de remboursement).*

22995. — M. Mazeaud appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le décret d'application (30 août 1971) de la loi du 12 juillet 1971, instituant une taxe de 1,70 p. 100 des salaires plafonnés, destinée à mettre à la charge des employeurs de Paris et des départements limitrophes une partie des réductions de tarifs consenties aux salariés par les entreprises de transport en commun de la région parisienne, qui stipule que le syndicat des transports parisiens remboursera cette taxe aux employeurs qui ont effectué intégralement le transport collectif de tous leurs salariés ou de certains d'entre eux. Plusieurs entreprises des zones industrielles de banlieue sont venues de Paris s'implanter dans cette zone, encouragées par les pouvoirs publics désireux de décongestionner la capitale. La carence des moyens de transport publics, la décision de la R. A. T. P. de ne pas maintenir les lignes de banlieue non rentables, la difficulté en général des moyens de communication ont conduit ces entreprises, désireuses de conserver un personnel qualifié et expérimenté, à organiser des transports collectifs en autocar, du lieu de travail aux portes de Paris. Malheureusement, ces transports collectifs risquent de ce fait de ne pas permettre le remboursement de leur coût, compte tenu de la lettre du décret. Il est pourtant évident que prolonger ces transports intra muros n'aurait d'autre effet que d'accroître les difficultés d'une circulation déjà excessive et poserait de nombreux problèmes, compte tenu de la dispersion de l'habitat du personnel. Il paraît donc équitable que la lourde charge que représente cette nouvelle taxe pour les entreprises assujetties ne vienne pas se cumuler, pour le personnel concerné, avec celle déjà importante qu'assument celles qui ont organisé le transport extra muros de leur personnel. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — L'article 4-2° de la loi du 12 juillet 1972 instituant un versement à la charge des employeurs de la région parisienne n'a, dans un but de simplicité et d'efficacité, admis le remboursement de ce versement que dans certains cas limitativement énumérés, d'ailleurs analogues à ceux prévus pour l'exemption du paiement de la prime de transport. Sont remboursés les employeurs qui, occupant plus de neuf salariés à Paris ou dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, « justifient avoir effectué intégralement le transport collectif de tous leurs salariés ou de certains d'entre eux et qui, de ce fait, sont exemptés du paiement de la prime spéciale uniforme mensuelle de transport ». Ainsi les conditions de transport fixées par la loi elle-même et non par simple décret sont au nombre de deux. Il faut d'une part que le transport soit collectif et d'autre part qu'il soit intégral, c'est-à-dire qu'il s'effectue de la zone du domicile à celle du lieu de travail. Le cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, des transports exécutés par certaines entreprises entre les portes de Paris et les lieux d'emploi ne satisfait pas la seconde condition. En conséquence, ces entreprises n'ont pas droit au remboursement du versement de transport. Elles ne sont d'ailleurs pas davantage, et pour les mêmes raisons, dispensées de payer à leur personnel la prime de transport. Au demeurant, les cas signalés doivent être en nombre limité si l'on tient compte de l'importance des liaisons radiales assurées par les transports publics de la R. A. T. P., ou de l'A. P. T. R. (association professionnelle des transports routiers de la région parisienne). Par ailleurs, aucune décision de suppression de lignes R. A. T. P. d'autobus de banlieue n'a été prise par le syndicat des transports parisiens responsable de l'organisation des transports collectifs. Si des besoins précis, du type de ceux évoqués, rendaient nécessaire la création de services spéciaux ou l'adaptation du réseau existant, il conviendrait que les entreprises concernées en fassent la demande au syndicat des transports parisiens.

Compagnie des wagons-lits (personnel).

23154. — M. Ducloné attire l'attention de M. le ministre des transports sur la grave menace qui pèse sur l'avenir immédiat des personnels de la compagnie des wagons-lits, à la suite de la décision de la compagnie de ne pas reconduire les contrats qui lui donnaient antérieurement l'exploitation des places couchées et de la restauration ferroviaire, et celle de la direction générale de la S. N. C. F.

qui veut faire appel à des sociétés concurrentes pour exploiter ces activités. C'est une fois de plus au nom de la rentabilité que ces décisions ont été prises. La compagnie demande des garanties financières plus favorables pour équilibrer son exploitation ; la S. N. C. F. prétextant l'autonomie de gestion décidée par l'Etat, cherche à réaliser des économies dans tous les secteurs, en faisant appel entre autres, à différentes sociétés privées qui se partageraient la restauration ferroviaire. Cette opération se ferait non seulement au détriment des conditions sociales des personnels mais également en réduisant les prestations de services offertes à la clientèle. Comme l'ensemble des organisations syndicales, il considère que l'exploitation de la restauration ferroviaire comme celle des voitures-lits, sont directement liées au service du chemin de fer et qu'elles ont donc un caractère de service public. Solidaire de l'ensemble des syndicats, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter tout fractionnement de ces activités, et dans le cas où celles-ci ne pourraient plus être assurées par la compagnie des wagons-lits pour que la S. N. C. F. prenne elle-même en main cette exploitation avec la totalité des personnels de la compagnie. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — La S. N. C. F., dans le cadre de l'autonomie de gestion qui lui a été reconnue, est habilitée à déterminer elle-même les conditions dans lesquelles elle estime opportun, en fonction de son intérêt commercial, de faire assurer la restauration ferroviaire. Il lui appartient donc, comme à la C. I. W. L. T., d'apprecier si le contrat qui lie les deux sociétés et qui arrive à expiration doit ou non être renouvelé ou si elle juge préférable d'en assumer elle-même la charge ou encore de faire appel à d'autres exploitants susceptibles d'assurer des prestations de service correspondant mieux aux désirs, tels qu'ils sont appréciés, de la clientèle du chemin de fer. Si le ministère des transports n'a pas à intervenir sur ce plan, il estime que cette opération ne doit pas s'effectuer au détriment du personnel. A cet effet, il a rappelé à la S. N. C. F. la nécessité de faire connaître à tout nouvel exploitant d'une part que la réglementation du travail telle qu'elle est appliquée actuellement au personnel de la C. I. W. L. T. devra l'être également par toute entreprise chargée de la restauration ferroviaire et d'autre part que les droits et avantages acquis par ce personnel notamment au titre de l'accord d'entreprise, devront également être sauvegardés et étendus aux agents nouvellement recrutés. Ces considérations dont les organisations de salariés de la C. I. W. L. T. ont été informées semblent de nature à répondre aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Syndicats.

14785. — M. Frys expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population qu'il regrette que la confédération française du travail qui groupe 350.000 adhérents organisés en trente-huit réunions départementales, dix-neuf fédérations et dix-sept syndicats nationaux ne puisse obtenir la reconnaissance de sa représentativité. Signataire de seize conventions collectives, nationales ou régionales et adhérente de trente-deux autres, elle est aussi signataire de nombreux accords de salaires professionnels ou d'entreprises. La C. F. T. qui a regroupé en 1959 des syndicats indépendants, autonomes et autres dont l'origine remonte à 1947-1948 est antérieure à certain syndicat qui a obtenu la reconnaissance de représentativité. Dans ces conditions, la législation en vigueur qui réserve à certaines organisations le monopole de la représentation des candidatures apparaît indéfendable en droit et en raison, antidémocratique et contraire aux principes de liberté et d'égalité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cet état de choses. (Question du 3 novembre 1971.)

Réponse. — La représentativité des organisations syndicales s'apprecie à partir des critères qui ont été définis par la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, à savoir : les effectifs ; l'indépendance ; les cotisations ; l'expérience et l'ancienneté du syndicat ; l'attitude patriotique pendant l'occupation. Ces critères n'ont pas tous la même valeur et une jurisprudence confirmée reconnaît une rôle déterminant à l'importance des effectifs. Compte tenu de ces données juridiques fondamentales, la représentativité peut être déterminée sur un plan interprofessionnel ou pour une branche d'activité et à divers niveaux : national, régional ou local. Elle peut être également appréciée dans le cadre de l'entreprise puisque, par exemple, sur les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise sont habilitées à présenter des candidats au premier tour des élections des délégués du personnel et aux comités d'entreprises et à créer des sections syndicales. Cependant, la reconnaissance de la représentativité d'un syndicat au plan de l'entreprise n'appartient pas à l'administration. Si l'inspecteur du travail, consulté par les parties, peut être appelé à émettre un avis, la décision définitive, en cas de contestation, relève de la seule compétence du tribunal

d'instance. C'est d'ailleurs dans ce cadre que des tribunaux ont reconnu dans divers cas d'espèce qui leur avaient été soumis la représentativité de la confédération française du travail dans les entreprises concernées. Il ressort donc de ce qui précède que la question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse nuancée. Sur le plan national interprofessionnel, la confédération française du travail ne peut invoquer la représentativité qui a été reconnue par l'arrêté du 31 mars 1966 à quatre confédérations ouvrières dont les effectifs ou l'influence sont, au stade actuel, davantage répartis entre les différentes régions et les divers secteurs professionnels. Mais il est clair que dans certaines branches ou certaines entreprises où elle est établie, la représentativité de l'organisation syndicale, qui fait l'objet du bienveillant intérêt de l'honorable parlementaire, peut se manifester notamment à l'occasion de la participation à des négociations collectives, de la présentation de candidats à des élections aux institutions représentatives du personnel ou de la désignation de délégués syndicaux dans les entreprises.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 139 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

Office de radiodiffusion-télévisian française.

22412. — 11 février 1972. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le Premier ministre** s'il peut lui indiquer les titres des livres, le nom de leurs auteurs et de leurs éditeurs et le tirage atteint par eux, qui ont fait l'objet de présentation aux téléspectateurs au cours des informations d'actualité d'Informations Première pendant les années 1970 et 1971 et les deux premiers mois de 1972.

Rapatriés.

22448. — 11 février 1972. — **M. Pierre Lucas** rappelle à **M. le Premier ministre** que les décrets d'application de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale pour l'indemnisation des rapatriés ont fait l'objet de publications au cours de l'année 1971. En réponse à une question écrite n° 18629 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 10 juin 1971, p. 2635), il disait cependant que la totalité des textes d'application de la loi du 15 juillet 1970 avait été publiée, hormis les barèmes intéressant les biens laissés en Guinée et en Indochine. Il ajoutait que le Gouvernement poursuivait ses études de façon à ce que les textes correspondants puissent être publiés aussi rapidement que possible. Il semble que ces textes n'ont pas encore été publiés; c'est pourquoi il lui demande si les difficultés dont faisait état la réponse précitée ont été surmontées et si la loi du 15 juillet 1970 pourra s'appliquer prochainement aux Français dépossédés de leurs biens situés en Guinée et en Indochine.

Exploitants agricoles.

22482. — 15 février 1972. — **M. Bizet** fait observer à **M. le ministre de l'agriculture** que de très nombreux jeunes abandonnent le métier d'agriculteur. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à l'actuel découragement qui s'empare de ces jeunes et s'il n'estime pas qu'il y a lieu d'accorder des facilités de crédit mieux adaptées à la conjoncture générale actuelle et à l'activité axée sur les productions animales.

Lait et produits laitiers.

22506. — 15 février 1972. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le revenu des producteurs de lait ne cesse de se dégrader en raison notamment de l'augmentation continue des charges de production. Dans les régions montagneuses, en particulier, où les producteurs ont à subir des contraintes et des coûts supplémentaires élevés, la rentabilité de la production laitière est très insuffisante et ne laisse subsister aucun espoir de revenu décent pour les exploitants agricoles. La situation est d'ailleurs à peu près la même pour l'ensemble des productions animales dont les prix n'ont augmenté que d'une façon très insuffisante au cours des cinq années du V^e Plan, et dont le développement a été entravé par le blocage des investissements en matière de bâtiments d'élevage. Il lui demande quelles mesures sont envisagées par le Gouvernement pour redresser rapidement cette situation.

Elevage.

22525. — 16 février 1972. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il est exact que la commission de Bruxelles propose de donner des primes à l'élevage aux possesseurs de vingt vaches et dix élèves au moins, à condition qu'ils augmentent leur cheptel de 30 p. 100 en trois ans. Il demande s'il est exact aussi que la même commission propose de diminuer la protection communautaire sur le bétail d'élevage en réduisant de moitié les droits de douane appliqués sur les animaux importés. Il demande enfin comment, si ces propositions contradictoires étaient adoptées, les éleveurs de moins de vingt vaches et dix élèves, privés de primes à l'élevage pourraient survivre face à la concurrence mondiale qui s'établirait par suite de la suppression ou de la diminution de la protection communautaire.

Elevage.

22559. — 17 février 1972. — **M. Vétrines** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que d'après la circulaire C. N. E. du 7 février 1972, la commission européenne a décidé de proposer de réduire de moitié les droits de douane à l'importation des bovins de moins de 300 kg vifs et d'attribuer une prime aux seuls éleveurs dont le cheptel compte plus de vingt vaches et dix élèves s'engageant à augmenter leur troupeau de 30 p. 100 en trois ans. D'après les dernières statistiques cette catégorie d'éleveurs représentait en France moins de 4 p. 100 du total des exploitations disposant d'un cheptel bovin. A l'évidence, la commission européenne dont les récentes négociations C. E. E.-U. S. A. ont montré les pouvoirs exorbitants finalement acceptés par le Gouvernement français, se propose d'aider au développement des « usines à viande » capitalistes au détriment de l'immense majorité des éleveurs familiaux français et des naisseurs contre lesquels la concurrence va être aggravée. Une telle politique tourne le dos à la plus élémentaire justice sociale ainsi qu'au développement réel de la production bovine dont la communauté européenne est déficitaire de plus de 600.000 tonnes. Celui-ci exige un encouragement aux « naisseurs », car le problème des animaux maigres est le véritable goulot d'étranglement, ainsi qu'une organisation valable du marché de la viande bovine comportant notamment la garantie d'un prix minimum à la production telle que le préconise la proposition de loi des députés communistes n° 1893. En conséquence il lui demande: 1° si le Gouvernement français n'estime pas devoir s'opposer par tous les moyens aux propositions de la commission, contraires aux intérêts de l'immense majorité des éleveurs français et du nécessaire développement de la production bovine afin que l'aide puisse bénéficier à tous les producteurs familiaux de viande bovine; 2° s'il n'envisage pas de proposer à la prochaine session parlementaire la discussion de la proposition de loi suscitée.

Equipement militaire.

22452. — 11 février 1972. — **M. Michel Rocard** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** quelles sont, dans chaque département, les superficies affectées à des usages militaires (casernes, bases aériennes, camps d'entraînement, écoles, bases navales, etc.).

Industries mécaniques (machines agricoles).

22442. — 11 février 1972. — **M. Ansquer** demande à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** s'il peut faire le point de la situation de l'industrie de la machine agricole en France. Il souhaite connaître également les dispositions qui peuvent être prises pour conserver à ce secteur industriel la place qui lui revient dans l'économie nationale.

Etablissements scolaires et universitaires (personnel de direction).

22422. — 11 février 1972. — **M. Bonhomme** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'article 16 du décret n° 69-494 du 30 mai 1969 a prévu que les principaux de collèges d'enseignement secondaire sont recrutés parmi les professeurs certifiés ou licenciés ayant déjà assumé les charges de direction (collège d'enseignement général ou sous-direction de collège d'enseignement secondaire). En outre, et dans la limite de 10 p. 100 des nominations prononcées dans l'année, des directeurs de collèges d'enseignement général ou sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire non licenciés peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude au principalat, celle-ci comportant, d'une part, le classement des professeurs certifiés et licenciés, d'autre part, le classement des directeurs de collèges d'enseignement général et des sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire, les candidats étant divisés en

quatre groupes sur chacune de ces listes. A la rentrée de 1971, 500 postes de principaux étaient à pourvoir (200 postes vacants et 300 créations nouvelles). En application des textes, 273 candidats licenciés ont été nommés. En application de la règle de 10 p. 100, seuls 30 candidats directeurs de collèges d'enseignement général ou sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire ont pu obtenir un poste. Sur les 500 postes vacants, 303 (273 + 30) ont été pourvus d'un principal, 197 postes restant vacants, ce qui représente un pourcentage de 66 p. 100 des postes pourvus par rapport au nombre de collèges d'enseignement secondaire créés en 1971. L'analyse des résultats montre une désaffection des personnels certifiés pour la carrière administrative de direction (675 candidats seulement). Il semble d'ailleurs que le nombre de candidats sera encore inférieur pour la prochaine rentrée. Par contre, les candidats directeurs de collèges d'enseignement général sont plus nombreux, soit parce que les candidats l'ont déjà fonction de principal depuis plusieurs années, soit parce qu'ils sont directeurs de collèges d'enseignement général et souhaitent assurer la direction du collège d'enseignement secondaire issu de la transformation de leur établissement. En raison du nombre de candidats, la sélection est beaucoup plus rigoureuse parmi les directeurs de collèges d'enseignement général que parmi les professeurs certifiés. En raison des 197 collèges d'enseignement secondaire qui ne sont pas actuellement pourvus de principaux titulaires et des 1.244 postes à créer, c'est près de 1.500 postes qui devront être pourvus au cours des prochaines années, ce qui en raison de la règle des 10 p. 100 ne permettra d'attribuer que 150 postes aux candidats directeurs de collèges d'enseignement général ou sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire. Ces 150 postes réservés à la catégorie des non-licenciés ne pourront même pas absorber les 197 candidats qui ont déjà fonction de principal depuis plusieurs années (plus de cinq ans pour certains). Parmi les 965 directeurs de collèges d'enseignement général dont l'établissement sera transformé en collège d'enseignement secondaire, certains partiront à la retraite, d'autres licenciés d'enseignement postuleront dans cette catégorie, si bien que l'on peut prévoir qu'environ 800 directeurs de collèges d'enseignement général perdront leur poste et leurs fonctions, ce qui créera évidemment un grave malaise parmi les personnels de direction issus du corps des professeurs de collège. Afin de remédier à cette situation, il lui demande s'il envisage un certain nombre de mesures : 1° révision de la règle des 10 p. 100 pour l'accès des directeurs de collèges d'enseignement général et sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire au principalat de collège ; 2° nomination automatique et hors contingent de tous les personnels faisant fonction de principal depuis plus de deux ans ; 3° nomination en moins de deux années de titulaires pour tous les postes actuellement confiés à un chef d'établissement faisant fonction de principal ; 4° nomination dans le cadre du recrutement annuel de titulaires pour tous les postes de chef d'établissement, étant entendu que si les candidats certifiés sont insuffisants en quantité ou en qualité, les postes vacants devront être pourvus en choisissant sur la liste d'aptitude des candidats non licenciés.

Enseignants : enseignement technique.

22434. — 11 février 1972. — **M. Lavelle** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la position difficile des chefs de travaux des lycées techniques. Alors que le peu de crédit attribué à l'enseignement technique rend de plus en plus difficiles leurs conditions de travail, alors que la plupart d'entre eux supportent également la charge d'un collège d'enseignement technique rattaché à leur établissement principal, on vient de modifier le niveau de recrutement de ces professeurs. Il lui demande, en conséquence : 1° s'il est prévu des modalités d'accès au nouvel indice pour les chefs de travaux certifiés des lycées techniques ; 2° si une indemnité particulière ne pourrait être établie en faveur des chefs de travaux supportant les doubles charges d'un lycée technique et d'un collège d'enseignement technique.

Equipement scolaire et universitaire.

22436. — 11 février 1972. — **M. Bernasconi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des établissements scolaires du 18^e arrondissement de Paris. Il s'agit de l'un des arrondissements parmi les plus importants puisque arrivant en deuxième rang sur le plan démographique. Il ne paraît pas faire de doute cependant que le 18^e arrondissement est le moins favorisé sur le plan scolaire. En dehors de la pénurie d'établissements, l'entretien de ceux existant laisse à désirer. On peut citer en particulier le collège d'enseignement secondaire situé au 43, rue des Poissonniers. Certains problèmes concernant notamment la sécurité ou la salubrité dans cet établissement ont été signalés aux autorités administratives départementales. Les correspondances qui, à ce propos,

ont été adressées sont restées sans réponse et aucune suite n'est intervenue à ce jour. Cependant, les inconvénients signalés auraient pu disparaître sans pour autant nécessiter la moindre dépense. Il lui demande quelles mesures il compte prendre ou quelles instructions il envisage de donner afin d'apporter une amélioration au fonctionnement du collège d'enseignement secondaire de la rue des Poissonniers, d'une part, et des différents établissements scolaires du 18^e arrondissement, d'autre part.

Enseignement supérieur (agitation).

22444. — 11 février 1972. — **M. Boscher** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est exact : 1° que le 3 décembre dernier, entre 15 heures et 17 heures, des incidents assez graves survenus au deuxième étage du bâtiment de l'ex-faculté de droit à l'université de Paris-X-Nanterre, ont fait quatre blessés graves et dix blessés légers, que deux ambulances ont dû venir enlever ; 2° qu'un certain nombre d'assillants n'appartenaient manifestement pas à l'université ; 3° que le président de l'université a affirmé devant de nombreux témoins avoir fait appel aux forces de l'ordre à plusieurs reprises et que celles-ci auraient refusé d'intervenir.

*Etablissements scolaires et universitaires
(personnel de direction).*

22445. — 11 février 1972. — **M. Boscher** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème posé par le recrutement des personnels de direction des collèges d'enseignement secondaire. L'examen des statistiques de recrutement pour l'année 1971 fait apparaître que sur 500 postes de principal à pourvoir, 303 seulement l'ont été effectivement, dont 273 dans la catégorie des licenciés et 30 dans celle des non-licenciés. La règle du dixième applicable aux non-licenciés a abouti en fait à priver 33 p. 100 des établissements ouverts d'un principal titulaire puisque, dans la catégorie des non-licenciés, il y avait 937 candidats et que seules 30 nominations sont intervenues. Dès lors que la réforme du premier cycle nécessite la création de 1.244 collèges d'enseignement secondaire dont 965 par transformation de collèges d'enseignement général, il paraît absurde qu'une barrière, née du décret n° 69-494 du 30 mai 1969, soit ainsi opposée aux vœux de la grande majorité des directeurs de collèges d'enseignement général qui souhaitent obtenir le principalat de leur collège d'enseignement général transformé en collège d'enseignement secondaire, souhait qui, sous l'empire de ce texte, ne pourra pas être exaucé, alors que le poste de titulaire risque dans au moins un cas sur trois de ne pouvoir être pourvu. L'incertitude de leur sort pèse par ailleurs lourdement sur les directeurs non licenciés faisant fonction de principal pour une durée incertaine. Il lui demande si, pour toutes ces raisons, il ne lui paraît pas nécessaire de réviser la règle des 10 p. 100 pour l'accès des directeurs de collèges d'enseignement général et sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire au principalat des collèges. Il lui demande en outre quelles mesures il compte prendre pour que dans un très bref délai un titulaire soit nommé sur tous les postes actuellement confiés à un chef d'établissement faisant fonction de principal.

Enseignants : enseignement technique.

22462. — 12 février 1972. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les chefs de travaux des lycées techniques se trouvent dans une situation très particulière du fait de la multiplicité de leurs fonctions, pédagogiques, administratives et techniques, il lui demande s'il n'estime pas qu'après consultation des représentants des intéressés toutes dispositions devraient être prises pour que les membres de cette branche de l'enseignement technique puissent, après examen probatoire portant sur leurs aptitudes professionnelles, bénéficier du nouvel indice prévu pour les chefs de travaux au niveau du professorat supérieur, une indemnité spéciale de sujétion devant d'autre part être attribuée à ceux de ces enseignants qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal.

Enseignants (enseignement technique).

22473. — 14 février 1972. — **M. Degraeve** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les vives préoccupations que suscite, parmi les chefs des travaux des lycées techniques, les nouvelles modalités de recrutement de cette catégorie actuellement en cours d'élaboration. En effet, les chefs de travaux seraient désormais recrutés au niveau du professorat supérieur (indice agrégé) tandis qu'un concours interne serait réservé aux chefs de travaux déjà en fonctions. De ce fait, les mêmes fonctions seraient

exercées par un personnel rémunéré en fonction de deux indices différents, les chefs de travaux déjà en fonctions restant à l'indice des professeurs certifiés. Ainsi un personnel parfois en fonctions depuis plusieurs années et bénéficiant de larges compétences, se trouverait en quelque sorte pénalisé au moment où les chefs de travaux des lycées techniques viennent par ailleurs de se voir refuser le bénéfice d'une indemnité de sujétion spéciale accordée aux chefs de travaux des collèges d'enseignement technique. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions pourraient être adoptées pour répondre aux légitimes préoccupations des chefs de travaux des lycées techniques et pour améliorer leurs conditions de travail.

Enseignants.

22481. — 15 février 1972. — M. Halbout expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, conformément à la politique de concertation que le Gouvernement a manifesté l'intention de mettre en œuvre à l'égard des agents de la fonction publique et qui a été rappelée, notamment, dans l'instruction du 14 septembre 1970 relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique, il apparaît profondément souhaitable que les organisations syndicales des diverses catégories de professeurs de l'enseignement du second degré puissent participer aux travaux actuellement en cours, en vue de la préparation des décrets qui doivent fixer le statut des corps de professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement. Il lui demande de quelle manière il compte associer les organisations syndicales à ces travaux.

Enseignants.

22485. — 15 février 1972. — M. Capelle expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un journal, qui n'est pas suspect de rechercher la sensation, donne à l'information relative à un suicide le titre suivant : « Septième suicide d'un enseignant en quelques semaines ». Il lui demande s'il ne pense pas que ce nombre est inquiétant et qu'il y a lieu de reconsidérer, dans les conditions actuelles du travail des enseignants, les modifications qui ont pu contribuer à une certaine dégradation du moral des maîtres. Il souhaiterait savoir s'il estime que la carrière enseignante comprend, en plus grand nombre qu'autrefois, des personnes n'ayant pas une vocation suffisante ou s'il pense que la crise générale de l'autorité et le laxisme qui s'est insinué sous des justifications diverses dans nombre de familles et d'établissements d'enseignement, soumettent les maîtres à une tension nerveuse d'autant plus cruelle que ceux-ci peuvent craindre, en cas de difficulté, de n'être pas soutenus.

Enseignants (enseignement technique).

22497. — 15 février 1972. — M. Lainé attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le cas des chefs de travaux des lycées techniques. Il lui précise que les intéressés exercent des fonctions à la fois pédagogiques, administratives et techniques complétées par un double rôle d'organisateur et d'administrateur. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas que ceux de ces enseignants qui ne seraient pas reçus au concours interne, tendant à les assimiler à un niveau professionnel supérieur, ne devraient cependant pas bénéficier d'un meilleur classement indiciaire, étant observé à ce sujet que les intéressés assurent un service de trente heures par semaine ; 2° s'il ne juge pas qu'il serait équitable qu'une indemnité convenue de sujétion soit attribuée à ceux d'entre eux qui exercent également leurs fonctions dans des collèges d'enseignement techniques annexés aux lycées techniques.

Enseignants (enseignement technique).

22512. — 15 février 1972. — M. Ollivro expose à M. le ministre de l'éducation nationale que dans la réponse n° V/PL.B. n° 536/DPESO en date du 27 avril 1970 à une question de M. le recteur de l'académie de Toulouse, relative au paiement des heures d'enseignement de technologie dispensées par les chefs de travaux des collèges d'enseignement technique, il est précisé que l'enseignement de la technologie est reconnu comme étant un enseignement « théorique ». Il apparaît dès lors que l'enseignement de la technologie dans un C. E. T. doit être considéré comme normalement confié à un P. E. G. ou P. E. T. T., et non pas à un chef d'atelier ou P. T. E. P. Il lui demande s'il peut lui confirmer qu'il en est ainsi.

Enseignants (enseignement technique).

22515. — 16 février 1972. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des chefs des travaux des lycées techniques dont les responsabilités sont de plus en plus lourdes et les tâches de plus en plus multiples et exigeantes puisqu'ils assument à la fois des fonctions pédagogiques, administratives, techniques, en même temps que des fonctions d'organisation et d'animation. Or, rien n'a été fait depuis 1939 pour adapter les moyens mis à la disposition des chefs des travaux à leurs nouvelles sujétions et pour améliorer leur situation. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre à leur égard des mesures propres à calmer leur légitime inquiétude, notamment en ce qui concerne les modalités qui permettraient aux chefs des travaux en fonction d'accéder aux nouveaux indices, l'amélioration de leurs conditions de travail et l'attribution de l'indemnité de sujétion pour ceux qui ont la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé à leur établissement principal.

Questions aux ministres.

22535. — 16 février 1972. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'éducation nationale pourquoi les délais sont aussi longs pour répondre à la question écrite n° 19845 qu'il lui a posée le 7 septembre 1971.

Enseignants (enseignement technique).

22549. — 17 février 1972. — M. Bécarn attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des chefs des travaux en fonctions dans les lycées techniques. A des responsabilités lourdes, à des tâches multiples et exigeantes qui exigent à la fois de grandes qualités pédagogiques, techniques, administratives et des aptitudes d'animation et d'organisation qui font d'eux des chefs d'entreprise de production ne semblent pas correspondre les moyens et avantages qui devraient en découler normalement. Pour tenir compte de l'importance croissante de leurs missions découlant de l'heureux développement et de la nécessaire valorisation de l'enseignement technique il lui demande ce qu'il entend faire pour améliorer leurs conditions de travail (estimés « chefs d'entreprise de production », ils ne disposent d'aucun personnel susceptible de les seconder, d'aucune secrétaire, etc.). Il serait souhaitable de prévoir des modalités plus libérales qui leur permettent d'accéder aux nouveaux indices, tenant en particulier compte du fait que l'ancienneté estompe généralement les connaissances purement théoriques si elle nourrit au contraire les compétences pratiques. Il estime enfin parfaitement légitime que soit accordée aux chefs des travaux des lycées techniques ayant la charge d'un collège d'enseignement technique annexé ou jumelé l'indemnité de sujétion récemment attribuée aux chefs des travaux des collèges d'enseignement technique.

Enseignants (enseignement technique).

22564. — 17 février 1972. — M. Musmeaux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les recommandations pédagogiques que l'inspection générale de l'enseignement technique vient d'adresser au personnel des enseignements professionnels des lycées techniques et qui inquiètent particulièrement les chefs de travaux en fonctions. La situation des chefs de travaux se dégrade à un tel point que l'administration ne parvient plus à recruter le personnel, ce qui constitue une grave menace pour l'avenir de l'enseignement technique et pour celui des techniciens dont notre pays a besoin. Or, le projet émanant de l'inspection générale de l'enseignement n'apporte aucune solution favorable, mais au contraire aggrave la situation actuelle. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre : pour permettre aux chefs des travaux en fonctions d'accéder aux nouveaux indices, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et pour que soit attribuée l'indemnité de sujétions à ceux qui ont la charge d'un centre d'études techniques annexé ou jumelé à leur établissement principal.

Enseignants.

22568. — 17 février 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des jeunes gens effectuant leur service national dans l'enseignement au titre de la coopération. La durée de ce service correspond à deux années scolaires. Au-dessus de la durée légale de service national,

les intéressés bénéficient d'un statut civil. Néanmoins, lorsqu'ils désirent ensuite faire carrière dans l'enseignement, le temps excédentaire ainsi effectué n'est pas pris en compte pour le calcul de l'ancienneté nécessaire à leur titularisation. Cela semblerait pourtant équitable et de nature à encourager quelques vocations. Il lui demande donc s'il n'envisage pas de corriger cette anomalie.

Permis de conduire (handicapés).

22425. — 11 février 1972. — M. Pierre Lucas demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il est normal qu'un handicapé physique, âgé de moins de 60 ans, atteint d'une affection stabilisée (poliomyélite), candidat au permis de conduire « F » se voie délivrer une autorisation valable un an, portée à deux ans après protestation de l'intéressé, alors que les arrêtés du 30 mai 1969 prévoient la validité d'un tel permis « F » pendant cinq ans. Il lui signale également les mauvaises conditions dans lesquelles se déroulent ces examens pour des personnes se déplaçant difficilement et à qui l'on impose, dans certains cas, de se présenter deux fois. En outre, il attire son attention sur le fait que ces contrôles médicaux occasionnent pour l'intéressé une dépense de l'ordre de 40 francs, dont aucun organisme n'accepte la prise en charge. Cette sujétion est considérée comme une injustice par les handicapés qui, dans leur grande majorité, sont obligés de conduire leur propre véhicule s'ils veulent se réintégrer dans la vie sociale et économique et qui doivent ainsi supporter la charge financière d'une mesure qui leur est imposée. Il souhaite que soit envisagée une amélioration de ces mesures afin que l'intégration des handicapés en soit facilitée.

Habitations à loyer modéré (H.L.M.).

22428. — 11 février 1972. — M. Sanglier appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur le fait que l'arrêté interministériel du 24 décembre 1969, par son article 8, réduit de 50 p. 100 pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans l'indemnité d'occupation prévue à l'article 1^{er} du décret modifié n° 54-348 du 27 mars 1954 et due par les locataires ou les occupants d'habitations à loyer modéré, dont les ressources viennent à dépasser le plafond au-dessus duquel l'admission dans les logements considérés est refusée. L'arrêté précité a manifestement retenu l'âge de soixante-cinq ans en considérant qu'il marquait en règle générale le passage de la vie professionnelle active à la position de retraite, ce qui s'accompagne habituellement, d'une diminution des facultés contributives des intéressés. Si ce point de vue était pleinement acceptable sous l'empire de la législation sociale antérieure à la publication de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971, la promulgation de ce texte lui confère aujourd'hui une moindre valeur. En effet, la loi dont il s'agit, en améliorant les pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, crée des conditions pécuniaires plus propices que par le passé à un abaissement en deçà de soixante-cinq ans de l'âge d'admission à la retraite dont le droit s'ouvre d'ailleurs aux termes de l'article L. 331 du code de la sécurité sociale des soixante ans. Aussi serait-il judicieux qu'il fût tenu compte de cette évolution de la législation en édictant que la réduction de 50 p. 100 de l'indemnité d'occupation ci-dessus mentionnée s'appliquera désormais non seulement aux locataires ou aux occupants d'habitations à loyer modéré âgés de plus de soixante-cinq ans, mais aussi à ceux qui ont cessé d'exercer une activité professionnelle et obtenu un avantage de retraite pendant la période comprise entre leur soixantième et leur soixante-cinquième anniversaires. Il souhaiterait savoir si des initiatives tendant à modifier dans ce sens les dispositions de l'article 8 de l'arrêté interministériel du 24 décembre 1969 sont susceptibles d'être prises à brève échéance.

Veuves et veufs.

22432. — 11 février 1972. — M. Missoffe signale à M. le ministre de l'équipement et du logement la situation particulièrement digne d'intérêt des veuves. La plupart de celles-ci, au décès de leur époux, doivent brutalement trouver une nouvelle insertion dans la vie économique pour subvenir à leurs besoins et souvent à ceux de leurs enfants. Le manque de formation professionnelle, les difficultés de trouver un emploi ont pour conséquence que leurs revenus sont très inférieurs à ceux dont elles disposaient du temps du vivant de leur mari. En particulier le coût des loyers, lorsqu'ils ne sont pas contrôlés, grève très lourdement leur budget. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas possible d'accorder aux veuves une priorité pour l'accès aux logements attribués par les organismes d'habitations à loyer modéré.

Travaux publics.

22439. — 11 février 1972. — M. Ansquer demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il n'estime pas nécessaire de prendre d'urgence un certain nombre de mesures pour alder la branche des travaux publics dont l'avenir paraît sérieusement menacé.

Sociétés de construction.

22451. — 11 février 1972. — M. Michel Rocard attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur la situation créée par la loi du 16 juillet 1971 concernant les sociétés coopératives d'habitation. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour préserver les droits acquis par les coopérateurs dans leur situation contractuelle antérieure ; 2° quelle destination il compte donner aux plus-values sociales qui seront réalisées à la suite des ventes des logements à leurs occupants.

Zones d'aménagement différé.

22486. — 15 février 1972. — M. Collette expose à M. le ministre de l'équipement et du logement la situation créée dans une zone d'aménagement différé (Z. A. D.) en cas de déclaration d'intention d'aliéner par voie d'adjudication ou par voie amiable et dans l'hypothèse où le bénéficiaire du droit de préemption est l'Etat, ou dans l'hypothèse où l'Etat se substitue à l'acquéreur amiable. Il lui demande dans ce cas : 1° dans quel délai le prix doit être payé par l'Etat ; 2° si des intérêts sont prévus en cas de non-paiement et ce, à compter de quelle date. Est-ce la date de la signature de l'acte de vente ou la date de l'accomplissement des formalités hypothécaires ; 3° dans l'affirmative, quel est le taux des intérêts.

Environnement.

22533. — 16 février 1972. — M. Ponlatowski appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur le projet d'implantation d'une usine à plâtre à Villiers-Adam, projet déjà repoussé par trois fois par le comité d'aménagement de la région parisienne. Il lui rappelle que le lieu envisagé pour l'implantation de cette usine est compris dans une zone rurale de protection des sites et paysages définie par le plan directeur d'urbanisme intercommunal 79 A approuvé le 30 juin 1971 par arrêté du préfet de région. Dans cette zone la construction d'usines est interdite et celle des maisons individuelles est elle-même soumise à des conditions très strictes. On ne peut donc que s'étonner qu'une nouvelle fois, une mesure dérogatoire soit envisagée allant à l'encontre d'une politique de l'environnement déterminée à sauvegarder définitivement les espaces naturels de la région parisienne. En dehors des pollutions et nuisances diverses que cette usine ne pourra éviter malgré toutes les précautions prises, son implantation entre les forêts de Montmorency et l'Isle-Adam marquera la poursuite de ce « grignotage » des espaces verts qui risque d'entraîner une rupture définitive entre les deux ensembles forestiers. Plus que jamais, il est nécessaire, d'offrir aux habitants de la région parisienne un cadre privilégié, non pollué que seule une politique cohérente menée dans le respect des lois et règlements permettra de sauvegarder. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour mettre un terme à cette politique d'implantation industrielle en dehors des zones prévues à cet effet et contraire aux dispositions réglementaires existantes.

Habitations à loyer modéré.

22567. — 17 février 1972. — M. Rieubon demande à M. le ministre de l'équipement et du logement si l'arrêté ministériel du 20 février 1968 s'applique aux locataires-attributaires ayant souscrit un contrat antérieurement à cette date. Il lui demande également pourquoi les locataires-attributaires ne sont pas des copropriétaires à part entière puisque l'article 4-1 de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970 assimile au point de vue fiscal le contrat de location-attribution à une vente pure et simple.

Psychologues.

22503. — 15 février 1972. — M. Olivro expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le décret n° 71-988 du 3 décembre 1971 a fixé les conditions de recrutement et d'avancement des psychologues des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics mais que de nombreux problèmes concernant l'exercice de cette profession n'ont pas encore reçu de solution.

Il serait nécessaire, notamment, que soient définis les rapports des psychologues des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics avec les régimes de sécurité sociale et les conditions dans lesquelles les examens effectués par ces psychologues pourraient donner lieu à remboursement par les caisses d'assurance maladie des différents régimes. Il conviendrait également de déterminer si l'autorisation accordée aux psychiatres, en ce qui concerne la possibilité de donner des consultations à titre privé, sera étendue aux psychologues des hôpitaux psychiatriques et selon quelles règles ces consultations pourront avoir lieu. Il lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de ces divers problèmes.

Racisme.

22455. — 11 février 1972. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la recrudescence du racisme en France. Il lui fait observer, en effet, que les actes de discrimination, de haine raciale ou d'incitation au racisme se multiplient presque quotidiennement dans une partie de la presse, ainsi que dans le domaine du logement, dans celui du travail et de l'emploi ainsi que dans le secteur commercial. Ce racisme frappe non seulement les étrangers, qu'ils soient de couleur ou qu'ils soient originaires des pays d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient, mais encore des citoyens français, naturalisés, originaires des anciennes possessions coloniales françaises, natifs des départements et territoires d'outre-mer, ainsi que ceux dont l'origine, supposée ou non, est israélienne. Malheureusement, bien que ces actes soient contraires aux droits de l'homme et aux principes généraux et fondamentaux de la République française, le droit pénal comporte de graves lacunes qui ne permettent pas de poursuivre et de réprimer les actes de racisme. Dans ces conditions il lui demande : 1° s'il envisage de demander l'inscription à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale, dès l'ouverture de la prochaine session ordinaire, de la proposition de loi déposée par le groupe socialiste le 7 avril 1971 (n° 1662) tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses ; 2° s'il envisage de demander à l'Office de radiodiffusion-télévision française la diffusion de plusieurs émissions d'information sur la condition des travailleurs étrangers en France, sur l'importance qu'ils représentent pour l'économie française, sur le racisme dont ils sont victimes, ainsi que certains nationaux, et également pour rappeler à l'opinion publique les principes fondamentaux des droits de l'homme et des conventions internationales en la matière.

Retraités de la marine marchande.

22947. — 10 mars 1972. — **M. de Pouliquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'opposition de **M. le ministre de l'économie et des finances** aux 7,50 p. 100 d'augmentation du salaire forfaitaire des retraités, pensionnés et veuves de la marine marchande, en application de l'article 42. Ces 7,50 p. 100 ont été prévus par les accords de la table ronde qui avait mis fin au conflit de novembre 1971. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire respecter et appliquer la loi du 22 septembre 1948, afin que les marins aient une pension correspondant à leur rémunération d'activité.

Escalade de la violence.

22949. — 10 mars 1972. — **M. Griotteray** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que le Gouvernement vient d'annoncer à la suite de l'enlèvement du cadre de la Régie Renault qu'il allait prendre des mesures d'une sévérité exemplaire. Il apparaît évident que des actes de ce genre, qui révoltent tous les Français, sont intolérables et que des mesures à court terme doivent y mettre fin. Mais se posent aussi les problèmes d'un climat de violence qui n'a cessé de se développer depuis des mois sans que les pouvoirs publics, du moins en apparence, s'en soient préoccupés, d'une propagande haineuse dont le but évident et avoué est de provoquer et de justifier des voies de fait, propagande à laquelle il n'a pas été répondu. Devant l'escalade de cette violence, il lui demande quelle politique il envisage d'appliquer pour que la France ne devienne pas « un pays de sauvages ».

Salaires du secteur public (revalorisations annuelles).

22956. — 10 mars 1972. — **M. François Bénard** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne lui paraîtrait pas préférable de régler chaque année le problème de la revalorisation des rémunérations d'une manière uniforme pour l'ensemble du secteur public (fonction publique, secteur semi-public et entre-

prises nationales) plutôt que de négocier par secteur (indépendamment des problèmes de reclassement purement catégoriels), tout avantage consenti aux uns étant inévitablement revendiqué par les autres, à bon droit au demeurant, puisque la hausse du coût de la vie est la même pour tous et qu'en ce qui concerne la progression du pouvoir d'achat, l'équité commande également de traiter toutes les catégories sur un pied d'égalité.

Politique menée à l'encontre des démocrates étrangers.

23045. — 15 mars 1972. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur un certain nombre d'événements dont la gravité lui semble remettre en cause la réputation que la France s'est faite au cours de l'Histoire de terre d'accueil pour les étrangers, et de la liberté de circulation pour les hommes et les idées. 1° L'expulsion de France d'un prêtre mauricien a récemment suscité la protestation des autorités de l'Eglise catholique dont dépendait ce prêtre, ainsi que de la plupart des forces démocratiques du pays. Il voudrait connaître les justifications de cette expulsion dont est frappé un homme dont le dévouement au service des travailleurs immigrés de la région lyonnaise était bien connu, notamment dans la communauté réunionnaise, dont les déplorables conditions de travail et d'existence viennent d'être mises en valeur par une triste affaire jugée récemment par les tribunaux. 2° L'opinion vient d'être informée de l'interdiction de séjour en France d'une jeune militante d'Irlande du Nord, députée au Parlement britannique. Outre que cette mesure est particulièrement inamicale pour le peuple dont cette jeune femme est un des représentants légal et officiel, elle constitue une ingérence inadmissible dans les problèmes politiques intérieurs du Royaume-Uni. Dans la mesure où la personne en question est déjà venue à Paris sans que cela ait mis en péril « l'ordre intérieur de la France », et qu'elle ne s'est jamais immiscée dans les problèmes intérieurs français, il voudrait connaître les raisons de l'interdiction de séjour prise à l'encontre d'un député étranger d'extrême-gauche, alors que des représentants des partis fascistes d'Italie, d'Allemagne et de Suède ont pu librement participer il y a quelques mois à Paris à un meeting du groupuscule d'extrême-droite « Ordre nouveau ». 3° La grève de la faim déclenchée par quatre patriotes basques menacés d'expulsion de France a attiré une nouvelle fois l'attention sur la complicité active du Gouvernement français avec l'Espagne franquiste : répression contre les militants basques, interdiction de séjour du secrétaire général du Parti communiste espagnol, etc. Il voudrait savoir si le Gouvernement français a l'intention de continuer à appuyer ainsi un régime que l'opinion espagnole et mondiale ont condamné depuis plus de 30 ans. 4° Enfin, il insiste sur les dangers que constitue cette politique de répression systématique pratiquée depuis quelques années par le Gouvernement français à l'encontre des démocrates étrangers. Il lui demande, puisque apparemment le Gouvernement pratique l'immixtion permanente dans les affaires intérieures de pays étrangers en refusant le séjour en France de certains leaders politiques de ces pays, et en en acceptant d'autres, s'il ne pense pas que le Gouvernement s'ingérerait plus utilement dans ces problèmes en utilisant son influence ou l'amitié dont il jouit auprès de certains gouvernements étrangers ; il pourrait par exemple exprimer l'émotion de l'opinion française devant les multiples violations des libertés individuelles et des Droits de l'Homme pratiquées par les autorités anglaises en Irlande du Nord, ainsi que par le gouvernement de l'île Maurice ou de l'Espagne, ou par les autorités d'autres pays dont **M. de Lipkowski**, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, semble s'être fait une spécialité, tels la Grèce ou l'Indonésie.

Egalité des salaires féminins et masculins.

23077. — 18 mars 1972. — **Mme Chonavel** appelle l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur les revendications professionnelles et sociales qui se sont exprimées en France à l'occasion de la journée internationale des femmes et en particulier sur celle relative à l'égalité des rémunérations entre les travailleurs féminins et les travailleurs masculins. Les discriminations restent très importantes dans ce domaine, en dépit des déclarations officielles rassurantes. Pour un travail de qualification équivalente effectué dans la même entreprise, les salariées ont trop souvent des rémunérations inférieures aux hommes. Le groupe communiste, reprenant ses propositions antérieures, a déposé le 19 avril 1969 une proposition de loi relative « à l'application du principe d'égalité de rémunération à travail égal et à qualification égale, entre les hommes et les femmes sans discrimination ». Elle lui demande s'il n'estime pas urgent de faire discuter cette proposition de loi par le Parlement au cours de la prochaine session.

Mineurs : revendications des retraités, des invalides et des veuves.

23088. — 16 mars 1972. — M. Roucaute expose à M. le ministre de l'économie et des finances les revendications essentielles des retraités, invalides et veuves de pensionnés des mines, à savoir : paiement rapide du retardé de 7 p. 100 sur les retraites minières ; revalorisation des retraites sur la base de 66 p. 100 du salaire moyen avec application immédiate de 60 p. 100 ; majoration du conjoint à charge en même temps que la retraite C. A. N. ; droit à l'allocation aux mères de famille ayant élevé au moins cinq enfants, quelles que soient les ressources de l'intéressée au foyer ; rattrapage de 3 p. 100 pour les années 1970-1971 et amélioration de l'indexation prévue à l'article 174 bis ; paiement aux retraités, veuves et invalides de la prime de 10.000 anciens francs du vingt-cinquième anniversaire de la nationalisation des houillères ; pension de réversion aux veuves de 60 p. 100 de la pension du mari ; aménagement de la fiscalité en faveur des retraités ; recul de l'âge limite (qui est actuellement de seize ans) pour le droit aux allocations d'orphelins et enfants à charge servies par la C. A. N. ; octroi de la rente de conjoint survivant aux veuves de silicosés même si la première constatation de silicose a été faite avant le mariage. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire ces légitimes revendications et à quelle date seront publiés les décrets d'application de certaines d'entre elles, déjà obtenues et dont le règlement est toujours retardé.

Refoulement d'un député d'Irlande du Nord.

23094. — 16 mars 1972. — M. Frys manifeste à M. le ministre de l'intérieur sa vive surprise de l'ordre donné par le Gouvernement de refouler la jeune député d'Irlande du Nord défenseur des droits civiques — ordre qui paraît en contradiction avec l'idée qui nous a été transmise de la conception que nous nous faisons de la France quand il s'agit de la liberté d'opinion des individus et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il lui demande s'il peut lui préciser l'idée qu'il se fait de la continuité de la mission et de la place de la France dans le monde.

Personnel de service de l'éducation nationale : services militaires.

22989. — 13 mars 1972. — M. Verkindère expose à M. le Premier ministre (fonction publique), après la réponse à sa question écrite n° 22292 insérée au Journal officiel du 4 mars 1972, que cette question concernait le personnel de service des établissements scolaires relevant du ministère de l'éducation nationale géré par le décret n° 65-923 du 2 novembre 1965. D'après l'article premier de ce décret, le personnel comprend le corps des agents de service et le corps des ouvriers professionnels ; l'article 13 du même décret définit le recrutement des ouvriers professionnels, uniquement par voie de concours. Il demande donc à M. le Premier ministre si, lorsqu'un membre du corps des agents de service qui compte des services militaires déjà pris en compte dans son ancienneté de catégorie entre dans le corps des ouvriers professionnels, il ne convient pas de calculer le reclassement par les opérations suivantes : a) définir le classement dans l'ancien grade en déduisant du classement actuel les services militaires qui avaient été pris en compte ; b) faire l'intégration à l'échelon égal dans le nouveau grade, sous réserve que le gain indiciaire n'excède pas 60 points d'indice brut ; c) ajouter au classement trouvé les services militaires, en les regardant comme services accomplis dans le nouveau grade.

Iran (situation intérieure).

23046. — 15 mars 1972. — M. Michel Rocard expose à M. le ministre des affaires étrangères que la répression s'est récemment aggravée en Iran contre de nombreux démocrates, ainsi que l'a rapporté la presse française et que l'a confirmé la ligue des droits de l'homme. Il lui demande si le Gouvernement français ne pourrait pas user des bonnes relations qui le lient avec les autorités de Téhéran pour se faire l'interprète de l'émotion de l'opinion française devant cette répression et demander à ces autorités de respecter les droits élémentaires de la personne humaine, actuellement bafoués en Iran.

Admission de la R. D. A. à l'O. M. S.

23083. — 16 mars 1972. — M. Odru considérant la part éminente prise par la République démocratique allemande dans le développement des sciences comme dans le domaine de la détente inter-

nationale demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement ne compte pas se prononcer en faveur de l'admission de la R. D. A. à l'organisation mondiale de la santé à l'occasion de sa vingt-cinquième assemblée.

Dénomination de déportés du travail.

22934. — 10 mars 1972. — M. de Bénouville attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur l'imposture persistante de nombreux anciens membres du S. T. O. qui ne rougissent pas de se qualifier eux-mêmes « déportés du travail » en dépit de nombreux rappels à la pudeur. S'il fut un temps où le mot déportation pouvait signifier un simple changement forcé de résidence, il n'en est plus de même depuis que la barbarie nazie a inventé le régime atroce de ses camps de concentration. Ceux qui y étaient enfermés n'avaient pas de permissions pour aller chez eux et ne transféraient pas des milliards de salaires. Comme on l'a fort bien dit : le S. T. O. sentait l'usine et la déportation le crématore. Les prisonniers de guerre qui avaient été transportés en Allemagne autrement que sur convocation n'ont jamais eu l'idée de se dire déportés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à l'usurpation de titre que s'obtiennent à renouveler sans cesse de trop nombreuses associations et pour que la dénomination de déporté soit enfin réservée aux seules victimes des camps de concentration, étant bien entendu que tous leurs droits à d'éventuelles indemnités resteront assurés aux membres du S. T. O. qui rempliraient les conditions nécessaires pour y prétendre.

Officiers de réserve (anciens aspirants de l'armée de l'air).

22935. — 10 mars 1972. — M. Longueque expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que le décret n° 71-865 du 14 juin 1971 relatif à l'avancement des aspirants de réserve de l'armée de l'air permet aux officiers de réserve ayant été aspirants de réserve, nommés entre le 1^{er} septembre 1939 et le 1^{er} juillet 1950, de bénéficier d'un rappel d'ancienneté dans leur grade actuel égal au temps passé dans celui d'aspirant diminué de six mois alors que les officiers de réserve de l'armée de l'air nommés aspirants d'actif pendant cette même période par la circulaire n° 2500 SPM/MIE du 5 mai 1945 ne bénéficient pas des dispositions du décret susvisé. Il lui demande s'il ne peut envisager d'étendre aux officiers de réserve ayant été aspirants d'actif le bénéfice de cette mesure car il ne paraît pas équitable de mettre les officiers de réserve, anciens aspirants d'active, en état d'infériorité par rapport à leurs camarades anciens aspirants de réserve.

Revendications des personnels civils de la défense nationale.

22950. — 10 mars 1972. — M. Vinatier appelle l'attention de M. le ministre de la défense nationale sur les revendications des personnels civils de la défense nationale : 1° Application de la suppression de l'abattement du 1/6^e et des majorations pour enfants à tous les retraités ou veuves de retraités, sans restriction. 2° Pension de réversion à 75 p. 100 au lieu de 50 p. 100. 3° Attribution de la pension de réversion au mari. 4° Réévaluation du montant garanti. 5° Suppression des abattements de zone. 6° Intégration de l'indemnité de résidence dans le calcul de la retraite. 7° Pour les personnels techniques, intégration de l'indemnité forfaitaire dans le calcul de la retraite. 8° Pour les contractuels, suppression du salaire plafond et titularisation. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction à ces légitimes revendications.

Locaux disciplinaires militaires (nouvelle réglementation).

22991. — 13 mars 1972. — M. Longueque rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les deux instructions d'application du règlement de discipline générale dans les armées, en date respectivement du 16 décembre 1966 et du 25 octobre 1968, ont édicté des dispositions précises concernant les locaux disciplinaires. C'est ainsi qu'il a été prévu de transformer les locaux anciens pour les adapter à la nouvelle réglementation ; de même, les locaux d'arrêts de rigueur, équipés plus sommairement que les locaux d'habitation de la troupe, devaient disposer de conditions d'hygiène et de chauffage semblables. Il lui demande s'il peut lui exposer les mesures prises pour l'application des instructions mentionnées plus haut.

Logement de fonction (veuves de fonctionnaires des armées).

23008. — 14 mars 1972. — **M. Ducoloné** signale à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** le cas de veuves de fonctionnaires des armées contraintes de quitter leur logement après le décès de leur mari. Il est en effet de règle, dans les organismes de logement du ministère des armées (C.I.L.O.F.), de considérer que le logement de fonction est attribué au fonctionnaire et que cette attribution cesse après son décès. Cependant, il est un certain nombre de cas où une telle règle ne devrait pas être appliquée. C'est ainsi qu'il a eu connaissance du cas de deux familles demeurant dans la cité « La C.I.L.O.F. » à Malakoff. Dans le premier, il y a eu décès le 15 juillet 1964 en service commandé et la veuve, mère de quatre enfants, avait reçu l'assurance qu'elle conserverait son logement. Elle se voit, aujourd'hui, contrainte de le quitter le 1^{er} juillet 1972. L'autre cas est celui de la veuve d'un commandant mort en mission dans l'accident d'aviation où périt le général Ailleret. A cette époque, le ministre a décidé de donner à une rue de la cité le nom de ce commandant. Aujourd'hui, sa veuve se voit menacée d'expulsion. Aussi, devant de tels faits, il lui demande s'il ne convient pas de revoir les règlements en vigueur en ce qui concerne les logements de fonction des armées et pour le moins de prendre des mesures de maintien dans les lieux pour les veuves de fonctionnaires morts en mission ou en service commandé.

Avion rallye 7 (abandon du programme).

23012. — 14 mars 1972. — **M. Cermotacce** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** sur les conséquences néfastes qu'auraient pour l'ensemble du personnel et pour l'avenir de l'aéronautique française l'abandon de l'étude et de la fabrication de l'avion rallye 7. Il lui demande s'il n'entend pas intervenir auprès de la direction générale de la société de construction d'avions de tourisme et d'affaires (Socata), pour qu'il soit tenu compte de la motion suivante adoptée par l'ensemble du personnel de la société : « Le personnel de la Socata, réuni en assemblée générale à l'appel des organisations syndicales, sur le problème de l'aviation générale en France et suite à l'arrêt de l'étude et de la fabrication du rallye 7, conscient de sa spécialisation résultant de longues années d'expérience en matière d'avions légers ; conscient du potentiel technique et industriel qu'il représente, face aux constructeurs français et européens dans ce domaine, ne peut admettre l'abandon du rallye 7, décidé par la direction générale de l'aérospatiale au moment où les essais en vol et essais statiques viennent de prouver que l'avion répond aux espérances placées en lui. Le personnel de la Socata mandate les organisations syndicales pour que tout soit mis en œuvre dans le cadre d'une politique d'expansion des programmes d'avions légers, seule solution permettant à l'avenir : de garantir l'emploi de tout le personnel ; de garantir les plans de charges ; de satisfaire tous les besoins d'avions légers, tant sur les marchés nationaux qu'internationaux ; de conduire à l'utilisation maximum du potentiel technique et industriel actuellement attaché à la Socata et d'améliorer ainsi la rentabilité globale de l'entreprise. »

Retraites (services dans les harkas).

23028. — 14 mars 1972. — **M. Ollivro** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** qu'en application de l'article 12 du décret n° 61-1201 du 6 novembre 1961 portant réglementation applicable aux personnels des harkas en Algérie, pour leur assimilation à des services militaires en vue de l'ouverture et de la liquidation des droits en matière de retraite, les services accomplis dans les harkas ne sont pas comptés pour leur durée effective, mais seulement pour les trois sixièmes, quatre sixièmes ou cinq sixièmes de cette durée, selon qu'ils ont été accomplis sous l'effet d'un contrat conclu pour une validité fixée respectivement à un mois, trois mois ou six mois. C'est ainsi qu'un militaire admis à la retraite en mai 1971, par limite d'âge, qui a volontairement accompli 5 ans 1 mois et 15 jours dans les harkas, dont deux années en commando de chasse, et qui est titulaire de deux citations et d'une blessure, verra son temps de service dans les harkas amputé de deux annuités et subira donc une réduction de 40 p. 100 de la durée totale. Cette réduction sera même doublée, dans la mesure où le bénéfice de la campagne simple subira le même sort. Il lui demande s'il n'estime pas qu'une telle réglementation constitue une véritable injustice à l'égard des militaires qui ont fait preuve de beaucoup de courage et de dévouement au service de la France, et s'il n'envisage pas de modifier le décret du 6 novembre 1961 susvisé dans un sens plus conforme à l'équité.

Emploi (entreprise du Havre).

23082. — 16 mars 1972. — **M. Doroméa** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur les menaces qui pèsent sur l'emploi du personnel de l'entreprise C.N.M.P. Berthiez, dans la région du Havre. Née de l'absorption par la S.N.E.C.M.A., en 1963, de l'arsenal atelier de construction, cette entreprise semblait promise à un développement important, sa vocation allant de la réalisation de turbines pour l'aéronautique à la fabrication de machines-outils, selon les brevets propres à la Société Berthiez fusionnée à la C.N.M.P., en 1966. Des investissements considérables ont été réalisés : ateliers des plus modernes, machines de qualité, bureau d'études important. L'entreprise est située en pleine zone industrielle du port du Havre et emploie une main-d'œuvre très qualifiée. Malgré tous ces atouts, la situation commerciale n'a fait que se dégrader, les débouchés n'étant pas suffisants. Les mesures suivantes ont été annoncées par la direction : quatre-vingt-douze licenciements, quarante mutations, réductions d'horaires pour le reste du personnel. Etant donné la situation générale de l'emploi au Havre, il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour favoriser la vente, sur le marché intérieur, en particulier des machines-outils produites par la C.N.M.P. Berthiez ; 2° si une intervention du F.N.E. peut être envisagée pour aider à résoudre les grands problèmes sociaux qui ne vont pas manquer de se poser et, principalement, pour permettre l'accès au bénéfice de la pré-retraite du personnel qui, en fonction de son âge, pourrait y prétendre.

Transformation d'une S. A. en une société coopérative ouvrière de production (conséquences sur le plan fiscal).

22938. — 10 mars 1972. — **M. de Montesquiou** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'une société anonyme de droit commun, constituée par les employeurs et les ouvriers d'une entreprise de menuiserie et charpente, qui, depuis sa création, attribue statutairement au personnel 35 p. 100 des bénéfices, dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959. Les associés envisagent de transformer cette société anonyme en une société coopérative ouvrière de production, soumise aux dispositions du chapitre I^{er} du titre II du livre III du code du travail. Il lui demande s'il peut lui préciser si cette transformation d'une société anonyme en société coopérative ouvrière de production, effectuée sans autres modifications qu'un changement de type juridique de la société, serait considérée comme emportant la création d'un être moral nouveau, avec les conséquences que cela entraîne sur le plan fiscal, en matière de droits d'enregistrement, et d'impôts sur les revenus.

Spoliés d'outre-mer (répartition des crédits d'indemnisation).

22939. — 10 mars 1972. — **M. Sudreau** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui indiquer la répartition des crédits affectés à l'indemnisation des spoliés d'outre-mer en application de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970. Il désierait connaître en particulier : 1° le montant des sommes attribuées aux organismes de crédit au titre du remboursement des prêts consentis à certaines catégories de rapatriés ; 2° le montant des sommes attribuées aux spoliés d'outre-mer à la date du 31 décembre 1971, dans le cadre de la procédure instaurée par la loi du 15 juillet 1970 ; 3° la destination des reliquats de crédits non utilisés en 1970 et 1971 sur les 500 millions inscrits aux budgets pour le financement de l'indemnisation des spoliés d'outre-mer ; 4° les mesures prévues en conséquence par le Gouvernement pour le règlement aux intéressés de la différence entre le montant de la contribution nationale à l'indemnisation et la valeur d'indemnisation des biens spoliés.

Enquêtes fiscales sur les acheteurs d'œuvres d'art.

22941. — 10 mars 1972. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la vive émotion éprouvée par les propriétaires et gérants de galeries de tableaux et d'estampes à la suite des visites effectuées inopinément dans ces établissements par des agents des services de la direction nationale d'enquêtes fiscales. Ces agents se présentent dans les galeries et réclament communication des documents comptables des années 1969, 1970 et 1971, et notamment les factures d'exportation et les factures françaises avec l'identité et l'adresse des collectionneurs ayant acquis des œuvres, non pas précieusement pour effectuer un contrôle de l'organisme vendeur, mais bien pour effectuer des recoupements leur permettant de déterminer si les revenus des clients collectionneurs leur ont ou non licitement permis ces acquisitions. Les commerçants en œuvres d'art originales ont à cœur de protéger l'anonymat de leurs clients lorsque ceux-ci le désirent et comme

la loi les y autorise, puisque vendant à des particuliers, ils sont autorisés à recevoir des règlements libératoires en espèces et n'ont donc pas à s'enquérir de l'identité de leurs clients, et encore moins à en faire part. Toute action de cette nature risque d'entraîner l'arrêt de toutes transactions normales et de favoriser la création d'un marché parallèle et même de déplacer le marché si fragile des œuvres d'art, surtout contemporaines, vers d'autres pays. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à des initiatives aussi surprenantes que dangereuses.

Tourisme, prestations de services accordées à certains étrangers (exonération de la T. V. A.).

22952. — 10 mars 1972. — M. Icart demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne serait pas possible d'exonérer de la taxe à la valeur ajoutée les services utilisés en France par des étrangers, dès lors qu'ils se placent dans le cadre d'une croisière transitant par la France, mais dont le point de départ et le point d'arrivée se situent hors de notre pays.

Taxation des plus-values sur les terrains à bâtir.

22953. — 10 mars 1972. — M. Aubert attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur certaines dispositions de la législation relative à la taxation des plus-values sur les terrains à bâtir. Il rappelle que celles-ci sont taxées sur la base d'un pourcentage variable de leur montant selon que les biens cédés ont été acquis par voie de succession ou de donation-partage, ou de toute autre façon. Le traitement fiscal favorable réservé aux plus-values réalisées à l'occasion de la vente de biens acquis par voie de succession ou de donation-partage répond à un souci d'équité. Cependant, il semble qu'une interprétation abusivement restrictive de la législation pénalise dans certains cas les enfants uniques. En effet, lorsque ceux-ci ont reçu un bien par voie de donation, cette donation ne peut être considérée comme une donation-partage, même si tous les caractères de cet acte, sauf le partage des biens, sont réunis par ailleurs. L'imposition des plus-values réalisées à l'occasion de la cession ultérieure de ces biens se fait alors sur la base du pourcentage le plus élevé du montant de celles-ci. Cette mesure discriminatoire à l'égard des enfants uniques n'avait pas échappé à l'attention du ministre de l'économie et des finances qui, répondant à un député dans la première séance du 6 décembre 1963 de l'Assemblée nationale, déclarait : « Si nous avons exclu la donation simple, ce n'est pas pour viser le fils unique, mais pour éviter qu'elle ne devienne un moyen de tourner la législation. S'il s'agit d'une donation à un fils unique suivant des modalités et des garanties comparables à celles de la donation-partage, nous verrons dans quelle mesure ce type de donation pourrait être assimilé à la donation-partage ». Il lui demande donc quelles ont été les conséquences pratiques de cette déclaration.

Vérifications fiscales (rejet de la comptabilité).

22957. — 10 mars 1972. — M. Berger rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les vérifications fiscales peuvent donner lieu à des redressements générateurs de rappels d'impôts. Ces redressements peuvent être soit d'ordre formel, lorsqu'ils font état de la non application d'un texte législatif ou réglementaire, soit résulter d'une différence d'appréciation du contribuable et de l'inspecteur des impôts, par exemple dans le cas de prélèvements en nature effectués pour ses besoins personnels par un commerçant, objet de la vérification, sur les marchandises qu'il vend. Le vérificateur peut reconnaître la valeur probante de la comptabilité qui lui est présentée malgré les erreurs qu'elle comporte. La charge de la preuve appartient alors à l'administration. Au contraire, le vérificateur peut ne pas reconnaître la valeur probante de la comptabilité et la rejeter pour établir une imposition d'office. La charge de la preuve appartient alors au contribuable, mais le différend ne peut être porté devant la commission départementale des impôts qui comprend sous la présidence d'un magistrat du tribunal administratif, trois fonctionnaires de la D. G. I. et quatre membres titulaires représentant les contribuables justiciables de la commission. Le rejet de la comptabilité par l'inspecteur vérificateur est donc une chose grave puisqu'elle peut conduire à des redressements difficilement contestables. Or, suivant une doctrine constante du Conseil d'Etat une comptabilité ne peut être considérée comme probante si les recettes sont comptabilisées globalement en fin de journée. C'est ce qui se fait chez tous les petits commerçants de détail, et il est difficile qu'il en soit autrement. Ceci a pour conséquence que pratiquement, toutes les comptabilités des commerçants de détail, et plus particulièrement ceux du secteur de l'alimentation, peuvent être rejetées, ce qui donne naissance à une imposition d'office. L'administration, plus libérale en ce domaine que le

Conseil d'Etat, considérait, jusqu'alors, que le seul fait d'une comptabilisation globale des recettes ne pouvait constituer un motif de rejet. Infirmant sa propre doctrine, elle vient de le faire lors d'une vérification. Le fait, pour un commerçant de détail comptabilisant globalement ses recettes, normalement imposable sous le régime du forfait et de ce fait ne courant pas le risque ci-dessus exposé d'opter pour le régime d'imposition dit « simplifié » le place dans la position de courir ce risque. Si le régime d'imposition « simplifié » présente de réels avantages, celui-ci comporte un inconvénient qui peut se révéler particulièrement grave. Il lui demande donc quelle est sa position à l'égard du problème ainsi exposé.

Exportations de vins et de cognacs (remboursement de la T. V. A.).

22966. — 10 mars 1972. — M. Jousseau appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation délicate des viticulteurs charentais assujettis à la T. V. A. et qui vendent des produits en suspension de taxe (vin de distillation et cognac). Ces viticulteurs possèdent souvent en fin d'exercice d'importants crédits de taxes déductibles impossibles à imputer sur leurs ventes. Dans le régime antérieur à la suppression de la règle du butoir, ces viticulteurs introduisaient des demandes de remboursement de taxes après le dépôt de leurs déclarations de régularisation annuelle, c'est-à-dire après le 24 avril suivant l'année considérée. Actuellement, la mise en application de la suppression du butoir fait obligation à ces mêmes viticulteurs d'avertir leur inspecteur avant le 1^{er} avril de leur intention de déposer une demande de remboursement de taxes. Or, compte tenu de ces habitudes acquises par les viticulteurs assujettis à cours des années précédentes et des délais trop courts dont disposent les organisations professionnelles agricoles pour avertir individuellement les viticulteurs concernés, il apparaît que nombreux seront ceux n'étant pas en mesure d'avertir en temps opportun leur inspecteur de leur décision personnelle. Il lui demande s'il peut accorder systématiquement le remboursement de taxes aux viticulteurs ayant omis de solliciter à ce sujet leur inspecteur avant la date du 1^{er} avril 1972. S'il n'en était pas ainsi, les nouvelles mesures concernant la suppression du butoir auraient pour effet de réduire les possibilités de remboursement des crédits d'impôts et donc d'aggraver une situation que le Gouvernement a voulu alléger.

Industriels forains (T. V. A.).

22972. — 10 mars 1972. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que sont exclus du champ d'application de l'impôt sur les spectacles tous les spectacles, jeux et divertissements exception faite des cercles et maisons de jeux ainsi que des appareils automatiques installés dans les lieux publics (article 17 de la loi de finances pour 1971). Les spectacles ainsi exclus du champ d'application de l'impôt sur les spectacles sont passibles de la T. V. A. depuis le 1^{er} janvier 1971. La T. V. A. est perçue au taux réduit en ce qui concerne les spectacles suivants : théâtres, théâtres de chansonniers, concerts, cirques, spectacles de variétés à l'exception de ceux qui sont donnés dans des établissements où il est d'usage de consommer pendant la séance, foires, salons et expositions autorisés. Les autres spectacles sont passibles du taux intermédiaire à 17,60 p. 100. Il lui fait observer à cet égard que ces dispositions ont pour effet d'appliquer aux industriels forains trois taux de T. V. A. : sur les confiseries, loteries : taux de 23 p. 100 ; sur les attractions manèges, lirs, jeux divers : taux de 17,60 p. 100 ; sur la vente de produits alimentaires : taux réduit de 7,50 p. 100 (fabrication). Par contre les industriels forains d'un certain nombre de pays qui ont participé au 16^e congrès des corporations foraines européennes qui s'est tenu à Vienne en Autriche, en janvier 1972, sont soumis aux taux de T. V. A. suivants : Pays-Bas : le taux passe de 14 à 4 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1972. Ce taux est appliqué uniformément à l'ensemble des industriels forains tant attractions que confiseries, loteries, etc. Autriche : réduction de 50 p. 100 ce qui porte uniformément la T. V. A. à 8 p. 100. Allemagne de l'Ouest : réduction de 50 p. 100 portant uniformément le taux applicable aux industriels forains à 5 p. 100. Finlande : projet déposé pour réduire la T. V. A. de 50 p. 100 appliquée aux attractions. D'autres pays, membres de l'union foraine européenne, tels que la Belgique, l'Italie, la Suisse ont déposé des demandes de réduction qui doivent être examinées dans les prochains mois. A noter qu'aucun taux actuel dans ces pays n'atteint ceux de la France, 17,60 p. 100 pour les attractions, 23 p. 100 pour les confiseries. Il lui demande s'il n'estime pas que des dispositions devraient être prises afin que les industriels forains français soient progressivement soumis à des taux de T. V. A. analogues à ceux que supportent les industriels forains des autres nations européennes.

Taxe de publicité foncière (application du taux de 4,80 p. 100).

22986. — 11 mars 1972. — **M. Denvers** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 3-II (1°) de la loi n° 69-1168 du 26 décembre 1969 le taux de la taxe de publicité foncière, en ce qui concerne les acquisitions susceptibles d'améliorer la rentabilité des explorations agricoles pourra dans des conditions fixées par décret être ramené à 4,80 p. 100, l'amélioration étant appréciée après consultation de la commission départementale des structures agricoles. Considérant que le décret n° 70-548 du 22 juin 1970 prévoit la date d'application de l'article précité, mais n'en précise pas les conditions d'application et qu'en conséquence les services fiscaux rejettent toute demande présentée en cette matière, il lui demande s'il n'estime pas devoir compléter au plus tôt ces dispositions en précisant les conditions d'application.

Exemption de la contribution foncière des propriétés bâties.

22992. — 13 mars 1972. — **M. Michel Durafour** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu du dernier alinéa de l'article unique de la loi n° 71-583 du 16 juillet 1971 continuent à bénéficier du régime d'exemption de quinze et de vingt-cinq ans de la contribution foncière des propriétés bâties, quelle que soit la date de leur achèvement, les immeubles vendus dans les conditions prévues par la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 par un acte authentique passé avant le 15 juin 1971. Il attire son attention sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les acquéreurs de logements qui, ainsi que cela se fait couramment, ont passé avec un promoteur, antérieurement au 15 juin 1971, un contrat préliminaire de réservation dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi susvisée, avec versement d'un dépôt de garantie et qui n'ont été convoqués, pour signer le contrat définitif, qu'après une date postérieure au 15 juin 1971. Au moment où ils ont signé le premier contrat, ils pensaient pouvoir bénéficier des exonérations de longue durée; ils n'avaient pas prévu d'avoir à supporter un impôt foncier pendant la période où le remboursement des emprunts contractés pour leur acquisition, absorbé une partie importante de leurs disponibilités financières. Il convient de souligner, d'autre part, que s'ils ont passé un contrat préliminaire, c'est uniquement parce que les contrats définitifs ne peuvent légalement être passés avant l'achèvement des fondations de l'immeuble. Les dispositions de l'article 7 de la loi du 3 janvier 1967, prises pour protéger les acquéreurs ont ainsi pour effet de les pénaliser en ce qui concerne le maintien des exonérations. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de prendre toutes décisions utiles afin que continuent à bénéficier du régime d'exemption antérieur à la loi du 16 juillet 1971, les immeubles ayant fait l'objet d'un contrat préliminaire de réservation passé et enregistré avant le 15 juin 1971.

Fonctionnaires élus conseillers municipaux (autorisations d'absence).

22997. — 14 mars 1972. — **M. Alduy** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il accorde des autorisations d'absence pour l'exercice des fonctions électives de ses fonctionnaires pour les seuls élus siégeant dans les conseils municipaux de ville de plus de 10.000 habitants. Considérant qu'une ville de 5.000 habitants ne nécessite pas forcément moins de travail pour les élus qu'une ville de 10.000 habitants, il lui demande si une telle règle ne devrait pas être révisée dans un sens moins restrictif.

Pension de retraite (jouissance immédiate).

23000. — 14 mars 1972. — **M. Brugno** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la mère d'un enfant invalide à 80 p. 100 peut jouir de la pension civile immédiate au même titre qu'une mère de trois enfants vivants. Il lui demande si une mesure d'assimilation ne pourrait intervenir dans l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite entre les mères de famille ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans et les mères d'enfant invalide à 80 p. 100.

Avantages fiscaux aux sinistrés d'Epernay.

23002. — 14 mars 1972. — **M. Stas** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les frais importants qu'ont dû engager certains habitants d'Epernay à la suite des dégâts provoqués par la tornade qui s'est abattue sur cette ville dans la nuit du 18 au 19 août 1971. Il lui demande si ces sommes, consacrées dans la plupart des cas à la réparation des toitures, ne pourraient être déduites des déclarations de revenus par assimilation, par exemple, au ravalement de façades.

Faillite d'une entreprise de Bar-le-Duc (créances des salaires).

23006. — 14 mars 1972. — **M. Ducloné** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation particulièrement difficile des travailleurs des Constructions métalliques Fuerst (C. O. M. E. F.) à Bar-le-Duc. A la suite de la faillite de cette entreprise, près de 90 travailleurs n'ont pu percevoir intégralement leurs salaires et indemnités de licenciements, les sommes dues variant entre 800 et 7.000 francs. Pour l'ensemble de ces travailleurs la dette s'élève à environ 140.000 francs. Il apparaît que le syndic chargé de la liquidation rencontre des difficultés pour payer ces travailleurs, en raison du règlement prioritaire de la dette fiscale qui s'élève à 600.000 francs. Compte tenu de la situation de l'emploi dans la ville et dans la région, rendue encore plus difficile du fait de la fermeture d'un certain nombre d'entreprises, ce non-paiement rend les conditions de vie de ces travailleurs particulièrement pénibles. En conséquence il lui demande s'il veut étudier les mesures à prendre afin que l'ensemble de la dette soit acquittée au besoin en prélevant sur les sommes dues au fisc par l'entreprise.

I. R. P. P. (quotient familial, mères célibataires).

23017. — 14 mars 1972. — **M. Pierre Buron** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les dispositions de l'article 194 du C. G. I. accordent aux contribuables veufs ayant un ou plusieurs enfants à charge le même quotient familial qu'aux contribuables mariés ayant le même nombre d'enfants. Par contre, les mères de famille célibataires n'ont pas droit aux mêmes avantages que les veuves, alors que leurs charges sont analogues. Plusieurs parlementaires sont déjà intervenus à ce sujet en posant des questions écrites. Ils ont obtenu une réponse leur disant que la mesure prise en faveur des veuves avait un caractère exceptionnel car elle avait pour but d'éviter qu'un contribuable ayant des charges de famille et dont le conjoint vient à décéder ne se trouve privé, du seul fait de ce malheur, d'une partie des avantages fiscaux qui lui étaient accordés du vivant de son époux. Cette réponse ajoutait que ce motif ne se retrouvait pas dans le cas des mères de famille célibataires. Il lui fait observer que le refus résultant de ces réponses a des conséquences de plus en plus graves pour les mères célibataires. En effet, aux termes du décret n° 71-504 du 26 juin 1971 pris pour l'application de la loi du 23 décembre 1970 prévoyant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à charge d'un parent isolé, peuvent bénéficier de cette allocation les personnes qui, satisfaisant aux autres conditions d'octroi (charge effective de l'enfant, âge et résidence de celui-ci, etc.) ne sont pas redevables de l'impôt sur le revenu au titre des revenus perçus par elles et par ceux de leurs enfants faisant l'objet d'une imposition commune au cours de l'avant-dernière année précédant celle de l'ouverture du droit. Certaines mères célibataires du fait qu'elles ne bénéficient pas des avantages prévus par l'article 194 du C. G. I. en faveur des veuves sont, malgré des ressources souvent modestes, imposées sur le revenu pour une somme très faible. Cette imposition ne leur permet pas de bénéficier de l'allocation prévue par la loi du 23 décembre 1970. Il lui demande, pour ces raisons, s'il peut reconsidérer la position, jusqu'ici adoptée, compte tenu des conséquences de plus en plus regrettables qu'elles peuvent avoir pour les mères de famille célibataires.

Groupement d'achat (patente).

23019. — 14 mars 1972. — **Mme Ploux** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un groupement de commerçants détaillants, effectuant en commun des achats d'approvisionnement pour la revente à leurs clients dans leurs magasins individuels, est passible de la taxe sur la patente. Il semble que chaque commerçant payant déjà sa propre patente, les achats groupés par l'ensemble desdits commerçants devraient en être exempts. Ce groupement serait établi sous forme de coopérative. Elle lui demande s'il peut lui confirmer cette façon de voir.

Allégement de l'imposition des rentes viagères.

23029. — 14 mars 1972. — **M. Poudevigne** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur une anomalie fiscale à laquelle il semble indispensable de porter remède. Il lui fait observer d'une part, que les intérêts des obligations peuvent être placés sous le régime du prélèvement forfaitaire de 25 p. 100 et, en contrepartie n'être pas soumis à l'impôt sur le revenu, et que, d'autre part, les rentes viagères dont le montant dépasse 15.000 francs sont soumises à l'impôt sur le revenu sur 80 p. 100 de leur montant. Il s'agit là d'un véritable prélèvement sur le capital, effectué au détriment des personnes qui ont aliéné leurs économies en croyant s'assurer ainsi une certaine sécurité pour

leur vieillesse et qui sont déjà victimes de l'érosion monétaire. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité d'alléger l'impôt auquel sont soumises les rentes viagères, en vue de compenser le préjudice dont sont victimes les rentiers viagers, et de faire en sorte qu'en aucun cas, la partie de ces rentes qui représente un remboursement de capital ne soit imposée.

Primes à la construction.

23032. — 14 mars 1972. — M. de Broglie fait observer à M. le ministre de l'économie et des finances que les dispositions du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972, interdisant l'engagement de travaux de construction avant la décision d'octroi de prime, entraînent de tels retards, et font supporter aux constructeurs de tels suppléments, en raison des augmentations du coût de la construction, qu'elles constituent pour les intéressés un facteur important de découragements dont les effets peuvent être graves pour l'économie nationale. Il lui demande s'il ne serait pas opportun de reconduire les mesures de dérogation telles qu'elles existaient dans le décret du 29 juillet 1967.

Primes à la construction.

23034. — 14 mars 1972. — M. de Broglie fait observer à M. le ministre de l'économie et des finances que la suppression progressive de la prime à la construction récemment décidée, et qui doit s'effectuer parallèlement à l'entrée en fonctionnement des plans d'épargne logement, frappe particulièrement les communes de moins de 2.000 habitants, où se situaient jusqu'ici plus de la moitié des logements primés. Il lui demande s'il envisage des mesures qui pourraient se situer dans le cadre des prêts spéciaux du Crédit foncier, et qui soient de nature à apporter une aide compensatrice des facilités supprimées pour la poursuite des programmes de construction destinés aux catégories rurales.

Sociétés commerciales en formation (situation fiscale).

23037. — 14 mars 1972. — M. Solsson expose à M. le ministre de l'économie et des finances que depuis la réforme de 1966, l'immatriculation des sociétés anonymes nouvelles au registre du commerce est nécessairement postérieure de plusieurs mois à la nomination, par le président du tribunal de commerce, du commissaire aux apports prévu par l'article de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Durant ce laps de temps, des conventions peuvent être réalisées. L'administration fiscale considère, au regard des droits d'enregistrement, les conventions translatives de propriété, conclues pour le compte de la société en formation, comme parfaites et réalisées par la personne qui les a passées au nom de la société. La seule condition est que la convention ait été conclue pendant la période de formation de la société. L'administration fiscale fixe le point de départ de cette période, pour les sociétés par actions ne faisant pas appel public à l'épargne, à la date de la nomination du commissaire aux apports. Il lui demande si cette thèse peut être étendue aux autres conventions passées pendant la période de formation de la société ; l'administration des contributions refuse en effet d'admettre pour l'assiette des impôts frappant les bénéficiaires, pour l'assiette des taxes sur le chiffre d'affaires que la constitution de la société rétroagisse depuis la nomination du commissaire aux apports, lorsque les statuts de la société ont prévu cette rétroactivité, et que les tiers ont eu connaissance qu'ils contractaient avec une société en formation.

Exemption de la contribution foncière des propriétés bâties.

23033. — 14 mars 1972. — M. Robert Fabre, se référant à la loi n° 71-583 du 16 juillet 1971 portant modifications du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui faire connaître si les « Castors », dont les constructions sont destinées à l'habitation principale et revêtent un caractère social pourront, comme par le passé, bénéficier de l'exemption de 25 ans.

Vignette automobile.

23047. — 15 mars 1972. — M. Poirier demande à M. le ministre de l'économie et des finances : 1° quel a été le montant des sommes perçues en novembre 1971 au titre de la vignette automobile ; 2° si les nouvelles dispositions relatives à l'apposition de cette vignette sur le pare-brise des automobiles ont entraîné un accroissement notable des rentrées fiscales correspondantes ; 3° s'il estime devoir maintenir le doublement du prix de la vignette pour les

automobiles de 8 cv et plus, décidé à titre provisoire en 1968, maintenu depuis et qui, finalement, pénalise injustement les pères de famille nombreuse contraints d'avoir recours à une automobile d'autant plus puissante que l'importance de leur famille est plus grande.

T. V. A. (fêtes organisées par des associations).

23048. — 15 mars 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'assujettissement à la T. V. A. des spectacles donnés lors de fêtes organisées par des associations. Antérieurement, les associations étaient, sous certaines conditions, exonérées de l'impôt sur les spectacles, ce qui leur permettait d'affecter la totalité des ressources recueillies à la couverture de leurs dépenses. L'application de la T. V. A. a entraîné la suppression de ces exonérations. De nombreuses associations, notamment sportives, ont vu ainsi diminuer notablement le montant de leurs ressources et leur fonctionnement s'en trouve gravement perturbé. Il lui demande s'il envisage d'étudier des dispositions permettant, par un moyen ou un autre, de revenir à l'état de choses antérieur.

Remplacement de la contribution des patentes.

23049. — 15 mars 1972. — M. Poirier rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 9 de la loi de finances rectificative du 31 décembre 1970 dispose : « avant le 1^{er} janvier 1972 le Gouvernement déposera un projet de loi portant remplacement de la contribution des patentes ». A sa connaissance, un tel dépôt n'a pas encore été effectué. Il lui demande s'il envisage de le faire afin qu'il soit possible au Parlement d'en discuter lors de la prochaine session. Remplacer le système de la patente par un mode d'imposition plus équitable lui semble en effet revêtir un caractère d'urgence.

Collectivités locales (T. V. A.).

23052. — 15 mars 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème de l'application de la T. V. A. aux dépenses des collectivités locales. Au-delà des raisons sérieuses qui militent en faveur du système actuel, le fait que la T. V. A. absorbe parfois la totalité des subventions accordées aux collectivités locales, et même au-delà, est en contradiction avec la volonté politique d'inciter celles-ci à prendre en charge des investissements de plus en plus importants. Il existe un risque de blocage des budgets des collectivités locales qui doivent, tout à la fois, supporter la T. V. A., rechercher l'autofinancement maximal et supporter le poids de leurs dettes. Il lui demande donc où en est l'étude des différentes formules envisageables pour alléger le poids de la T. V. A. sur les collectivités locales et s'il est permis d'envisager une solution favorable au cours de l'année 1972.

Abattoirs municipaux (T. V. A.).

23059. — 15 mars 1972. — M. Ansqer expose à M. le ministre de l'économie et des finances que parmi les 418 abattoirs inscrits au plan d'équipement, 327 assurent uniquement le service public obligatoire. Quarante-quatre (44) municipalités assurent le service public obligatoire mais ont concédé ou affermé l'exploitation de leur abattoir, par contre, dix-sept municipalités assurent, d'une part, la gestion, c'est-à-dire le service public obligatoire et, d'autre part, l'exploitation de l'abattoir, c'est-à-dire tous les services énumérés dans la loi du 8 juillet 1965 et les décrets du 10 juillet 1967 et 2 juillet 1970, ce qui représente une activité industrielle du fait de la transformation d'un animal vivant en carcasse découpée en quartiers, traitement des abats, etc. Parmi ces municipalités figure une commune qui assure la gestion et l'exploitation de son abattoir et de son frigorifique public depuis leur ouverture en 1965. Le gestionnaire de l'établissement a précisé à la direction départementale des services fiscaux que la commune en cause avait fait une concession d'exploitation au profit d'une société de viande en gros dont le siège social est aux abattoirs, de divers locaux de désossage, de conditionnement et de locaux techniques et administratifs en vue d'un assujettissement partiel à la T. V. A. et dans le but de récupérer la T. V. A. payée pour les investissements relatifs à ces locaux. La direction départementale des services fiscaux a rappelé au gestionnaire que sont exonérées des T. C. A. en vertu des dispositions de l'article 261-6 (3°) du code général des impôts les opérations réalisées par la régie municipale en tant qu'elle assure un service public obligatoire. Ce service concerne l'ensemble des opérations effectuées dans le cadre de l'exploitation de l'abattoir depuis l'arrivée des animaux jusqu'à leur sortie sous forme de carcasse, y compris les fournitures diverses nécessaires à la réalisation des opérations et la mise à la disposition des usa-

gers d'une chambre froide dans le cadre de l'opération de ressuage. Il était précisé que, par contre, sont impossibles la mise à disposition des usagers de l'abattoir ou d'autres personnes, des installations frigorifiques permettant la conservation des produits jusqu'à leur commercialisation. Il en est de même en ce qui concerne la mise à disposition des locaux exploités par la société de viande en gros ainsi que la livraison des fournitures diverses autres que celles se rattachant aux opérations d'abattage. Ceci précisé, il a été décidé que le prorata de récupération de la T. V. A. serait fixé à 22 p. 100, ce taux correspondant aux recettes imposables par rapport aux recettes globales. La commune concernée a été admise à récupérer 22 p. 100 de T. V. A. payée sur les travaux d'investissement en 1968-1969 et 22 p. 100 du montant de T. V. A. payée sur la gestion et l'exploitation de l'abattoir et du frigorifique. La solution retenue paraît manifester une erreur d'interprétation dans les termes « services publics obligatoires » et « exploitation ». En effet, la gestion a pour but d'assurer le service public obligatoire alors que l'exploitation consiste dans la transformation du produit. Si cette interprétation logique était retenue, la commune en cause pourrait entrer dans le champ d'application de la T. V. A. pour tout ce qui est en dehors de son service public obligatoire, c'est-à-dire : l'exploitation de l'abattoir et de ses annexes, la gestion et l'exploitation de l'entrepôt frigorifique, les locaux aménagés concédés à la société privée dans le cadre de la loi du 10 juillet 1967. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette interprétation. Si cette interprétation n'était pas retenue, cette commune demanderait l'application de l'article 5-1-1^{er} de la loi du 6 janvier 1966 par laquelle les collectivités locales peuvent, sur leur demande, être assujetties à la T. V. A. au titre d'opérations pour lesquelles elles n'y sont pas obligatoirement soumises. Il lui demande, s'agissant de ce choix, quand paraîtra le décret en Conseil d'Etat auquel est subordonné l'application de l'article précité.

Taxation des plus-values foncières réalisées sur des terrains expropriés.

23041. — 15 mars 1972. — M. Ansqer rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 3 de la loi de finances pour 1964 avait pour but d'assujettir à l'impôt sur le revenu les plus-values réalisées à l'occasion de la vente de terrains à bâtir. Le régime résultant des dispositions de cet article considère que les plus-values en cause sont un élément de l'impôt sur le revenu, même sans intention spéculative de la part du vendeur. Ces mesures s'appliquent aux plus-values réalisées à l'occasion de cessions à titre onéreux de tout terrain sur lequel peut être édifiée une construction nouvelle. Il peut s'agir d'un terrain nu, ou d'un terrain insuffisamment bâti, ou d'un terrain recouvert de bâtiments destinés à être démolis. Cependant, les plus-values se rapportant aux terrains à usage agricole ont échappé à l'impôt car il a été estimé qu'elles ne provenaient pas d'une action délibérée des propriétaires de terrains mais résultaient de celle des pouvoirs publics. L'article précité ne fait aucune distinction entre les plus-values, selon qu'elles résultent d'une vente volontaire ou d'une expropriation, bien que les propriétaires expropriés bénéficient de quelques mesures d'assouplissement prises en leur faveur. Ainsi, les indemnités qui leur sont allouées pour se réinstaller sont exclues des bases de l'impôt. De même les pourcentages, selon lesquels la plus-value est retenue dans le revenu imposable, sont réduits de dix points lorsque l'aliénation est consentie au profit de l'Etat, des collectivités publiques ou locales, ou des organismes d'habitations à loyer modéré. En outre, le propriétaire exproprié peut bénéficier sans restriction de la limite d'exonération (plus-value n'excédant pas 50.000 francs) et de la décote (plus-value comprise entre 50.000 et 100.000 francs). Après plusieurs années d'application de ce texte, le Gouvernement lui-même reconnaît que la mise en œuvre de cette législation a soulevé des problèmes, spécialement en ce qui concerne les cessions d'expropriation pour cause d'utilité publique. Répondant, récemment, à un parlementaire qui l'avait interrogé à ce sujet, il lui disait que « les problèmes posés sont actuellement l'objet d'un examen d'ensemble entrepris conjointement par le département de l'équipement et du logement et le département de l'économie et des finances ». Afin d'associer le Parlement à ces études, la proposition de loi n° 1651 se propose de créer une commission chargée de procéder à un examen d'ensemble des problèmes posés par la taxation des plus-values foncières réalisées sur des terrains expropriés. Il lui demande quelle est la position du Gouvernement à l'égard de cette proposition de loi et s'il a l'intention d'insérer son examen à l'ordre du jour prioritaire au cours de la prochaine session parlementaire.

Taxe de publicité foncière sur les indivisions.

23063. — 15 mars 1972. — M. Dumas appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions de l'instruction sur la publicité foncière en date du 15 décembre 1962 relatives aux indivisions. L'annexe n° 4 prévoit dans ce

cas que la feuille d'impôt est établie au nom d'un des copropriétaires dont la part est prépondérante ou, en cas de parts égales, au nom de celui qui figure en tête dans l'ordre alphabétique. Or, très souvent, il apparaît que le copropriétaire chargé d'acquitter au nom de tous la totalité de l'impôt de l'indivision éprouve des difficultés pour obtenir le remboursement de la quote part incombant à chacun des autres copropriétaires. S'il est obligé de les y contraindre par voie de justice, les frais que cela entraîne sont, bien souvent, très supérieurs au montant de la somme qu'il récupère. Il lui demande en conséquence si, pour faciliter ces remboursements, il n'envisage pas une modification de l'instruction précitée qui prévoirait, par exemple, que la feuille d'impôt sera établie à tour de rôle au nom de chacun des copropriétaires de manière à faciliter les remboursements réciproques.

Droits de timbre sur les billets d'entrée à des spectacles.

23065. — 15 mars 1972. — M. Glon appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions de l'article 912 du code général des impôts : article prévoyant les modalités de taxation des prix d'entrées à des manifestations organisées. Ce texte prévoit la perception d'un droit de timbre sur chaque billet dont le prix se situe entre 2,50 francs et 50 francs. Pour mémoire, la taxe est de 0,10 entre 2,51 et 4 francs et de 0,25 entre 4 francs et 50 francs. Etant donné que la taxation est fixe, il apparaît clairement qu'une entrée dont le prix est proche du plafond est proportionnellement moins lourdement frappée qu'une entrée dont le prix est près du plancher. Ainsi, à titre d'exemple, une entrée à 5 francs, est proportionnellement dix fois plus taxée qu'une entrée à 50 francs. Or, les manifestations dont les prix d'entrée sont les plus faibles, sont généralement organisées par des associations sociales ou sportives dans le but d'apporter, soit des aides, soit des distractions à des personnes de conditions modestes. Il serait justifié, d'élargir l'exonération et d'appliquer ensuite une taxation proportionnelle au prix des tickets d'entrées. Il lui demande s'il envisage de reviser le barème d'application de ce droit de timbre dans le sens indiqué.

T. V. A. dans l'industrie de la chocolaterie.

23066. — 15 mars 1972. — M. Claude Martin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que depuis le début de janvier 1971, le bénéfice du taux réduit de la T. V. A. a été étendu à un certain nombre de produits (biscuits, crèmes glacées, cafés, etc.) si bien qu'actuellement, c'est la presque totalité des denrées alimentaires solides qui paie cette taxe au taux de 7,5 p. 100. Ceci a pour conséquence de maintenir la taxe des produits de l'industrie de la chocolaterie et de la confiserie à 17,60 p. 100. L'avenir de cette industrie, qui représente un chiffre d'affaires hors T. V. A. de plus de 2 milliards de francs et qui emploie 25.000 salariés serait sérieusement compromis par la persistance de cet état de choses. Il lui demande donc s'il envisage à l'occasion du vote de la loi de finances pour 1973 de supprimer définitivement cette différence de traitement qui existe entre les produits de chocolaterie et de confiserie et la quasi totalité des autres produits alimentaires, ce qui permettrait de simplifier les déclarations fiscales des commerçants.

T. V. A. sur la pâtisserie fraîche, la confiserie et la chocolaterie.

23069. — 15 mars 1972. — M. Radius rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en réponse à une question écrite (n° 20434, *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, n° 113 du 2 décembre 1971, p. 6285), il disait que le Gouvernement avait l'intention de poursuivre, en fonction des possibilités budgétaires, la politique d'allègement et de simplification de la fiscalité amorcée en 1970 dans le secteur des produits alimentaires solides, allègement qui tend à soumettre l'ensemble de ces produits au taux réduit de la taxe à la valeur ajoutée lorsqu'ils sont vendus à emporter. Il lui rappelle que les produits de pâtisserie fraîche, comme la confiserie et la plupart des produits de chocolaterie demeurent encore soumis au taux intermédiaire de la T. V. A. Cette situation présente évidemment des inconvénients puisqu'elle oblige les professionnels à une ventilation de leur chiffre d'affaires, qui est particulièrement gênante. Aussi, il lui demande que soit prise, en ce qui concerne ces produits, la décision de les imposer au taux réduit de la T. V. A.

*Transformation de logements en salles de classe
(exonérations du versement compensatoire).*

22968. — 10 mars 1972. — M. Marette demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il lui paraît normal que les établissements d'enseignement privés même conventionnés ne

puissent obtenir de dérogation à l'article 340 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire transformer des locaux d'habitation à usage de classes d'enseignement, que moyennant le versement d'une compensation calculée selon la circulaire du 27 juin 1962 relative aux changements d'affectation et aux démolitions, sur la base de 800 francs le mètre carré de surface habitable à reconstituer. Cette réglementation, très compréhensible dans la région parisienne pour la transformation d'appartements ou de maisons à usage de bureaux, s'avère un obstacle presque insurmontable à l'adaptation des établissements d'enseignement privés à leurs besoins. Les établissements d'enseignement libre ayant accepté une convention avec l'éducation nationale, remplissent un service public et il semble regrettable qu'ils soient aussi pénalisés et mis hors d'état de remplir leur mission.

Aéroport de Roissy-en-France (Aéroport Charles-de-Gaulle).

23042. — 15 mars 1972. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre des transports que dans de nombreux pays les grands aéroports internationaux portent un nom propre, celui d'une personne ayant particulièrement illustré l'Etat. L'exemple le plus connu est à New York l'aérodrome international Kennedy. Il semblerait opportun d'adopter en France la même règle que dans les états étrangers dont il est question et de donner au nouvel aéroport de Roissy-en-France le nom d'une personnalité ayant rendu d'éminents services à notre pays. Dans ce cas, le nom de Charles de Gaulle s'imposerait sans conteste. Il lui demande ses intentions dans ce domaine.

Professeurs de l'enseignement technique des collectivités locales (bonifications pour la retraite).

22945. — 10 mars 1972. — M. Brugnon expose à M. le ministre de l'Intérieur que les professeurs de l'enseignement technique relevant des collectivités locales ne bénéficient pas de la « bonification accordée aux professeurs d'enseignement technique d'Etat au titre du stage professionnel exigé pour avoir le droit de se présenter au concours par lequel ils ont été recrutés » (§ h de l'article L. 12 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964). Or, en application de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et communes et de leurs établissements publics, un décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 a été pris en vue d'accorder le bénéfice des dispositions de la loi du 26 décembre 1964 aux agents des collectivités locales dont le régime de retraite relève de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. Il lui rappelle que pour la liquidation de la pension et donc des services et bonifications validables, l'article 11 du décret du 9 septembre 1965 reprend les dispositions de l'article L. 12 de la loi du 26 décembre 1964 en les adaptant aux situations possibles dans le service des collectivités locales. Il constate que cet article 11 n'a pas repris la disposition du paragraphe h de l'article L. 12 de la loi du 26 décembre 1964 (l'article R. 25 de la partie réglementaire du code des pensions a limité la bonification au maximum de cinq années), que quelques villes, notamment celle de Lyon, emploient comme agents communaux des professeurs de l'enseignement technique, et que malgré la fonctionnarisation des professeurs d'enseignement professionnel des enseignements spéciaux de l'ancien département de la Seine, un certain nombre d'entre eux ayant pris leur retraite entre le 1^{er} décembre 1964 et le 1^{er} janvier 1968 se trouvent également exclus de la possibilité de faire valider leurs années de stages professionnels dans la limite déterminée par l'article R. 25 du code des pensions. Ne pensant pas qu'il s'agit d'une méconnaissance de l'existence d'emplois, en nombre limité d'ailleurs, justifiant la reprise de cette disposition au bénéfice des agents des collectivités locales, comme elle a été accordée aux fonctionnaires d'Etat par la loi précitée, il lui demande s'il ne convient pas de réparer ce qui ne peut être qu'un oubli à compter de la date d'application des dispositions du décret du 9 septembre 1965 c'est-à-dire le 1^{er} décembre 1964, et dans le cas où il ne jugerait pas devoir corriger cet oubli, il lui demande quelles sont les raisons qui s'opposent à l'extension de cette disposition de la loi du 26 décembre 1964 aux agents des collectivités locales qui, depuis l'ordonnance du 17 mai 1945 bénéficient de la totalité des dispositions du code des pensions en fonction des situations similaires existant dans le service des collectivités locales.

Spoliés d'outre-mer (répartition des crédits d'indemnisation).

23001. — 14 mars 1972. — M. de Broglie rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1970, un crédit de cinq milliards de francs avait été prévu à titre d'avances à faire aux personnes rapatriées victimes de spoliation, et pour lesquelles une indemnisation avait été prévue par la loi du 26 décembre 1961. Il lui rappelle également qu'en exécution

de cette décision une tranche de cinq cents millions de francs avait été votée au budget suivant. Il lui demande en conséquence s'il peut lui exposer le bilan des sommes effectivement réparties au cours de l'année 1971, et le nombre des bénéficiaires de cette première tranche.

Personnel communal (agents temporaires).

23013. — 14 mars 1972. — M. Waldeck L'Huillier rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que, lors de sa réponse à une question écrite concernant les retraites complémentaires, il avait motivé son refus de rendre obligatoire le régime de l'IRCANTEC, dans son souci de ne pas encourager l'auxiliarat en limitant les titularisations. Cependant, il est de notoriété que dans de nombreuses communes le personnel auxiliaire occupant des emplois permanents atteint un pourcentage élevé dépassant quelquefois les 50 p. 100. Il lui demande donc en conséquence, et pour pousser plus loin le souci exposé plus haut, quelles dispositions il compte prendre pour faire respecter l'article 622 du statut du personnel communal, qui, ainsi que M. le ministre l'indique lui-même, précise que : « les communes ne peuvent recruter d'agents temporaires pour les emplois permanents qu'en vue d'assurer le remplacement des titulaires momentanément indisponibles ».

Collectivités locales (T. V. A.).

23053. — 15 mars 1972. — M. Polier attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le problème de l'application de la T. V. A. aux dépenses des collectivités locales. Au-delà des raisons sérieuses qui militent en faveur du système actuel, le fait que la T. V. A. absorbe parfois la totalité des subventions accordées aux collectivités locales, et même au-delà, est en contradiction avec la volonté politique d'inciter celles-ci à prendre en charge des investissements de plus en plus importants. Il existe un risque de blocage des budgets des collectivités locales qui doivent, tout à la fois, supporter la T. V. A., rechercher l'auto-financement maximal et supporter le poids de leurs dettes. Il lui demande donc où en est l'étude des différentes formules envisageables pour alléger le poids de la T. V. A. sur les collectivités locales et s'il est permis d'envisager une solution favorable au cours de l'année 1972.

Rapatriés (indemnisation).

23057. — 15 mars 1972. — M. Brocard demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles sont les raisons qui justifient la lenteur de l'instruction des dossiers d'indemnisation des rapatriés, ce qui conduit à constater que des dossiers, enregistrés en janvier 1971 par la préfecture de la Haute-Savoie, soumis à la commission départementale ad hoc début 1971 et transmis aussitôt au centre interdépartemental de Lyon, n'ont toujours pas été réglés en mars 1972 : une personne âgée, veuve, qui a épuisé toutes ses réserves ; une famille nombreuse (7 enfants), bénéficiant pourtant d'un classement prioritaire, sont réduites, entre autres exemples, au désespoir. Ces personnes, qui depuis 15 mois, sont sans nouvelles de leurs dossiers — ce qui tendrait à prouver qu'ils sont en règle — ne peuvent plus attendre. Il lui demande quelles mesures peuvent être prises pour que, dans des délais raisonnables, ne devant pas excéder 6 mois, l'instruction et le règlement des demandes d'indemnisation puissent être assurés.

Non-approbation d'une délibération d'un conseil municipal.

23074. — 16 mars 1972. — M. Bouloche expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'à la suite de la question écrite n° 21909 qu'il lui avait posée le 14 janvier 1972, il lui a été répondu le 4 mars de la façon suivante : « Aux termes de l'article 42 du code de l'administration communale, les délibérations d'un conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions sont nulles de plein droit. L'article 52 du même code interdit, d'autre part, à tout conseil municipal d'émettre des vœux politiques. En l'absence de plus amples précisions sur l'objet et le contenu de la délibération à laquelle se réfère l'honorable parlementaire, il est permis de présumer que l'une ou l'autre des dispositions précitées pourrait recevoir application au cas d'espèce ». Contrairement à l'opinion du rédacteur de la réponse, la question posée ne visait nullement une délibération portant sur un objet étranger aux attributions des conseils municipaux, pas plus qu'il ne s'agissait du vote d'un vœu politique. Pour lui permettre de répondre utilement à la question posée, savoir « quels sont les textes réglementaires ou législatifs qui permettent à l'autorité préfectorale de refuser l'approbation de délibérations d'un conseil municipal sous le prétexte qu'au cours de la même séance des critiques

ont été formulées à l'égard de la politique gouvernementale », il lui signale qu'il s'agissait : 1° d'une délibération relative à l'achat par une commune de bâtiments appartenant à l'Etat et à l'achat par l'Etat d'une parcelle de terrain communal — délibération au cours de laquelle certains conseillers municipaux critiquèrent la politique suivie par le Gouvernement en matière financière, sans pour autant refuser le vote demandé par le maire ; 2° d'une délibération relative à la construction d'un centre médico-social, au cours de laquelle de vives critiques furent émises par certains conseillers municipaux concernant les lenteurs apportées par le Gouvernement pour l'attribution des subventions. Dans aucuns de ces délibérations en question, aucun vœu politique ne fut émis.

Disques de limitation de vitesse.

23076. — 16 mars 1972. — M. Neuwirth demande à M. le ministre de l'Intérieur comment il entend mettre fin aux conséquences de la non-application des dispositions contenues dans l'arrêté interministériel du 5 février 1969 concernant l'apposition des disques réglementant le 90 km-heure. En effet, on constate que des véhicules sont constellés de disques souvent rayés apposés dans la pire confusion sur les lunettes arrière, et indifféremment à gauche ou à droite, plus haut ou plus bas, qu'ils s'ajoutent souvent du disque F accolé ou superposé contrairement à des pays voisins dont la réglementation est mieux appliquée. Il lui demande s'il est dans son intention de confirmer ses instructions afin que celles-ci soient respectées.

Sociétés commerciales (formalités de publicité).

23022. — 14 mars 1972. — M. Rickert expose à M. le ministre de la justice que, en vertu des dispositions des décrets n° 67-236 et n° 67-237 du 23 mars 1967, les actes portant nominations et changement des membres des organes de gestion, d'administration, de direction, de surveillance et de contrôle des sociétés commerciales, doivent faire l'objet d'une insertion dans un journal d'annonces légales, d'un dépôt au greffe du tribunal de commerce et d'une immatriculation au registre du commerce. Il lui demande s'il y a lieu de remplir l'ensemble de ces formalités également en cas de simple renouvellement de ces divers organes pour la durée légale ou statutaire.

Aéroport de Paris-Nord.

22999. — 14 mars 1972. — M. Brugnon expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que les riverains de l'aéroport Paris-Nord de Roissy-en-France sont vivement inquiets de la situation qui sera la leur, lors de la mise en route et qu'ils souhaitent connaître le sort qui leur sera réservé. Il lui demande dans quelle mesure la loi cadre qui est projetée tiendra compte de l'activité spéciale de Roissy-en-France, quant à la lutte contre les nuisances, notamment de bruit, et les indemnités qui s'imposent. Il lui demande enfin à quelle date sera déposé le projet de loi cadre prévue.

Extension de Cergy-Pontoise.

23054. — 15 mars 1972. — M. Ponlatowski attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur les projets d'extension de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, qui se concrétisent actuellement par une enquête préalable d'utilité publique portant sur 2.115 hectares et concernant les territoires des communes du plateau de l'Hautiv. Il s'agit là d'une région naturelle restée à peu près intacte, malgré la proximité de la capitale et qui représente un ensemble assez exceptionnel du point de vue forestier, agricole, touristique. Ces nouvelles acquisitions ne semblent pas indispensables au développement normal de la ville nouvelle qui dispose déjà d'un territoire considérable qu'elle mettra de très longues années à utiliser complètement. Rien ne justifie en tout cas la hâte avec laquelle l'opération a été mise en route. Il lui demande : 1° s'il existe une étude sérieuse des projets d'extension de la ville nouvelle justifiant l'enquête préalable en cours et les raisons pour lesquelles ces projets ne sont pas largement connus et débattus avant la mise en œuvre d'une telle procédure ; 2° s'il ne serait pas préférable au lieu d'une urbanisation excessive contraire à l'évolution prévisible de la fin de ce siècle, de pratiquer une politique de sauvegarde de l'environnement, de la nature et des villages ruraux dans certains de leurs aspects ; 3° s'il ne serait pas souhaitable de créer, afin de protéger cette région naturelle, un parc régional

qui couvrirait le plateau de l'Hautiv et celui du Vexin, à l'image du projet envisagé pour les cinq forêts de la région Nord de Paris. En ce qui concerne l'orientation de la ville nouvelle : 4° si l'adoption de l'aérotain qui doit, de l'aveu même de ses défenseurs, faciliter les déplacements massifs et rapides vers la Défense, ne conduit pas à faire de la ville nouvelle une ville dortoir ; 5° si l'administration acceptant l'urbanisation de la boucle de Chanteloup et du plateau de Conflans, touchant au territoire de la ville nouvelle, un ensemble urbain longiforme démesuré ne va pas se constituer, et ce à l'Ouest de Paris ; le long de l'Oise et de la Seine, exemple parfait d'un mode d'urbanisation que tout le monde réproouve.

Agences financières de bassin (assiette de la redevance versée par les communes).

23062. — 15 mars 1972. — M. Buot appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur les dispositions du décret n° 66-700 du 14 septembre 1966 relatif aux agences financières de bassin créées par l'article 14 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964. Il lui rappelle que l'article 18 de ce texte prévoit que les redevances peuvent être réclamées aux personnes publiques ou privées qui rendent l'intervention de l'agence nécessaire ou utile. Le conseil d'administration de l'agence établit, pour la détermination de l'assiette de redevance, des barèmes répartissant les prélèvements et les versements par classe suivant les quantités et la qualité de l'eau prélevée, d'une part, l'importance des versements et la nature des inconvénients ou impuretés affectant ces versements, d'autre part, ainsi que les circonstances de temps et de lieu de nature à influencer sur la valeur de la ressource. Des barèmes particuliers à certaines catégories de redevables comportant des règles simplifiées pour l'assiette des redevances peuvent être établis par le conseil d'administration. Les communes ont été appelées à verser des redevances fondées sur leur population, en application des règles d'assiette simplifiées qui viennent d'être rappelées. Il lui fait remarquer, en ce qui concerne les communes de la côte de Nacre, qui comptent à la fois une population fixe et des habitants saisonniers, que les redevances fondées sur la population ont été établies à partir de critères discutables. On peut, tout d'abord, observer que les estivants sont également résidents permanents dans leur localité d'origine et que leur présence durant les périodes de vacances dans des communes à caractère balnéaire fait qu'ils sont pris en compte deux fois par l'agence financière de bassin. En outre, l'agence, en ce qui concerne ces habitants saisonniers, n'affecte pas leur nombre d'un coefficient tenant compte de la durée de leur présence, qui est de l'ordre de deux mois et demi par an. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les agences de bassin tiennent compte des remarques qui précèdent afin que, s'il n'est pas possible de ne pas retenir les habitants saisonniers pour la fixation du montant communal de la redevance, leur nombre, tout au moins, soit divisé par cinq ou par six en raison du fait qu'ils n'ont pas de domicile permanent dans les communes à vocation touristique.

Saint-Pierre-du-Perray (Essonne). (sauvegarde d'un parc boisé).

23064. — 15 mars 1972. — M. Fortuit expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, qu'un parc boisé situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-du-Perray risque d'être mis en vente aux fins de construction. Compte tenu de l'intérêt que présente la préservation de ce parc, dont la disparition ne se justifierait en aucune façon, et dont l'utilisation aux fins envisagées serait particulièrement choquante puisque cette propriété est située au sein d'une ville nouvelle qui dispose d'importants espaces non construits et non boisés, il lui demande quelles mesures seront prises afin d'éviter cette menace.

Abus du démarchage à domicile.

22979. — 11 mars 1972. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, que les abus du démarchage à domicile se font de plus en plus fréquents, et qu'une forme particulièrement odieuse vient d'apparaître, qui vise à profiter du désarroi de parents d'enfants retardés pour leur faire acheter, à tempérament, un matériel audio-visuel aussi coûteux qu'inefficace dans la plupart des cas. Il lui demande si le texte visant à supprimer ces abus sera bien inscrit à l'ordre du jour d'une des toutes premières séances de la prochaine session parlementaire.

Orphelin (allocation d').

22958. — 10 mars 1972. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** quelles mesures il compte prendre pour modifier la loi du 23 décembre 1970 sur les différents points où la réalité ne coïncide pas avec l'étroite application juridique qui est faite de ce texte social. Ainsi, un oncle ayant recueilli par jugement une nièce, orpheline de mère et abandonnée par son père, se voit refuser l'allocation orphelin, le père n'étant pas décédé. La procédure du jugement déclaratif d'absence ne semble pas convenir et cette allocation devrait être alignée sur la législation d'allocations familiales qui ne refuserait pas les prestations dans un cas de l'espèce. D'autre part, il lui rappelle que les caisses vérifient les extraits de naissance et rejettent les demandes pour lesquelles le lien de filiation de l'orphelin n'est pas juridiquement établi, alors même qu'il vit avec son parent depuis la naissance et que celui-ci perçoit les allocations familiales ou de salaire unique de son fait. Il lui demande donc quand il va modifier la législation ou donner les instructions nécessaires pour que de nombreuses familles n'aient pas l'impression que la loi précitée est en réalité partiellement inapplicable.

Certificat d'aptitude professionnelle d'aide matérielle.

22963. — 10 mars 1972. — **M. Gorse** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'il n'a pas agréé le certificat d'aptitude professionnelle d'aide maternelle délivré par le ministère de l'éducation nationale, au terme de trois ans d'études effectuées dans les centres d'enseignement technique et sanctionnées par un examen. Les jeunes filles qui sont nantées de ce diplôme sont employées comme agent de collectivité. Pour être embauchées en tant qu'aides maternelles, il leur faut être titulaires du diplôme d'aide-puéricultrice décerné par des écoles privées payantes. Il lui demande s'il trouve insuffisante la durée des stages organisés par les collèges d'enseignement technique qui préparent au certificat d'aptitude professionnelle d'aide-maternelle et s'il ne conviendrait pas de prolonger ces stages de six mois. Il serait en effet particulièrement souhaitable que le ministre de l'éducation nationale puisse délivrer un diplôme qui soit agréé par **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale**.

Allocation de maternité.

22965. — 10 mars 1972. — **M. Jacson** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que tout membre de la population, actif ou non actif, peut prétendre, en application de l'article L. 519 du code de la sécurité sociale, lors de la naissance d'un enfant, à bénéficier d'allocations de maternité sous réserve que soient remplies deux sortes de conditions: les unes relatives à la naissance, les autres relatives aux enfants. En ce qui concerne les premières, la naissance doit intervenir dans certains délais. Pour une première naissance, l'allocation de maternité n'est accordée que si la mère n'a pas dépassé vingt-cinq ans ou si la naissance intervient dans les deux ans du mariage. Pour chacune des naissances suivantes, il suffit qu'elles se produisent dans les trois ans de la précédente maternité. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'assouplir les conditions ainsi exigées et si l'allocation de maternité ne pourrait pas être accordée pour une première naissance lorsque celle-ci intervient dans les trois ans du mariage, cette condition reprenant celle exigée actuellement pour les naissances suivantes.

Ambulanciers (inégalités des tarifs kilométriques selon les départements).

22970. — 10 mars 1972. — **M. Mourot** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation des ambulanciers. Il s'étonne de constater des inégalités importantes existant entre plusieurs départements dans les tarifs kilométriques accordés à cette profession. Il lui semble anormal en effet que même à l'échelon d'une région puissent apparaître des inégalités aussi importantes alors qu'aucun facteur précis ne peut l'expliquer. Il lui demande s'il peut envisager une uniformisation des tarifs au niveau régional ou mieux national et suggère que soit éventuellement mis au point un tarif de base établi à l'échelon national assorti d'un coefficient variable tenant compte de la fixation du prix de l'essence par zone.

Assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés (prise en charge des frais de rééducation des enfants dyslexiques).

22973. — 11 mars 1972. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il estime normal qu'un assuré, rattaché au régime obligatoire d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés, se voie refuser par ce régime la prise en charge des frais de rééducation de son enfant atteint de dyslexie, alors que dans l'assurance maladie du régime général de sécurité sociale, les assurés obtiennent sans difficulté le remboursement des dépenses entraînées par cette rééducation.

Crèches (statistiques).

22988. — 13 mars 1972. — **M. Longueue** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'une assez grande diversité semble exister en matière de crèches tant en ce qui concerne le fait même de leur création qu'en ce qui touche leur mode de gestion. Il souhaiterait connaître, dans la mesure où des statistiques ont été établies, combien de crèches existent dans chaque ville dont la population est supérieure à 100.000 habitants et pour chaque cas considéré, si la gestion de l'établissement est assurée par l'administration municipale elle-même, par un service public ou par un organisme privé.

Médecins conventionnés (avantages complémentaires de vieillesse).

23021. — 14 mars 1972. — **M. Robert** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que l'article 4 du décret n° 71-544 du 2 juillet 1971 relatif aux avantages complémentaires de vieillesse ouverts aux praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés dispose que: « les avantages prévus par les règlements visés au deuxième alinéa de l'article L. 682 du code de la sécurité sociale ne peuvent être garantis que dans la limite des ressources qui y sont affectées en exécution du présent décret. » Il lui demande s'il faut déduire d'un texte aussi net et aussi clair que les praticiens conventionnés qui auront payé ponctuellement leur cotisation annuelle à l'A. S. V. risquent, au moment de leur retraite, de s'entendre répondre qu'il n'y a pas de ressources suffisantes et qu'ils ont cotisé en pure perte.

Orphelins (allocation d').

23050. — 15 mars 1972. — **M. Poirier** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur une conséquence des dispositions du décret n° 75-504 du 26 juin 1971 portant application de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970, instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé. L'article 5 de ce texte exclut du bénéfice de l'allocation les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il s'ensuit que les personnes redevables d'un tel impôt pour un montant très faible sont traitées de façon radicalement différente de celles se trouvant à la limite d'imposition, alors que pourtant leurs situations sont extrêmement voisines. Il lui demande s'il n'estime pas que cette disposition est beaucoup trop brutale et s'il n'est pas possible d'envisager un système plus progressif permettant l'attribution d'une allocation à divers taux, en fonction des tranches de revenus, par exemple.

Personnels des établissements publics de l'enfance inadaptée.

23072. — 16 mars 1972. — **M. Rossi** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation défavorisée qui est faite aux personnels des établissements et services publics de l'enfance inadaptée par rapport à ceux des établissements du secteur privé, aussi bien en ce qui concerne les conditions de travail (horaires, congés, retraite) que les équipements dont ils disposent et les possibilités d'encadrement des enfants. Pour améliorer cette situation et pour assurer vraiment la sécurité des enfants placés dans de tels établissements, il est indispensable que soient publiés rapidement les textes relatifs au statut des personnels de l'enfance inadaptée, aux normes d'encadrement, de fonctionnement, d'équipement et à la formation et promotion sociale de ces personnels. Il est également nécessaire que soit définie la place des foyers au sein des directions départementales de l'action sanitaire et sociale et leur fonction par rapport à celle des autres établissements et services de l'enfance. Il lui demande s'il peut préciser quelles mesures

sont envisagées pour mettre fin aux disparités qui existent actuellement dans ce domaine, entre le secteur public et le secteur privé, et assurer rapidement la publication des décrets en préparation.

Crédit commercial de France (âge de la retraite).

23079. — 16 mars 1972. — **Mme Vaillant-Couturier** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** la situation du crédit commercial de France. Dans cet établissement, le personnel, à plus de 94 p. 100, demande l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes. Ce projet a reçu l'accord de la direction de l'entreprise et il a été transmis avec avis favorable au ministère le 26 juin 1971 par le comité interbancaire des retraites. Considérant que cette revendication est parfaitement justifiée et que, de plus, le C. C. F. est la seule grande banque française avec le Crédit du Nord à ne pas bénéficier de cet avantage, elle lui demande s'il compte remédier à cet état de fait.

Institut Gustave-Roussy.

23090. — 16 mars 1972. — **Mme Vaillant-Couturier** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur l'urgence de la réimplantation de l'institut Gustave-Roussy à Villejuif. C'est en effet en 1961 que l'institut Gustave-Roussy constatant l'accroissement d'activité dû en particulier à l'augmentation rapide des actes cliniques et thérapeutiques ne nécessitant pas l'hospitalisation du malade, avait décidé de mettre à l'étude un premier projet d'extension de la partie postérieure des bâtiments, projet abandonné car il se heurtait à des impossibilités liées aux règlements d'urbanisme. A la demande du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, un nouveau projet de reconstruction sur un autre terrain fut entrepris. Cette nouvelle implantation recevait l'agrément technique de son ministère les 16 janvier et 14 août 1970. L'Etat, à l'origine, avait promis une subvention de 50 p. 100, ramenée en avril 1971 à 40 p. 100 et réduite depuis à 5,2 p. 100, soit 5 millions sur 95 millions, coût estimatif du projet. Elle exprime son indignation en constatant que l'Etat a réduit de près de 90 p. 100 la subvention initialement promise, alors que le dépilage et la prévention constituent la forme essentielle de protection contre le développement du cancer. Elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour rétablir la subvention initiale promise par le Gouvernement.

Mode de calcul de la prime de déménagement.

23091. — 16 mars 1972. — **M. Pierre Villon** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur le mode de calcul de la prime de déménagement. En effet, le montant de la prime de déménagement est égal au coût du déménagement, dans la limite d'un maximum calculé en pourcentage du salaire servant de base au calcul des prestations familiales, ce maximum est le même qu'il s'agisse d'un déménagement dans la localité ou d'un déplacement important. Il estime que ce mode de calcul n'est plus adapté à la mobilité nécessaire des travailleurs et qu'il serait notamment souhaitable de faciliter les déplacements de l'amplitude de ceux occasionnés en général par des changements d'emploi à l'intérieur d'une même région économique. C'est pourquoi, il lui demande s'il n'estime pas prendre en considération le vœu émis par la caisse d'allocations familiales de l'Allier à savoir: que le montant de la prime de déménagement se compose de deux éléments: une somme calculée en pourcentage du salaire de base qui représenterait le maximum de la prime pour les déménagements dans la localité; une indemnité kilométrique qui s'ajouterait au premier élément pour former le maximum de la prime dans le cas d'un déménagement entre deux localités assez éloignées (dans la limite d'un kilométrage maximum) permettant notamment un déplacement aisé à l'intérieur d'une même région économique.

Médecine scolaire (assistantes sociales et infirmières).

23092. — 16 mars 1972. — **Mme Vaillant-Couturier** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation dans laquelle vont se trouver les adjointes infirmières et assistantes sociales scolaires et universitaires à la suite des mesures de restructuration des services sociaux et de santé scolaires. En effet, celles-ci dépendaient, depuis octobre 1946, du ministère de l'éducation nationale et sont passées, en 1964, au service de la santé publique. Un arrêté du 20 juillet 1971 prévoit que ce personnel dépendra, de nouveau, de l'éducation nationale,

du moins celui qui aura satisfait à un examen, qui n'est accessible qu'aux moins de trente-cinq ans. Elle lui demande quelles possibilités seront offertes à celles qui seront exclues du fait de leur âge.

R. A. T. P. (réductions aux personnes âgées).

22948. — 10 mars 1972. — **M. Griotteray** expose à **M. le ministre des transports** que certaines catégories d'usagers dont les jeunes étudiants et lycéens bénéficient de réductions sur les tarifs de transports de la R. A. T. P. Il semblerait normal qu'un tel avantage soit accordé également — sinon de préférence — aux personnes âgées ayant d'évidence plus de difficultés à se déplacer. La S. N. C. F. leur accorde d'ailleurs déjà des tarifs préférentiels. Cette disposition s'impose encore davantage pour celles dont les ressources sont les plus faibles. Il lui demande s'il est permis d'espérer qu'une telle décision sera prise dans de brefs délais.

S. N. C. F. (délais d'acheminement des marchandises).

22954. — 10 mars 1972. — **M. François Bénard** expose à **M. le ministre des transports** que si la clientèle se plaint généralement à reconnaître les efforts réalisés par la S. N. C. F. dans le domaine des transports marchands du moins en ce qui concerne ses relations commerciales avec les usagers (création du Sernam, etc.), des critiques continuent à être formulées, par exemple dans la région complénoise, en ce qui concerne les délais d'acheminement, incitant certaines entreprises à délaisser le rail pour la route, ce qui n'est pas sans inconvénient, tant en raison de l'encombrement du réseau roulier que du manque à gagner qui en résulte pour la S. N. C. F. Il lui demande si des mesures sont envisagées afin de remédier à cette situation qui n'a certainement pas manqué de lui être signalée.

Cheminots (pensions de retraite).

22993. — 13 mars 1972. — **M. Bernard-Raymond** rappelle à **M. le ministre des transports** qu'à la suite de l'incorporation, à compter du 1^{er} janvier 1970, dans le montant du salaire servant de base au calcul de la pension des cheminots d'une seconde fraction du complément de traitement non liquidable, il reste encore à intégrer les quatre neuvièmes de la valeur de l'ancien complément de traitement et lui demande s'il n'est pas prévu de réaliser l'incorporation totale dans un avenir prochain.

Aéroport de Paris-Nord.

22998. — 14 mars 1972. — **M. Brugnon** expose à **M. le ministre des transports** les inquiétudes éprouvées par les riverains de l'aéroport Paris-Nord de Roissy-en-France. Il lui demande quel sera le sort réservé à ces habitants, quelle que soit la zone occupée par leur résidence actuelle, dans le plan des courbes isopsophiques. Il lui demande enfin si de nouvelles études ne sont pas indispensables en tenant compte des éventualités de déviation dans le décollage des avions.

Elèves pilotes de ligne.

23011. — 14 mars 1972. — **M. Dupuy** informe **M. le ministre des transports** qu'il a eu connaissance des faits suivants: les élèves pilotes de ligne du recrutement « A », stage A 9, se sont vu notifier en septembre 1971, à l'issue de leur période de coopération, leur non-engagement par la compagnie nationale. Sauf un petit nombre qui a pu prendre un engagement de six mois dans l'armée de l'air, la majorité de cette quarantaine de jeunes pilotes est depuis lors inscrite au chômage. La soixantaine d'élèves pilotes de ligne du stage A 10, encore à la coopération, a reçu la même notification. Les stagiaires A 11/1 sortis en septembre du centre national de Saint-Yan n'ont pas reçu le complément d'instruction à Orly que prévoyait leur contrat. Au vu de ces informations inquiétantes, il lui demande: 1° la raison pour laquelle ces jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi alors qu'Air Inter et U. T. A. recrutent actuellement des pilotes; 2° s'il compte en tout cas utiliser les moyens qu'il possède pour assurer le recrutement de ces jeunes pilotes par les compagnies dites « de troisième niveau », auxquelles on permet d'assurer des transports publics sous couvert des normes Air Inter, avec des dérogations d'exploitation par rapport à la grande compagnie intérieure (l'auteur de cette question tient à ce sujet une documentation précise à la disposition de M. le ministre); 3° ce qu'il compte faire pour que les stages A 11 et A 12 suivent la progression normale et complète prévue par le contrat du concours par lequel ils ont été recrutés; 4° s'il peut garantir que le recrutement « A », dont l'excellence est reconnue par tous les spécialistes compétents, ne sera pas tari et que la formation

complète au brevet de pilote de ligne, diplôme d'Etat, ne sera pas déléguée, tout ou partie, aux employeurs ; 5° s'il peut, en conséquence, garantir que le centre national de Saint-Yan ne sera ni fermé ni diminué dans ses activités ni détourné de son actuelle vocation ; 6° si, d'autre part, il peut formellement assurer que la commission de l'inspecteur Lemaire, actuellement chargée de « la réforme des licences », a vocation de maintenir le niveau et la valeur de la partie théorique du brevet de pilote de ligne et du brevet de pilote professionnel de 1^{re} classe ; 7° ce qu'il compte faire pour mettre un terme à l'actuelle tendance qui consiste à faire payer leur stage IFR, dans les centres de Saint-Yan et de Guyancourt, à des pilotes ayant acquis ce niveau par l'étude personnelle et auxquels on demande ainsi de s'endetter et d'hypothéquer leur carrière, bien que leur nombre corresponde à la demande des transporteurs.

Accord entre Air France et l'U.T.A.

23044. — 15 mars 1972. — M. Cermolacce expose à M. le ministre des transports que son attention a été attirée par la motion suivante émanant du comité central d'entreprise d'Air France à la suite de l'accord signé entre Air France et U.T.A. : « Alors que cette importante question, qui pose des principes d'avenir du transport aérien français, n'a jamais fait l'objet de débats au niveau du comité central d'entreprise et ce malgré plusieurs demandes pressantes, la direction d'Air France, violant une nouvelle fois la loi, place le comité central d'entreprise devant le fait accompli. Les membres du comité central d'entreprise s'élèvent contre une telle attitude qui dédaigne l'avis des représentants du personnel et porte atteinte aux prérogatives qu'ils détiennent de par la loi. Le comité central d'entreprise constate que l'accord permet l'extension du marché international de l'U.T.A., notamment vers le Japon. Il exprime de sérieuses réserves sur le principe même d'un tel accord dont le texte ne lui a pas été communiqué et sur ses conséquences pour l'expansion de la compagnie nationale. Le comité central d'entreprise ne peut que s'inquiéter sur les raisons du refus de communication de l'accord et des études chiffrées qui l'ont précédé ». En accord complet avec l'ensemble du personnel d'Air France, il lui demande : 1° pour quelles raisons cet accord n'a jamais fait l'objet de discussions avec le comité central d'entreprise ; 2° s'il peut lui faire connaître le contenu de cet accord ainsi que les études chiffrées qui l'ont précédé.

Air France (suppression des services de repas sur les avions moyen-courriers).

23058. — 15 mars 1972. — M. Krieg demande à M. le ministre des transports s'il est exact que la compagnie Air France ait décidé de supprimer ses services de repas sur les avions moyen-courriers et de les remplacer, à compter du 1^{er} avril 1972, par la remise à chaque passager, au moment de son embarquement, d'un « panier-repas ». Si cette nouvelle s'avérait exacte, la mesure prise ne manquerait pas d'avoir des conséquences diverses : d'une part, elle représenterait de la part d'Air France un renoncement à ce qui faisait jusqu'à présent une partie de son prestige, à savoir la qualité du service assuré en vol, bien qu'il faille reconnaître que depuis quelques temps une baisse assez sensible avait déjà pu être notée sur ce plan. Or, à un moment où les diverses compagnies internationales se font sur les principales lignes une concurrence acharnée, pareille mesure risque de conduire les voyageurs à choisir des compagnies étrangères où ils penseront trouver un meilleur service. D'autre part, cette mesure aurait certainement pour effet de réduire le nombre du personnel employé, que ce soit au sol ou à bord. Là aussi, il peut y avoir risque de licenciement ou tout au moins d'absence de recrutement, ce qui sur le plan social aurait des conséquences regrettables. Ce sont les raisons pour lesquelles il serait heureux d'avoir, sur les points soulevés, les explications nécessaires.

Fermeture hebdomadaire des stations-service d'un département.

22971. — 10 mars 1972. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que l'article 43 a du livre II du code du travail qu'en cas d'interventions d'organisations syndicales, le préfet pourra prescrire la fermeture hebdomadaire de tous les points de vente dans la catégorie considérée ». Il lui expose qu'en application de ce texte un arrêté préfectoral a été pris prescrivant la fermeture des pompes à essence dans tout un département. Cette mesure est évidemment regrettable bien qu'elle semble justifiée par le fait que les stations-service qui emploient du personnel tout en souhaitant assurer à celui-ci un repos hebdomadaire aient entendu se préserver contre la concurrence de certains artisans n'occupant aucun salarié. L'accord entre les syndicats patronal et ouvrier prévu par l'article précité du code du travail ne semble pas, dans le cas particulier, parfaitement

convaincant. En effet, d'une part, il n'est pas absolument certain que les adhérents de l'un ou l'autre de ces syndicats aient fait connaître d'une manière précise leur position à l'égard de la fermeture envisagée. Il est surtout regrettable que la consultation ainsi prévue ne concerne absolument pas les travailleurs indépendants qui tiennent des stations-service et qui sont pourtant en nombre très important. L'arrêté préfectoral qui leur impose une fermeture qu'ils ne souhaitent pas risque de réduire un chiffre d'affaires souvent déjà peu important. Il lui demande, pour les raisons qui précèdent, s'il estime que les dispositions de l'article 43 a du livre II du code du travail sont adaptées au problème précité. Il souhaiterait que ce problème fasse l'objet d'études permettant de dégager une autre solution qui puisse tenir compte de l'avis et des intérêts des travailleurs indépendants.

Université de Paris-VIII (emploi de travailleurs étrangers).

23003. — 14 mars 1972. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur le fait que, depuis deux mois, malgré les démarches incessantes du conseil de l'université de Paris-VIII (Vincennes), et auprès des instances départementales de la main-d'œuvre, des cabinets du ministre de l'éducation nationale et du travail, quatre cartes de travail n'ont pas été accordées à des membres du personnel de nettoyage, travailleurs immigrés. Certains de ces travailleurs étaient, auparavant, employés, sans carte de travail, par une entreprise privée. Cette situation irrégulière n'avait jamais produit de difficultés. Or, voici qu'au moment même où un emploi relativement stable leur est offert, des difficultés inexplicables sont opposées par les services officiels ; sauf peut-être la volonté délibérée de créer de nouvelles difficultés à l'université de Paris-VIII. De plus, il semble que de tels faits se présentent, également, dans d'autres universités parisiennes. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour que les cartes de travail soient immédiatement délivrées à ces travailleurs.

Agence de l'emploi de Boulogne.

23005. — 14 mars 1972. — M. Ducoloné attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur l'aggravation des conditions de travail du personnel de l'agence locale de l'emploi de Boulogne qui, depuis quelques mois, ne cessent de se détériorer. Alors que le nombre de demandeurs d'emploi a plus que doublé depuis 1969, le personnel de l'agence de Boulogne n'a pas suivi le même rythme. Cela amène une surcharge de travail dans un local qui se montre quelque peu vétuste et où il est parfois difficile d'accomplir sa tâche avec toute l'efficacité voulue. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que soit assuré, par l'augmentation des personnels de l'agence locale pour l'emploi, le fonctionnement normal de ce service public.

Faillite d'une entreprise de Bar-le-Duc (créances des salariés).

23007. — 14 mars 1972. — M. Ducoloné attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, sur la situation particulièrement difficile des travailleurs des constructions métalliques Fuerst (C. O. M. E. F.), de Bar-le-Duc. A la suite de la faillite de cette entreprise, près de quatre-vingt-dix travailleurs n'ont pu percevoir intégralement leurs salaires et indemnités de licenciements, les sommes dues variant entre 800 et 7.000 francs. Pour l'ensemble de ces travailleurs la dette s'élève à environ 140.000 F. Il apparaît que le syndicat chargé de la liquidation rencontre des difficultés pour payer ces travailleurs, en raison du règlement prioritaire de la dette fiscale qui s'élève à 600.000 francs. Compte tenu de la situation de l'emploi dans la ville et dans la région, rendue encore plus difficile du fait de la fermeture d'un certain nombre d'entreprises, ce non-paiement rend les conditions de vie de ces travailleurs particulièrement pénibles. En conséquence, il lui demande s'il peut étudier les mesures à prendre afin que l'ensemble de la dette soit acquittée au besoin en prélevant sur les sommes dues au fisc par l'entreprise.

Agriculteurs sans emploi (protection sociale).

23018. — 14 mars 1972. — M. Moron attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation des agriculteurs non salariés qui quittent la terre sans avoir d'emploi. Ils ont droit certes à l'inscription à l'agence de l'emploi et aux allocations familiales mais ni à l'indemnité de chômage, ni à la sécurité sociale, les prestations de la caisse agricole étant limitées à la fin de l'année de la cessation de l'activité agricole. Il y a là semble-t-il une lacune de la législation. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour y remédier.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai
supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 139 (alinéas 4 et 6) du règlement.)

Formation professionnelle.

21800. — 7 janvier 1972. — **M. Calmèjane** expose à **M. le Premier ministre** qu'à la suite de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, et de la n° 71-577 d'orientation sur l'enseignement technologique, plusieurs décrets, en date du 10 décembre 1971, en prédisent certaines modalités d'application dans le sens d'un enseignement à plein temps et d'une participation effective des employeurs au moyen des conventions. Ces dispositions sont éminemment avantageuses pour les travailleurs qui pourront en bénéficier, mais leur nombre sera nécessairement très limité dans chaque entreprise. Il lui demande, pour répondre aux questions d'actuels auditeurs, sans aide financière, suivant les cours dispensés au titre du perfectionnement conduisant à la promotion sociale, en dehors des heures de travail, si l'application des nouveaux textes supprimera les cours actuels ouverts librement à quiconque est soucieux de se promouvoir par les préparations aux examens professionnels allant du C. A. P. au B. T. S. et même au diplôme d'ingénieur. Il lui demande également dans le cas où cet enseignement serait continué si les employeurs seront astreints en dehors des actions propres à la formation continue, à passer des conventions pour le seul financement des frais de fonctionnement de ces anciens cours, ou si l'Etat gardera à sa charge ces dépenses, avec utilisation des ressources recueillies au titre de la taxe d'apprentissage par chaque organisme gestionnaire des cours. Il souhaiterait avoir tous apaisements, comme suite à la question écrite n° 17652 (parue du *J. O. A. N.* n° 69 du 31 juillet 1971) au sujet des charges financières découlant de la formation professionnelle continue qui risquent de peser sur la libre disposition de la taxe d'apprentissage par les petites entreprises au préjudice de l'initiative financière des établissements publics d'enseignement technique, et des cours de perfectionnement qu'ils organisent.

Marché commun.

21826. — 8 janvier 1972. — **M. Beucier** demande à **M. le Premier ministre** : 1° si le Gouvernement est décidé à repousser tout règlement communautaire, qui contrairement à un droit naturel confirmé par une application séculaire, interdirait aux récoltants de distiller leurs fruits ; 2° si, concernant le projet de décret de la Communauté européenne pour l'harmonisation des impôts indirects en date du 20 octobre 1970, le Gouvernement entend prendre la même position que la République fédérale allemande telle qu'elle résulte d'un amendement à l'article 30 dudit projet présenté officiellement à Bruxelles, c'est-à-dire n'accepter le projet que s'il est amendé pour permettre à chaque Etat membre d'édicter des règlements spéciaux dérogeant au règlement général à la condition expresse que ces règlements spéciaux n'aient qu'un caractère régional n'entravant pas la concurrence ; 3° si le caractère régional exigé par l'amendement précité pour que les dispositions des règlements spéciaux puissent être valablement prises et appliquées signifie qu'elles doivent s'appliquer seulement à une ou plusieurs régions de l'Etat membre intéressé ou si leur application peut s'étendre à la totalité de cet Etat.

Mutualité sociale agricole.

21845. — 12 janvier 1972. — **M. Hébert** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le décret n° 71-550 du 21 juin 1971 relatif à la gestion financière des caisses de mutualité sociale agricole. Ce décret, réglementant l'emploi que lesdites caisses peuvent faire de leurs réserves, énumère dans son article 7 les prêts qu'elles sont autorisées à accorder à leurs cotisants. La liste qui figure à cet article ne comprend pas les prêts complémentaires à la construction aux salariés et aux exploitants agricoles bénéficiaires des allocations familiales. Cette exclusion, si elle est maintenue, interdira aux caisses de mutualité sociale agricole de poursuivre l'action qu'elles mettent en œuvre depuis de nombreuses années en vue de l'amélioration de l'habitat dans les zones rurales, et qui bénéficie à de nombreuses familles aux revenus modestes dont un grand nombre n'aurait pu se loger décemment sans le concours financier de la mutualité sociale agricole. Sans doute l'article 15 du même décret permet-il aux caisses de se porter caution pour leurs adhérents bénéficiaires de prêts complémentaires d'accession à la propriété, mais cette possibilité est de faible portée en raison

des limites imposées aux organismes prêteurs et de l'importance des intérêts pratiqués en matière de crédit hypothécaire. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de reconsidérer une mesure qui entraînera inévitablement une pénalisation des familles les plus modestes du secteur agricole (salariés et petits exploitants).

Sécurité routière.

22340. — 9 février 1972. — **M. Richeux** attire l'attention de **M. le Premier ministre (relations publiques)** sur les nouvelles mesures de limitation de vitesse, préjudiciables, non seulement aux personnes transportées mais surtout à l'industrie automobile en France. La vitesse n'est pas la cause essentielle de la mort de nombreuses personnes mais les accidents sont dus à l'inattention, au manque de réflexe, au non-respect des principes élémentaires du code, au comportement éthylique de certains conducteurs, à l'usure excessive des véhicules âgés et non soumis à révision, à l'état lamentable du système routier (routes sinueuses, parfois mal entretenues, trop étroites et non en rapport avec le gabarit des gros transporteurs). Les statistiques récentes ont malheureusement démontré que la réglementation mise en pratique ces dernières années n'avait pas arrêté la progression du nombre de victimes de la route, bien au contraire. Il lui demande s'il n'envisage pas de supprimer la limitation de vitesse et les tracasseries de l'examen du permis de conduire pour lequel on exige des malheureux candidats une patience à toute épreuve et surtout des dépenses exorbitantes. Les propriétaires de voiture, grands contribuables de France, à la merci des ennus processifs, se verront bientôt dans l'obligation d'acheter des voitures de faible cylindrée, au grand détriment de l'industrie française et sans résoudre pour autant le problème des accidents de la route.

Fondations.

22387. — 10 février 1972. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de la justice** que le rapport du comité de financement du VI^e Plan, recommandant, sur le plan juridique comme sur le plan fiscal, des réformes améliorant le régime des fondations. Il lui demande quelles mesures ont été ou vont être prises ou proposées en ce domaine.

Monuments historiques.

22306. — 5 février 1972. — **M. Chaumont** rappelle à **M. le ministre des affaires culturelles** qu'en application de la loi n° 62-903 du 4 août 1962 prévoyant des secteurs dits « secteurs sauvegardés » il a été délimité un périmètre important dans la vieille ville du Mans (19 hectares) ce qui a permis d'épargner la destruction ou la modification d'immeubles dont l'intérêt historique et esthétique est certain. Cette opération de « gel en l'état » n'a toutefois pas apporté une solution aux problèmes financiers que posent à leurs propriétaires ces restaurations d'immeubles. L'initiative privée peut assurer un démarrage à titre exceptionnel, mais n'est pas en mesure de prendre en charge les dépenses très lourdes qu'entraînent les travaux. Le financement traditionnel par voie bancaire est d'un coût élevé et constitue un obstacle important. Dans le cadre de la législation actuelle, deux sources de financement peuvent être utilisées : les prêts spéciaux du Crédit foncier accordés selon un prix plancher beaucoup trop faible et se référant au coût habituel de la construction, fort différent de la restauration, ou l'intervention de l'A. N. A. H. (Agence nationale d'amélioration de l'habitat) se limitant à 50 p. 100 environ du montant de la dépense. Dans tous les cas, la part d'autofinancement demeure importante et ne permet pas à un grand nombre de propriétaires de contracter les emprunts nécessaires. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les propriétaires des secteurs sauvegardés puissent faire appel à la conjugaison de ces deux sources de financement, prêts du Crédit foncier et aide de l'A. N. A. H. Une telle décision qui traduirait l'attitude commune à l'égard de ces problèmes des ministères des affaires culturelles et de l'équipement et du logement encouragerait en outre l'initiative privée en lui permettant un endettement dans des limites raisonnables.

Résistants.

22349. — 9 février 1972. — **M. Antoine Caill** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il envisage d'étudier la possibilité d'accorder : 1° la carte du combattant aux résistants titulaires de la croix de guerre ; 2° la carte de combattant volontaire de la Résistance aux médaillés de la Résistance française. L'attribution de ces cartes pourrait être accordée lorsque les distinctions précitées ont été remises lors des combats ou, au plus tard, un an après l'armistice du 8 mai 1945.

Chômage (Montluçon).

22400. — 10 février 1972. — **M. Védrlines** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire**, sur la situation créée par l'aggravation rapide du chômage dans la région montluçonnaise. Après les licenciements massifs des années 1962 à 1964, plusieurs ministres venus sur place ont maintes fois promis de rendre à cette région son ancienne prospérité. Au lieu de cela on constate que les demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois sont passées de 1.060 en mai 1971 à 1.342 en novembre; les effectifs continuent de diminuer à la Société nationale des chemins de fer français et dans diverses entreprises. Dans certaines autres sont annoncés des licenciements massifs ou de fortes diminutions d'horaires. Il en résulte une situation dramatique pour les travailleurs sans emploi, les chômeurs totaux ou partiels, une perte considérable pour le commerce local. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prendre des mesures d'urgence tendant à interdire tout licenciement sans reclassement immédiat, à l'indemnisation totale des heures de travail perdues lors des réductions d'horaires, à faciliter dans cette région un retour effectif aux 40 heures avec salaire de 48, une mise à la retraite anticipée des travailleurs âgés qui en feraient la demande, avec paiement de la retraite intégrale; la pleine application de la loi de juillet 1971 sur la formation continue et les accords patronat-syndicats de 1970 sur la formation professionnelle. Parallèlement, il lui demande: 1° si des mesures ne pourraient pas être prises immédiatement pour interdire à de grosses entreprises de déplacer dans d'autres localités, et à plus forte raison à l'étranger, des productions jusqu'ici effectuées sur place; si au contraire on ne pourrait envisager le développement à Montluçon des industries existantes; 2° quelles mesures il entend prendre pour infléchir les orientations du VI^e Plan, en vue de créer dans cette région des industries nouvelles. Il lui signale que la mise en chantier des infrastructures routières nécessaires au développement industriel de la ville et de la région, ainsi que la mise en chantier immédiate des constructions scolaires jugées indispensables par la récente réunion de la carte scolaire, contribueraient efficacement au maintien de l'activité économique; 3° quelles mesures il compte prendre concernant l'ensemble de cette situation.

Orphelins.

22278. — 4 février 1972. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les dispositions de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un allocataire isolé ne sont pas encore mises en application dans les administrations de l'Etat en raison du retard apporté à la publication des textes d'application. Cette situation suscite de toutes parts des protestations bien légitimes, les bénéficiaires éventuels de cette allocation attendant avec impatience de recevoir les sommes auxquelles ils ont droit. D'après la réponse donnée par **M. le Premier ministre** (fonction publique) à la question écrite n° 207 62 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 1^{er} janvier 1972, p. 7049) toutes instructions ont été données en ce qui concerne les modalités d'ordonnement des sommes nécessaires, dans une circulaire intervenue sous le timbre de la direction du budget le 3 novembre 1971. Mais une autre circulaire, qui doit fixer les modalités de liquidation, serait toujours en préparation. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que cette dernière circulaire sera très prochainement envoyée aux services intéressés afin que les bénéficiaires de la loi du 23 décembre 1970, appartenant aux administrations de l'Etat, ne soient pas plus longtemps défavorisés par rapport à ceux qui font partie du secteur privé.

Affichage.

22279. — 4 février 1972. — **M. de Montesquou** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 949 ter II du code général des impôts, sont exonérées du droit de timbre, les affiches ne dépassant pas 1,50 mètre carré de superficie et constituant la présignalisation des hôtels, restaurants, garages et postes de distribution de carburants, dans la limite de deux affiches par garage ou poste de distribution. Il lui fait observer que, dans certains cas d'accidents - par exemple s'il s'agit d'un automobiliste victime d'un bris de pare-brise - il est plus important pour le conducteur de savoir où se trouve un atelier artisanal de carrosserie qui pourra sur le champ procéder aux réparations nécessaires, que de connaître l'emplacement d'un restaurant ou d'un garage. Il apparaît ainsi souhaitable que l'exonération prévue à l'article 949 ter II susvisé, soit étendue aux affiches constituant la présignalisation des artisans carrossiers

qui exercent en partie la même activité que les garages. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la discrimination injustifiée établie à cet égard, par la législation actuelle, entre les garages et les artisans carrossiers.

Publicité clandestine.

22286. — 4 février 1972. — **M. Sauzedde** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles mesures ont été prises pour faire contrôler strictement, notamment par l'inspection générale des finances, par la cour des comptes, et par la commission de vérification des comptes et services publics, les conditions dans lesquelles certains collaborateurs de l'agence Havas et de l'Office radio-télévision française auraient conclu des accords relatifs à la diffusion de publicités « clandestines » à la radio, à la télévision, et quelles mesures il compte prendre à la suite de ces contrôles pour poursuivre sur le plan disciplinaire, et sur le plan pénal, les fonctionnaires et agents de ces deux entreprises publiques qui ont commis les indécidables précitées.

Publicité clandestine.

22297. — 5 février 1972. — **M. Sauzedde** fait observer à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la publicité a été diffusée d'une manière « clandestine », avec la complicité de certains collaborateurs indélicats appartenant aux deux entreprises publiques: l'agence Havas, et l'Office de radio et télévision française. Il serait donc équitable que l'Etat récupère une partie de ces sommes sur ceux qui les ont indûment perçues. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'administration fiscale vérifie strictement les déclarations des revenus des contribuables intéressés, les compare le cas échéant avec leur train de vie et les invite soit à régulariser leur déclaration, dans l'hypothèse où les rémunérations de la publicité clandestine n'y figureraient pas, soit, à défaut, à payer une imposition établie conformément aux dispositions des articles 168 et 180 du code général des impôts majorée éventuellement de pénalités.

Fiscalité immobilière.

22304. — 5 février 1972. — **M. Edouard Charret** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une entreprise de plâtrerie-peinture envisage, pour occuper son personnel pendant les périodes creuses, d'acquérir des appartements anciens en mauvais état, de les rénover et de les revendre après réfection. Il lui demande quel sera le régime fiscal applicable à ces opérations: 1° au regard des droits d'enregistrement sur les mutations d'immeubles; 2° au regard de la T.V.A.

Fonds de commerce.

22307. — 5 février 1972. — **M. Pierre Cornet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**: 1° si les dispositions de l'article 75 de la loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970 sont susceptibles d'être appliquées aux éléments incorporels d'un fonds de commerce, mis préalablement en gérance libre par son propriétaire alors qu'il se trouvait soumis au régime du bénéfice réel; 2° si, dans l'affirmative, la plus-value de cession éventuelle desdits éléments, après cinq ans d'exploitation échapperait à l'imposition à concurrence de la plus-value constatée en franchise d'impôt, en vertu de l'article 75 précité.

Intéressement des travailleurs.

22322. — 5 février 1972. — **M. Herman** demande à **M. le ministre de la justice**: 1° dans quelle catégorie de créances il convient de classer la réserve de participation instituée par l'ordonnance du 17 août 1967 en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens d'une entreprise participant à l'intéressement; 2° si celle-ci peut être assimilée aux créances privilégiées au même titre que les appointements et les salaires.

 Valeurs mobilières.

22341. — 9 février 1972. — **M. Vancalster** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la réponse à la question posée par **M. Robert Liot**, sénateur, le 28 septembre 1971, sous le numéro 10746 est parue au *Journal officiel* le 18 janvier 1972. Cette question visait particulièrement l'imposition éventuelle des plus-values boursières en vertu de l'article 92, 2° du code général des impôts.

Dans le même contexte que la question posée par M. Llot, il souhaiterait personnellement un complément d'information, tout en lui précisant qu'il ne s'agit pas d'un cas particulier, mais que sa question vise la législation en général. Il lui demande: 1° si le caractère taxable des opérations de bourse, c'est-à-dire de celles effectuées à titre habituel et dans un but spéculatif est en fait déterminé exclusivement par l'administration; 2° en vertu de quel texte législatif ou de quelles dispositions du code des impôts, l'application des dispositions prévues à l'article 92, 2° C. G. I., s'oppose, sous le régime de la déclaration contrôlée, au principe général de la déduction des moins-values éventuellement subies du revenu global d'ensemble; 3° si les « initiatives spectaculaires » qui devraient être prises en faveur de l'épargne, doivent se limiter aux dispositions prévues par l'article 2 de la loi de finances rectificative pour l'année 1971.

Prix.

22344. — 9 février 1972. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que l'application des dispositions de l'arrêté n° 25-921 du 17 septembre 1971 à certains commerces leur crée de graves problèmes et leur cause, de ce fait, un préjudice certain. Il en est en particulier ainsi des commerces spécialisés dans certaines ventes tout à fait particulières telles que les antiquités, les objets d'arts, les tableaux anciens ou modernes, les livres d'art ou de collections et tous autres objets généralement rares et recherchés par des amateurs ou des collectionneurs. Le fait de contraindre les commerçants à l'affichage de leurs prix est en effet de nature non seulement à écarter les éventuels acheteurs, car très souvent la vente de tels objets fait l'objet de marchandages à partir du prix fixé par le vendeur ce qui paraît maintenant impossible, mais encore à attirer les voleurs qui seront sans aucune difficulté fixés sur la valeur des marchandises exposées. Il en est d'ailleurs de même en ce qui concerne les objets à très faible tirage, quelle que soit leur nature. C'est pourquoi il lui demande s'il entend revoir les modalités d'application de l'arrêté susvisé, en ce qui concerne exclusivement un certain nombre de commerces limitativement énumérés, pour lesquels l'affichage des prix pourrait ne plus être exigé.

Mutation (droit de).

22355. — 9 février 1972. — M. Le Theule rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le Gouvernement encourage à juste titre la mobilité de la main-d'œuvre, et en particulier des cadres. Il convient à cet égard de remarquer toutefois que celle-ci est freinée par l'existence de droits de mutation qui frappent les logements dont les salariés envisagent la vente lorsqu'ils doivent changer de résidence. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager, afin de faciliter cette mobilité souhaitable, un dégrèvement sur les frais de mutation frappant la revente de logements de salariés qui quittent une ville pour un nouveau lieu de travail. Si une mesure d'ordre général ne pouvait être prise à cet égard sur simple présentation de la justification de la mutation professionnelle en cause, il souhaiterait savoir si une mesure plus limitée pourrait être prise en faveur des salariés obligés de changer de résidence soit à la suite de fermetures d'entreprises, soit en raison de concentrations entraînant une réduction des effectifs du personnel des entreprises fusionnées.

Médecins (téléphone).

22356. — 9 février 1972. — M. Marette demande à M. le ministre de l'économie et des finances les raisons pour lesquelles les redevances du service des abonnés absents ne peuvent pas être incorporées dans les frais du groupe 1 reconnu aux médecins, mais seulement dans les frais forfaitaires, alors que dans les grandes villes où il existe, comme à Paris, des organisations de secrétariat téléphonique privé collectif ces frais sont acceptés dans le groupe 1. Le secrétariat téléphonique des médecins absents constitue pour ces derniers un instrument de travail indispensable et par les malades un avantage évident. L'anomalie existante, en ce qui concerne l'imputation de ces frais et leur déduction du revenu imposable calculé pour les médecins est d'autant plus choquante que le secrétariat assuré par les P. T. T. dans le cadre du service des abonnés absents n'assure pas les mêmes avantages que le secrétariat téléphonique privé. Il lui demande s'il peut envisager de donner des instructions aux services fiscaux pour que les dépenses « abonnés absents » des médecins soient acceptées sur toute l'étendue du territoire français dans les frais du groupe 1.

Fruits et légumes (F. O. R. M. A.).

22357. — 9 février 1972. — M. Notebart demande à M. le ministre des finances quel est le montant des subventions accordées par le F. O. R. M. A. au comité économique de la pomme de terre Nord-Pas-de-Calais au cours des années 1969-1970, 1970-1971: 1° pour frais de gestion; 2° pour écoulement des excédents.

Vignette automobile et fonds national de solidarité.

22358. — 9 février 1972. — M. Gilbert Faure demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui faire connaître pour les cinq dernières années: 1° le montant réel de la vente de la vignette en tenant compte des amendes qui ont été payées à ce titre; 2° le produit des recouvrements effectués sur les successions au titre de la récupération du fonds national de solidarité; 3° l'attribution annuelle faite aux divers organismes distributeurs du fonds national de solidarité.

Chèques postaux.

22363. — 9 février 1972. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'économie et des finances (commerce) s'il a fait des représentations auprès de son collègue des postes et télécommunications qui a confié à La Redoute, à Roubaix, une publicité véhiculée par l'intermédiaire des enveloppes des chèques postaux, cela au moment où les commerçants subissent les inconvénients du développement des grandes surfaces et des formes commerciales comme celle citée ci-dessus.

Vielliesse.

22370. — 9 février 1972. — M. Chazelle expose à M. le ministre de l'économie et des finances: 1° que le pouvoir d'achat des personnes âgées n'a cessé de diminuer depuis plusieurs années du fait de la hausse constante des denrées alimentaires, des loyers, des combustibles et des transports; 2° qu'il apparaît que l'adaptation des allocations de vieillesse devrait être considérée comme un objectif prioritaire et que les majorations de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ne correspondent pas, et de loin, à la hausse du coût de la vie; 3° que si, par ailleurs, la loi de finances pour 1972 prévoit deux nouvelles augmentations de l'allocation supplémentaire, une de 250 francs au 1^{er} janvier 1972 et l'autre de 100 francs au 1^{er} octobre de la même année, ces augmentations ne peuvent compenser la hausse vertigineuse des prix dans certains secteurs. Par ailleurs, les bénéficiaires du Fonds national de solidarité sont souvent écartés de divers avantages complémentaires en raison du maintien du plafond des ressources à un taux trop bas. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux personnes âgées de connaître une vie au moins décente.

Décentralisation industrielle.

22376. — 9 février 1972. — M. Philibert demande à M. le ministre de l'économie et des finances la raison pour laquelle son ministère a cru devoir ordonner aux trésoriers-payeurs généraux d'interrompre le versement des primes à l'industrialisation, votée par les assemblées départementales, alors qu'il était une importante incitation à la décentralisation économique.

Femmes (I.R.P.P., charges déductibles, frais de garde des enfants).

22377. — 9 février 1972. — M. Spénaie attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des mères de famille qui travaillent (salariées ou non), et qui en raison des ressources du ménage ou de leurs propres ressources, si elles sont seules, ne peuvent bénéficier de l'allocation pour frais de garde prévue par la récente loi du 3 janvier 1972. L'équité voudrait que ces frais qui constituent une dépense indispensable à l'exercice de la profession soient retenus dans la catégorie des frais professionnels déductibles du revenu. Il lui demande s'il est d'accord avec le point de vue exprimé et, dans l'affirmative, quelles mesures il a l'intention de prescrire.

Finances locales (T.V.A.).

22388. — 10 février 1972. — M. Olivro demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il est possible, au titre de l'année 1970, de connaître le montant total des sommes acquittées par les communes ou syndicats intercommunaux au titre de la T.V.A.

Finances locales.

22394. — 10 février 1972. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés grandissantes auxquelles se heurtent les communes pour financer les équipements publics indispensables. En effet, alors que s'amenuisent constamment les subventions accordées aux villes pour la réalisation de crèches, d'écoles, d'équipements culturels et administratifs, les communes continuent de payer intégralement la T. V. A. sur leurs travaux et sur leurs achats. De nombreuses communes se trouvent ainsi contraintes de reverser à l'Etat, au titre de la T. V. A., un montant supérieur à celui des subventions qu'elles ont reçues de l'Etat. Il en résulte une situation intolérable pour les communes qui se trouvent contraintes soit d'alourdir encore une fiscalité locale qui atteint déjà souvent la limite des possibilités contributives de la population, soit de renoncer à la réalisation d'équipements pourtant indispensables à la satisfaction des besoins de la population. En conséquence, il lui demande s'il ne considère pas qu'il convient d'urgence d'accorder aux collectivités locales le remboursement de la T. V. A. qu'elles paient sur leurs travaux et leurs achats.

Commerce de détail.

22398. — 10 février 1972. — M. Henri Lucas demande à M. le ministre de l'économie et des finances : 1° s'il est exact que les aides financières de l'Etat accordées au secteur industriel vont être étendues au secteur tertiaire, y compris le secteur commercial (supermarchés, en particulier) ; 2° dans l'affirmative, si les supermarchés vont pouvoir bénéficier, outre des aides financières de l'Etat, de l'exonération des patentes et des primes pour créations d'emplois.

Environnement.

22295. — 5 février 1972. — M. Stehlin demande à M. le ministre de l'intérieur s'il peut prendre les mesures nécessaires afin que l'autorisation d'ouvrir un chantier dans une agglomération urbaine ne soit accordée que si toutes les dispositions ont été prises pour protéger le voisinage contre les nuisances créées par les travaux. Il est inadmissible que la construction d'un immeuble donne lieu à des bruits, à la dégradation de la rue, à une entrave à la circulation et, plus généralement, à une gêne insupportable pour la vie des riverains.

Détenition.

22346. — 9 février 1972. — M. Charles Bignon attire l'attention de M. le ministre de la justice sur la réponse qui lui a été adressée par M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le 2 décembre 1971, sous le numéro 19702, et concernant la situation des foyers où le chef de famille a été condamné à une peine privative de liberté. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale lui a fait connaître qu'un texte était en préparation pour permettre au détenu d'acquiescer, lorsqu'il exécute un travail pénal, des droits à l'assurance vieillesse. Il lui demande, dans le cadre de la réforme qu'il étudie actuellement, s'il entend : 1° élargir très sensiblement la couverture sociale du prisonnier condamné, en assurant à celui-ci, par l'intermédiaire de son travail pénal, même lors d'une condamnation définitive, le droit à un régime complet de sécurité sociale pour les siens, y compris les prestations familiales — sans assurance volontaire — et la vieillesse ; 2° donner la possibilité au détenu d'adresser à sa famille une pension alimentaire prélevée sur son travail, qui lui donne le sentiment qu'il continue à assurer la responsabilité de son foyer et, en même temps, donne à la famille, privée de son chef naturel, conscience que celui-ci continue à remplir ses devoirs. Il lui fait enfin remarquer qu'il appartient à l'entrepreneur faisant travailler des détenus d'assurer une charge équivalente à celle des autres travailleurs, de façon à éviter une concurrence anormale.

Développement industriel.

22404. — 10 février 1972. — M. Roucaute attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, sur la grande émotion qui s'est emparée des élus locaux et des populations des cantons de Pont-Saint-Espirit et Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard, à l'annonce de la suppression des aides à l'industrialisation (zone II) pour la région rhodanienne, dite Alpha. Alors que la situation de l'emploi est très préoccupante dans cette région, que les efforts d'équipements sociaux et d'urbanisation pèsent lourdement dans les budgets communaux, que des projets de création de zones industrielles sont en cours ou déjà réalisés, une telle décision ne peut que compro-

mettre gravement la situation économique de la vallée du Rhône. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir cette région dans la zone II, lui permettant ainsi de bénéficier des aides à l'industrialisation et assurer son développement économique.

Autoroutes.

22406. — 10 février 1972. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur les très graves inconvénients que subissent les riverains des autoroutes A6 et H6 dans la traversée de L'Hay-les-Roses (94). Ces inconvénients qui sont essentiellement de trois ordres : le bruit, les trépidations, les émanations des tuyaux d'échappement des véhicules ont pris de telles proportions avec l'accroissement du trafic routier, que la santé des intéressés (plusieurs milliers de familles) est très sérieusement compromise. Un écran expérimental antibruit a été installé sur trois cents mètres environ sur le côté droit de l'autoroute (dans le sens Paris — province). Il lui demande quelles conclusions ont été tirées de cette expérience et éventuellement les dispositions qui sont envisagées : 1° pour améliorer l'efficacité de cet écran ; 2° pour en réaliser l'installation sur l'autre côté de l'autoroute. Par ailleurs, au moment de la réalisation de ces autoroutes, des plantations sur les talus avaient été promises aux riverains. Or, en fait de plantations, on ne voit que quelques conifères dont le plus grand n'atteint pas la taille d'un homme. Il est bien évident pourtant qu'un double ou triple rideau d'arbres à feuillage persistant pourrait apporter, avec l'écran antibruit, sinon une solution idéale, du moins une atténuation des nuisances. Enfin le revêtement même des chaussées est une source de bruits supplémentaires ; des solutions moins bruyantes auraient été envisagées. Il lui demande où en est l'étude de ces solutions.

Maladies de longue durée.

22274. — 4 février 1972. — M. Cazenave expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que, dans le régime obligatoire d'assurance maladie des travailleurs non salariés, la participation de l'assuré aux frais mentionnés au paragraphe I de l'article 8 de la loi n° 66-509 du 22 juillet 1966 modifiée, est réduite à 20 p. 100 des tarifs pour les affections longues et coûteuses visées au I (3° et 4°) de l'article L. 286-1 du code de la sécurité sociale. Une récente décision de la commission de recours gracieux constituée au sein du conseil d'administration d'une caisse mutuelle régionale a rejeté la demande d'un assuré, tendant à obtenir le maintien de la réduction de sa participation dans le cadre des dispositions relatives aux affections longues et coûteuses, sous prétexte que la prolongation de cette réduction est soumise à des conditions de coût ; la moyenne mensuelle devant atteindre 300 francs au cours de la période de référence, pour que l'affection soit considérée comme longue et coûteuse. Il lui demande si cette décision est bien conforme aux instructions données aux caisses mutuelles régionales, ou s'il ne s'agit pas d'une erreur d'interprétation dont la conséquence serait d'augmenter considérablement les charges du régime, étant donné que, dans un tel système, l'assuré est incité à multiplier les visites médicales et les soins, de manière à atteindre le minimum de dépenses ainsi fixé.

Fonds national de solidarité.

22293. — 4 février 1972. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il n'envisage pas de faire délivrer une carte à tous les bénéficiaires du fonds national de solidarité, permettant ainsi aux intéressés de se prévaloir des avantages attachés à leur qualité de ressortissants du fonds national. Cette carte simplifierait pour beaucoup d'entre eux les démarches pour obtenir ces avantages.

Infirmiers et infirmières.

22303. — 5 février 1972. — M. Buot rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la réponse faite à une question écrite de M. Pierre Lucas relative à la situation des infirmiers et infirmières libéraux (Question écrite n° 19514, Journal officiel, débats A. N. du 18 septembre 1971) et attire son attention sur d'autres problèmes qui préoccupent, à juste titre, les personnels en cause. Il lui demande : 1° si le projet de règles professionnelles applicables à l'ensemble des auxiliaires médicaux dont il faisait état dans cette réponse est sur le point d'aboutir ; 2° quand sera publiée la nouvelle nomenclature des actes para-médicaux qui aura normalement dû paraître à l'automne 1971 ; 3° s'il envisage d'intervenir auprès de son collègue M. le ministre de l'économie et des finances afin que les infirmiers et infirmières libéraux bénéficient

d'un statut fiscal comportant les avantages consentis aux médecins conventionnés; 4° si ces infirmiers et infirmières pourraient être dispensés, comme les médecins, de la production du livre comptable qui est actuellement exigé d'eux.

Médecins.

22314. — 5 février 1972. — M. Moron attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le problème du forfait médical en matière d'impôt direct. Il est prévu qu'au-delà de la somme de 175.000 francs le forfait ne sera plus applicable aux médecins mais il n'a pas été prévu de relèvement de ce plafond afin de tenir compte de l'érosion monétaire, si bien qu'au fil des années le nombre des médecins qui ne pourront bénéficier de ce forfait augmentera. Il lui demande s'il peut intervenir auprès de son collègue, M. le ministre de l'économie et des finances, afin d'obtenir une révision annuelle de ce plafond.

Enseignement privé (pensions de retraite d'enseignants).

22325. — 7 février 1972. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation particulière dans laquelle se trouvent les maîtres de l'enseignement privé, en ce qui concerne l'assurance vieillesse. En raison des exigences particulières qui sont attachées à la profession d'enseignant, de la nécessité d'une adaptation continue aux progrès des techniques et des connaissances, de la fatigue nerveuse due au contact étroit et constant avec des enfants, des conséquences graves qu'entraîne, pour les enfants eux-mêmes, les moindres déficiences physiques du maître, un nombre croissant d'enseignants se trouvent dans l'incapacité de poursuivre leur activité et de remplir efficacement leur tâche après l'âge de soixante ans. Il lui demande s'il n'estime pas que ces circonstances particulières doivent être prises en considération pour l'application, aux membres de l'enseignement privé, des nouvelles dispositions des articles L. 332 et L. 333 du code de la sécurité sociale, relatif à l'attribution de la retraite au taux plein à partir de l'âge de soixante ans aux assurés reconnus inaptes au travail, et si, dans la circulaire d'application qui sera adressée aux médecins des caisses, il n'a pas l'intention de faire figurer les maîtres de l'enseignement privé dans la liste des catégories professionnelles auxquelles pourra être attachée une présomption d'inaptitude, compte tenu des conditions particulièrement pénibles d'exercice de cette profession.

Enfance en danger.

22332. — 8 février 1972. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale: 1° s'il n'estime pas nécessaire, à la suite des nombreux exemples d'enfants martyrisés par leurs parents, et encore dernièrement après le triste drame de Saint-André-de-l'Eure, de poursuivre encore plus activement une campagne de prévention et de protection; 2° si dans le cas précité d'une enfant martyrisée à l'âge de six mois par sa mère, et torturée à nouveau par son père trois ans après cette enfant n'aurait pas dû être signalée aux services de protection de l'enfance et retirée à la garde de ses parents pour être placée dans l'un des centres de protection familiale afin d'être soustraite à leurs mauvais traitements.

Prothèses dentaires.

22334. — 8 février 1972. — M. Barberot demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale: 1° pour quelles raisons, et sur quels textes, une administration hospitalière se fonde-t-elle pour refuser à un malade hospitalisé l'exécution par le praticien de l'établissement d'une prothèse dentaire indispensable; 2° quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette décision préjudiciable aux malades hospitalisés; 3° s'il est possible de faire supporter les frais de ces prothèses par les organismes sociaux, dans les mêmes conditions, et suivant les mêmes modalités de prise en charge que celles prévues dans le secteur privé.

Hôpitaux psychiatriques.

22339. — 9 février 1972. — M. Delorme attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale: 1° sur les très graves inconvénients et répercussions que présente le

retard apporté à la publication des textes réglementaires relatifs à la constitution par les établissements de lutte contre les maladies mentales des masses d'honoraires médicaux; 2° sur les répercussions de la circulaire ministérielle n° DH/7/TG du 30 juin 1971 (§ I) qui a renvoyé au 1^{er} janvier 1972 la date de perception des honoraires médicaux afférents aux soins dispensés aux malades hospitalisés et de constitution des « masses médicales » dans les hôpitaux psychiatriques, ce qui provoque dans les trésoreries des établissements hospitaliers, et principalement dans les hôpitaux psychiatriques, des déficits budgétaires importants; 3° sur le fait que la publication des textes relatifs au nouveau mode de calcul des émoluments des médecins à plein temps et au financement de ces émoluments par l'intermédiaire de la masse des honoraires médicaux hospitaliers n'a pas encore été effectuée. Ce retard cause de très graves difficultés pour l'établissement du budget primitif 1972 de ces établissements qui a été établi compte tenu des dispositions du paragraphe 1 de la circulaire ministérielle n° DH/7/TG du 30 juin 1971 précitée et ceci créera, si les textes ne sont pas modifiés, un nouveau déficit budgétaire au titre de l'exercice 1972. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier aux inconvénients qu'il lui a signalés.

Assurances sociales (coordination des régions).

22347. — 9 février 1972. — M. Boscher expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les dispositions du décret n° 50-132 du 20 janvier 1950, qui continue à s'appliquer depuis la réforme législative intervenue en matière de pensions de la sécurité sociale, lésent de manière inéquitable le personnel militaire qui a terminé ses années d'activité dans une profession civile relevant du régime général. Ainsi un retraité ayant servi sous les drapeaux pendant vingt ans et ayant cotisé ensuite au régime général pendant vingt-cinq ans perçoit, du fait du système de coordination, une pension inférieure de 33 p. 100 à celle de son homologue civil pour une cotisation au taux maximum. Cette inégalité est particulièrement choquante à l'égard d'anciens sous-officiers dont la pension constituée à titre militaire, sans aucune participation des deniers publics, est, par force, modeste et ne compense pas le manque à gagner au titre de la pension de sécurité sociale. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire, à l'occasion de l'application de la réforme récemment promulguée, d'obtenir l'abrogation des dispositions critiquées du décret du 20 janvier 1950.

Pensions de retraite.

22374. — 9 février 1972. — M. Baudis expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que nombreux sont les retraités du régime général de la sécurité sociale qui ont l'impression que le montant de la pension vieillesse qui leur est attribuée ne correspond pas au total des versements qu'ils ont effectués. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable qu'un relevé de comptes faisant apparaître entre autres indications le montant des salaires perçus, soit adressé aux intéressés une fois par an.

Allocation de chômage.

22382. — 10 février 1972. — M. Maujoux du Gasset attire l'attention de M. le ministre du travail et de l'emploi sur le cas de M. H., boulanger, qui, du fait de circonstances économiques, a dû cesser son métier. Il lui demande si ce monsieur qui, actuellement cherche du travail, ne pourrait pas bénéficier de l'allocation de chômage.

Rectificatif

au Journal officiel, Débats parlementaires, Assemblée nationale, du 15 avril 1972.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 885, 2^e colonne, au lieu de: « 22243. — M. Crespin rappelle à M. le ministre de la santé publique... », lire: « 22423. — M. Crespin rappelle à M. le ministre de la santé publique... ».